

# **Cahiers du mouvement ouvrier**

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine  
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,  
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie  
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie  
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,  
Rémy Janneau, Frank La Brasca, Michel Lefebvre, Jean-Jacques Marie,  
Jean-Pierre Molénat, Roger Revuz.

**Publié par Le Cercle des *Cahiers du mouvement ouvrier***  
c/o Jean-Jacques Marie - Bâtiment Les Charmes  
36, rue de Picpus - 75012 Paris.  
Adresse mail : [jj.marie@club-internet.fr](mailto:jj.marie@club-internet.fr)  
Imprimerie PELLEGRINO :  
Parc de Viry - 7, rue de Ris - 91170 Viry-Châtillon

## Avertissement à nos lecteurs

Les articles publiés par les *CMO* relèvent tous de l'histoire complexe et plurielle du mouvement ouvrier. Ils ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Comité de rédaction ou de tel ou tel membre de cette instance. Le courrier des lecteurs permet à ceux qui le souhaitent de contester le contenu des articles publiés, en tenant compte du principe énoncé ci-dessus

### ***Cahiers du mouvement ouvrier***

(volume de 116 à 144 pages)

Prix du numéro : 10 euros (+ 1,50 euro de port)

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : 35 euros ;

- Etranger : Europe : 38 euros ; Asie, Amérique, Afrique : 45 euros.

Abonnement de soutien : 50€ euros et plus

Nom, prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Chèques à l'ordre des *Cahiers du Mouvement Ouvrier*

A renvoyer à Colette Hublet, 78 rue Haxo - 75 020 Paris

## **Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont besoin de l'opinion de leurs lecteurs !**

Ecrivez-nous à : [jjmarie@club-internet.fr](mailto:jjmarie@club-internet.fr)

## **Ça y est, le site des CMO est ouvert !**

Pour vous connecter : [cahiersdumouvementouvrier.org](http://cahiersdumouvementouvrier.org)

Ce site, que nous ouvrons vingt ans après la parution du n° 1 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, met en ligne tous les numéros d'avril 1998 à l'année 2012, tous les sommaires jusqu'au n° 72, un tableau classant plus de 1 200 articles par thèmes...

Ce site sera progressivement enrichi (chaque année, quatre numéros de plus en ligne, les vidéos de conférences...) et son accessibilité améliorée.

# Sommaire

## des Cahiers du mouvement ouvrier n° 80

### Dossier : la révolution allemande (1919-1922)

- Présentation du numéro 80 des *CMO* \_\_\_\_\_ p. 5
- Chronologie janvier 1919-décembre 1922 \_\_\_\_\_ p. 7
- Exposé de Pierre Broué - 1919-1922 (seconde partie) \_\_\_\_\_ p. 9
- Paul Levi :
  - Lettre au comité central du Parti communiste allemand* – 16 mars 1920 \_\_\_\_\_ p. 26
- *Paul Levi. L'occasion manquée*, ouvrage de Jean-François Claudon et Vincent Présumey - compte rendu de lecture par Frank La Brasca \_\_\_\_\_ p. 29
- Paul Frölich (1884-1953) - Quelques éléments biographiques et deux extraits d'un de ses livres \_\_\_\_\_ p. 33
- *Pendant et après la Première Guerre mondiale : des artistes engagés dans la révolution prolétarienne*, par Gisèle Grammare \_\_\_\_\_ p. 37
- Extraits des *Réprouvés* de von Salomon \_\_\_\_\_ p. 44
- Quelques éléments biographiques sur Ernst von Salomon, par Katia Dorey \_\_\_\_\_ p. 46
- Note de lecture : de Ralf Hoffrogge, *Richard Müller. L'Homme de la révolution de novembre 1918*, par Jean-Jacques Marie \_\_\_\_\_ p. 47

### Études

- Une situation révolutionnaire en Haute-Silésie fin 1918  
présentation de l'article par Jean-Jacques Marie et article accompagné d'une carte,  
par l'historien polonais Darius Zalega \_\_\_\_\_ p. 53
- La grève générale de novembre 1918 en Suisse,  
par Claude Cantini \_\_\_\_\_ p. 62
- Une autre vision de Lénine : à propos d'une biographie de *Lénine*  
par Lars T. Lih, note de lecture par Gaston Blanchard \_\_\_\_\_ p. 82
- *La médecine du Goulag dans les récits de la Kolyma* de Varlam Chalamov  
par Marc Goloviznine \_\_\_\_\_ p. 94

### Inédit

- *Mémoires d'un soldat russe, mutin de La Courtine* (extraits),  
texte communiqué par les Amis de la Courtine \_\_\_\_\_ p. 106

### Entretiens, notes de lecture

- Entretien avec l'historien Julien Chuzeville à propos de son livre  
*Lettres d'un syndicaliste sous l'uniforme, 1915-1918* de Pierre Monatte \_\_\_\_\_ p. 110

- Bill Browder, *Notice rouge. Comment je suis devenu l'ennemi n 1 de Poutine*  
Note de lecture par Jean-Jacques Marie \_\_\_\_\_ p. 112
- Thomas Chopard, *Le Martyre de Kiev – 1919 - L'Ukraine en révolution  
entre terreur soviétique, nationalisme et antisémitisme*  
par Éric Aunoble \_\_\_\_\_ p. 115
- Matthieu Renault, *L'Empire de la révolution. Lénine et les musulmans de Russie*,  
par Éric Aunoble \_\_\_\_\_ p. 118
- *Les Vaincus* – Documentaire Radio : Sept capsules autour de la révolution russe  
d'octobre 1917 et de sept personnages en quête de justice et de liberté,  
coffret de 4 CD, par Eric Aunoble \_\_\_\_\_ p. 121

### **Courrier des lecteurs**

- À propos d'« *Un court moment révolutionnaire –  
La création du Parti communiste en France* », de Julien Chuzeville \_\_\_\_\_ p. 124
- À propos de l'article de Pierre Brocheux « *1917,  
quand l'espoir des peuples se leva à l'Est* »,  
paru dans le numéro 79 des *CMO* \_\_\_\_\_ p. 126

### **Critique de film**

- Critique du film *Un peuple et son roi*, de Pierre Schoeller,  
par Rémy Janneau \_\_\_\_\_ p. 132

### **Chronique des falsifications**

- À propos du portrait paru dans *Challenges*  
d'un proche de Macron, Thierry Coste \_\_\_\_\_ p. 136
  - Au sujet d'un article paru dans *Rousskaia Mysl* (La Pensée russe),  
journal dirigé par le patriarcat de l'Église orthodoxe \_\_\_\_\_ p. 136
  - Un faussaire « d'extrême gauche » : François Chesnais \_\_\_\_\_ p. 137
  - L'Histoire en marche ? Lénine ... idéologue du fascisme ? \_\_\_\_\_ p. 138
- Invitation à la conférence des *CMO* du 26 janvier :  
« *Le rôle de la gauche communiste italienne dans la fondation  
et les premières années d'existence du parti communiste d'Italie (1921-1926)* »,  
conférence introduite et animée par Matteo Napoli, militant et chercheur \_\_\_\_\_ p. 139

## Présentation

**L**e 6 janvier 1919, une manifestation gigantesque envahit les rues de Berlin. Selon le quotidien du PC allemand créé six jours plus tôt *Die Rote Fahne* (le Drapeau rouge), « les prolétaires étaient massés coude à coude (...). Ils avaient apporté leurs armes et faisaient flotter leurs bannières rouges. Ils étaient prêts à tout faire (...). C'était une armée de deux cent mille hommes, telle qu'aucun Ludendorff n'en avait jamais vue. Alors se passa une chose inouïe. Les masses piétinaient dans le froid et la brume depuis 9 heures du matin. Et les chefs étaient assis, on ne sait où et délibéraient (...). Midi vint, le froid et la faim augmentaient. Les masses étaient fiévreuses d'impatience ; elles réclamaient un acte, un mot pour calmer leur attente. Mais nul ne sait lequel : car les chefs délibéraient (...). La nuit commença à tomber. Tristement les hommes rentrèrent chez eux. Ils avaient voulu de grandes choses et n'avaient rien fait : car les chefs délibéraient (...). Ils délibéraient encore le lendemain lorsque l'aube se leva. De nouveau la foule vint se masser le long de la Sieges-Allee et les chefs siégeaient toujours : ils délibéraient, délibéraient, délibéraient. »

Ces lignes, citées par le bourreau social-démocrate de la révolution allemande, Gustav Noske, dans son ouvrage *Von Kiel bis Kapp* (page 69) pour justifier les massacres qu'il a organisés et reprises par Benoist-Méchin dans le premier volume de son *Histoire de l'armée allemande* (pages 127-128) correspondent-elles à la réalité et permettent-elles de comprendre l'échec de cette révolution

décisive pour l'extension de la révolution à toute l'Europe ou presque et donc pour la rupture de l'isolement de la révolution russe ? Justifient-elles l'affirmation du même Benoist-Méchin comparant la révolution allemande écrasée à la révolution russe victorieuse : « *De Spandau à Neukölln la foule n'attend qu'un signe pour se mettre enfin en marche, pour instaurer comme en Russie la dictature du prolétariat. À l'ère d'Ebert-Kerenski doit succéder l'ère de Liebknecht-Lénine. Mais Ebert est un peu plus que Kerenski et Liebknecht beaucoup moins que Lénine* » (pp. 126-127). Exact ou non ? Et si oui pourquoi ?

L'article de Gaston Blanchard sur Lénine que nous publions dans ce numéro ne vise certes pas à répondre à cette question, sur laquelle nous essaierons d'apporter des éléments de réponse dans le prochain numéro, mais il peut fournir de premiers éléments de réflexion.

Après le numéro 79 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, ce numéro, qui sera suivi d'un troisième et dernier consacré à la révolution allemande en 1923, donne un tableau de la situation après les journées de janvier 1919 et l'assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Nous publions tout d'abord la deuxième partie de la conférence de Pierre Broué, puis divers textes consacrés à ce sujet, de l'évocation des corps francs par l'écrivain Ernst Von Salomon (qui en fit partie) dans *Les Réprouvés* à l'étude de l'historien polonais Dariusz Zalega sur les mouvements insurrectionnels de Haute-Silésie, alors partie prenante de la Prusse. Ce numéro évoque aussi

largement le destin de deux hommes qui jouèrent à un moment un grand rôle dans la révolution allemande et dont le destin est à sa manière un reflet de leur échec : Paul Lévi, un moment président du KPD après sa fusion avec la gauche de l'USPD (le Parti social-démocrate indépendant), puis démissionnaire de cette fonction et enfin exclu – après sa critique publique de l'aventure gauchiste déclenchée en mars 1921 par Zinoviev et Béla Kun, qui a vidé le KPD de près de la moitié de ses adhérents –, avant de rejoindre, en 1923, les sociaux-démocrates du SPD et de se suicider en 1930 ; Richard Müller, président du Comité exécutif des conseils ouvriers, puis dirigeant de la centrale syndicale fondée par le KPD, dont il démissionna en 1924 pour commettre un véritable suicide politique en devenant quelques années plus tard... promoteur immobilier !

La lettre indignée qu'envoie Paul Lévi de sa prison au comité central du KPD porte sur le refus de sa direction de soutenir la grève générale décrétée par Legien et la direction des syndicats contre le coup d'Etat militaire... dirigé par le directeur de l'agriculture en Prusse, Wolfgang Kapp, en mars 1920. La direction gauchiste du KPD a en effet publié dans *Die Rote Fahne* du 14 mars une ahurissante déclaration contre la décision de grève générale, affirmant : « *La classe ouvrière,*

*hier encore chargée de fers par Ebert-Noske, désarmée dans les pires conditions, est incapable d'agir.* » En trois jours pourtant, la grève générale balaie le putsch... Une leçon de choses !

L'article sur la grève générale en Suisse en 1919 éclaire l'ampleur du choc provoqué par la révolution russe dans un pays pourtant épargné par les destructions et les massacres de la guerre, puisque la Suisse était restée neutre, mais pas épargnée par une surexploitation féroce de la classe ouvrière, ici illustrée en détail.

A l'heure où la presse encense le falsificateur antisémite réactionnaire Soljenitsyne à l'occasion du centième anniversaire de sa naissance, les *Cahiers* publient une étude de Marc Goloviznine sur le véritable écrivain du Goulag, Varlam Chalamov, qui a le grand désavantage aux yeux des médias de ne pas transformer en pamphlet anticommuniste son œuvre romanesque inspirée de ses années de Goulag.

Enfin, l'évocation d'un soldat russe de La Courtine, Globa, et un entretien avec l'historien Julien Chuzeville, qui publie des lettres du syndicaliste révolutionnaire Pierre Monatte pendant la Première Guerre mondiale, complètent ce tableau, certes très partiel, de ces années de révolution... puis de contre-révolution. ■

Jean-Jacques Marie

# La révolution allemande

## Chronologie 1919-1922

**15 janvier** : assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

**19 janvier** : élections à l'Assemblée nationale.

**27 janvier** : les révolutionnaires de Wilhelmshaven sont écrasés par les Corps francs d'Ehrhardt.

**Fin janvier** : mort de Franz Mehring.

**5-11 février** : campagne des Corps francs contre les conseils ouvriers à Brême, Bremerhaven, Hambourg.

**7 février** : le conseil de soldats du VII<sup>e</sup> corps, stationné près de Münster, se déclare en faveur de la révolution et se considère comme l'autorité militaire supérieure.

**18-25 février** : grève générale dans la Ruhr. Bataille avec les troupes de Noske ; nombreux morts.

**21 février** : assassinat de Eisner.

République soviétique à Mannheim.

**24 février** : victoire des révolutionnaires à Leipzig.

**25 février-début mars** : grève en Allemagne centrale. Campagne contre les conseils de Halle.

**Mars** : deuxième congrès des Indépendants. Il se prononce pour le pouvoir des conseils.

**4-11 mars** : grève générale à Berlin lancée par le nouveau Conseil ouvrier du Grand Berlin ; la « semaine sanglante » fait 3 000 victimes.

**10 mars** : assassinat de Leo Jogiches.

**30 mars-28 avril** : grève générale dans la Ruhr, répression « *simple et sanglante* ».

**4 avril** : Knief meurt de tuberculose.

**6-13 avril** : campagne contre les conseils de Magdebourg.

**7 avril** : Première république des conseils de Munich.

**12-17 avril** : campagne contre les conseils du Brunswick.

**14 avril** : Deuxième république des conseils de Munich.

**14 avril-1<sup>er</sup> mai** : campagne contre les conseils de Bavière.

**10-30 mai** : Campagne contre les conseils de Saxe.

**20 juin-3 juillet** : grève des cheminots.

**28 juin** : signature du traité de Versailles.

**Août** : conférence clandestine du Parti communiste allemand.

**Septembre** : congrès clandestin et scission du PCA à Heidelberg (formation du KAPD, ultra-gauche).

**18 septembre-14 novembre** : grève des métallos de Berlin.

**19 décembre** : troisième congrès des Indépendants à Leipzig ; début des négociations avec l'IC.

### 1920

**20 février** : troisième congrès du PCA à Karlsruhe, interrompu par la police.

**13 mars** : putsch du général contre-révolutionnaire Kapp.

**14 mars** : grève générale lancée par les syndicats réformistes.

**17 mars** : chute de Kapp.

**28 mars-début avril** : la Reichswehr contre les ouvriers de la Ruhr.

**14-15 avril** : Quatrième congrès du PCA, illégal, à Berlin.

**6 juin** : élections au Reichstag ; partis bourgeois : 15 millions de voix ; partis ouvriers : 11 millions de voix.

**Août** : le II<sup>e</sup> Congrès de l'IC pose les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale.

**Octobre** : congrès de Halle. Les Indépendants adhèrent à l'Internationale communiste.

**Décembre** : congrès de Berlin. Formation du Parti communiste unifié.

### 1921

**Janvier** : congrès de Livourne, scission et constitution du PC italien.

**8 janvier** : propositions de front unique du PC.

**Février** : Paul Levi, Clara Zetkin, Däumig, etc., démissionnent de la Centrale pour protester contre le désaveu de la Centrale par le comité central sous la pression de l'envoyé de l'exécutif de l'IC, Rakosi, sur la question italienne.

**16 mars** : le gouvernement SD de la province saxonne de Prusse, Harsing, décide de faire occuper par la police les usines, en particulier dans la région minière de Mansfield.

**16-17 mars** : combats armés dans la région de Mansfield. Appel du PCA à l'insurrection armée.

**22 mars** : les combats armés continuent ; rôle de Max Hoelz.

**24 mars** : appel du PCA à la grève générale.

**Fin mars ou début avril** : mission de Bela Kun.

**31 mars** : fin de l'action de mars.

**12 avril** : pamphlet public de Levi contre l'action de mars.

**15 avril** : Levi est exclu du PCA.

**Juin** : assassinat de Léviné.

**Juin** : III<sup>e</sup> Congrès de l'IC : l'action de mars condamnée. Efforts de Lénine pour maintenir l'unité du parti.

**Juin** : arrestation de Brandler, condamné à cinq ans de prison, libération anticipée en 1922.

**22 juin-12 juillet** : III<sup>e</sup> Congrès de l'IC : l'action de mars est condamnée. Efforts de Lénine pour maintenir l'unité du parti allemand. Le congrès invite également le

PCA à se réunifier avec le KAPD (gauchiste).

**Juillet** : fondation de l'Internationale syndicale rouge.

**22-26 août** : congrès du PCA à Iéna, qui s'aligne sur les positions de l'IC : « *Vers les masses* ». Friesland secrétaire général.

**Novembre** : le *Vorwärts* publie des documents sur les activités putschistes du PCA en mars 1921.

**Décembre** : Levi publie le manuscrit, incomplet, de Rosa Luxemburg sur la révolution russe.

**Fin 1921** : Levi fonde la Kommunistische Arbeitsgemeinschaft.

**Fin 1921-début 1922** : crise dans le PCA.

### 1922

**Janvier** : amputation « à droite », exclusion de Friesland et d'autres.

La scission « à gauche » du groupe Fischer, Maslov, etc., est évitée, grâce à l'intervention de Lénine.

**1<sup>er</sup> février** : grève des cheminots.

**2-5 avril** : conférence commune à Berlin de représentants des trois Internationales. Comité des neuf.

**20 avril** : manifestation de front unique PC-Indépendants à Berlin : 150 000 manifestants.

**29 mai** : dissolution du Comité des neuf.

**Septembre** : réunification sociaux-démocrates – Indépendants au Congrès de Nuremberg.

**Novembre** : élections au Landtag de Saxe : socialistes et communistes ont la majorité absolue.

IV<sup>e</sup> Congrès de l'IC.

Congrès national des comités d'usine, animé par le PCA. Grève de six semaines à la Badische Anilin (Palatinat), défaite.

**Fin 1922** : début de la grande crise économique allemande, chômage, inflation.



# La révolution allemande

par Pierre Broué

## Seconde partie : 1919-1922

**A**u cours d'un premier article, nous avons étudié le déroulement de la lutte révolutionnaire en Allemagne entre le mois de novembre 1918 et le mois de janvier 1919. La révolution des conseils d'ouvriers et de soldats avait porté au pouvoir les dirigeants de la social-démocratie majoritaire, les Ebert, Scheidemann, Noske. Utilisant l'appareil social-démocrate et les illusions démocratiques des masses, la bourgeoisie, par le canal de Ebert et consorts, était parvenue à préserver son État et son armée, et, par la convocation d'une Assemblée nationale approuvée par les délégués des conseils, à jeter les bases de la destruction des conseils eux-mêmes. Provoquant les travailleurs berlinois en un combat isolé, le gouvernement Ebert-Noske était parvenu, au cours de la première quinzaine de janvier 1919, à écraser l'insurrection prématurée des révolutionnaires berlinois, et, par l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, à décapiter le jeune Parti communiste allemand.

La crise révolutionnaire n'était pas pour autant terminée. Les contradictions inter-impérialistes, qui avaient provoqué la grande guerre mondiale, n'étaient pas réglées par l'armistice et la victoire de l'Entente. La situation économique du capitalisme allemand n'était pas réglée non plus par les perspectives de victoire politique qui s'ouvraient après les journées de janvier 1919. Avant que cette crise ne fût résolue, il restait bien des années pendant lesquelles le prolétariat pouvait s'efforcer de conquérir à son profit le pouvoir politique. C'est le récit de ces tentatives que

nous allons essayer de faire, en étudiant successivement la période 1919-1922, puis l'année décisive de 1923 (1). Pour aider à la compréhension des événements proprement politiques de la lutte du prolétariat allemand, nous nous contenterons d'ébaucher ici, faute de place, un tableau sommaire de la crise économique de l'impérialisme allemand dans le cadre de la crise mondiale au lendemain de la guerre.

### La situation de l'impérialisme allemand au lendemain de la guerre mondiale

Deux crises, fondamentalement identiques, mais de portée différente, secouent

(1) Dans le prochain article, nous étudierons la situation en 1923. Face à une situation révolutionnaire, le jeune PCA poursuivra la politique adoptée au cours de la période de stabilisation et ne reconnaîtra la montée révolutionnaire qu'au moment de son reflux. La gauche (les partisans de l'offensive incessante), comme la droite (les partisans du développement graduel de l'influence du parti) peuvent, malheureusement, être renvoyés dos à dos : les uns comme les autres échouèrent faute d'une appréciation correcte de la situation. L'impérialisme allemand émergera de la terrible crise de 1923 grâce aux capitaux américains et au plan Dawes. Frappé gravement par la crise mondiale de 1929, il ne se sauvera à nouveau que par le recours au fascisme et à la préparation de la Seconde Guerre mondiale. Faute de direction révolutionnaire du prolétariat, le capitalisme allemand, incapable de surmonter fondamentalement ses contradictions, parviendra cependant, chaque fois, à sortir de la crise, mais pour aller au-devant d'une autre, non moins profonde...

l'impérialisme allemand au lendemain de la Première Guerre mondiale. La crise permanente, l'une des causes déterminantes de la guerre, réside dans le fait que ce pays industriel à très forte population, installé dans un espace relativement étroit, fonctionne en fait sous la dépendance du marché mondial. L'excédent en biens de consommation et les matières premières nécessaires à l'économie allemande étaient payés avant-guerre par le produit d'exportations importantes et les intérêts des capitaux allemands investis à l'étranger. Or la guerre a détruit à la fois les investissements à l'étranger et les possibilités d'exportation. Il était nécessaire de se procurer matières premières et biens de consommation pour faire face à la misère créée en Allemagne par la guerre. Or, à l'impossibilité de se les procurer, venaient s'ajouter la perte de l'Alsace-Lorraine, d'importants secteurs industriels en territoire polonais, des colonies et les exigences de l'Entente en matière de réparations.

Ainsi, sur la crise fondamentale se greffe une crise conjoncturelle née de la fin des hostilités : il faut réorienter l'économie allemande, axée et tendue, des années durant, vers la production de guerre, et cela sans compter sur les capitaux étrangers, puisque les vainqueurs font de leurs investissements un moyen de pression pour la signature de la paix définitive. La misère, la lassitude et aussi la volonté révolutionnaire des travailleurs allemands – leur volonté de ne plus travailler pour les anciens maîtres – amènent, de plus, une chute brutale de la productivité. La première année de la république allemande verra les manifestations aiguës de cette crise : un quart des travailleurs allemands en chômage, l'inflation pour faire face aux paiements amenant la dévaluation du mark, réduit au tiers de sa valeur au milieu de l'année 1919.

La conclusion du traité de Versailles, en juin 1919, marquait la tentative d'établissement d'un nouveau système de domination capitaliste mondial basé sur la prédominance des puissances victorieuses, États-Unis, Angleterre, France, Japon. Les réparations, destinées à permettre à l'impérialisme français la reconstruction d'un équilibre économique profondément

atteint par la guerre, pesaient lourdement sur l'économie allemande et devaient, en grande partie, être supportées par les travailleurs. Elles n'étaient même pas, à proprement parler, supportables pour l'économie capitaliste allemande, dont elles hypothéquaient trop lourdement les possibilités de redressement. Cependant, la bourgeoisie allemande, en la personne des représentants de ses secteurs les plus décisifs, choisit d'accepter Versailles et ses conditions. Malgré les éléments réactionnaires et nationalistes extrêmes révoltés contre la « honte » et l'« humiliation » du traité impérialiste, elle choisit de jouer le jeu : seule, la conclusion de la paix pouvait, en effet, permettre au capitalisme allemand de reprendre sur le marché mondial une place qui s'offrait avec les besoins nés de la fin des hostilités. Seule, la conclusion de la paix pouvait permettre à l'impérialisme allemand d'exploiter les contradictions entre les puissances impérialistes victorieuses et de jouer l'alliance avec l'Angleterre et les États-Unis contre l'impérialisme français. Le refus de signer le « diktat » de Versailles, en aggravant la crise, n'aurait pu que mener rapidement à une nouvelle explosion révolutionnaire, à laquelle il eût été impossible d'échapper.

Le calcul devait s'avérer correct : la victoire remportée, grâce à la social-démocratie et aux Corps francs, sur la vague révolutionnaire de 1918-1919, allait permettre, après la signature du traité de paix, de surmonter, provisoirement au moins, la crise, ou, plutôt, de surmonter la crise conjoncturelle née de la fin des hostilités. La machine économique recommençait à tourner, la production montait, les exportations se développaient. De 1919 à 1922, le capitalisme allemand connut donc une période de stabilité relative. C'est à cette période qu'est consacrée la seconde partie de notre étude : le jeune Parti communiste, de 1919 à 1921, poursuit, sur sa lancée, la politique d'offensive qu'avait justifiée et nécessitée la situation révolutionnaire de 1918-1919. Il faudra l'échec de la tentative d'insurrection de mars 1921, et, surtout, le tournant pris par l'Internationale communiste lors de son III<sup>e</sup> Congrès mondial (22 juin-12 juillet 1921), pour qu'il reconnaisse cette stabilisation et en tire les conséquences pour son action.

L'assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg était un coup terrible porté au mouvement ouvrier révolutionnaire : aujourd'hui, avec le recul, il est possible d'affirmer qu'il fut le coup décisif porté par la contre-révolution. Pourtant, pendant plusieurs années, la lutte allait se poursuivre en Allemagne, traduisant la volonté des ouvriers révolutionnaires de s'emparer du pouvoir politique. Noske, définitivement victorieux le 15 janvier 1919, devait pourtant, plus d'une fois, trembler dans les semaines et les mois qui suivirent. La révolution était privée de ceux qui auraient pu la diriger victorieusement, mais elle n'était pas morte. À travers les actions sporadiques parfois grandioses qu'elle mena de 1919 à 1921, les militants révolutionnaires s'efforçaient de construire cette direction révolutionnaire, ce parti de masses qui avaient manqué au prolétariat allemand au début de l'année 1919. La situation était restée révolutionnaire : la lutte des travailleurs privés de direction, les efforts des communistes pour construire cette direction se déroulaient simultanément, dans les pires conditions.

## Une révolution sans tête

L'action de janvier était prématurée. Karl Radek, délégué en Allemagne du Parti bolchevique, la condamnait comme une erreur : « *La prise du pouvoir politique ne peut être effectuée que par une majorité de la classe ouvrière, qui, en janvier, n'était*



Karl Radek, délégué du parti bolchevique russe en Allemagne D.R.

*certainement pas du côté du Parti communiste.* »

C'était là le point de vue de la plupart des cadres du jeune parti, anciens militants de Spartakus. Mais la sauvage répression qui avait suivi la provocation, l'assassinat des leaders révolutionnaires avaient porté à son paroxysme la colère des ouvriers d'avant-

garde. Entre eux et la social-démocratie, il y avait désormais le sang des journées de janvier : leur haine accroissait leur impatience, et chaque occasion leur paraissait bonne pour se lancer vers le pouvoir, leurs armes de fortune à la main. Le général Maercker, l'homme des Corps francs, rendra hommage, après sa victoire, à « *la classe ouvrière prête à tous les sacrifices* », à la « *pléiade de ses chefs résolus* ». Il pouvait le faire, lui dont les troupes avaient écrasé, l'un après l'autre, les bastions de la résistance ouvrière et du pouvoir des conseils. L'Assemblée nationale, élue le 19 janvier, donnait au gouvernement de Ebert-Scheidemann la couverture « démocratique » qu'il en avait attendue pour frapper décisivement les travailleurs au nom de la « souveraineté du peuple ». Face à la classe ouvrière, prête, effectivement, à tous les sacrifices, la bourgeoisie disposait de deux atouts majeurs : l'appareil du parti social-démocrate et, surtout, avec la restauration de l'État et de l'armée, une organisation capable d'élaborer une stratégie à l'échelle du pays, une force militaire disciplinée capable de frapper au bon moment. D'un côté, une « Assemblée nationale » dont la majorité était hostile au socialisme (2), une troupe de mercenaires avec ses mitrailleuses et ses lance-flammes, un état-major politique et militaire expérimenté, et résolu à balayer les conseils. De l'autre, la majorité des travailleurs, divisés, et dont l'avant-garde, mal armée, était pratiquement inorganisée elle-même... Il fallut pourtant des mois avant d'en venir à bout.

## Le mouvement gréviste

Rosa Luxemburg avait vu, dans les grèves qui commençaient, le signe de la maturation de la classe ouvrière allemande, de l'approfondissement de sa volonté révolutionnaire. Le vaste mouvement qui devait, effectivement, mar-

(2) Sur 30 millions de voix, il y en avait 11 et demi pour les majoritaires, 250 000 pour les Indépendants, 6 millions pour le « centre » catholique, 5,5 millions pour les Démocrates, 3 millions pour les conservateurs, soit une majorité en faveur des partis bourgeois. Les « socialistes » élus étaient en minorité : majoritaires 39 % et Indépendants 5 % des élus. Il n'y avait pas, à l'Assemblée nationale, de majorité pour le socialisme, comme l'avaient laissé entrevoir les amis de Ebert.

quer cette prise de conscience, entraîner, contre le gouvernement social-démocrate, des milliers d'ouvriers sociaux-démocrates sur des revendications ouvrières révolutionnaires, commençait, en effet, au moment même où les soudards berlinois abattaient les leaders de Spartakus. Las d'attendre la socialisation promise des mines, les travailleurs de la Ruhr passaient à l'action. Le 3 janvier, le conseil des ouvriers et des soldats de Rhénanie-Westphalie charge une commission de 9 membres (3 sociaux-démocrates, 3 socialistes indépendants, 3 communistes), d'entreprendre immédiatement la socialisation des mines. Les ouvriers armés protègent leurs conseils. Le gouvernement affirme alors son intention de socialiser les mines et désigne à cet effet trois délégués, dont un dirigeant syndicaliste, un haut fonctionnaire et un magnat du charbon (3). Puis l'assemblée de Weimar décide la création des Chambres du travail, organismes paritaires, pour mettre sur pied la socialisation. Les syndicats « jaunes » (3 % des ouvriers) y sont représentés au même titre que les syndicats socialistes (81 %) : Thyssen, Krupp, Stinnes n'ont rien à en redouter. Tandis que le gouvernement cherche à gagner du temps par ces déclarations d'intentions, il s'efforce de créer les conditions d'une contre-offensive : sur ordre de Noske, le général Watter fait arrêter le conseil des soldats de Rhénanie-Westphalie, dont la solidarité avec les mineurs est connue. Le 14 février, les délégués de tous les conseils de Rhénanie-Westphalie décident la grève générale pour le 18 si le gouvernement ne promet pas de laisser agir la *Commission des Neuf* et ne relâche pas les conseillers arrêtés. Le gouvernement accepte alors de reconnaître l'activité des *Neuf*, mais garde ses otages. Sous prétexte qu'une assemblée non représentative de mineurs a lancé le 16, à Mülheim, un ordre de grève générale, les délégués sociaux-démocrates refusent, le 18, de s'associer à l'ordre définitif de grève générale lancé par l'assemblée régionale des conseils : la grande majorité des ouvriers socialistes, pourtant, cesseront le travail. Les troupes de Watter interviennent : le 19, on se bat à Elberfeld (douze morts) et à Essen, le 20 à Gelsenkirchen et Bochum.

Scheidemann, devenu Premier ministre, déclare à Weimar qu'il faut « à tout prix en finir avec la folie et le crime dans la Ruhr ». Mais le rétablissement de l'ordre par les troupes de Watter s'avère impossible, dans un bref délai, devant la résistance des travailleurs de la Ruhr ; la grève menace de s'étendre dans le pays, et le gouvernement se résigne à offrir un compromis : la *Commission des Neuf* continue, les travailleurs déposent les armes, il n'y aura pas de représailles. Le conseil de Rhénanie-Westphalie accepte la trêve : le 25 février, le travail reprend.

Il était temps pour le gouvernement, car le mouvement de grève générale vient de s'étendre à l'Allemagne centrale, où une assemblée de délégués des conseils d'ouvriers et de mineurs décide unanimement la grève générale sur les revendications des travailleurs de la Ruhr : là, les délégués sociaux-démocrates ont voté la grève. Les travailleurs saxons appellent à la solidarité de Berlin. Le danger est imminent. Noske se détourne, pour l'instant, de la Ruhr. Tandis que le gouvernement proclame, une fois de plus, sa volonté de socialiser, tandis que le Parti social-démocrate affirme solennellement son attachement à la socialisation et à l'existence des conseils, les Corps francs marchent sur Halle et Gotha où ils réussissent à briser la grève.

C'est le moment où les travailleurs berlinois engagent à nouveau la lutte, tous ensemble cette fois. Ils viennent,

Ouvriers en armes à Berlin en janvier 1918 D.R.



(3) Le magnat du charbon Vöglér, fidèle soutien des nazis, deviendra un des grands personnages du régime hitlérien.

le 28 février, d'élire de nouveaux conseils et un nouveau comité exécutif, dont la composition est l'indice d'une radicalisation que la semaine sanglante de janvier n'a pas pu interrompre : 305 Indépendants sont élus et 99 communistes, contre 271 sociaux-démocrates et 95 Démocrates (4). Le 3 mars, sur l'initiative et l'insistance des délégués des grandes usines, le conseil de Berlin vote à son tour la grève générale. Les 271 sociaux-démocrates ont voté la plate-forme de grève, qui demande non seulement la socialisation, mais la reconnaissance des conseils, l'exécution des « points de Hambourg » sur l'armée, la libération des détenus politiques, la dissolution des Corps francs, l'armement du prolétariat. Noske riposte par l'état de siège : malgré tous les efforts du comité de Grève, des Indépendants et du Parti communiste, des combats éclatent dans les rues dès le premier jour entre les Corps francs et des travailleurs berlinois exaspérés. Inventant de toutes pièces des « massacres spartakistes », Noske autorise les troupes du général von Lüttwitz à abattre sur place tout « insurgé pris les armes à la main ». Ouvriers et marins de la Division du peuple sont massacrés : la nouvelle « semaine sanglante » fait plus de 1 200 victimes, selon les documents officiels, dans les rangs des travailleurs. Jogiches, qui a succédé à Rosa Luxemburg à la tête du PC, est arrêté le 10 mars et abattu comme elle. Le comité exécutif des conseils berlinois est dissous et ses membres bientôt arrêtés. L'ordre règne à Berlin.

Le mouvement repart alors dans la Ruhr : sous le prétexte que les ouvriers ont violé les accords, le général Watter occupe le district minier avec les Corps francs. Le 30 mars, les travailleurs de Krupp se joignent aux mineurs qui ont lancé à nouveau l'ordre de grève générale. Le gouvernement a pu concentrer ses troupes : épaulé par le commissaire du Reich, le social-démocrate Severing, le général Watter entreprend la reconquête du bassin minier : ville après ville, puits après puits sont repris, souvent après de durs combats. Comme l'écrit un témoin, Rudolf Coper, ce fut « simple et sanglant ». Le 28 avril, un mois après, le travail reprend...



Les ouvriers en armes : « Frères ! Ne tirez pas » adressé aux uhlands. D.R.

Jusqu'à la fin de l'année, les uns après les autres, secteur après secteur, région après région, les travailleurs allemands se lanceront à nouveau dans la grève et les combats armés, allant chaque fois au-devant de sanglantes défaites : du 20 juin au 3 juillet, grève des chemins de fer dans tout le pays, du 1<sup>er</sup> au 14 juillet, grève des transports de Berlin, le 16 juillet, grève dans les mines de potasse, le 11 août, grève des mineurs de Haute-Silésie, du 18 septembre au 11 novembre, grève des métallos de Berlin... Les travailleurs faisaient la dure expérience de la démocratie instaurée par la volonté des chefs socialistes appuyés sur l'armée. Face à cette coalition, ils payaient durement l'absence de direction et de coordination de leurs combats.

## La liquidation des conseils

Les dispositions « légales » prises par l'Assemblée nationale avaient consacré la disparition du pouvoir politique des conseils. Seuls subsistaient des conseils d'usine consultatifs, aux pouvoirs purement économiques. Les conseils de soldats sont réduits au rôle d'organismes purement décoratifs. Le conseil central, élu par le congrès de décembre et composé de sociaux-démocrates, s'efface, de son plein gré, devant l'Assemblée nationale. Mais, partout où les conseils ont joué, depuis novembre, un véritable rôle politique, les travailleurs n'entendent pas les laisser ainsi disparaître. Ils ont le pouvoir, ils le gardent. Ailleurs, la misère provoquée par la guerre et la crise, l'ambiance où les émeutes de

(4) Les Démocrates était un parti bourgeois libéral.

la faim succèdent aux grèves sont telles que les travailleurs se soucient peu de considérations stratégiques : s'ils ont des armes, ils se battent, s'ils peuvent s'emparer du pouvoir, ils le prennent. Pendant six mois, les Corps francs, à travers l'Allemagne, détruisent, l'un après l'autre, les conseils locaux et régionaux, les milices et les gardes ouvrières. Ils ne manquent pas de prétextes pour cela, car manifestations, grèves, formation de comités ou conseils révolutionnaires leur fournissent l'occasion de « rétablir la légalité ». À Brême, ils interviennent pour installer un gouvernement conforme aux résultats des élections. Mais ils interviendront en Saxe parce que les élections ont enlevé le pouvoir aux Majoritaires pour le donner aux Indépendants... Quand Noske n'a pas de prétexte plausible, il en invente un, comme, par exemple, la « sécession » du Brunswick (5).

Début février, c'est la « campagne des vivres », dans les villes du nord où marins et dockers luttent contre les armateurs. Noske les accuse, parce qu'ils sont en grève soutenus par les conseils, « d'affamer l'Allemagne ». Du 6 au 11 février, tour à tour, Brême, Hambourg, Bremerhaven tombent : les ouvriers sont désarmés, les conseils dissous, y compris celui de la « République » d'Oldenbourg. De la mi-février au début mars c'est l'offensive – contre Gotha, et surtout Halle, où s'est consolidé le conseil révolutionnaire présidé par l'Indépendant Killian, et où les travailleurs résistent, les armes à la main. Du 6 au 13 avril, c'est la reconquête de Magdebourg et de sa région, la dissolution des conseils qu'avaient animés l'Indépendant Brandes et le matelot révolutionnaire, l'ancien président du conseil des marins de Kiel, Artelt. Du 12 au 17 avril, c'est sous le prétexte de l'action du comité révolutionnaire qu'inspire Eichhorn, l'ex-chef de la police de Berlin, l'action contre le gouvernement présidé par l'Indépendant Sepp Oerter au Brunswick. C'est enfin le tour de la Bavière. Là, depuis novembre, la république des conseils avait été proclamée, et, en ce pays peu industrialisé, n'avait pas semblé pendant de longs mois contestée, grâce sans doute à l'intelligence politique de son président, l'Indépendant Eisner, qui avait su cristalliser à son profit la volonté d'indépendance des Bava-

rois et leur hostilité à l'égard de la Prusse. La Bavière était, en tout cas, la seule région d'Allemagne où fonctionnaient normalement des conseils de paysans, la seule où les socialistes majoritaires semblaient, sans déchirement, suivre les consignes d'Indépendants de gauche et développer les conseils. Tout changea pourtant à partir de janvier : Eisner assassiné par un extrémiste de droite, le dirigeant social-démocrate Auer assassiné par un partisan d'Eisner, les masses réagirent avec brutalité. Socialistes majoritaires et Indépendants s'unirent sous leur pression dans un gouvernement élu le 19 janvier, appuyé sur les conseils et cohabitant avec le Landtag. Les intrigues des socialistes de droite inquiétèrent vite les ouvriers munichois et, le 7 avril, les conseils d'ouvriers et de soldats proclamaient la république des conseils de Munich, qui annonçait aussitôt son intention de passer à la suppression immédiate de la propriété privée et à la lutte propagandiste contre le reste de l'Allemagne, après la rupture avec le Landtag... Socialistes majoritaires ou intellectuels anarchisants, les nouveaux commissaires du peuple ne semblent pas avoir réalisé l'ampleur de l'aventure dans laquelle ils se lançaient : par la voix d'Eugen Léviné, militant spartakiste d'origine russe (6), les communistes bava-



Eugen Léviné, dirigeant de la République des conseils de Bavière en 1919 (1883- 1919). D.R.

(5) L'historien conservateur Benoist-Méchin, qui contrôle mal ses sources, se laisse aller à écrire que Brunswick, *en tant qu'Etat*, avait adhéré à la III<sup>e</sup> Internationale...

(6) M. Benoist-Méchin, et des historiens aussi distingués que l'officier M. Baumont, répètent tous, sans sourciller, après Gentizon, correspondant du *Temps*, l'affirmation selon laquelle Léviné et Max Lewin étaient des « agitateurs russes » envoyés par Moscou. En réalité, comme bien d'autres, c'étaient des militants socialistes d'origine russe naturalisés allemands et ayant fait la guerre dans l'armée allemande, sans passer par Moscou...

désavouaient le putsch. Huit jours plus tard, pourtant, ils renversaient à leur tour le gouvernement des conseils : la II<sup>e</sup> République bavaroise des conseils ne fut pas de plus longue durée. Instaurée le 14 avril, elle tomba le 1<sup>er</sup> mai devant les troupes de Noske. La répression frappe sauvagement les travailleurs munichoïses et leurs dirigeants. Léviné, Eglhofer, les chefs spartakistes de la II<sup>e</sup> République, sont exécutés en même temps que l'animateur de la première, l'anarchiste Landauer, et l'apôtre paysan, l'aveugle Gandorfer. Anarchistes comme Mühsam, Indépendants comme Toller, sociaux-démocrates, nombreux, se retrouvent dans les prisons. L'ordre règne pour des années dans une Bavière devenue le plus solide bastion de la réaction nationaliste... Les sociaux-démocrates, majoritaires en janvier 1919 aux élections, ne le seront plus jamais...

Quelques jours après, c'est la dernière action d'envergure des Corps francs, avec l'expédition contre la Saxe rouge où les élections avaient donné la majorité aux Indépendants. Leipzig, que domine un conseil révolutionnaire animé par l'Indépendant Kurt Geyer qui a su organiser des troupes ouvrières, est néanmoins surprise par l'entrée des troupes de Maercker le 10 mai. Les travailleurs riposteront par la grève générale : il faudra plus de vingt jours sous le régime de l'état de siège pour ramener l'ordre dans le pays saxon et liquider partout les organismes issus de la révolution de Novembre.

## Renforcement des Indépendants

On avait pu, à juste titre, en novembre-décembre 1918, s'attendre à la rapide disparition du Parti social-démocrate indépendant. Formation de circonstance, profondément divisé, il semblait voué à l'éclatement, la majeure partie de sa base – révolutionnaires authentiques – devant rejoindre les communistes, tandis qu'une partie de sa direction et de ses cadres ne pouvait que rallier le Parti social-démocrate, avec lequel ils n'avaient jamais cessé d'être fondamentalement d'accord. Or ce phénomène, escompté par beaucoup, ne se produisit pas. Au contraire, le Parti social-démocrate

indépendant ne cessa de se renforcer après la révolution de Novembre, pour atteindre le million d'adhérents à la fin de 1919. Ses dirigeants de droite, d'accord avec Ebert en novembre, n'ont pas poursuivi la collaboration gouvernementale au-delà de décembre. La répulsion et la haine qu'a soulevées la répression, menée sous la direction de Noske, les séparent en 1919 du Parti social-démocrate plus que ne les en avait séparés, en 1914-1918, la politique de guerre. La base du parti, elle, s'est sans cesse radicalisée au cours des combats de l'année 1919 qu'elle a, le plus souvent, dirigés dans toutes les provinces allemandes. Rien d'étonnant finalement à ce que, dans sa conférence d'avril 1919, le Parti social-démocrate indépendant se décide catégoriquement en faveur du pouvoir des conseils et rejette le régime parlementaire dont la classe ouvrière et ses militants font, au même moment, la cruelle expérience.

## Scission et crise au PC

La radicalisation des troupes des Indépendants n'a pas, comme on pouvait s'y attendre, renforcé les rangs des communistes. La fondation précipitée du PC en janvier 1919 avait creusé une coupure, souvent artificielle, dans les rangs de l'extrême gauche (7). À peine né, le jeune Parti communiste a perdu ses chefs. La jeune génération des leaders spartakistes (8) n'a pas le prestige de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, dont l'autorité et l'influence dépassaient largement les frontières de leur propre organisation. Surtout, les événements de janvier n'ont fait qu'accroître les désaccords à l'intérieur du PC : la crise

(7) Léo Jogiches, hostile, nous l'avons vu, à la rupture avec les Indépendants, avait conseillé à Clara Zetkin, une des anciennes de Spartakus, de ne pas rejoindre le PC et de rester au sein des Indépendants. Ce qu'elle fit.

(8) Les leaders révolutionnaires de 1918 appartenaient à une génération qui avait fait ses classes dans la social-démocratie d'avant-guerre et y étaient parvenus à la notoriété : Liebknecht avait 47 ans, Rosa Luxemburg 48, Eisner 51. Leurs successeurs étaient tous jeunes et inconnus sur le plan national : en 1918, Paul Levi et Thalheimer avaient 35 ans, Brandler 37, Frölich 34, Thaelmann 32, Maslow 27 et Ruth Fischer 23 ans.



Otto Rühle (1874-1943)  
exclu pour gauchisme du  
KPD ; fondateur du KAPD  
(parti communiste ouvrier  
d'Allemagne). D.R

éclatera bientôt au grand jour. Depuis janvier, le PC est illégal. La direction, en majorité composée des vieux amis de Rosa Luxemburg, profite de la clandestinité pour affirmer sa propre ligne contre la majorité putschiste du parti. Nulle part, sauf en Bavière, à la dernière minute, les communistes ne joueront de rôle semblable à celui de Liebknecht et Pieck à Berlin. Le PC joindra ses efforts à ceux de Richard Müller et de ses amis pour tenter d'éviter un conflit armé en mars à Berlin. Léo Jogiches, arrêté et abattu en mars, Radek ayant été arrêté en février, c'est Paul Levi qui dirige ensuite l'organisation (9). Il se heurte, à la conférence du parti tenue clandestinement en août 1919, à une opposition que dirigent Otto Rühle et les Hambourgeois Wolffheim et Laufenberg. Forte de sa victoire au premier congrès, l'opposition cherche à poursuivre son avantage, réclame confirmation de la prise de position antiparlementariste, exige, en plus, la sortie des communistes des syndicats et la mise sur



Paul Levi (1883-1930)  
dirigeant du K.P.D.  
en 1920-1921 D.R.

« syndicats rouges » dirigés par les seuls communistes. Paul Levi se décide à en finir avec eux : le retrait des communistes des syndicats – au moment où ceux-ci, malgré la politique des dirigeants réformistes, regroupent plus de dix millions de travailleurs allemands – lui paraît une décision catastrophique, suscep-

tible seulement d'accroître l'isolement des communistes dans la classe ouvrière allemande. Pour le congrès du parti, qui se tient à Heidelberg, il présente, au nom de la direction, des thèses qui consacrent la participation des communistes aux élections et aux syndicats, et prévoient, de plus, l'exclusion des opposants. La clandestinité lui permet des manœuvres organisationnelles qui lui assurent une mince victoire (31 voix contre 18). La minorité, ainsi provoquée, fait ce qu'il attendait d'elle et rompt. Radek, au dernier moment, avait essayé d'empêcher la scission. Lénine, dès le lendemain, essayait, dans une lettre au comité central, d'empêcher sa consécration, insistant pour que l'accord sur la seule question du pouvoir des soviets constitue la base de l'unité du parti. Levi, convaincu qu'il suivait l'exemple donné par Lénine dans le Parti bolchevique, maintenait ses positions : ainsi, dans la III<sup>e</sup> Internationale, la première exclusion massive d'opposants sur le terrain de la théorie se produisait malgré et contre Lénine. La minorité exclue fondait un nouveau parti, le Parti communiste ouvrier allemand (KAPD), entraînant 50 000 militants, plus de la moitié du parti, la quasi-totalité de l'organisation en Allemagne du Nord et à Berlin : Pieck, après la scission, ne retrouvera, en tout et pour tout, que 36 militants dans la capitale. Rejetant comme « petite-bourgeoise » la notion de la révolution comme « forme organisationnelle », les thèses de Levi reprennent les thèmes de Rosa Luxemburg de la révolution conçue comme une très longue lutte, avec des montées et des reculs, des flux et des reflux...

## Prestige de l'IC

Pourtant, si le faible Parti communiste ne risque pas de représenter un pôle d'attraction pour les centaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires allemands qui sont dans les rangs des Indépendants, il n'en est pas de même de la III<sup>e</sup> Internationale qui

(9) D'origine bourgeoise, esprit fin et cultivé, du cercle intime de Rosa, Paul Levi n'avait rien d'un leader ouvrier et se le voyait fréquemment reprocher. Il passait pourtant pour un théoricien de valeur.



s'est fondée au cours du printemps tragique d'Allemagne. La scission de Heidelberg a, en fait, levé un obstacle entre Indépendants et Spartakistes (10). Le gouffre qui reste sera comblé par les efforts de l'Internationale communiste et le prestige des révolutionnaires russes. Au congrès de Leipzig du Parti social-démocrate indépendant, en décembre 1919, l'aile droite, déjà affaiblie et qui vient de perdre son dirigeant le plus capable, Hugo Haase, assassiné par un nationaliste, subit une défaite décisive : le Parti indépendant refuse d'adhérer à la II<sup>e</sup> Internationale. S'il n'adhère pas à la III<sup>e</sup>, il s'y prépare, en votant, à l'appel de Daümig et de ses amis, une résolution demandant à son comité central d'ouvrir les négociations pour « réaliser l'union de la classe ouvrière par l'action révolutionnaire dans la III<sup>e</sup> Internationale ». Le comité exécutif de l'IC saisit la balle au bon et invite les Indépendants, ainsi que le KAPD, à des négociations en vue de leur adhésion. La faiblesse du Parti communiste est, pour l'Internationale, un argument de plus pour pousser du côté des Indépendants. Au congrès de Karlsruhe (février 1920), l'un des rares dirigeants ouvriers du PC, le saxon Brandler (11), n'hésite pas à déclarer : « Nous n'avons pas encore de parti », et, bien souvent, comme en Rhénanie-Westphalie, « ce qui existe est pire encore que s'il n'y avait rien ». Lénine s'efforce de secouer ce courant pessimiste ; pour lui, la reconnaissance par les Indépendants de la dictature du prolétariat, du pouvoir des conseils, les pas qu'ils font en direction de l'Internationale communiste sont décisifs : ils constituent la preuve que de larges masses rejoignent le programme communiste ; l'heure approche où sera constitué le Parti communiste qui a manqué à la victoire de la révolution allemande et qui saura exploiter la situation révolutionnaire de l'Allemagne.

## Le putsch de Kapp

L'occasion de renverser la vapeur viendra. Elle se produira, pourtant, trop tôt, avant la fusion, avant que ne se soit constituée une nouvelle direction. Communistes et Indépendants la laisseront également échapper.

Au début de 1920, en effet, se dessine, dans les milieux de l'état-major, et en par-

ticulier chez les cadres des Corps francs, un mouvement qui va trouver un appui certain dans les couches les plus réactionnaires de l'impérialisme allemand, les hobereaux de l'est et la bureaucratie de l'État prussien. Il s'agit, pour ses animateurs Wolfgang Kapp et le général von Lüttwitz, d'en finir avec la république parlementaire et le mouvement ouvrier, de se débarrasser de la tutelle encombrante des ministres sociaux-démocrates dont ils n'ont plus que faire, la révolution des conseils ayant été écrasée. Les conspirateurs avaient espéré l'appui de Noske, mais devront y renoncer. Le putsch, connu à l'avance des autorités sociales-démocrates, éclate le 13 mars. Le gouvernement et Ebert s'enfuient précipitamment à Dresde, puis, menacés d'arrestation par la Reichswehr, à Stuttgart. L'état-major reste « neutre », refusant de tirer sur d'autres Allemands (les ouvriers, seuls, n'étant



Wolfgang Kapp magistrat, journaliste et homme politique allemand conservateur, dirige le putsch en 1920. D.R.



Le Général Walther von Lüttwitz, commandant monarchiste du Reichsgruppenkommando de Berlin pour faire tomber la république de Weimar, en organisant une marche sur Berlin. D.R.

(10) Rappelons que c'était l'hostilité des délégués révolutionnaires aux « putschistes » de Spartakus qui avait, en 1918, fait échouer la fusion. Après Heidelberg, les « putschistes » ont quitté le PC et ce sont les anciens délégués qui dirigent la gauche des Indépendants.

(11) Ouvrier du bâtiment, militant syndicaliste à l'autorité reconnue dans la région industrielle de Saxe, Brandler était l'un des rares dirigeants ouvriers de Spartakus (avec Walcher et Boettcher). La gauche l'accusait de « conservatisme » et lui reprochait son attachement aux traditions sociales-démocrates. Ruth Fischer dit qu'il avait, surtout, des vues provinciales.



Début du putsch de Kapp : Entrée dans Berlin de la brigade Ehrhardt (6000 membres des corps francs) le 13 mars 1920. D.R.

pas « allemands »...). En vingt-quatre heures, la victoire des réactionnaires « kappistes » semblait assurée devant l'impuissance gouvernementale. Le coup d'État des généraux fut pourtant balayé en quatre jours.

À la surprise générale, à la surprise des révolutionnaires allemands en particulier, ce fut le vieux Karl Legien, le « dictateur »



Karl Legien (1861-1920), dirigeant des syndicats allemands, réformiste très à droite ; à l'origine de l'échec du putsch de Kapp. DR

conservatrice du mouvement ouvrier allemand. Il avait combattu Bebel, Liebknecht, Luxemburg. Avant guerre, il était l'inspirateur de la droite social-démocrate. Pendant la guerre, il fut le chef de file des social-patriotes, l'initiateur de la chasse aux révolutionnaires dans le parti. Il avait mis toute son autorité et son organisation au service de Ebert dès novembre. Bref,

il symbolisait ce qu'il y avait de pire dans la social-démocratie allemande : son « appareil » syndical. Mais Legien ne pouvait rester indifférent face aux entreprises de Kapp-von Lüttwig. Comprenant parfaitement que ce n'étaient pas seulement les formes constitutionnelles républicaines, mais l'existence même d'un mouvement ouvrier indépendant, l'existence même de ses syndicats et de son appareil qui était en cause, le vieux réformiste n'hésita pas à se lancer dans sa première bataille d'ensemble en donnant le mot

d'ordre de grève générale et en constituant un comité central de grève où il invita toutes les organisations ouvrières, communistes compris. Se moquant des ministres qui s'enfuyaient, Legien resta à Berlin pour y diriger clandestinement la plus grandiose des grèves de l'histoire : toute vie fut arrêtée, absolument, radicalement, tant que Kapp resta « au pouvoir ». Les troupes n'avaient ni ravitaillement ni moyens de transport, les chefs n'avaient ni téléphone ni communications : toute la machine de Kapp tournait à vide. En quelques jours, la situation était profondément transformée. Victorieux aux premiers jours à Berlin et dans la région orientale, les kappistes étaient réduits à l'impuissance par la grève générale. En Wurtemberg, Bade, Hesse, dans la zone baltique, le gouvernement conservait une autorité de fait, que contrebattait un peu plus tous les jours celle des comités de grève. En Rhénanie et Westphalie, la grève générale s'était accompagnée d'un véritable soulèvement ouvrier, victorieux à la fois des généraux et des autorités gouvernementales. En Allemagne centrale, enfin, les trois pouvoirs, dont aucun n'était parvenu à s'imposer, s'affrontaient en des combats locaux. En quatre jours, les animateurs du putsch avaient compris que leur action risquait de déclencher une nouvelle révolution ouvrière : Kapp démissionnait.

L'ensemble des travailleurs allemands avait suivi avec un enthousiasme et une discipline sans précédent l'ordre de grève

de Legien... Cela constituait un éclatant désaveu pour certains révolutionnaires, pour ceux du KAPD en particulier. Mais le Parti communiste ne réagit pas comme on aurait pu s'y attendre après l'élimination de sa tendance « sectaire ». Levi emprisonné, la direction assurée par Thalheimer – un autre spartakiste (12) – lança, le premier jour du putsch, un tract demandant aux travailleurs de ne « pas lever le petit doigt pour la défense de la République » : pour elle, la lutte se déroulait entre Kapp et Ebert-Noske, deux groupes également contre-révolutionnaires. Mais le succès de la grève, la participation massive des communistes lui dictaient un tournant : dès le lendemain, le PC approuvait l'ordre de grève, mettait les travailleurs en garde contre les « illusions démocratiques », appelait à constituer des conseils ouvriers. Dans la Ruhr, les communistes, d'accord avec Indépendants et sociaux-démocrates, lançaient l'ordre de grève pour la « victoire du socialisme sur la base du système soviétique ». À Chemnitz, les communistes, dirigés par Brandler, constituaient avec les autres partis ouvriers un conseil qui s'emparait du pouvoir et purgeait la ville des éléments kappistes. À Falkenstein, près de Chemnitz, le communiste Max Hoeltz organisait ses fameuses



Max Hoeltz (1889-1933), passé du KPD au KAPD ; organise diverses actions armées en Saxe en 1921. D.R.

troupes de guérillas rouges et passait à l'offensive, s'efforçant de bâtir, de force, la République des Conseils : Brandler s'inquiétait de cette action de partisans qui menaçait son accord avec sociaux-démocrates et Indépendants...

Ces développements révolutionnaires n'étaient sans doute pas étrangers à la

démission de Kapp, à la précipitation avec laquelle état-major et social-démocratie tentèrent de se réconcilier. Pourtant, Legien ne voulait pas se contenter du départ de Kapp. Il entendait bien voir l'Allemagne gouvernée désormais dans des conditions telles que ne pourraient plus jamais s'y produire de semblables événements. Au nom du comité central de grève, il exigeait avant tout la disparition de Noske et demandait aux sociaux-démocrates et aux Indépendants de constituer un gouvernement ouvrier auquel auraient participé les syndicats socialistes et chrétiens. Les négociations durèrent une nuit entière. L'état-major social-démocrate regimbait contre les exigences de Legien, mais il n'avait plus, dans le pays, la force de s'y opposer. L'armée, dont la position était inconfortable, du fait de son évidente complicité avec Kapp, se tenait tranquille. Mais les Indépendants refusèrent de participer à un gouvernement avec les Majoritaires encore couverts du sang des travailleurs, bien que les communistes aient promis leur « opposition loyale » à un gouvernement ouvrier du type de celui prôné par Legien. Avec la défection des Indépendants, Legien se retrouvait seul : il ne pouvait ni ne voulait lancer plus loin ceux qui l'avaient suivi contre Kapp. Il s'estima heureux d'avoir obtenu le départ de Noske et des généraux compromis. En échange de promesses d'épuration de l'armée et de démocratisation de l'État, il accepta de lancer l'ordre de reprise tandis que se constituait un nouveau gouvernement basé sur l'alliance de la social-démocratie avec les partis bourgeois du Reichstag, et présidé par le socialiste Hermann Müller. La classe ouvrière avait perdu autour du tapis vert.

## Conséquences du putsch

L'alliance un instant menacée entre l'état-major et la social-démocratie allait

(12) Lié à Karl Radek, qui était de sa génération et avait milité avec lui à Goettingen avant guerre, Thalheimer, journaliste et philosophe, était – selon Ruth Fischer, leur adversaire de tendance – le « cerveau » de Brandler.

se ressouder contre le danger révolutionnaire. Exploitant les agissements des révolutionnaires de la Ruhr, le général von Seeckt exige le rétablissement de l'ordre dans cette région par le désarmement des ouvriers. L'accord, péniblement négocié par les sociaux-démocrates, et signé à Bielefeld, est déchiré. Pour la deuxième fois en deux ans, le général Watter se lance à la conquête de la Ruhr : l'attitude de ses troupes fut telle que même Severing s'en plaignit. La répression, molle contre les kappistes, fut terrible contre les « spartakistes » de l'Armée rouge de la Ruhr...

Le putsch de Kapp avait, incontestablement, été une occasion manquée pour le prolétariat allemand. Ni les Indépendants ni les communistes n'avaient, en définitive, su prendre l'initiative. Les rancunes, les oppositions doctrinales et personnelles, le sang des années 1918-1919 les avaient empêchés de comprendre la valeur de la réaction de Legien, d'abord ; puis l'intérêt de sa proposition de gouvernement ouvrier que Lénine jugeait incontestablement positive puisque, dans une situation où il n'y avait pas de perspective immédiate de dictature du prolétariat, elle pouvait incontestablement permettre une nouvelle montée révolutionnaire. C'est pourquoi Lénine défendit la position communiste d'« opposition loyale » à un gouvernement ouvrier que Karl Radek et Béla Kun critiquaient vivement dans la presse



Béla Kun (1886-1938) envoyé en Allemagne avec Rakosi par Zinoviev et Radek pour impulser la catastrophique « action de mars » en 1921. D.R.

de l'Internationale. Levi, libéré, critiquait à son tour vivement la passivité du PC et son abstentionnisme initial. Dans le Parti indépendant, la direction de la gauche, le groupe Däumig, s'était largement discréditée, elle aussi : les travailleurs compre-

naient parfaitement qu'à la Reichswehr ils devaient opposer une organisation et des armes. Tout cela, ils pouvaient l'espérer de l'IC. Même les dirigeants les plus droitiers des Indépendants, les Hilferding et les Dittmann, ne refusaient pas de se tourner vers elle. Occasion manquée, le putsch de Kapp était matière à réflexion, accentuait l'évolution qui allait mener à la fusion des Indépendants et des communistes.

## L'adhésion des Indépendants à l'Internationale communiste

En août 1920 se tint le II<sup>e</sup> Congrès de l'IC. Le Parti indépendant y avait envoyé quatre délégués : Dittmann, Crispien, Däumig et Stoecker. Ils se trouvent en face des 21 conditions d'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. Pour l'Internationale communiste, en effet, l'Allemagne est la clé de la situation européenne. Il s'agit d'y disposer, le plus rapidement possible, d'un instrument pour la prise du pouvoir et la victoire prolétarienne, d'un authentique Parti communiste. C'est en fonction même des Indépendants qu'ont été fixées les 21 conditions. Ce sont ses dirigeants droitiers qui sont visés par la 21<sup>e</sup> (13), qui prévoit l'exclusion des partis communistes des adversaires des conditions et thèses de l'Internationale. C'est que Hilferding et ses amis ont quelque temps hésité : face au courant irrésistible qui pousse la base de leur parti vers l'Internationale communiste, ils auraient envisagé de s'y rallier, à condition de pouvoir conserver la direction du nouveau parti unifié. C'était précisément ce que Lénine ne voulait pas : dans la perspective de luttes décisives en Allemagne pour le pouvoir, il ne voulait pas courir le risque de les aborder avec un Parti communiste dirigé par des opportunistes qui, pour s'être par la suite désolidarisés de Ebert et Noske, ne leur ont pas

(13) Aux délégués indépendants qui demandaient ce que ferait l'IC au cas où ils accepteraient les 21 conditions, Zinoviev répliqua : « Dans ce cas nous en poserons 22 »...

moins, dans les débuts de la révolution allemande, servi de « *feuille de vigne* », selon l'expression de Liebknecht (14). Les délégués des Indépendants reviennent divisés : Crispian et Dittmann sont contre l'acceptation des 21 conditions, Däumig et Stoecker sont pour. La discussion dans le parti sera sérieuse et passionnée : tout est passé en revue, l'expérience des dernières années, en Allemagne et en Russie, la politique des bolcheviks, la structure de l'Internationale. Ce qui domine pourtant les préoccupations des militants, c'est la construction de ce parti révolutionnaire qui manque au prolétariat allemand, la mise sur pied de cette direction révolutionnaire nécessaire à sa victoire prochaine. Ce sera la même atmosphère au congrès de Halle en octobre 1920. L'Internationale communiste a délégué Zinoviev et Lozovsky. Hilferding, représentant des adversaires de l'adhésion, a reçu le renfort du menchevik Martov, récemment réfugié en Allemagne. Zinoviev et Hilferding parleront quatre heures chacun devant un congrès passionnément attentif. Ces débats – orageux – resteront toujours d'un niveau très élevé. La droite conteste avec force le tableau que brosse Zinoviev de la « *révolution montante* » : elle ne croit pas à la révolution. Zinoviev rétorque que les conditions objectives de la révolution existent, depuis plusieurs années : ce qui manque, c'est une direction ; la créer est justement la tâche de ce congrès. Finalement, l'adhésion des Indépendants à la III<sup>e</sup> Internationale et la décision d'entamer les négociations de fusion avec le PCA sont votées par 237 voix contre 156. Deux mois après, au congrès de Berlin (décembre), la fusion est consommée entre les deux organisations, sous le nom de Parti communiste allemand unifié (VKPD). Le nouveau parti compte, pour ses débuts, environ 350 000 militants, dont 300 000 originaires du Parti social-démocrate indépendant (15).

## Les débuts du parti unifié

L'unification des forces révolutionnaires allemandes constituait une énorme victoire. Elle n'allait pourtant pas sans poser, dès le début, de sérieux problèmes.

S'il n'y avait pas, entre les deux organisations, de désaccords fondamentaux, bien des nuances subsistaient. Au Parti communiste, on avait retrouvé, les dernières années, les traditions de Spartakus, la mentalité de secte, sans contact avec les masses, très hostile aux putschs qui avaient fait tant de mal. Chez les Indépendants, il y avait au contraire une grande majorité de militants ouvriers, sans formation politique sérieuse – aucun dirigeant indépendant n'approchait, sur le plan théorique, des anciens spartakistes – mais désireux d'agir efficacement, animés d'une volonté d'action révolutionnaire. C'est ce sentiment qui s'exprime dans la cristallisation rapide de la « gauche » du Parti communiste allemand, animée par le Russe Arkadi Meslov, la jeune Ruth Fischer et l'ouvrier hambourgeois Ernst Thaelmann. La gauche, qui prône l'action révolutionnaire systématique et s'impatiente vite de la prudence de la direction, contrôlera rapidement les organisations de Berlin, de Hambourg, puis de la Ruhr. De plus, l'Internationale a, sous la direction de Zinoviev, commencé à mettre sur pied un énorme appareil : pour bien des permanents, l'Allemagne est un champ d'action dans lequel leurs initiatives seront loin d'être toujours heureuses. Droite et gauche du PC Allemand cherchent des



Ruth Fisher (1895-1961) une des fondatrices du parti communiste autrichien, puis membre de la direction du KPD, soutenue par Zinoviev. D.R.

(14) Les Indépendants Barth, Haase et Dittmann avaient partagé le pouvoir avec les majoritaires de Ebert de novembre à la fin de décembre.

(15) La minorité, exclue du Parti indépendant, reforma le parti dont la majorité, sous l'impulsion de Hilferding, allait bientôt rejoindre la social-démocratie majoritaire. Seul un petit noyau que dirigeait le vieux Ledebour maintint quelque temps encore le drapeau de la social-démocratie indépendante.

appuis dans l'Internationale. La direction, que ses adversaires qualifient de « droite », est essentiellement formée de Paul Levi et Däumig, représentants des deux anciennes directions, entre lesquels Clara Zetkin, vieille spartakiste, restée au Parti indépendant, assure la liaison et la transition. Elle décide résolument de lancer le parti dans la voie tracée au lendemain du putsch de Kapp par Brandler et de travailler à la mise sur pied d'un front unique avec les ouvriers sociaux-démocrates. Le 8 janvier 1921, la *Rote Fahne* publie une lettre adressée aux autres organisations ouvrières (sociaux-démocrates, Indépendants – la minorité de droite qui avait rejeté les décisions du congrès de Halle – KAPD) et proposant des actions communes de défense des travailleurs sur un certain nombre de points précis. Lénine approuve cette lettre, « *initiative politique modèle* », que Levi et Radek ont rédigée ensemble. Mais Zinoviev et Boukharine la critiquent vivement. Elle ne reçoit aucun écho, ce qui alimente la critique de la gauche pour qui elle est une démarche « opportuniste ». La situation se tend à l'intérieur du parti : les adversaires de Levi savent qu'ils auront des appuis dans l'Internationale.

Sur ces entrefaites, Levi, qui s'est rendu à Livourne au congrès du Parti socialiste italien, prend l'initiative de soutenir Serrati, leader du centre, qui refuse d'accepter la 21<sup>e</sup> condition (16). Le délégué de l'Internationale, le Hongrois Matyas



Heinrich Brandler (1881-1967), cofondateur du KPD en 1918, il succède à Paul Levi à la tête du KPD en février 1921. D.R.

Rákosi, le met alors en accusation devant le comité central du parti. Quoiqu'il ait obtenu l'approbation de Däumig et de Clara Zetkin, Paul Levi est désavoué à une faible majorité. Une nouvelle direction est élue qui groupe, autour de l'ex-spartakiste Ernst Meyer, Brandler, Thalheimer et Froelich. C'est immédiatement après que sont arrivés à Berlin en émissaires de l'Internationale les Hongrois Béla Kun et

Pogany, et le Polonais Guralsky. Kun, héros malheureux de la révolution hongroise, est un protégé de Zinoviev. Comme lui, il est hostile à la politique de Levi, partisan de l'offensive révolutionnaire, d'accord avec la gauche allemande. Quoiqu'il ne soit pas mandaté par le bureau politique du Parti bolchevique, ni même par l'exécutif de l'IC, il parle haut, jouissant de son prestige d'envoyé spécial : c'est indubitablement à son instigation que le Parti communiste prendra l'initiative de l'insurrection armée, au mois de mars 1921, sans que rien, dans sa propagande et ses manifestations extérieures, ait laissé prévoir un tournant si brutal.

## L'action de mars 1921

Au début de mars 1921, des incidents se sont produits dans les mines de cuivre de la région de Mansfeld. Le gouverneur, le social-démocrate Hoersing, fait appel aux forces de police dont l'arrivée sur place provoque une résistance armée des mineurs du bassin, qu'appuient presque aussitôt les ouvriers des Leunawerke. Max Hoeltz – exclu du Parti communiste après le putsch de Kapp pour son « aventurisme » et, depuis, adhérent du KAPD – accourt pour prendre la tête du mouvement. Le lendemain, 17 mars, le PCA lance un appel à l'insurrection. En fait, il n'y aura pas d'insurrection armée : seulement quelques soulèvements locaux, comme à Hambourg, de nombreux heurts avec la police, des attentats, des actions de sabotage. Dans son ensemble, le prolétariat allemand ne bouge pas. C'est un échec. Au bout d'une semaine, le comité central lance alors un nouvel ordre : il s'agit désormais de grève générale. Là encore, le mot d'ordre n'est pas suivi, mais ses conséquences sont graves : un peu partout, des groupes d'action communistes, la plupart du temps composés de chômeurs, attaquent les ouvriers qui travaillent, et ceux-ci se défendent. Aux combats avec la police succèdent les combats entre travailleurs qui tournent finalement au désastre pour les com-

(16) La 21<sup>e</sup> condition interdisait l'entrée de l'IC à ceux qui n'auraient pas voté en faveur des 20 premières.

munistes : le 31 mars, le comité central annonce la fin de l'action.

La note à payer est lourde. Le parti, une fois de plus, est illégal. Nombre de ses militants sont emprisonnés. Il a créé autour de lui une atmosphère d'hostilité jusque dans les milieux les plus proches du prolétariat avancé. Surtout, la brutalité de l'action a semé la confusion et la démoralisation dans ses propres rangs. Plus de 150 000 militants, presque la moitié de ses effectifs, le quittent en quelques jours. Tandis que le comité central se félicite d'avoir, face aux provocations policières, « pris l'initiative » et lancé une « offensive révolutionnaire », Paul Levi rompt la discipline du parti et publie un pamphlet, *Unser Weg (Notre voie)*, dans lequel il dénonce l'action du parti comme un « putsch bakouniniste ». Il est immédiatement exclu par le comité central (devant lequel il a pu librement présenter sa défense). Le comité exécutif de l'Internationale approuve son exclusion.

L'affaire est trop grave cependant pour ne pas avoir de conséquences. Elle est un échec sérieux dont l'Internationale, au moins, va essayer de tirer les leçons, les enseignements et en analyser les causes. Elle pose un problème de tactique sur lequel les dirigeants du Parti bolchevique et de l'Internationale vont se diviser avant de régler la question au III<sup>e</sup> Congrès de l'IC : Lénine, Trotsky, Kamenev sont pour le tournant dans la politique de l'Internationale et la conquête des masses, Zinoviev, Boukharine, que soutient, bien entendu, Béla Kun, sont pour la poursuite de l'« offensive révolutionnaire ». Droite et gauche allemandes vont s'aligner sur ces deux tendances, dont le choc public aura lieu en juin à Moscou.

## Le III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste (juin 1921)

Mais, à ce moment-là, les dirigeants bolcheviques ont pris leur décision et choisi le tournant : pour eux, il est incontestable que s'est terminée, en 1920, la première période du mouvement révolutionnaire d'après-guerre. Aujourd'hui, la bourgeoisie s'est incontestablement renforcée et, dans plusieurs pays, a même

pu passer à l'offensive contre la classe ouvrière. Cela implique un tournant dans la politique de l'Internationale. Les travailleurs sont désormais sur la défensive et les PC doivent s'adapter à cette situation nouvelle. Ce sont les thèmes que développe Trotsky dans le premier rapport au congrès sur « les tâches de l'Internationale ». Il ne peut plus être question d'offensive révolutionnaire : « Aujourd'hui, pour la première fois, s'écrie-t-il, nous voyons et sentons que nous ne sommes pas si près du but, de la conquête du pouvoir, de la révolution mondiale. À cette époque, en 1919, nous nous disions "C'est une question de mois". Aujourd'hui, nous disons : "C'est peut-être une question d'années". » Lénine l'appuie à fond dans ses interventions : « Nous avons échoué. Ce qui est essentiel aujourd'hui c'est une préparation en profondeur de la révolution. ». Radek résumera la nouvelle ligne : « À la conquête des masses. »

En fait, l'ensemble de la discussion est dominé par l'action de mars 1921 et les positions du PC allemand. Les porte-parole du PC allemand, Thalheimer, Thaelmann, Froelich, avec les Hongrois Béla Kun et Pogany, reprennent les thèses de l'offensive révolutionnaire. Les Allemands considèrent les positions de Trotsky et de Lénine comme un désaveu de leur parti et une approbation de l'attitude et des positions de Levi. Sans doute l'attitude de Lénine traduisait-elle une certaine indulgence à l'égard de Levi, dont les « bêtises », à ses yeux, n'avaient été que réaction à l'égard de « bêtises gauchistes » plus graves encore. Pourtant, très nettement, Trotsky et Lénine prenaient position pour l'exclusion de Levi, coupable d'indiscipline publique (17). Malgré les

(17) C'est au cours de sa polémique contre le PC que Paul Levi prit l'initiative de publier les notes de Rosa Luxemburg sur la révolution russe qu'elle avait rédigées en prison. À cette époque, il avait été, avec Jogiches, de ceux qui avaient déconseillé à Rosa la publication d'un document qu'il jugeait écrit sans informations suffisantes. Après sa rupture, Levi, qui avait constitué un petit groupe de dissidents, rejoignit finalement la social-démocratie : député au Reichstag, il fut quelques années le leader de sa « gauche » jusqu'au jour où, en 1930, il se suicida au cours d'une crise de dépression.

délégués allemands, sur cette question brûlante, l'exécutif parvint à l'objectif qu'avait fixé Lénine : condamner fermement la tactique de l'offensive révolutionnaire, sans pour cela absoudre Levi. Il parvint avec moins de peine encore à dégager la responsabilité, pourtant très engagée, de Zinoviev et de son ami Béla Kun dans l'offensive de mars (18). La résolution finale condamnait en fait l'action, tout en la considérant comme « *un pas en avant* » : la principale faute, pour le congrès, « *était, au lieu de faire ressortir clairement le caractère défensif de la lutte* », d'avoir « *fourni aux ennemis sans scrupules du prolétariat, à la bourgeoisie, au Parti social-démocrate et au Parti indépendant un prétexte pour dénoncer le Parti communiste unifié au prolétariat comme un fauteur de putsch. Cette faute fut encore aggravée par un certain nombre de camarades du parti, présentant l'offensive comme la méthode essentielle de lutte du PC.* » L'objectif de Lénine était atteint : l'action de mars permettait de fixer une orientation nouvelle au parti, elle ne serait pas l'occasion de règlements de comptes à l'intérieur du parti. L'appréciation portée par le congrès et acceptée par tous permettait de se tourner vers l'avenir. « *Le Parti communiste unifié d'Allemagne, déclarait la thèse sur la tactique, a la mission immense d'augmenter son influence sur les grandes masses, de renforcer les organisations de masse prolétariennes, de conquérir les syndicats, de briser l'influence du Parti social-démocrate et de la bureaucratie syndicale. Cette tâche principale du parti exige qu'il y applique tous ses efforts d'adaptation, de propagande et d'organisation, qu'il tâche de conquérir les sympathies de la majorité du prolétariat, sans laquelle, étant donné la puissance du capital allemand, aucune victoire du communisme n'est possible en Allemagne.* »

## Lénine contre la dislocation du parti

C'était la préoccupation de maintenir l'unité du parti qui avait inspiré la résolution du III<sup>e</sup> Congrès mondial. C'est le même souci d'éviter une scission préju-

diciable au prolétariat, parce qu'appelée à accentuer encore les divergences des deux tendances du PC allemand, qui devait, après le congrès, inspirer l'attitude de Lénine vis-à-vis du parti allemand. Inquiet de l'attitude agressive de la gauche, il proposait l'envoi en Russie des leaders de la minorité, Maslov en tête, pour laisser au parti le temps de surmonter les divergences et de réaliser une profonde unité dans ses rangs : il refusait, en même temps, les sanctions demandées par la droite. Le parti allemand, sous l'impulsion de Meyer, puis de Brandler qui lui succède à la direction, prend décidément l'orientation fixée au III<sup>e</sup> Congrès mondial et que le congrès d'Iéna (août 1921) a acceptée à une large majorité. Malgré Ruth Fischer, qui demande encore le retour à l'offensive révolutionnaire et rend la droite responsable de l'échec de mars, le congrès se prononce en faveur d'une ligne de « *front unique prolétarien* » qui sera approuvée par l'exécutif [de l'Internationale communiste – ajout des CMO] en décembre. La gauche ne désarme pourtant pas : elle triomphe bruyamment lorsque l'exécutif, en juin 1922, rappelle à la direction allemande, à propos de la campagne menée en commun avec les socialistes pour la défense des libertés (après l'assassinat de Rathenau par des nationalistes) (19), que, dans le front unique, le parti ne doit jamais renoncer à l'indépendance de sa propagande. Elle crie à l'opportunisme et au réformisme lorsque le PC s'engage, dans un texte signé avec la direction social-démocrate et la centrale syndicale, à défendre les revendications des travailleurs contre les patrons. Les contacts pris, à ce moment-là, entre Maslov et les dirigeants de l'Opposition ouvrière du Parti

(18) Seule Klara Zedkin, au cours des débats du Congrès, fera quelques allusions prudentes au rôle de l'I.C. et de ses émissaires.

(19) Walther Rathenau était un industriel, écrivain et homme politique allemand, né le 29 septembre 1867 à Berlin où il est mort assassiné le 24 juin 1922. Devenu ministre de la Reconstruction en 1921 et ministre des Affaires étrangères en 1922, il est assassiné par un commando de l'organisation d'extrême-droite Consul, groupe terroriste dans lequel évolue Ernst von Salomon, dans l'objectif de provoquer la chute du gouvernement. (CMO)



bolchevique, en URSS, renforcent encore la conviction de la gauche qu'elle est en train de lutter contre la dégénérescence du communisme, que le cours « droitier », « trotskyste », comme dit Ruth Fischer, de l'Internationale, correspond à un recul de la révolution en URSS même...

Lénine avait réclamé et pris contre les leaders de l'Opposition ouvrière des mesures sévères, après avoir épuisé à leur égard tous les moyens de conciliation, et tout en leur maintenant largement ouvertes les portes du parti. Il s'opposera résolument à toutes les sanctions que demanderont les dirigeants de la droite. À Meyer, qui réclame l'exclusion de la gauche et préconise ce qu'il appelle une « *NEP allemande* », reposant sur l'idée d'une stabilisation à long terme de l'Allemagne, Lénine rétorque que la NEP (20) repose sur des conditions spécifiquement russes et que le vrai problème est encore une fois la préparation de la révolution prolétarienne en Allemagne. La résolution politique du IV<sup>e</sup> Congrès mondial de l'IC développe la conception léniniste du front unique ouvrier, repoussant l'interprétation de la gauche qui ne veut qu'un « *front unique à la base* », écartant la conception droitiste de Meyer qui compte exclusivement sur les « *accords de sommet* ». Rejetant la conception de la gauche – également défendue par Zinoviev – selon laquelle il ne saurait y avoir de « *gouvernement ouvrier* » que sous la direction du PC et sous la forme soviétique, elle réaffirme que la collaboration des communistes en Allemagne à des « *gouvernements ouvriers* » régionaux ne serait défendable que dans une perspec-

tive de proche prise du pouvoir et pour la construction de véritables bastions prolétariens.

Le IV<sup>e</sup> Congrès avait vu la dernière intervention de Lénine dans la vie intérieure du parti allemand. De même qu'en 1919 il avait essayé d'empêcher le départ des gauches du KAPD, de même qu'en 1921 il avait dépensé tous ses efforts pour conserver dans l'organisation le droitier Levi, de même il s'attache en 1922 à empêcher l'exclusion de la gauche, résistant aux pressions de ceux qui voudraient le voir mettre son prestige au service d'une nouvelle scission. Le soin avec lequel le dirigeant qui symbolisait la discipline de fer dans le parti protégeait les cadres révèle à quel point il était, avant tout, préoccupé de la construction du parti, des chances de la révolution, du danger de la contre-révolution. Une année après, Lénine hors de combat, le Parti allemand et l'Internationale perdront une nouvelle bataille décisive : autant que par ses conséquences immédiates, par la façon dont elle fut provoquée, la défaite allemande d'octobre 1923 annonce en même temps la dégénérescence de la révolution russe et celle de l'Internationale communiste. ■

(20) La NEP, « nouvelle politique économique », répondait à la nécessité, après la tension du communisme de guerre, d'une détente économique : concessions aux paysans, retour à un marché libre, etc. Meyer arguait de la stabilisation du capitalisme en Allemagne pour justifier une politique réformiste qu'il baptisait « *NEP allemande* », alors que les conditions de la NEP étaient spécifiquement russes.

# Paul Levi

## Lettre au comité central du Parti communiste allemand

### 16 mars 1920 (1)

Camarades,

**J**e viens de lire votre proclamation. Mon opinion est que le KPD court à la faillite morale et politique. Je ne puis comprendre, comment, dans une telle situation, on peut écrire des phrases de ce genre : « *La classe ouvrière est, en ce moment, incapable d'agir ; il faut le déclarer ouvertement. Le seul fait que le gouvernement Lüttwitz-Kapp a pris la place du gouvernement Bauer-Noske n'apporte pas de changement immédiat à la marche de la grande lutte de classe.* » Écrire de pareilles choses, c'est faire le jeu de ces misérables éléments du mouvement ouvrier qui crient sans cesse : « *Tout cela ne mène à rien.* » Ils peuvent maintenant se réclamer du KPD.

Après avoir, dès le premier jour, nié la capacité d'action du prolétariat, on fait paraître le jour suivant une proclamation : « *Le moment est enfin arrivé où le prolétariat allemand doit commencer la lutte pour la dictature du prolétariat et la république des soviets.* » Et dans ce but on décide de faire « *la grève générale* » (et cela après la déclaration formelle sur la complète incapacité d'action). Puis, quand la grève générale a fait sortir des usines tous les ouvriers, on fixe les élections des comités et on convoque un congrès des comités centraux. Bref, politiquement et en matière d'organisation, nos « pontifes » cassent le cou à la grève générale. Moralement ils l'achèvent. Selon moi, c'est un crime que de briser l'action en

criant au fort de la lutte : « *Le prolétariat ne remuera même pas le petit doigt pour la République démocratique.* »

Savez-vous comment cela s'appelle ? Le plus traître coup de couteau dans le dos que l'on ait jamais donné au prolétariat allemand ! Jusqu'à l'heure actuelle je croyais que nous étions tous d'accord sur les points suivants : quand une action a lieu, même *pour le but le plus stupide* (la révolution de novembre n'avait aucun but raisonnable et même aucun but du tout), nous devons soutenir cette action, nous efforcer par nos mots d'ordre de la canaliser vers un autre but révolutionnaire et, en développant cette action, faire en sorte que

(1) Source : numéro 44-45 du *Bulletin communiste* (première année), 25 novembre 1920, précédé de l'introduction suivante : « *Afin de faire la lumière sur la tactique des communistes allemands pendant le coup de main militaire de von Kapp, nous publions trois documents importants, trois lettres des camarades Paul Lévi (alors emprisonné), Clara Zetkin, E. Meyer, tous les trois membres influents du comité central du Parti communiste allemand. La passion dont elles sont empreintes – et surtout celle du camarade Lévi qui, soulignons-le, écrivait entre les quatre murs d'une cellule – est bien compréhensible. Nos ennemis se réjouiront certainement des désaccords survenus alors au sein du Parti communiste allemand. Grand bien leur fasse ! Les communistes n'ont jamais craint de se critiquer eux-mêmes. La critique publique des fautes du comité central du Parti communiste allemand ne pourra que faciliter aux membres du Parti ouvrier communiste allemand la fusion avec nos camarades au sein d'un parti communiste unique.* »

les masses comprennent notre but. Mais il ne faut jamais crier dès le début : « Ne pas remuer même le petit doigt ! » seulement parce que le but ne nous plaît pas. Il faut immédiatement donner des mots d'ordre concrets, dire aux masses ce qui doit être fait à l'instant. Il faut, cela va de soi, élargir le mot d'ordre, l'élargir peu à peu. La république des soviets, cela vient ensuite et non au début. Personne, me semble-t-il, ne pense en ce moment aux élections des conseils de fabrique et d'usine. Pour le moment, le seul mot d'ordre est : *L'armement du prolétariat !* Maintenant, regardez dans la *Rote Fahne* (2) de dimanche l'article intitulé : *Que faire ?* Nous devrions bien nous dire qu'au cas de l'échec de l'insurrection militaire, le gouvernement Bauer-Ebert-Noske, s'il revenait au pouvoir, ne serait plus l'ancien gouvernement, car il aurait perdu son appui de droite. Ce serait, comme en janvier 1919, où il s'est modifié après avoir perdu son soutien de gauche. C'est pourquoi il faut maintenant faire tous ses efforts pour que l'émeute soit écrasée, sans compromis ! Si on y réussit, toute « République démocratique » future ira fatalement à gauche, car elle aura perdu son soutien de droite. Et c'est alors seulement que viendra le temps où nous pourrions déployer notre propre front ! Mais à l'heure présente nous devons agir avec tous les autres (sans même en excepter les social-démocrates), mais avec des mots d'ordre différents de ceux des Indépendants. (Si seulement nous avions les mots d'ordre qui traînent dans la rue et non des mots d'ordre livresques !) Dans tous les cas, il faut avant tout écraser l'insurrection, et le reste nous sera donné par surcroît. (Notre mot d'ordre pour l'heure présente : *Contre tout compromis !*)

Et au lieu de cela, nos aimables camarades mènent des pourparlers ! Je ne puis conserver le calme en pensant que l'occasion que nous attendions depuis de longs mois s'est enfin présentée : la droite a fait une bêtise colossale ; et au lieu de lancer quelques proclamations, profiter de la situation pour assurer à notre parti, comme en 1918, le rôle dirigeant, nous nous amusons à des bagatelles. Je ne puis énumérer tous les détails, il y a de quoi faire hurler. Je ne vois pas comment le parti se remettra jamais de ce coup. Que

de fois n'avions-nous pas dit : « Que vienne l'émeute contre-révolutionnaire ! alors nous marcherons avec les social-démocrates, car ils seront liquidés au cours de l'action. » Et maintenant ? *Ne pas remuer même le petit doigt ?* Et c'est là un mot d'ordre communiste ?

Cette nuit, pour la première fois depuis que je suis ici, je n'ai pas dormi de toute cette histoire et je veux encore ajouter quelque chose à ce que je vous ai écrit hier. Ce qui pour moi était hier soir une profonde désillusion est aujourd'hui un sujet d'indignation. Je vais pourtant tâcher de faire abstraction de mes sentiments personnels pour ne considérer que les faits.

A. Tout d'abord, en ce moment a lieu une grève à laquelle participent les ouvriers de toute l'Allemagne, Berlin y compris ; c'est là, je suppose, un fait que ne peut nier même le comité central du Parti communiste d'Allemagne, qui a déclaré que le prolétariat était incapable d'action. Mais une grève suppose des revendications. En la déclarant, il faut savoir ce qu'on veut en obtenir. En d'autres termes, il faut savoir ce qui doit être réalisé pour que le travail recommence : quelles sont les revendications auxquelles doit satisfaire l'adversaire ? C'était au K. P. D. de formuler ces revendications, car le *Vorwärts* (3), il va de soi, ne l'a pas fait. Ces exigences sont :

1. *L'armement du prolétariat* pour la sécurité de la République, c'est-à-dire la distribution d'armes aux ouvriers politiquement organisés.

2. *La capitulation sans conditions des Kapp-Lüttwitz*. Cela est de la plus haute importance. Évidemment, il y a déjà des machinations, on noue des intrigues.

3. *L'arrestation immédiate des chefs de l'émeute* et leur jugement par un tribunal prolétaire exceptionnel, extraordinaire, car le conseil de guerre, c'est de la comédie et rien de plus ! Ce que le comité central du KPD écrit dans sa proclamation du 16 mars est inapplicable dans la pratique. « *République soviétiste* », « *Convocation du congrès de conseils* », ce ne sont pas là des revendications de

(2) Journal du Parti social-démocrate (SPD).

(3) Journal du SPD.

grève, avant l'acceptation desquelles on ne saurait reprendre le travail. Ce ne sont même pas en général des revendications que l'on puisse poser à l'adversaire. « À bas la dictature militaire ! À bas la démocratie bourgeoise ! » Ce ne sont pas non plus des revendications, ce ne sont que des phrases.

Les revendications concrètes énumérées dans la proclamation et qui ont été ensuite supprimées (pourquoi ?) ne valaient rien non plus. Ce n'est pas la démission « du gouvernement Kapp, mais son arrestation » qu'il faut réclamer. Les traîtres n'ont pas à donner de démission. « Le désarmement de la Reichswehr » est également un non-sens : si on faisait droit à cette revendication dirigée en partie contre les éléments de la « Reichswehr » sur l'appui desquels les ouvriers pourraient compter, cela pousserait dans le camp adverse les éléments qui sont contre l'émeute militaire. Enfin, la confiscation immédiate des armes qui sont entre les mains de la bourgeoisie et la création d'une milice ouvrière sont des mesures qui ne peuvent être réalisées du jour au lendemain ; cela demande des semaines, et c'est pourquoi ces revendications ne sont pas des revendications de grève. Je ne vois pas, en ce moment, d'autres revendications à présenter que celles que je viens de citer. Peut-être, au cours de l'action, en surgira-t-il de nouvelles que je ne puis prévoir.

B. Avec les mots d'ordre que j'ai indiqués, le KPD aurait ainsi donné à la grève la raison d'être dont elle est privée maintenant. Avec ces mots d'ordre, au bout de quelque temps on aurait vu la justesse de ce que le KPD affirmait dès le début, savoir que les social-démocrates ne prendraient pas part, ou plutôt ne pourraient prendre part à l'action jusqu'au bout. Et alors, mais seulement alors, ç'aurait été le moment de montrer aux masses qui avait trahi leurs intérêts, qui était responsable de leur insuccès. Alors, mais seulement alors, quand les masses auraient adopté nos revendications et que les « meneurs », refusant de soutenir ces revendications, auraient fait défection, la marche même des événements en aurait suscité de nouvelles :

les soviets, le congrès des soviets, la République soviétiste, l'abolition de la république démocratique, etc. Toutes ces revendications auraient surgi d'elles-mêmes, si les revendications de la grève avaient reçu satisfaction. C'est autour de ces dernières qu'il faut tout faire converger dans le moment présent : si on y fait droit, la République glisse fatalement vers la gauche, même si Noske reste au pouvoir, ce qui est à peu près impossible. Car si les revendications de la grève étaient satisfaites, le prolétariat deviendrait le soutien de la République et le nouveau gouvernement, quel que fût son nom, ne serait qu'une enseigne au changement radical survenu dans le rapport des anciennes forces sociales. Et alors, après six mois de développement normal, nous aurions la République soviétiste.

À l'heure actuelle, en ce qui concerne l'organisation, voici ce que nous devrions faire :

1. Une fois, ou même selon les circonstances, deux fois par jour, publier une petite feuille, de caractère général où il y aurait l'appréciation de la situation, les conclusions à en tirer, les revendications et, ce qui est particulièrement important, une critique de l'action du comité de grève qui se dispose à engager des pourparlers.

2. Publier des proclamations aux soldats.

3. Des feuilles dirigées contre les membres de la social-démocratie.

4. Des feuilles éclairant les fonctionnaires sur le sens de la situation.

5. Des feuilles pour les cheminots et les employés des PTT.

6. Faire en sorte que la vague du mouvement enfile de plus en plus, organiser de grandes manifestations au parc de Trepow en évitant toutefois les collisions.

7. Préparer les cadres de la lutte, même sans armes. D'ailleurs, quand commencera le combat entre les troupes amenées pour rétablir l'ordre et celles de la ville, la population ne devrait pas rester indifférente. Il devrait y avoir des cadres préparés à l'avance, ne serait-ce que pour tenir en respect la racaille qui va surgir des bas-fonds et agir à l'arrière de nos troupes et pour n'avoir pas à répandre le sang. ■

**Prison cellulaire, 16 mars 1920**

## Compte rendu de l'ouvrage de Jean-François Claudon et Vincent Présumey

# Paul Levi. L'occasion manquée

Rochefort en Terre Morbihan, Éditions de Matignon (Hier et Aujourd'hui), 2017.

96 pages, 7 euros (www.editionsdematignon.com)

Ce petit ouvrage extrêmement utile et bien informé est l'œuvre de deux professeurs d'histoire qui ont (et ce n'est pas par les temps qui courent un mince mérite) l'honnêteté intellectuelle de ne pas cacher leur engagement militant.

À la fin de leur préface qui dresse un panorama très éclairant de l'état de la question, comme disent les universitaires, ils ont cette formule aussi lapidaire que saisissante pour expliquer le sous-titre de leur étude :

*« Chacun comprendra que si l'on étudie les occasions manquées, c'est pour ne pas en manquer d'autre, et que cette motivation prescrit de faire l'histoire sérieusement. »*

On peut en effet convenir aisément avec eux, quel que soit le jugement que l'on porte par ailleurs sur cette figure du mouvement ouvrier allemand et sur le rôle qu'il joua lors de la séquence tragique et à bien des égards décisive que constituèrent les cinq années 1918-1923, non seulement pour l'Allemagne et pour l'avenir de la révolution mondiale, mais pour le sort de l'humanité tout entière, que Paul Levi a été l'objet d'une véritable « damnatio memoriae ».

Également vilipendé par les staliniens et par les sociaux-démocrates réformistes, mais aussi par les courant d'ultragauche (Conseillistes, Luxemburgistes, Bordiguistes), il connaît le sort peu enviable d'être également incompris et malmené par la critique universitaire censément « objective » qui (faut-il vraiment s'en féliciter ?) n'est pas tout à fait muette à son propos.



Paul Levi. Il dénonce la ligne gauchiste de la direction Bela Kun- Zinoviev de l'Internationale communiste. Exclu, il finit par rejoindre le SPD. D.R.

Il faut bien sûr tenir compte, et nos deux auteurs n'ont garde de l'oublier, de l'exception notable que constituent les travaux de Pierre Broué, notamment, bien entendu, ce classique qu'est désormais devenu sa *Révolution en Allemagne. 1917-1923* (Paris, Éditions de Minuit, 1971).

Dans un premier chapitre consacré à la « Formation et personnalité » de Paul Levi, Claudon et Présumey nous brossent le portrait d'un homme dont les origines sociales, la culture et les goûts person-

nels non dénués d'un certain dandysme ne pouvaient que détonner dans le milieu militant de l'Allemagne de l'époque, très majoritairement lié au monde ouvrier et dont l'expression la plus parfaite était constituée par le SPD.

Juriste de formation et avocat se consacrant à la défense de ce qu'on appellerait aujourd'hui des causes humanitaires, Levi adhère relativement tardivement (en 1909, à l'âge de 26 ans) au SPD.

Un deuxième chapitre est consacré aux relations très étroites et pas seulement sur le plan politique, qu'il entretint avec cette figure majeure qu'est Rosa Luxemburg, sous l'influence de laquelle il évolue résolument vers la gauche social-démocrate opposée à la guerre dont elle pressent l'imminence.

C'est dans ce contexte qu'il est l'un des deux avocats chargé de la défense de la révolutionnaire accusée d'appel à l'insubordination et de provocation à la commission d'actes criminels.

Rosa, comme on le sait, passera une grande partie de la guerre en prison, mais Levi s'efforcera de rester en contact avec elle et rejoindra le petit noyau de militants internationalistes, Karl Liebknecht, Franz Mehring, Clara Zetkin, Leo Jogisches, Wilhelm Pieck, etc.), qui constitueront ce qu'on appellera bientôt le *Spartakusbund*.

Mobilisé une première fois en 1915, mais réformé pour raisons de santé notamment liées à une grève de la faim contre le régime disciplinaire, il se réfugie en Suisse au printemps 1916 où il entre en contact avec Karl Radek et Lénine.

Un des grands mérites de l'ouvrage est la rigueur avec laquelle les auteurs restituent, dans toute leur complexité et leurs contradictions, les relations entre Levi et ces deux grands dirigeants du mouvement communiste international.

En effet, il est toujours dangereux de (re)faire l'histoire à partir du point d'aboutissement des situations qu'on s'efforce de comprendre et de faire comprendre : s'il est vrai que Lénine, Radek ou Trotsky furent amenés à juger sévèrement l'évolution de Levi et les libertés qu'il prit à l'égard du mouvement communiste international, il est important de rappeler qu'antérieurement à octobre 1917 ils avaient la plus grande estime pour la stature de ce représentant de la gauche de la social-démocratie et pour son engagement contre la guerre aux côtés de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg. C'est ainsi qu'on est surpris d'apprendre que, même en 1920, Lénine, se référant à l'époque qui suivit les conférences de Zimmerwald et Kienthal, rappellera que « Levi était bolchevik » (Claudon-Présumey, p. 21).

De même, accompagnant Lénine qui s'apprêtait à revenir en Russie à la suite de la nouvelle de la révolution de février 1917, nous apprend-on que Levi, sur les quais de la gare de Zurich, lança à Lénine cet encouragement qui prend avec le recul une dimension quasi prophétique : « *Vas-y fort !* » (Claudon-Présumey, p. 22).

Au Congrès de Gotha du SPD est constitué l'USPD par les opposants à la ligne belliciste de la majorité, mais Levi ainsi que le groupe de gauche radicale de Brême (*Linkensradicalen*), suivant la réticence prudente de Rosa Luxemburg qui est toujours emprisonnée, se tient

d'abord à l'écart de la nouvelle formation à laquelle il finira par se rallier conformément à la position prise par la majorité des spartakistes.

Au début novembre 1918 éclate véritablement la révolution allemande. Friedrich Ebert, dirigeant du SPD devient chancelier, le Conseil des commissaires du peuple est composé de membre du SPD et de l'USPD. Levi joue toujours un rôle de premier plan, avec Rosa Luxemburg, qui a enfin été libérée, et Karl Liebknecht, pour lutter contre les provocations montées par la droite militariste et, sous l'influence de Radek, désormais porte-parole du pouvoir bolchevique, est constitué le Parti communiste allemand (Spartakiste)-KPD (S) dont le programme est rédigé par Rosa Luxemburg et Levi.

À la suite de la sortie des membres de l'USPD du gouvernement et à l'entrée du bourreau Noske, janvier 1919 voit l'écrasement du mouvement insurrectionnel dirigé par Liebknecht et la tragédie de l'assassinat de Rosa Luxemburg et de ce dernier par les soudards des corps francs. Jogisches, lui, sera assassiné quelques mois plus tard, en mars 1919.

Sa disparition fait de Levi, le dirigeant du KPD(S) et un opposant résolu au gauchisme aventuriste qui refuse la participation aux élections et l'adhésion aux syndicats.

Fin octobre 1919, Levi fit adopter par le Congrès de Heidelberg des *Thèses* qui, rétablissant les principes de la démocratie ouvrière, provoque le départ ou l'exclusion des éléments les plus gauchistes toujours tentés par les coups de force et les actions intempestives, au détriment de l'unité de la classe.

Selon les auteurs, la critique léniniste de la « maladie infantile » aurait donc été anticipée par l'action de Levi, à la tête du KPD(S).

Ils en profitent aussi pour réserver un coup de patte au « spontanéisme » de ceux qui, de nos jours, se veulent les héritiers de Rosa Luxemburg contre le centralisme autoritaire léniniste, en rappelant que, dans son dernier écrit datant du 11 janvier 1919 (une semaine avant son assassinat) « L'ordre règne à Berlin », la dirigeante spartakiste stigmatisait « l'absence de direction, l'inexistence d'un centre

*chargé d'organiser la classe ouvrière berlinoise* », se révélant ainsi une véritable Cassandra du désastre dont elle allait elle-même être victime (Claudon-Présumey, pp. 36-37).

À la suite du putsch manqué de Knapp, Levi, qui est alors emprisonné, dénonce le refus de la direction du KPD(S) de participer à la grève générale lancée par le syndicaliste pourtant droitier Karl Liegen et à son appel à la formation d'un gouvernement des partis ouvriers et des syndicats.

Participant au II<sup>e</sup> Congrès de l'IC de juillet 1920 avec le vieux leader « centriste » italien Giacinto Menotti Serrati, Levi ne peut faire passer sa ligne unitaire, dans laquelle les auteurs voient une préfiguration de la tactique du front unique ouvrier que Lénine et Trotsky feront adopter aux III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste.

Le « gauchisme » de Zinoviev, alors président de l'Internationale qui repousse l'adhésion des représentants de l'USPD, préconise la fusion du KPD(S) avec le KAPD qui venait d'être créé au mois d'avril par les éléments d'extrême gauche, mise en place d'une centrale syndicale internationale (Internationale syndicale rouge-ISR).

Le congrès de Halle de l'USPD d'octobre 1920, qui déclare accepter les 21 conditions d'adhésion à l'IC, aboutit logiquement à la fusion du KPD(S) et de la formation « centriste » et donc à la création du Parti communiste unifié d'Allemagne (VKPD) en décembre de la même année. Paul Levi en est l'un des deux présidents.

Là encore, les auteurs soulignent combien l'action unitaire et de masse du nouveau parti co-présidé par Levi rencontre l'approbation de Lénine malgré les réticences non dissimulées de Zinoviev (Claudon-Présumey, p. 48).

Levi se trouve en Italie au moment du mouvement de l'occupation des usines. Observateur attentif et averti de la situation italienne, il déplore la création du PCd'I en janvier 1921 à Livourne sur l'impulsion de la minorité du PSI dirigée par Amadeo Bordiga.

Cette prise de position est à l'origine du discrédit de plus en plus profond qui frappera Levi dans les milieux dirigeants de l'Internationale qui considèrent cette

prise de position comme un manquement à la discipline.

Les auteurs montrent très bien comment Radek se retourne alors contre son ancien allié et ami, alors que Clara Zetkin, tout en n'approuvant pas l'initiative de Levi, essaie de calmer le jeu ; mais c'est le Hongrois Rákosi, émissaire de l'IC, qui va acculer Levi et Clara Zetkin à la démission, tandis que Béla Kun, que les auteurs qualifient un peu curieusement de « héros chevaleresque et charismatique » (p. 53) sans relever les nombreuses critiques que les principaux dirigeants de l'Internationale nourrissaient à son endroit, pousse la nouvelle direction du VKPD à entreprendre la désastreuse action de mars 1921.

L'exécutif de l'IC dirigé par Zinoviev, mais avec l'accord de Lénine et de Trotsky, désavoue alors la position de Levi et approuve son exclusion par la direction du parti allemand.

C'est alors que se répand dans les milieux militants l'idée qu'il existe une engeance potentiellement traîtresse dont les membres sont qualifiés de « lévites », anticipant sur la détestable attitude qui poussera les staliniens à diaboliser leurs adversaires par le recours à une terminologie analogue à celle de la typologie zoologique et créant, au gré de leurs exigences contre-révolutionnaires, des « trotskistes », des « zinoviévistes », des « boukhariniens », voire des « trotsko-boukhariniens ».

Désormais, la rupture de Levi avec le mouvement communiste est consommée, mais les auteurs s'attachent à montrer que Lénine et Trotsky, eux-mêmes engagés depuis le III<sup>e</sup> Congrès de l'IC (été 1921) dans une lutte contre le gauchisme, tenteront à plusieurs reprises d'obtenir le retour de Levi au bercail (Claudon-Présumey, pp. 56-57).

Mais à la fin de l'année 1921, sous l'influence de Zinoviev et de Radek, la KAG (*Kommunistische Arbeitsgemeinschaft*-Communauté de travail communiste), nouvelle structure créée à l'initiative de Levi, est traitée comme un ennemi avec lequel tout contact et toute discussion doivent être proscrits.

C'est donc logiquement que la KAG rejoint l'USPD en février 1922 et qu'en septembre de la même année l'USPD réintègre le SPD (Claudon-Présumey, pp. 67-71).

Les auteurs mettent à juste titre en lumière que ces regroupements ne constituent pas, comme on pourrait le penser un peu superficiellement, un ralliement pur et simple au réformisme, mais traduisent la volonté d'action d'un certain nombre de groupes et de personnalités depuis longtemps sincèrement et courageusement engagés dans la tâche très ardue de constituer un Parti communiste démocratique et de masse en Allemagne, condition *sine qua non* d'un processus révolutionnaire susceptible de relayer l'Octobre russe.

Mais l'ironie cruelle de l'histoire voudra que ce soit précisément au moment où, au IV<sup>e</sup> Congrès de l'IC (novembre-décembre 1922), est approuvé le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et la stratégie du front unique, que l'écart entre la direction de l'Internationale et ceux, dont Paul Levi, qui ont œuvré dans un tel sens au moment des infatuations gauchistes précédentes, devient désormais un gouffre infranchissable.

Claudon et Présumey ne dissimulent nullement la part de responsabilité de Levi dans cette fracture si lourde de dramatiques conséquences.

En effet, contre l'avis de Clara Zetkin et de de l'ancien spartakiste Ernst Meyer, Levi décide de publier les notes critiques de Rosa Luxemburg sur la révolution russe.

À ce propos, on peut peut-être considérer comme un peu forcée la relative indulgence dont font preuve les auteurs à l'égard de cette initiative de Levi qui, dans le contexte de l'époque, constituait un manquement à la solidarité avec la révolution russe.

De même, l'analyse selon laquelle la dénonciation par Levi du manque de démocratie ouvrière (bien réel par ailleurs) du jeune État soviétique et de sa nature capitaliste (surtout après l'adoption de la NEP) serait une préfiguration de la dénonciation bien postérieure que Trotsky et l'Opposition de gauche allaient faire de la dégénérescence bureaucratique de la direction stalinienne, peut apparaître comme un peu risquée et téléologique.

L'année 1923 voit, à la suite de l'occupation de la Ruhr et de la crise économique qui touche l'Allemagne, une radicalisation de la situation politique que la direction

de l'IC comme Levi considèrent comme grosse de possibilités révolutionnaires.

Mais préfaçant une édition des *Leçons d'Octobre* de Trotsky en janvier 1925, Levi prend ses distances par rapport à ce dernier en niant que le KPD aurait pu être la force motrice d'une prise du pouvoir par les forces prolétariennes qu'il ne concevait pour sa part que dans un front unique incluant le SPD et impliquant donc la défense de la république contre les menaces de plus en plus inquiétantes de l'extrême droite (le putsch hitlérien manqué dit de la brasserie date du début novembre 1923).

Ici encore, on peut considérer, sans retirer quoi que ce soit à l'intérêt de leur reconstitution du long combat que Levi mène jusqu'à sa mort (1930) contre les nazis, assurant notamment la défense juridique d'un journaliste attaqué par un juge militaire qui avait protégé les assassins de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, que les auteurs forcent un peu le trait quand ils écrivent en tête du dernier chapitre de leur essai (« La fin », pp. 89-91) :

« Levi, *presque seul* (1), a voulu débarasser le monde des nazis dans un moment où personne ne pensait trop à eux. »

L'ouvrage se termine sur une bibliographie trilingue extrêmement complète et permettant des approfondissements ultérieurs.

En conclusion, nous ne pouvons que répéter que ce petit livre est digne de tout éloge et que, par sa concision, sa rigueur et sa clarté, il constitue une lecture indispensable à tous ceux qui, avec les *CMO*, veulent réfléchir, en ces années de commémoration des événements révolutionnaires d'Allemagne, à l'histoire passée mais surtout au devenir des luttes pour la démocratie, la révolution et le socialisme.

C'est pourquoi nous pouvons reprendre à notre compte, sans la moindre réserve, les mots de conclusion de l'ouvrage évoqué ici (Claudon-Présumey, p. 91) :

« Si vous avez lu cette histoire, nous espérons que vous comprenez en quoi elle nous concerne et doit être connue, aujourd'hui. » ■

**Frank La Brasca**

(1) C'est nous qui soulignons.



## Quelques éléments biographiques

Les éditions Sciences marxistes ont publié en 2012 l'autobiographie de Paul Frölich intitulée *Parcours d'un militant internationaliste allemand : de la social-démocratie au Parti communiste.*

**P**aul Frölich est d'abord connu pour avoir rédigé une biographie de Rosa Luxemburg qui fait toujours autorité.

Son rôle comme dirigeant révolutionnaire lors de la révolution allemande l'est moins et mérite d'être rappelé.

Nous avons extrait de cette autobiographie les quelques éléments ci-dessous.

Paul Frölich est né à Leipzig en 1884 dans une famille de militants du SPD.

Il entre dans le monde du travail comme garçon de course au journal le *Leipziger Volkszeitung* où travaillent notamment Rosa Luxemburg, Franz Mehring ou Parvus.

En 1913, Frölich est engagé par un journal de Brême, le *Bremer Bürgerzeitung*, où il travaille avec Radek, Krief et Pannekoek. Brême était alors un bastion de la gauche du SPD.

Après le déclenchement de la guerre, Frölich, qui tient des réunions contre la guerre, constate avec étonnement que la direction du SPD avait donné la consigne



Paul Frölich (1884-1953)

de ne pas appeler à manifester.

En août 1914, il est mobilisé. Blessé et réformé, il est démobilisé en 1916 et participe activement à la lutte contre la guerre et contre la politique « d'Union sacrée ». Il lance avec Johan Krief le nouvel organe des radicaux de Brême, *Arbeiter politik*.

Frölich participe à la conférence de Kienthal en avril 1916, qui suit celle de Zimmerwald (Suisse). Les deux conférences ont été organisées à l'initiative de groupes et courants socialistes européens fidèles à l'internationalisme. La délégation allemande est parta-

gée en trois tendances : les délégués du Spartakusbund, la gauche du SPD, qui va devenir l'USPD, et les Linksradiakalen (gauche radicale) de Brême et Hambourg. Frölich se range parmi ces derniers, ainsi que dans la gauche de Kienthal avec les bolcheviks.

Mais, à la fin de 1916, il est à nouveau incorporé dans l'armée, puis interné pour propagande antimilitariste. Il ne sera

libéré que par la révolution de novembre 1918.

Frölich participe à la révolution du 6 novembre 1918 à Hambourg, il est proche de Spartakus de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Les Linksradiakalen sont majoritaires à Hambourg. Mais, alors que les ouvriers y exercent le pouvoir et balayent la dictature de l'empereur, très vite, les dirigeants de l'USPD, qui collaborent étroitement avec les dirigeants du SPD, reprennent le contrôle de la situation.

Il participe comme délégué des Linksradiakalen de Brême au congrès de fondation du Parti communiste allemand (KPD) en décembre-janvier 1918 et fait partie du premier comité central du KPD.

Quand le gouvernement Ebert-Noske déchaîne la contre-révolution à Berlin en janvier 1919, il est à Hambourg. Quand il revient à Berlin, il dresse un portrait louangeur de Leo Jogiches qui assure la continuité de la direction après l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht par les corps francs. Ce massacre sera suivi de celui des ouvriers de Berlin en mars, Jogiches est arrêté et abattu.

En 1919, Frölich est envoyé par le comité central du KPD en Bavière. Les conseils ouvriers dirigés par une coalition du SPD, de l'USPD, des anarchistes y prennent le pouvoir. Le KPD et ses responsables (Léviné, Frölich) critiquent leur absence de programme et de mandat clair et se tiennent à l'écart. Mais un soulèvement spontané de la classe ouvrière conduit le KPD à se porter à la tête de la résistance aux corps francs, qui se termine par le massacre des ouvriers à Munich. Léviné est arrêté, jugé et exécuté. Frölich réussit à s'enfuir.

Il tire le bilan de cette insurrection prématurée dans un ouvrage intitulé *Die bayrische Räterepublik* et rend aussi hommage dans une brochure à la mémoire d'Eugen Léviné, fusillé en 1919 pour son rôle à la tête des communistes en Bavière.

Obligé de vivre dans l'illégalité, il suit de loin les discussions du comité central du KPD et conteste le jugement du dirigeant du KPD Paul Levi qui rejette sur lui la responsabilité de l'échec de Munich alors qu'il a suivi scrupuleusement ses consignes.

En octobre 1919, au congrès d'Heidelberg, Frölich critique à nouveau l'attitude de Levi qu'il juge ultimatisiste. Levi veut pousser dehors ceux (les gauchistes) qui ne sont pas d'accord. Frölich est, lui, pour discuter et convaincre. Levi soumet une résolution générale à adopter dès l'ouverture du congrès (que votera Frölich par discipline). Elle se termine par : « *Les membres du KPD qui ne partagent pas ces conceptions (...) doivent quitter le parti* » (31 pour, 18 contre). Ces résolutions déclenchent une crise majeure dans le KPD. Le district de Berlin du KPD, par exemple, avait 12 000 membres au 1<sup>er</sup> octobre 1919. Au début 1920, ce nombre était tombé à environ 800.

En avril 1920 est fondé par les exclus du KPD le KAPD, qui rassemble la moitié du KPD d'avant Heidelberg et qui s'effondrera très vite à cause de la politique gauchiste de ses dirigeants.

Au début du putsch de Kapp (mars 1920), Frölich est à Erfurt, puis à Francfort lorsque les généraux prennent le pouvoir à Berlin. Il montre l'opposition entre la base du KPD, qui se porte à l'avant-garde de la grève générale, et le comité central du KPD qui condamne l'appel à la grève générale.

*(Nous publions plus haut la lettre de Paul Levi qui dénonce de sa prison l'attitude de cette direction.)*

En mars 1921, les envoyés de l'Internationale communiste Béla Kun et Radek donnent la consigne d'appeler à l'insurrection, dans un contexte où le ministre de l'Intérieur, Severing, cherche une nouvelle fois à provoquer un affrontement armé pour décimer le VKPD (né de l'union de la gauche de l'USPD et du KPD). L'appel à la grève générale du VKPD tourne au fiasco en Allemagne centrale. Frölich tente d'arrêter le plan de grève de Hambourg, mais n'y parvient pas. Cet échec amène Levi à éditer une brochure virulente qui dénonce le KPD comme putschiste et qui entraîne son exclusion.

**Pour présenter la suite de la vie de Frölich de 1921 à sa mort en 1953, nous avons utilisé les éléments présentés dans l'introduction à la biographie de Rosa Luxemburg de Paul Frölich.**

De 1921 à 1924 et de 1928 à 1930, Frölich est député au Reichstag, où il est un orateur parmi les plus écoutés.

Pendant ces années, il écrit de nombreux articles et brochures, ainsi que le premier volume de son ouvrage *Zehn Jahre Krieg und Bürgerkrieg (Dix ans de guerre et de guerre civile)*. Il prépare l'édition des œuvres de Rosa Luxemburg.

De plus en plus critique envers la politique du KPD, Frölich est exclu avec les « droitiers » en 1928.

En 1932 il rejoint le SAP (Sozialistische Arbeiterpartei – Parti socialiste des travailleurs), regroupement de jeunes militants socialistes et communistes qui cherchaient à barrer la route à Hitler

Il est arrêté en 1933 et interné dans un camp de concentration. Libéré par hasard, il réussit à s'enfuir d'Allemagne.

Réfugié à Paris en 1934, il est l'un des dirigeants du SAP, donne des conférences, écrit des articles (Trotsky espérera un moment convaincre les dirigeants du SAP de rejoindre l'Opposition de gauche).

En 1941, il réussit à gagner New York ; il rentre en Allemagne en 1950 et rejoint les rangs du SPD.

Il meurt en 1953.

**Michel Lefebvre**

**Les Éditions Sciences marxistes ont publié en 2014 un autre livre de Paul Frölich intitulé *Impérialisme, guerre et lutte de classes en Allemagne 1914-1918*. Nous en publions ci-dessous deux extraits**

**Sur le vote des crédits de guerre en août 1914 :**

*« Karl Liebknecht avait voté les crédits avec les cent dix députés. Lui aussi ! Il l'avait fait par respect de cette discipline qui, pour lui, le militant révolutionnaire, était un principe absolu et la condition même de la lutte. Il l'avait fait parce qu'il ne voulait pas, à l'instar de beaucoup d'autres socialistes, abandonner l'espoir que tout cela se révélerait n'être qu'un égarement, qu'on reviendrait à la raison et que le parti retrouverait le bon chemin. Il était bien trop pénible, pour lui, de reconnaître que tout ce qu'il avait proclamé avec toute la ferveur de ses convictions n'avait été qu'un mensonge dissi-*

*mulé chez les autres. Il devait bientôt se rendre compte qu'il s'était trompé, qu'il fallait dire à propos du parti : "Vous qui entrez ici, laissez toute espérance !" \* Et, dès l'instant où il le reconnut, il fut prêt à en tirer les conséquences jusqu'au bout. Si, dans les réunions après le 4 août, la fraction révolutionnaire des ouvriers berlinois éprouvait plus de colère et de déception à l'égard de Liebknecht qu'à l'égard des représentants majoritaires du groupe parlementaire, cela témoigne de la sûreté de son instinct. Elle n'attendait rien de ces derniers, mais tout de lui. Et ce fut une explosion de joie quand Liebknecht reconnut : "Oui, j'ai commis une erreur. L'Internationale est au-dessus de la discipline de vote. Cette erreur, je la réparerai." Le prolétariat révolutionnaire avait désormais un chef. »*

\* Dante, *La Divine Comédie*. *L'Enfer*, chant III.

**Sur les grèves de janvier-février 1918 et l'attitude des dirigeants du SPD**

*« Une semaine après, le 28 janvier, la grève générale éclata dans l'industrie d'armement de Berlin. Elle gagna rapidement d'autres entreprises et se répandit dans tout le Reich. Ce fut un mouvement spontané puissant auquel prirent part des centaines de milliers de travailleurs. Le centre en était naturellement Berlin où, selon les communiqués officiels, 500 000 ouvriers entrèrent en grève. Des conseils ouvriers se formèrent. On formula les revendications suivantes : suppression de l'état de siège et de la censure, rétablissement du droit de réunion et du droit de grève, libération des prisonniers politiques, paix et république.*

*Les syndicats s'empressèrent de proclamer leur neutralité. Les chefs du Parti social-démocrate indépendant (USPD) cherchèrent, quant à eux, à récupérer le mouvement bien que Haase eût encore déclaré à la conférence nationale de 1916 :*

*"Aucun d'entre nous ne préconise les grèves sauvages, mais on doit tout de même faire preuve de compréhension pour les sentiments qui s'y expriment."*

*Le mouvement n'avait que faire de ces "sentiments" indépendants. De même, les scheidemanniens se bousculèrent au*

*portillon – ainsi qu'on l'a appris plus tard – pour briser la grève. Fritz Ebert\* écrivait, le 17 février 1918 dans le Hamburger Echo :*

“Aussitôt, plusieurs délégations de membres du parti, venant des entreprises les plus variées, se sont présentées au bureau du comité directeur. Ils ne voulaient pas laisser la direction de ce mouvement aux indépendants ou aux spartakistes. Pour eux, la direction du parti devait intervenir dans le mouvement pour assurer son bon déroulement et l’amener à une conclusion raisonnable... Comme la presse quotidienne l’a déjà rapporté, nous n’avons pas cédé entièrement à la demande insistante de nos militants. Nous avons décliné formellement la responsabilité de ce mouvement déclenché à un moment particulièrement mal choisi et sans le moindre contact avec nous. Nous avons dit aussi que nous prendrions en charge

le mouvement seulement à la condition qu’on nous accorde une influence sur sa direction en rapport avec notre rôle.”

*Les sociaux-démocrates cherchèrent aussi à négocier, mais ils n’arrivèrent même pas jusqu’à l’antichambre du ministre de l’Intérieur Wallraff. Le gouvernement allemand eut, en effet, recours immédiatement à la violence brutale contre la grève générale. Le 2 février, l’état de siège renforcé fut proclamé tandis qu’étaient mis en place des tribunaux d’exception. On procéda à un grand nombre d’arrestations. Et des milliers d’“hommes de confiance” (Betriebsobmänner) furent expédiés dans les tranchées. Ces mesures permirent d’étouffer la grève en huit jours. » ■*

\* Ebert a porté plainte contre des nationalistes en 1924 qui l’avaient accusé d’avoir soutenu la grève de janvier [note de Frölich].

## Pendant et après la Première Guerre mondiale

# Des artistes engagés dans la révolution prolétarienne

par Gisèle Grammare

### Dada Berlin ! 1916-1924 : les collages comme fait politique.

Ces collages appartiennent au mouvement Dada, constitué à Zürich en 1916 et apparaissent surtout vers 1918. Dès l'origine, le mouvement regroupe des artistes d'obédiences différentes, certains seront *révolutionnaires* seulement au sens formel de leur pratique artistique, souvent liée au développement de l'abstraction dans le prolongement du cubisme, comme Jean Arp (1886-1966). Cela ne préjugeant pas de leurs opinions politiques personnelles, en accord avec les tendances existant au sein du mouvement Dada. Ce qui les réunissait principalement fut l'opposition à la Première Guerre mondiale, aux côtés des avant-gardes révolutionnaires et artistiques de Russie aussi. Ainsi se retrouvaient des artistes aux convictions pacifistes, anarchistes, socialistes, communistes. Mais parmi eux, certains intégreront, au sein de leurs œuvres, des contenus provocateurs, prenant des formes diverses, en rupture avec l'ordre bourgeois établi. Dada *politique* s'organise, plus qu'en France, surtout en Suisse, en Allemagne et en Autriche, à partir de la création de journaux, de revues, donc de manifestes, de proclamations dont les textes ont un contenu aussi radical que décapant.

Les principaux auteurs de ces collages dada ont pratiqué le *photomontage*, parmi eux John Heartfield (1891-1968) et son frère Wieland Herzfelde (1896-1988)



John Heartfield  
(1891-1968) D.R.

sont allemands comme Hannah Höch (1889-1978), tandis que Raoul Hausmann (1886-1971) est viennois. Leurs collages et leurs photomontages n'obéissent pas aux mêmes intentions artistiques que les travaux des cubistes. D'abord les matériaux diffèrent et se limitent, puisqu'il s'agit presque uniquement de magazines illustrés, de prospectus, de lettres, de textes, de photos diverses originales ou imprimées provenant de journaux, tous choisis pour une exploitation artistique s'appuyant sur l'utilisation de leur *signification détournée* ou pas, et non sur leur qualité plastique ou picturale. Cette dernière disparaissant au profit du message, un sens à comprendre de plus en plus manifeste. Il s'agit d'une rupture dans la conception de l'usage des matériaux que l'on n'emploie plus à des fins purement artistiques et plastiques mais auxquels on confère ouvertement un rôle politique de dénonciation ironique fort. Le collage dada tire son efficacité du choc produit par les contrastes obtenus grâce aux différences d'échelle des documents assemblés, aux différences de contextes, aux rapprochements inattendus.



Raoul Hausmann  
(1886-1971) D.R.

Raoul Hausmann est l'inventeur du photomontage auquel Hannah Höch collabora dès 1918. Elle réalisa pour la grande foire dada internationale de 1920 un très grand photomontage daté de 1919 : « *Coupe au couteau de cuisine à travers la dernière époque culturelle du ventre à bière*

*allemand* » (*Schnitt mit dem Küchenmesser Dada durch die letzte weimarer Bierbauchkulturepoche Deutschlands*). Il rassemble une variété étonnante de personnages de types très différents et présente une coupe à travers la société de la guerre et de l'après-guerre. Cette œuvre témoigne de l'esprit burlesque de l'auteur qui manifeste son exubérance face à une société agitée de catastrophes. On peut y voir des femmes en maillot de bain dont l'une porte la tête d'un barbu très viril. D'autres silhouettes sont appareillées de têtes contraires à leur genre, selon un virulent contraste homme/femme, toujours drôle et efficace de singularité. La découpe du visage de Lénine, au sourire malicieux, se glisse, comme celle, plus petite, de Marx, le tout entre citation et ironie de bon aloi.

Le photomontage, comme moyen d'expression, a été adopté par certains artistes dada et par leurs successeurs très engagés politiquement, parce que la photographie, qui est son matériau de base, passait pour un médium plus *prolétaire* que la peinture qualifiée de *bourgeoise*. Dès les débuts de l'époque dadaïste, John Heartfield se distingue des autres membres du groupe parce qu'il n'utilise pas d'objets, ni de matériaux divers dans ses montages, mais uniquement des fragments de photographies et de textes. Hostile à l'expressionnisme et à l'abstraction, Heartfield se considère comme un *dadamonteur*, puis comme un *photomonteur*.

Ses apprentissages et sa formation artistique se sont déroulés au sein d'im-

primeries, de librairies et d'écoles d'arts appliqués et décoratifs. Ainsi les livres, les journaux, les affiches et tous les supports de papier jouent un rôle déterminant pour être le lieu-même qu'il retiendra ensuite, pour son expression artistique et politique, d'abord à Munich, puis à Berlin. C'est ce qui a nourri son goût pour un art au service des masses, il pratiqua la critique de la société aux côtés de la classe ouvrière.



George Grosz 1919. Lithographie, 47.1 x 63.2 cm.  
Brooklyn Museum, New York. D.R.

George Grosz (1893-1959) et John Heartfield collaborèrent plusieurs fois pour la réalisation de photomontages. « *Leben und Treiben in Universal City, um 12 Uhr: 5 Mittags* », 1919 (1), procède du même chaos visuel que le collage d'Hannah Höch cité plus haut. C'est une accumulation de coupures de journaux tronqués faisant titre, collés de biais, se recouvrant les uns les autres. Ils laissent peu de place à quelques portraits, visages d'hommes et de femmes enchevêtrés en tous sens, bousculés, et tout à coup surplombés par une montre géante ou une roue d'automobile.

Raoul Hausmann (2) (1886-1971) a traduit en français un grand nombre de textes qui figurent dans le *Document d'art contem-*

(1) Pages 479, 480 et 481 du catalogue *Dada* de l'exposition éponyme au Centre Georges Pompidou, 2005.

(2) Raoul Hausmann Vienne 1886, Limoges 1971, cofondateur du groupe *Dada Berlin*.

porain, n° 1, « Dada Berlin, 1916-1924 (3) ».

« *Qu'est-ce que le Dadaïsme et que veut-il en Allemagne ?* »

Telle est la question qui introduit un programme-manifeste et s'appuie totalement sur les bases d'un communisme radical pour s'appliquer au domaine de l'art et des artistes :

1. *Le Dadaïsme demande :*

1) *L'Union internationale et révolutionnaire de tous les hommes et femmes créateurs et intellectuels fondée sur un communisme radical. [...]*

Le mouvement est structuré sur le mode d'un parti politique ouvrier, il comporte un Conseil central révolutionnaire où siègent pour le groupe allemand Raoul Hausmann, Richard Huelsenbeck (1892-1974), Jefim Golyscheff (4). Mais les différents points du programme conservent aussi une certaine dose d'humour dans lequel art, esprit Dada et Révolution cohabitent joyeusement :

2. *Le Conseil Central demande :*

[...] e) *L'introduction du poème simultané comme Prière d'État communiste ;*

f) *La réquisition des églises pour des performances bruitistes et des interprétations de poèmes simultanés dadaïstes ;*

h) *L'organisation immédiate et à une large échelle d'une campagne de propagande dadaïste avec 150 cirques pour l'instruction du prolétariat, etc.*

Dans ce dernier point on reconnaît la volonté de développer, par les moyens de l'art, la propagande politique révolutionnaire en direction des masses : l'Agitprop, comme le firent à la même époque les artistes russes, avec une ampleur considérable, engagés dans la révolution d'Octobre 1917.

Se trouve reproduit ici un fac-similé du premier numéro de *Die Rote Fahne*, daté du 9 novembre 1918, *Le Drapeau rouge*. On peut lire en gros titre : *Berlin unter der roten Fahne : Berlin sous le drapeau rouge*, premier jour de la Révolution allemande.

C'est le journal de *La Ligue Spartakiste* (5) auquel collaborèrent Georg



Die Rote Fahne Le Drapeau rouge du 9 novembre 1918. D. R.

Grosz et John Heartfield, des textes dadaïstes y furent publiés. Il fut interdit en janvier 1919, puis il reparait en décembre suivant.

John Heartfield et d'autres artistes, comme Erwin Piscator et Georg Grosz, adhèrent au KPD, le Parti communiste allemand, en



George Grosz (1893-1959) D.R

(3) À l'occasion de l'exposition « John Heartfield » au Musée d'art moderne de la ville de Paris en 1974 a paru en plus du catalogue, *Documents d'art contemporain n° 1*, « Dada Berlin 1916-1924 », fruit d'une collaboration entre l'ARC 2 du musée et le Centre de recherche d'art contemporain de l'Université de Paris- I, sous la direction de Marc Le Bot. Ce dossier contient aussi de précieux fac-similés. Une partie des réflexions de cet article s'appuie sur ces sources-là.

(4) Richard Huelsenbeck 1892-1974, cofondateur de Dada Berlin, Jefim Golyscheff (1897-1970) peintre, compositeur et musicien ukrainien.

(5) La Ligue spartakiste, issue de la Conférence du Groupe « Internationale » existait depuis 1914 ; ses principaux dirigeants sont Rosa Luxemburg, qui sera emprisonnée jusqu'au 9 novembre 1918, et Karl Liebknecht, condamné à quatre ans de prison et qui sera libéré en octobre 1918. Ils furent assassinés le 15 janvier 1919.

janvier 1919. Heartfield appela à la grève à la suite de l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg ce qui lui valut d'être licencié de l'UFA (service du cinéma pédagogique) (6).

Certains aspects du *Manifeste* de Dada Berlin se retrouvent plus tard en 1924 dans le programme du groupe communiste des artistes peintres et dessinateurs du Parti communiste. Ce groupe se nomme : « Groupe rouge », union des artistes communistes.

Leur action converge en partie avec Dada. Toutefois, leurs objectifs visent à une mise en pratique des moyens de l'art au service de la politique du PC, dont le Groupe rouge est un instrument de propagande. Il n'intervient donc pas de façon totalement indépendante en tant que mouvement artistique pour lui-même, en lui-même comme Dada Berlin le fait, utilisant aussi l'écriture, l'image, la scène. Pourtant, le Groupe rouge disait avoir la vocation de rassembler des artistes et des intellectuels bien au-delà des adhérents du PC :

« Nous invitons d'autres peintres et écrivains, sur la base de notre plan de travail, à travailler avec nous et à s'unir à nous [...] »

Cette proclamation paraît à Berlin le 13 juin 1924. Le président est George Grosz, le vice-président Karl Witte, un écrivain, et le secrétaire John Heartfield. Elle fut publiée dans *Die Rote Fahne* n° 57.

Plus tard, dans les années qui virent la montée du nazisme en Allemagne, John Heartfield réalisa des photomontages virulents qui ne laissaient plus de place à l'ironie dadaïste des débuts. Par ses travaux, plus proches de l'affiche, il ne se limita pas aux seules questions nationales, mais conserva un militantisme révolutionnaire internationaliste ouvert à toutes les grandes causes de son époque et dont certaines conservent une actualité brûlante.

« La tragédie d'un seul peut devenir en même temps la tragédie de la société dans laquelle il vit »

Lettre d'Ernst Toller à Stefan Zweig, 1923.

La mise en scène de Christine Letailleur (7), montant *Hinkemann* d'Ernst



Ernst Toller, pendant son emprisonnement. D.R.

Toller (8), présentée au théâtre de La Colline à Paris, en 2015, a permis de rappeler le contexte politique des années d'après la Première Guerre mondiale en Allemagne. Le personnage principal de la pièce, Hinkemann, est le représentant symbolique d'une génération d'hommes du peuple sacrifiés par la guerre et vivant en même temps toute la violence de l'inégalité sociale de l'époque.

L'auteur, Ernst Toller (1893-1939), appartient à la génération des artistes, écrivains, intellectuels, poètes nés dans les années quatre-vingt dix du XIX<sup>e</sup> siècle en Allemagne, Autriche, Russie, Pologne,

(6) Catalogue *Dada*, Paris, Éditions du Centre Pompidou, 2005, p. 478.

(7) Christine Letailleur est l'auteure de nombreuses mises en scène, au Théâtre Gérard Philippe de Saint-Denis, notamment ; elle a collaboré avec Stanislas Nordey qui tient ici le rôle titre dans *Hinkemann*. Elle est actuellement artiste associée au TNB de Rennes.

(8) Ernst Toller, 1893, Samotschin, Prusse orientale, 22 mai 1939 New York.



entre les frontières d'une Europe centrale qui sera modifiée jusqu'à nos jours. Il est l'aîné de Bertold Brecht (1898-1956), du même âge que le peintre Georg Grosz (1893-1959) et qu'Erwin Piscator, le metteur en scène (1894-1966). Nombre d'entre eux sont juifs et beaucoup seront actifs dans les mouvements révolutionnaires en art et en politique. Ernst Toller est de ceux-là ; il naît à Samotschin, une partie de la Pologne annexée par la Prusse (9). Volontaire pour rejoindre l'infanterie allemande contre la France en 1914, durement ébranlé par la violence des combats, il sera soigné pour des troubles cardiaques et nerveux de mai à septembre 1915. Renvoyé de l'armée, démobilisé, il devient pacifiste.

« *La guerre a fait de moi son ennemi* », dit-il. Et aussi : « *J'ai, en revenant des tranchées, reconnu en elle (la guerre), la fatalité de l'Europe, la peste de l'humanité, la honte de notre siècle* », écrit Christine Letailleur en rapportant les propos de Toller. Il prend part aux mouvements spartakistes et anarchistes. Il créa en 1917 l'Union culturelle et politique de la jeunesse en Allemagne. Il suivit les sociaux-démocrates indépendants de Kurt Eisner (10) à Munich, fut très impliqué dans la grève générale d'avril 1919 et la République des conseils de Bavière, où fut proclamé un gouvernement durant la révolution allemande de 1918-1919. Il participe à la révolution spartakiste et est condamné à cinq ans de prison, comme traître à la patrie.

Sa première pièce de théâtre, *La Conversion*, 1918, fait état de sa « conversion » au pacifisme et à la révolution, tout en exprimant les contradictions liées à l'usage de la violence en politique. « *J'ai écrit La Conversion (Die Wandlung) en pleine guerre. J'ai photocopié les scènes à l'hôpital militaire pour les distribuer aux femmes pendant la grève de 1918. Une seule chose comptait dans mon œuvre : travailler pour la paix !* », dit Toller.

Entre 1920 et 1924, prisonnier dans la forteresse de Niederschönenfeld, il écrira plusieurs autres pièces. *Hinkemann*, en 1921, raconte la tragédie d'un soldat revenu du front mutilé, émasculé. C'est le témoignage de l'après-Première Guerre mondiale vu au travers de la des-

tinée dramatique d'un personnage qui semble prendre en charge toutes les caractéristiques de son époque, entre la misère et la montée de la colère révolutionnaire du prolétariat. Comme l'écrit Stanislas Nordey, qui incarne le rôle titre dans la mise en scène de Christine Letailleur, Toller entrelace la petite et la grande histoire. Bien que centrée sur le trio mari-femme-amant, elle est tournée vers l'extérieur et se fait l'écho « des bruits » du monde : l'antisémitisme, le spartakisme, les luttes politiques du prolétariat. Toutes ses pièces tournent autour d'un personnage principal : *Le Moi*, ce qu'on appelle en allemand des « *Ich Dramen* ».

« *Faire du théâtre, c'est-à-dire lutter, c'est être radical ou ne pas être. Le prolétaire qui est aujourd'hui sur la scène porte un drapeau et c'est cela qui gêne les petits bourgeois. Aujourd'hui le prolétaire n'est pas un homme de sentiment, il est le promoteur d'une idée* »

(Ernst Toller, cité par Erwin Piscator dans *Le Théâtre politique*)

Ce n'était pas la première fois dans la littérature de langue allemande, mais en fait il s'agit d'un leitmotiv dans beaucoup d'œuvres théâtrales, depuis la tragédie grecque, que le « destin » d'un personnage soit porteur de sens bien au-delà de sa condition personnelle, se faisant ainsi l'écho d'un message de caractère universel, il redevient le contemporain de chaque époque, à travers les siècles. Concernant *Hinkemann*, sans doute d'autres l'auront évoqué avant moi, j'ai pensé à un autre soldat, triste héros d'une tragédie personnelle qui en fait un assassin : *Woyzeck* de Georg Büchner (11). Comme beaucoup d'intellectuels allemands, l'auteur est un fervent partisan de la Révolution française, résolument républicain. On rapporte qu'il arborait ostensiblement parfois un bonnet phrygien

(9) La documentation du passage de cet article s'appuie en partie sur le n° 1371-1372 de *L'Avant-scène théâtre* paru le 1<sup>er</sup> novembre 2014.

(10) Kurt Eisner, écrivain et philosophe, membre du SPD, participa à la révolution allemande, né en 1867 à Berlin, assassiné en avril 1919 à Munich.

(11) Georg Büchner 1813-1837.

rouge et qu'il saluait ses camarades d'un provocant : « *Bonjour citoyen !* », rappelle Michel Cadot (12). En écrivant *La Mort de Danton*, en 1835, il risqua d'être arrêté et s'établit définitivement à Strasbourg. *Woyzeck* s'appuie sur une base documentaire, il s'agit d'un homme né en 1780 à Leipzig, qui, ne trouvant pas de travail, s'engage dans les armées hollandaise, puis suédoise, tente ensuite de se faire enrôler dans la garnison de sa ville. Son statut social se dégradant, il survit grâce aux aumônes. Il fut exécuté en 1824 pour avoir assassiné sa maîtresse. D'autres modèles ont inspiré Büchner, des soldats insoumis ou subissant des humiliations de leurs supérieurs.

Confrontation et rencontre d'époques, Alban Berg (1885-1935) vit la pièce de Büchner le 5 mai 1914 à Vienne. Il décide d'en faire le livret de son opéra *Wozzeck* qu'il travailla de 1918 à 1921. Il ajoute des aspects biographiques personnels au livret de Büchner. En 1915, il avait dû répondre à l'appel militaire, il s'effondre physiquement trois mois plus tard et raconte à sa femme : « *Nous sommes parqués dans un baraquement immense où nous dormons à quatre-vingt. Les lits sont en pierre. Les installations sanitaires plus que primitives. [...] Les cabinets à vomir.* »

Alban Berg fait là les pires expériences de sa vie, constamment soumis à des humiliations. En 1916, il est déclaré inapte.

*Wozzeck* sera le premier opéra atonal (13), il fut présenté à Berlin le 14 décembre 1925 (14).

Quand, en juillet 1924, Toller sort de prison, il est expulsé de Bavière. Il voyage en Angleterre, en Russie et vit un peu en France. La première édition de *Hinkemann* en anglais paraît en 1926, illustrée des dessins de Georg Grosz. On peut y voir Hinkemann et sa femme, celle-ci se cachant le visage pour pleurer. Dans un autre dessin, des mutilés de guerre, vus de profil, défilent en chantant, ailleurs des hommes buvant et fumant dans une taverne. Mais surtout, le plus abominable, expose une vue d'Hinkemann en ridicule et grotesque tenue d'acrobate,

devenu « artiste » de foire pour gagner sa vie, réduit à croquer en public un rat vivant, vision cauchemardesque de l'état où il se trouve pour survivre. Ces dessins « réalistes », à l'encre noire de Grosz, sont au trait.

Si *La conversion* reste l'œuvre la plus emblématique du théâtre expressionniste allemand, c'est avec une autre pièce, *Hop-là nous vivons !*, qu'Erwin Piscator inaugure son théâtre politique en 1927.

### *Hop-là nous vivons !*



*Hop-là nous vivons !* profil d'Erwin Piscator. D.R

Photographie d'un des quatre plateaux tournants de la mise en scène où l'on

(12) Büchner, *La Mort de Danton, Léonce et Léna, Woyzeck, Lenz*, présentation de Michel Cadot, Garnier Flammarion, 1997.

(13) Alban Berg, lié aux artistes plasticiens d'avant-garde comme Klee et Kandinsky, appartient à l'avant-garde musicale, dite de l'École de Vienne. Avec Anton Webern, il fut l'élève d'Arnold Schönberg. Le dodécaphonisme, ou *musique dodécaphonique*, est une technique de composition musicale *atonale* créée par Schönberg. Cette technique donne une importance comparable aux douze notes de la gamme chromatique, et évite ainsi toute tonalité. Sous le nazisme, la musique atonale fut attaquée et taxée d'art « bolchevique » et désignée comme « art dégénéré ».

(14) Enregistrement de référence consulté : CD TELDEG, Berlin, 1994, direction Daniel Barenboim, présentation du livret, Hans-Christian Schmidt.

voit ici le profil d'Erwin Piscator projeté. Se trouvent associés tous les arts, les décors laissant la place à des projections de cinéma, dans l'esprit *d'un art total*, comme en avaient pu le faire les suprématistes et constructivistes russes à la même époque.

On reconnaît dans cette pièce des caractéristiques du théâtre de Toller, centré autour d'un personnage qui est aussi une projection de lui-même. Ici, il s'agit de Karl Thomas, emprisonné pendant huit ans dans un asile d'aliénés, qui retrouve enfin la liberté. Le régime capitaliste qu'il avait combattu prospère, avec, comme ministre de l'Intérieur, un de ses anciens compagnons. Les années d'emprisonnement n'ont pas entamé ses idéaux. De nouveau, il veut combattre le régime. Mais ses camarades ont changé, ils se sont habitués à ce système. Pour l'action, il faudra attendre. Karl Thomas se retrouve sans repère dans un monde de fous. Il ne s'y résoudra pas et deviendra pour tous un danger.

« Écrit le jour où l'on a brûlé mes livres en Allemagne, 1933.

(...) Où êtes-vous mes camarades allemands ?

(...) Où êtes-vous mes camarades ?

Je ne vous vois pas et cependant je sais que vous vivez (...).

Pour être honnête, il faut savoir, pour être courageux, il faut comprendre et pour être juste on ne doit pas oublier. Sous le joug de la barbarie, il faut se battre, il n'est pas permis de se taire : qui se tait, à un tel moment trahit sa mission d'homme. »

Ernst Toller, exilé en 1933, ses livres sont brûlés le 10 mai 1933. Il part pour Londres et New York, où il se suicide le 22 mai 1939.

Stefan Zweig, à qui Toller écrivait en 1923, vit aussi ses livres brûlés en 1933 ; il séjourne aussi à Londres, puis émigre en Amérique et enfin au Brésil, où, désespéré, de l'évolution de la guerre, il se suicide avec sa femme, en 1942.

Ils font partie, comme Walter Benjamin (1892-1940) (15), de l'exceptionnelle intelligentsia judéo-allemande sacrifiée, dont ils partagent le destin tragique. Benjamin avait été gagné au matérialisme dialectique et au marxisme en 1924, grâce à l'influence d'Asja Lacis, bolchevique de Lettonie, rencontrée cette année-là. C'est un tournant déterminant dans son parcours intellectuel. « *Si la double tâche des intellectuels révolutionnaires*, écrit-il, *est de renverser la domination intellectuelle de la bourgeoisie et d'entrer en communication avec les masses prolétariennes, ils ont presque entièrement échoué dans la deuxième partie de ce programme, dont il n'est plus possible de venir à bout sur le plan contemplatif. Et cela n'a pas empêché un petit nombre de présenter encore et toujours cette tâche comme si elle pouvait être résolue ainsi, et de réclamer la venue de poètes, de penseurs et d'artistes prolétariens.* » Mais, Benjamin poursuit (16), en faisant référence à *Littérature et Révolution* de Léon Trotsky, où celui-ci objecte que de tels poètes, penseurs et artistes ne surgiraient que d'une révolution victorieuse. ■

### Gisèle Grammare

(15) Walter Benjamin quitte l'Allemagne en 1933, séjourne chez Brecht au Danemark en 1934, puis en Suisse et en Italie ; il est arrêté en France en 1939 et interné à Nevers ; il obtient un visa pour les États-Unis, mais son passage en Espagne échoue ; il se suicide à Port-Bou le 26 septembre 1940.

(16) Walter Benjamin, *Œuvres*, tome 2, *Le Surréalisme*, page 133, Folio essais, 2000.

## Les réprouvés de von Salomon

Extraits

### Terreur blanche en Allemagne

**L**a scène se passe à Berlin, le soulèvement du début janvier a été écrasé, ses dirigeants assassinés, le 19 janvier le Parlement a été élu, mais les troupes de Noske poursuivent leur besogne : c'est une classe sociale qu'il s'agit « d'intimider » (Trotsky), de terroriser :

*« La maison que nous devons perquisitionner était une espèce de grande caserne, comprenant quatre cours et habitée par des centaines de locataires. Au cours de la nuit précédente, la rue avait été fermée à chaque bout par deux escouades*

*Avant d'entrer, le sous-officier nous dit : "Ne vous séparez pas, que personne ne reste seul dans une pièce. Fouillez toutes les armoires et tous les lits. Voyez si les murs sonnent creux ! Deux hommes en permanence sur chaque palier ! Enfoncez les portes si les gens n'ouvrent pas de plein gré"*

*Nous avançâmes en trébuchant, les cours étaient sombres comme des puits de lumière. La maison était encore endormie. Kleinschroth frappa à une fenêtre et une femme vint y regarder, puis elle eut un mouvement de recul à la vue de nos casques d'acier. "Ouvrez", dit-il, et à l'instant même toute la maison fut réveillée.*

*Le sous-officier enfonça la porte à coups de bottes. Les Noske arrivent ! Voilà les Noske ! criait la femme.*

*Hoffman tira violemment sur une porte, s'élança dans une chambre et je l'entendis qui disait : "Allons, mon*

*vieux, pas de bêtise, donne ton flingot"... Au-dessus du lit on voyait un chromo... l'image représentait un soldat en costume de couleur et à la place restée vide de la tête on avait collé une photographie. L'homme tendit son fusil, puis il arracha l'image et nous la jeta aux pieds d'un geste lent il leva le pied comme s'il voulait écraser l'image avec son talon puis se ravisa et nous dit simplement : "Et maintenant, sortez !"...*

*Puis nous commençâmes à fouiller, les uns après les autres, les appartements, les portes se touchaient presque et, dès qu'on en ouvrait une, toutes les autres s'ouvraient aussi et brusquement le couloir se remplissait de gens, hommes, femmes, enfants, beaucoup d'enfants surtout, de toutes tailles, la plupart à moitié nus et lamentablement sales et dont les membres étaient tellement maigres qu'il semblait qu'ils allaient se briser rien qu'en les touchant. Ils avaient des têtes énormes, des têtes effrayantes sur lesquelles s'em mêlaient et se hérissaient des cheveux blonds. Ils restaient là debout sur le seuil de misérables chambres mal éclairées et tous ces yeux nous regardaient fixement, leur haine déferlait vers moi comme une vague ; des chuchotements, des appels railleurs venaient me frapper au visage, des femmes passaient à côté de moi jusqu'à me frôler et elles ricanaient et crachaient par terre puis j'entrai avec mes camarades, dans la chambre voisine. Cette chambre-là n'avait pas plus de quatre mètres sur*

*quatre et elle était remplie de lits. Sept personnes y couchaient et deux femmes étaient encore au lit, chacune avec un nourrisson dans les bras. Lorsque nous fîmes irruption dans la pièce, l'une d'elle se mit à rire d'un rire strident et tous les locataires se précipitèrent dans l'embrasement de la porte. Le sous-officier avança. Alors, rapide comme l'éclair, cette femme repoussa la couverture, releva sa chemise, se retourna et d'une masse de chair blanche, un bruit s'échappa. Et pendant que nos reculations les autres hurlaient de joie et s'esclafaient en se tapant sur les cuisses ; ils ne pouvaient plus s'arrêter de rire et les enfants riaient aussi. "Assassins, assassins", hurlaient tous ces gens...*

*On entendait un gramophone, derrière une toute petite porte au fond du couloir. Il nasillait "Siegreich wollen wir Frankreich schlagen..." (1).*

*Le corridor était en délire. Le sous-officier fit un bond en arrière, pris une longue aspiration et d'une voix tonitruante : "Reculez-vous ! Et tous dans vos chambres ! Si le corridor n'est pas évacué immédiatement, je fais tirer sur vous !"...*

*En bas on commença à entonner L'Internationale et le chant, se propageant de porte en porte, traversait les murailles et envahissait les cours. En même temps, les hommes battaient la mesure avec le pied, ce qui faisait trembler la maison et bourdonner tout autour de nous les corridors. Et nous cherchions toujours...*

*Hoffman enfonça la porte d'un coup de pied. Dans cette chambre, il n'y avait qu'une femme, une jeune fille, petite et blême sous ses cheveux ébouriffés. D'une voix très basse mais tendue à l'extrême, elle nous jeta cette question : "Comment osez-vous ? N'avez-vous pas déjà assez assassiné ?" Sa voix se voila et elle ajouta : "Vous envahissez cette maison comme des bourreaux. D'où venez-vous donc pour ignorer que nous sommes des humains ? Entendez-vous ce qu'ils chantent ? Qui vous a envoyé ?" Les gens s'étaient groupés à la porte, mais maintenant ils étaient muets et ils écoutaient. La jeune fille continua : "On voudrait pouvoir vous enfoncer les choses à coups de marteau dans vos cervelles épaisses. Vous protégez les mêmes scélé-*

*rats qui ont créé cette misère ; vous êtes des exploités, des méprisés comme nous. À l'heure présente vous vous croyez quelque'un avec vos fusils, vous vous enivrez du pouvoir, de ce pouvoir que l'on vous a donné. Jetez-les donc vos fusils, ou plutôt donnez-les à ceux qui savent s'en servir pour une cause juste." Alors le sous-officier murmura sous son casque : "Ah, mademoiselle, nous connaissons tout ça, nous l'avons déjà entendu très souvent. C'est justement d'armes qu'il s'agit. C'est ça que nous cherchons et nous ne voulons rien d'autre. Et maintenant nous nous en allons et nous continuerons à chercher." Alors nous fîmes demi-tour et nous nous sentions soulagés bien qu'il nous semblât que le sous-officier aurait dû en dire davantage, mais il regardait devant lui avec des yeux étrangement mornes pendant que nous nous frayons un chemin à travers les gens et il ne prononça plus une parole tant que nous fîmes dans la maison.*

*Enfin nous redescendîmes le couloir de l'entrée où les autres groupes vinrent nous rejoindre. Notre seul et unique butin était le fusil de la première chambre. Au moment de partir, le sergent constata la disparition de deux hommes. Le détachement fut envoyé à leur recherche et nous nous mîmes en marche. Les deux hommes ne furent pas retrouvés ; au cantonnement on fit courir les plus extravagantes rumeurs. Mais le caporal Hoffmann dit : "Moi, mon vieux, je ne peux pas te dire combien j'en ai assez de ces histoires-là." Et puis, au bout d'un moment : "Je sais bien où ils sont les deux autres. Ils ont tout simplement déserté." »*

Ainsi se clôt le chapitre, le suivant, « Weimar », s'ouvre sur les lignes suivantes :

*« Le 20 janvier, le jour qui suivit les élections pour l'Assemblée nationale législative, les commandants des troupes stationnant à Berlin s'en furent trouver le commandant en chef, Noske, et lui déclarèrent qu'ils ne pouvaient répondre de leurs hommes. L'agitation des "Indépendants et des Spartakistes, dirent-ils, est tellement intense qu'un séjour prolongé de ces formations dans la ville pour-*

rait devenir un danger pour l'esprit des troupes »

Le « gouvernement des délégués du peuple » décida de faire siéger l'Assemblée nationale à Weimar » (2).

Mais ce n'est pas pour défendre ce gouvernement qu'il méprise que von Salomon s'est engagé :

« Le 1<sup>er</sup> avril 1919 nous, vingt-huit hommes, le lieutenant Key en tête, nous

*quittâmes Weimar et nos camarades, sans avertissement et sans ordres, et nous partîmes pour les provinces baltiques »* (3). ■

(1) *Victorieusement nous écraserons la France.*

(2) *Les réprouvés*, Éditions Plon 1951, pp. 45 à 52.

(3) *Ibidem.*

## Qui était Ernst von Salomon ?

**B**erlin, novembre 1918. Ernst von Salomon est entré à 11 ans à l'école militaire des cadets ; il en a tout juste 16 quand son monde s'effondre. L'Allemagne a perdu cette guerre dont il rêvait. L'empereur, à qui il avait juré fidélité, a fui piteusement. Il n'a plus que ses galons d'élève officier qu'il défend, solitaire et désespéré, contre ces « rats gris » qui déferlent dans les rues, la « populace », la « plèbe ».

Il s'engage dans les corps francs. Dès le 24 décembre, il affronte les marins. En janvier 1919, il participe à la répression et découvre son nouveau commandant en chef : Noske.

Les corps francs, dont les effectifs atteindront en juin presque 400 000 hommes (1) mènent une guerre de classe, font régner la terreur blanche ; il leur faudra cinq mois d'affrontements sanglants pour atteindre leur objectif premier : la liquidation des conseils.

Von Salomon, lui, est envoyé à Weimar protéger un gouvernement qui n'est pas le sien et qu'il combattra par tous les moyens. Le 1<sup>er</sup> avril, il quitte la ville de son propre chef et part « défendre les frontières ».

C'est d'abord dans les pays baltes qu'il se bat, en Lettonie contre la République

des conseils socialiste proclamée à Riga le 13 janvier 1919. Quand il revient à la fin de l'année 1919, c'est pour rejoindre la brigade Ehrhardt, qui s'est illustrée dans la répression de l'année 1919 à Brunswick, Munich, en Bavière, à Berlin, en Silésie Et qui, en mars 1920, organise le putsch de Kapp contre le gouvernement.

Après l'échec du putsch, la brigade est dissoute. En 1921, von Salomon part en Haute-Silésie où les volontaires affluent, faisant fi des injonctions formelles du gouvernement, pour disputer aux Polonais ce « pays allemand » (2). À son retour, il participe à ces commandos d'extrême droite qui, dans une quasi-impunité, multiplient les assassinats politiques (plus de trois cents). En juin 1922, il est impliqué dans le meurtre de Walter Rathenau, planifié par l'Organisation Consul. Condamné, il passe cinq ans en prison. Quand il en sort, et jusqu'à sa mort en 1972, il se consacre essentiellement à l'écriture de récits largement autobiographiques et de scénarios pour le cinéma. ■

(1) Sebastian Haffner, *Allemagne 1918. Une révolution trahie*, Éditions Agone, p. 208.

(2) *Les réprouvés*, Ernest von Salomon, Éditions Plon 1951, pp. 212 et 213.

## Le Sisyphe de la révolution allemande

Ralf Hoffrogge,

**Richard Müller. L'Homme de la révolution de novembre 1918***Les Nuits rouges*, traduit de l'allemand par Nassira Hariri et Ivan Jurkovic, 328 pages, 13,50 euros**Les délégués révolutionnaires et les grèves**

Le 1<sup>er</sup> mai 1916, le révolutionnaire allemand Karl Liebknecht, en uniforme, distribue des tracts au centre de Berlin et harangue les manifestants qu'il avait appelés à se rassembler contre la guerre. Il est arrêté et sera à la fin du mois d'août condamné à quatre ans et un mois de prison.

Les 27 et 28 juin 1916, pour protester contre son arrestation, des grèves massives éclatent dans plusieurs centres industriels de l'Allemagne. Ses organisateurs sont un groupe de moins d'une centaine d'ouvriers qui se donnent le nom de *Revolutionären Obleute* (les Délégués révolutionnaires).

Dès 1915, à Berlin, s'organisent au sein du syndicat des métaux, autour du responsable du syndicat des tourneurs, Richard Müller, un certain nombre de militants (moins d'une centaine d'ouvriers) qui, sous le couvert du syndicat, constituent un réseau clandestin, agissant en fraction et jouissant de la confiance de leurs camarades ouvriers. Ils se donnent le nom de *Revolutionären Obleute* (les « Délégués révolutionnaires »). En 1916, leur influence s'étend à toute l'industrie de l'armement de la région de Berlin, ils prennent des contacts avec des usines de province. Quand, le 28 juin 1916, Karl Liebknecht comparait devant la justice pour sa distribution de tracts en uni-



*Richard Müller (1881-1943) membre du KPD, dirige le Conseil exécutif des travailleurs et des soldats du Grand Berlin en 1918 et la Centrale nationale des syndicats en 1920. D.R.*

forme (1), les Délégués révolutionnaires impulsent une grève de 55 000 métallos à Berlin et des arrêts de travail massifs dans plusieurs centres industriels de l'Allemagne.

Dès le début de 1917, comme en Russie, le mécontentement grandit dans la classe ouvrière contre la dégradation du ravitaillement et débouche, non pas comme dans l'empire des tsars sur une révolution, mais sur une série de grèves en mars et avril 1917. En 1917, les délégués révolutionnaires organisent des grèves massives, en

mars à Kiel, Brême, Hambourg et Nuremberg, puis, en avril, malgré l'arrestation de Richard Müller la veille même du mouvement, surtout à Berlin, où le 16 au matin, 250 000 ouvriers et ouvrières sont en grève dans plus de 300 entreprises, et à Leipzig où elles vont prendre le plus d'ampleur.

Une majorité des Délégués révolutionnaires étant des ouvriers métallurgistes, ces grèves frappent surtout l'industrie d'armement. L'un de ces délégués, destiné à jouer un rôle crucial dans les mois et même les années à venir, est Richard Müller, secrétaire du syndicat des ouvriers tourneurs et animateur des Délégués révolutionnaires, arrêté la veille même du déclenchement de ces grèves qui suscitent l'indignation des généraux allemands. Ainsi, le chef de la section des armements, le général Groener, tempête dans un appel aux ouvriers :

## Le gréviste est un « chien » (général Groener)

« Lisez et relisez la lettre du maréchal Hindenburg et vous reconnaîtrez vos pires ennemis. Ils ne sont pas là-bas près d'Arras sur l'Aisne en Champagne, ils ne sont pas à Londres (...). Nos pires ennemis sont au milieu de nous (...). Les agitateurs grévistes (...). Quiconque se met en grève alors que nos armées sont face à l'ennemi est un chien », donc bon à abattre.

Bref, le général Groener dit, dans un sens inverse, ce que déclarait Liebknecht : « L'ennemi est dans notre propre pays. » Mais Groener et les siens garderont le pouvoir, avec l'appui des dirigeants sociaux-démocrates et syndicaux assurés de ne jamais partir au front en échange de leur patriotisme guerrier ; ils auront donc la possibilité de traduire leurs propos en actes et leurs bandes abattront Liebknecht le 15 janvier 1919.

Auparavant, les Délégués révolutionnaires auront lancé, en janvier 1918, une nouvelle vague de grèves contre la famine et contre la guerre qui ébranle Berlin. Là encore, comme en juin 1916 et avril 1917, Richard Müller est l'organisateur du mouvement.

## De la révolution à la concertation sur le cadavre des conseils ouvriers

En novembre 1918, les conseils ouvriers et de soldats naissent un peu partout en Allemagne. La monarchie s'effondre. Le 10 novembre est proclamé un Conseil exécutif des travailleurs et des soldats du Grand Berlin dont Richard Müller est le président. Sa place est d'autant plus importante que les conseils de travailleurs et de soldats prennent le contrôle de plusieurs grandes villes (Leipzig, Hambourg, Brême, Kiel, Düsseldorf, Hanovre, etc.). Pendant ce temps, les dirigeants sociaux-démocrates du SPD passent un accord, d'un côté avec le patronat allemand (par l'intermédiaire de Karl Legien, le chef des syndicats allemands, partisans

de la cogestion et de la concertation) et, de l'autre, avec l'état-major. Ils montent ensemble des provocations contre les ouvriers et les soldats révolutionnaires. Ces derniers voient seize des leurs tués le 6 décembre au cours d'une manifestation pourtant pacifique. Le 16 décembre s'ouvre le congrès des conseils d'ouvriers et de soldats. Richard Müller est élu président du conseil exécutif, composé à parité de représentants de l'USPD, parti né d'une scission à gauche du SPD au début de 1917 (auquel Müller appartient alors) et du SPD. Ces derniers n'y participent qu'avec un unique objectif : soumettre les conseils à l'État bourgeois et à sa légalité. Le SPD ne se contentera pas en effet d'utiliser la répression pour écraser le mouvement des conseils. Il tentera avec un certain succès de les dénaturer et de les liquider comme organes politiques posant la question du pouvoir au plus haut niveau, en les transformant en organes de cogestion des entreprises. L'échec politique et l'écrasement de la vague révolutionnaire permettront au SPD de parvenir globalement à ses fins et d'ouvrir ainsi la voie à la concertation à tous les niveaux entre les organisations représentant la classe ouvrière (conseils et syndicats) et les organisations économiques et politiques de la bourgeoisie. Ralf Hoffrogge analyse en détail cette mise en œuvre d'une politique contre-révolutionnaire qui parachève les massacres organisés par le ministre social-démocrate de la Guerre, Gustav Noske, et les corps francs.

## D'Ebert à Gomulka...

C'est la même stratégie contre-révolutionnaire que la bureaucratie stalinienne mettra en œuvre en Pologne en 1956-1957 lorsque les conseils ouvriers se multiplieront dans le pays. La bureaucratie, s'inspirant peut-être des leçons de la social-démocratie allemande ou de l'autogestion yougoslave, pour leur barrer la route du pouvoir, s'acharnera à les confiner à des tâches de gestion et parviendra ainsi à les liquider.

Une attaque, par l'armée régulière, de la division de marine proche des révolutionnaires fait soixante-dix morts le 24 décembre. En réponse à cela, le PC allemand (KPD), formé le 1<sup>er</sup> janvier



1919, lance une offensive que Müller juge, manifestement à juste titre, prématurée, qui se termine par une répression sanglante où Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg perdent la vie.

Müller est un des acteurs principaux de la révolution allemande jusqu'au printemps 1921. Il adhère au KPD, dirige en décembre 1920 la Centrale nationale des syndicats créée par ce dernier, critique à juste titre la grève révolutionnaire insurrectionnelle déclenchée en mars 1921 à l'initiative des délégués gauchistes de l'Internationale communiste, dont le hongrois fanfaron Béla Kun. Müller est alors écarté de la direction de la Centrale nationale des syndicats mais participe au III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste qui se tient peu après.

Mal à l'aise dans les conflits qui déchirent la direction du KPD, divisée en trois camps antagonistes, il se retire peu à peu de l'activité politique, écrit une très précieuse histoire de la révolution allemande avortée à laquelle il consacre l'essentiel de son temps. Il est exclu du KPD en 1924 pour absence répétée aux réunions de sa cellule.

#### « Sort ultérieur inconnu » ?

Dans la notice biographique qu'il lui consacre dans sa *Révolution en Allemagne*, Pierre Broué écrit : « *Il démissionne et abandonne toute activité politique. Sort ultérieur inconnu.* »

Ralf Hoffrogge comble ce vide. La biographie qu'il consacre à Müller est passionnante parce qu'elle sort de l'ombre où les historiens (sauf l'historien Pierre Broué) ont trop longtemps laissé végéter un homme qui a joué un rôle décisif dans les débuts de la révolution allemande, finalement battue ; elle est passionnante aussi, sur un tout autre plan, beaucoup moins grandiose certes, parce que son itinéraire illustre le cheminement qui mène de l'enthousiasme et de l'engagement total à la désillusion et à l'abandon. Richard Müller a suivi le trajet de certains déçus de la révolution prêts à transformer leurs capacités d'organisateurs en instruments de carrières.

C'est peut-être dommageable pour l'image de celui qu'il appelle le « *Sisyphes de la révolution* ». Mais la réalité est plus intéressante que les images d'Epinal des dirigeants héroïques, qui la plupart du temps n'ont que de lointains rapports avec elle.

## De la révolution à l'immobilier

Les 17 et 18 avril 1930, le quotidien du PC allemand, *Die Rote Fahne*, publie deux articles sur une société de construction immobilière dont Richard Müller, passé de la révolution au commerce, devenu chef d'entreprise, avait la gérance. Le quotidien révèle toute une série de manœuvres et pratiques douteuses... au détriment des locataires, permettant à Richard Müller de s'enrichir. Non content de s'emplier les poches, il menaçait d'expulsion les locataires protestataires (près de 150 !). Le rédacteur en chef du journal *Der Angriff* du 25 avril 1930, un certain Joseph Goebbels, commente : « *Un marxiste promoteur immobilier. Le "socialisme" appliqué – un métier qui rapporte gros.* » Ralf Hoffrogge précise en effet : « *Müller connut le succès dans le bâtiment, amassant une fortune considérable.* » Mais il se garde d'en rajouter sur ses deux accusateurs et ne juge pas nécessaire de multiplier les commentaires sur ce retrait de l'activité politique à la veille même de l'avènement du nazisme.

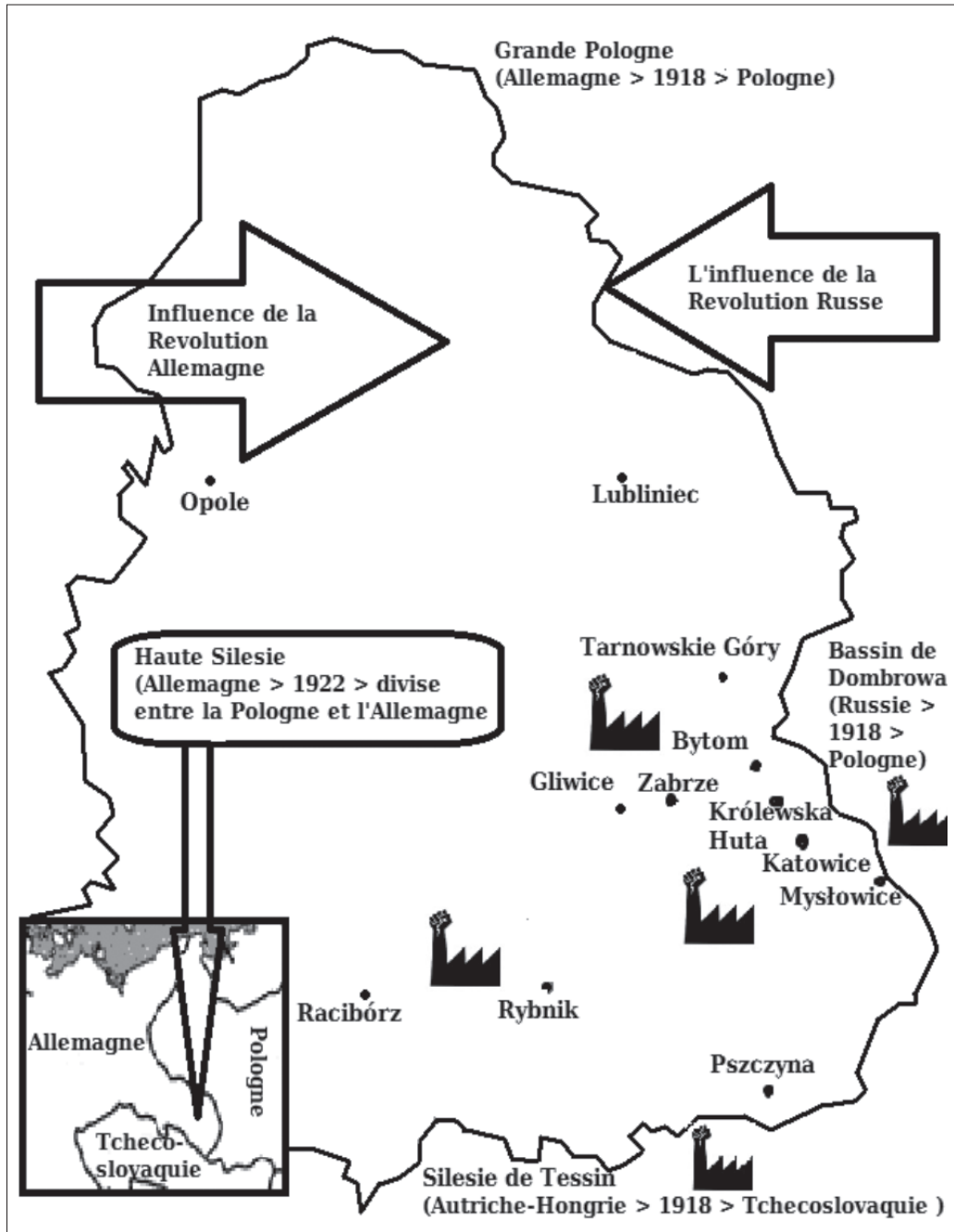
Seul événement marquant de sa vie : il quitte son appartement pour une villa. Ses livres brûleront dans les autodafés de 1933, mais comme il ne fait plus rien, les nazis, qui abhorrent pourtant « les criminels de novembre » au premier rang desquels il figurait, le laissent en paix... et il meurt oublié de tous en 1943. La conclusion assez piteuse de son existence ne saurait pousser à ignorer son activité des années de guerre et de révolution. Au contraire peut-être, et le livre de Ralf Hoffrogge y contribue très bien, en donnant de l'Homme de novembre 1918, de son activité, de ses succès et de ses échecs, un portrait précis et équilibré. ■

Jean-Jacques Marie



# Études

La Silésie en 1919. D.R.



# Une situation révolutionnaire en Haute-Silésie fin 1918

## Présentation

**P**our bien comprendre l'article de Dariusz Zalega il faut avoir en mémoire les trois partages du royaume de Pologne de 1772, 1793 et 1795 qui aboutirent à la disparition totale du pays partagé entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, et les modalités ultérieures de la renaissance de la Pologne... En 1772, l'Autriche s'empare de toute la région de Lwov, à l'est, la Prusse s'empare de l'embouchure de la Vistule, la Russie s'empare d'un morceau de la Lituanie et de la Biélorussie. En 1793, la Russie et la Prusse, par un accord entre eux du 23 janvier, s'emparent de tout l'ouest de la Pologne (dont la Poznanie avec la ville de Poznan rebaptisée Posen en allemand) et de la Silésie au sud ; la Russie, plus gourmande, s'empare, à l'est, de 250 000 kilomètres carrés de territoires. L'Autriche est absente de ce partage. L'insurrection qui embrase Varsovie, Cracovie et Vilno (Vilnius) en 1794 suscite l'intervention étrangère et, en octobre 1795, la Russie, l'Autriche et la Prusse se partagent les derniers lambeaux du royaume de Pologne.

Dans les années 1880, le mouvement ouvrier commença à apparaître dans la Pologne ainsi morcelée, où s'était développé un vif sentiment national. Il déboucha sur la constitution de deux partis, le Parti socialiste polonais (PPS) créé en 1892 à Paris, dirigé par Boleslaw Zymanowski et Jozef Pilsudski, et, en 1893, le Parti social-démocrate de Pologne (SDKP),

transformé en 1900 en Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie (SDKPIL), dirigé par Rosa Luxemburg et Léo Jogisches et hostile à la revendication de l'indépendance nationale.

Dès le début de la guerre de 1914, Jozef Pilsudski crée l'organisation militaire insurrectionnelle (le POW). L'année qui suit, en 1915, les troupes allemandes (surtout) et autrichiennes infligent de lourdes défaites à l'armée russe chassée de tous les territoires antérieurement polonais qu'elle avait occupés. Le 12 septembre 1917, les empereurs d'Autriche et d'Allemagne créent un conseil de régence de trois hommes (dont l'archevêque de Varsovie) destiné à exercer le pouvoir jusqu'à la nomination ultérieure d'un souverain, conseil de régence flanqué d'un Conseil d'État et d'un Conseil des ministres aux pouvoirs formels. À Paris se constitue un Comité national polonais paysan de l'indépendance de la Pologne. Libéré par les Allemands qui l'avaient emprisonné, Jozef Pilsudski proclame une République de Pologne à Varsovie dès le 10 novembre 1918. Fin décembre, l'aile gauche du PPS et le SDKPIL fusionnent pour donner naissance au Parti communiste ouvrier polonais (KPRP). La conférence de la paix qui s'ouvre à Paris le 18 janvier 1919 débouche sur le traité de Versailles, signé le 28 juin 1919. Ce dernier décide, entre autres, d'organiser des plébiscites pour régler le sort de la Haute-Silésie, de Gdansk et du sud de la Prusse-Orientale (Varmie et

Mazurie). L'auteur du livre *La Pologne*, l'historien Daniel Beauvois, note à ce propos : « *Il faudra trois soulèvements sanglants, suivis de trois plébiscites suspects de fraude, pour régler tant bien que mal la question silésienne* » (p. 315).

**Jean-Jacques Marie**

Grève générale en Haute Silésie en 1918 (Pologne)

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la Haute-Silésie – grand centre industriel de l'Europe centrale – a été secouée par la plus grande révolte dans l'histoire de cette région. Une révolte oubliée parce qu'occultée par le conflit national – et la lutte entre l'Allemagne et la Pologne nouvellement née pour contrôler la richesse de cette terre.

À la veille de la Grande Guerre, la Haute-Silésie était un pays de contraste. Les salaires, les conditions de travail et de vie y étaient pires que dans les autres régions industrielles de l'Allemagne. En revanche, ou plutôt grâce à cela, les magnats de l'industrie de la Silésie faisaient des profits colossaux. Parmi les dix Allemands les plus riches, sept étaient des millionnaires de Silésie. Deux cent cinquante-huit grands propriétaires possédaient plus de la moitié des terres de la région. L'industrie de la Silésie était aussi concentrée : les dix plus grandes compagnies contrôlaient les trois quarts de la production de charbon.

Un recensement de la population effectué avant la guerre portant sur la langue utilisée indiquait que les habitants de la Haute-Silésie se répartissaient en 1 169 000 polonophones et 884 000 germanophones. La population de la région parlait un dialecte polonais et pratiquait le catholicisme, ce qui ne signifiait pas qu'elle manifestait des sentiments nationaux polonais, qui ne commencèrent à se manifester qu'à l'intersection du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, en liaison avec les débuts du mouvement national.

Les deux offensives lancées par le gouvernement de Otto von Bismarck contre l'opposition eurent une influence énorme sur la situation sociale de la région : les lois d'exception contre les socialistes (1878-1890) et le *Kulturkampf* (1871-1878),

dirigé contre le parti du Centre (*Zentrum*) et l'Église catholique. Si les lois antisocialistes frappaient la social-démocratie à un moment où elle n'était pas encore apparue sur le territoire de la Haute-Silésie, bloquant ses chances de développement, le *Kulturkampf* contribua en revanche à rassembler la population polonophone sous les drapeaux de l'Église et du mouvement national. Les représentants de la petite bourgeoisie polonaise qui ont joué le rôle de dirigeants du mouvement national ont transformé le conflit de classe en un conflit national : l'ouvrier polonais contre l'Allemand – capitaliste et grand propriétaire (ce qui s'appuyait sur le fait que le capital était allemand, mais laissait de côté en général les travailleurs germanophones, présents surtout dans la métallurgie). Il y avait alors dans la Haute-Silésie environ un quart de million d'ouvriers.

Le mouvement ouvrier en Silésie se divisa aussi sur le plan national. En 1913 on aboutit à la rupture définitive de la collaboration entre le Parti socialiste polonais (PPS) de la zone prussienne et le Parti social-démocrate allemand (le SPD). À côté des Syndicats indépendants (sociaux-démocrates) agissaient aussi le Conseil central des syndicats polonais (socialistes polonais) et l'Union professionnelle polonaise (nationaliste).

## Pour le *Kaiser*... jusqu'à un certain temps

La guerre provoqua un envoi massif d'ouvriers sur le front (en pourcentage, il y eut plus de mineurs de Silésie mobilisés que de mineurs du bassin de la Ruhr), mais les exigences de la production de guerre firent qu'en 1918 le nombre d'ouvriers grimpa jusqu'au chiffre de 315 000. La présence dans l'armée signifia pour les habitants de la Haute-Silésie – outre l'effrayant don du sang – une rupture avec le climat de conservatisme religieux qui dominait en Silésie (comme l'avait produite auparavant l'émigration de Silésiens dans les régions occidentales du Reich).

Les dernières années de la guerre, temps de crise, furent caractérisées par une augmentation drastique du nombre de grèves dans la région, comme dans l'ensemble de l'Allemagne. En 1917, on

y compta 66 grèves à caractère local, l'année 1918 compta 134 grèves rassemblant 121 000 grévistes et, en 1919, 350 grèves rassemblant 452 000 participants (ce fut certainement le plus grand mouvement de masse dans la région, qui comptait alors 1,5 million d'habitants). Après les émeutes de la faim en juillet 1917, plus de 600 personnes ont été arrêtées, dont beaucoup de femmes.

La Silésie ne vivait bien sûr pas à l'écart des événements qui se déroulaient dans le reste de l'Allemagne. Quand la révolution triompha à Berlin le 9 novembre et que le SPD prit le pouvoir, la Haute-Silésie vit se multiplier les grèves, les manifestations, le désarmement des officiers, les expulsions des directeurs d'usines, les libérations de prisonniers politiques. Le président de la régence de Silésie à Opole (*Regierungsbezirk Oppeln*) affirma que les ouvriers se comportaient comme les propriétaires légitimes des entreprises. Les conseils ouvriers, soldats et paysans se multiplièrent (892 conseils en tout), remplissant surtout le rôle d'administration locale, mais dans lesquels existaient des fractions radicales. Le camp national polonais, auquel la renaissance de la Pologne et le soulèvement anti-allemand victorieux dans la région de Grande Pologne (au Nord de la Silésie) donna des ailes, s'activa à son tour. En novembre et en décembre se constituèrent 500 conseils populaires, subordonnés au Conseil national populaire installé à Poznan, en Grande Pologne. Le leader du camp nationaliste polonais, Wojciech Korfanty, attaqua les conseils ouvriers qu'il qualifiait de « *conseils allemands* ». À cette époque, tout semblait soudain possible. Une révolution radicale avait triomphé en Russie. La Pologne renaissait – et voulait conquérir la Silésie. Ce qui paraissait jadis un rêve semblait soudain à portée de la main.

C'est précisément ce sentiment qui dut diriger Walenty Reymann, originaire du petit village de Sierakow, au nord de la Silésie, garde forestier avant la guerre, puis soldat du Kaiser et pour finir participant à la révolution d'Octobre. Lorsqu'il revint dans son village, il prit immédiatement la direction du conseil ouvrier et paysan. Il appela les ouvriers agricoles

à la grève et persuada les paysans de ne pas livrer les contingents de ravitaillement exigés d'eux. Il se mit d'accord avec une mine pour organiser le troc de vivres contre du charbon. Il s'efforça d'armer les membres du conseil. Cet épisode s'acheva le 6 décembre 1918 par l'arrestation de Reymann par la police encore allemande. Ce sont les ouvriers qui brandirent alors le flambeau du radicalisme.

## Une révolte oubliée

La période qui va de la fin de la guerre jusqu'à l'explosion des soulèvements polonais en Silésie est mal connue, même en Silésie, où, pourtant à cette époque, s'est produite la plus grande révolte ouvrière dans l'histoire de cette région. L'administration allemande dominait toujours en Silésie ; elle était alors dirigée par le social-démocrate de droite Otto Horsing, président du conseil ouvrier central de Katowice et en même temps commissaire spécial du gouvernement allemand. Elle appuyait son pouvoir sur les troupes de la 117<sup>e</sup> division d'infanterie, plus tard transformée en unité de gardes-frontières (*Grenschutz*). Les soldats n'étaient plus très fiables.

Des militants de la gauche radicale avaient une position forte dans le conseil des ouvriers et soldats de Bytom. Quand les officiers voulurent arrêter les militants radicaux, ces derniers firent venir la milice ouvrière des villages voisins de Lipin et Swietochlowicz, qui désarma les soldats. Des bagarres éclatèrent sur le marché de Bytom et firent plusieurs blessés. Ces heurts durèrent plusieurs jours, en particulier pendant une manifestation qui rassembla 5 000 ouvriers.

Le 20 décembre 1918, les éléments radicaux du conseil se réunirent dans un restaurant à Bytom et prirent la décision de proclamer la création du Parti communiste de Haute-Silésie (Union Spartacus) avant même la proclamation officielle du Parti communiste allemand (KPD). La déclaration précisait que le parti combattait pour la réalisation des revendications des conseils ouvriers. La situation semblait leur être favorable. Ainsi, la première manifestation organisée par les communistes à Bytom le 25 décembre rassembla 2 000 personnes.

Le 27 décembre éclate une grande grève des mineurs contre la baisse des salaires et la hausse des prix du ravitaillement. Les directeurs haïs sont chassés par la force. À Ruda, les ouvriers révoltés confisquent deux mitrailleuses au poste de garde du *Grenschutz*. Le commandement du VI<sup>e</sup> corps de la *Reichswehr* affirme : « *Il apparaît de plus en plus que la grève a été provoquée par des partisans du groupe Spartakus.* »

Le soir du 2 janvier 1919, plusieurs centaines de manifestants de Krolewska Huta (aujourd'hui Chorzow) réclamèrent une augmentation de salaire. Le lendemain, des grèves éclatèrent dans la localité. La troupe tira sur les ouvriers en colère massés devant l'inspection des mines, en tua dix-sept et en blessa vingt et un (1). Le 4 janvier, une manifestation de masse exigea le désarmement de la troupe. Les manifestants s'emparèrent du poste de garde de la troupe et mirent la main sur des armes. Le 6 janvier, les autorités décrétèrent l'état de siège à Krolewska Huta, Swietochlowice, Wielkie Hajduki et Lipiny.

Le 8 janvier, une grève éclata dans la mine Heinitz à Bytom, où le collectif exigeait l'instauration du contrôle ouvrier, la proclamation d'un gouvernement comprenant Karl Liebknecht, le chef des communistes allemands, et l'ouverture de la frontière avec la Pologne. Une délégation de citadins riches terrifiés de Bytom demanda aux autorités l'extension de l'état de siège à l'ensemble du secteur industriel.

À Gliwice, il fut décidé de déclencher les sirènes des entreprises industrielles en cas de révolte ouvrière, « *ce qui avertira tous les citoyens qu'ils doivent se terrer dans leurs demeures et fermer leurs portes* ». À Bobrek, près de Bytom, les ouvriers s'emparèrent d'un convoi de plusieurs centaines de carabines, aussitôt distribuées parmi les mineurs de la mine Johanna. Miechowice fut le siège de heurts avec les soldats chargés de protéger le directeur de la mine « Preussen ». À Raciborz, les ouvriers attaquèrent l'usine Hegenscheid pour y saisir des armes. Dans la mine « Debiensko », à Czerwionka, les mineurs plantèrent le directeur sur une brouette et l'expulsèrent. Ces actions

spontanées n'étaient pas coordonnées entre elles même si la police y voyait partout « *les menées des spartakistes* ».

Le 16 janvier se tient à Katowice une conférence d'arbitrage (médiation) avec la participation d'un membre du gouvernement ; le ministre Hirsch donna lecture d'une résolution des employeurs affirmant qu'« *ils ne peuvent sous aucune condition donner leur accord aux revendications des ouvriers, d'abord parce qu'ils ne possèdent rien (!), ensuite parce que ces revendications sont le produit de l'agitation polonaise et bolchévique* ». Pourtant, un peu plus tôt, le président de la régence d'Opole avait, dans un mémoire adressé à Berlin, demandé que l'on multiplie par cinq le nombre de soldats déployés en Haute-Silésie.

Pendant ce temps-là, les communistes silésiens s'associaient au KPD en prenant la forme d'une section de Haute-Silésie de ce parti et en affirmant en même temps leur décision de s'abstenir aux élections à l'Assemblée constituante allemande. En même temps, à Mikulczyce, village ouvrier près de Bytom, sur 3 165 voix annulées, 2 916 s'étaient démonstrativement portées sur Karl Liebknecht.

Dans toute la région, plus de cinquante personnes engagées dans les mouvements de protestations ouvrières furent arrêtées. Les peines prononcées furent sévères. Un ouvrier fut ainsi condamné pour le seul fait d'avoir porté un drapeau rouge pendant les manifestations. Le 22 mars, l'armée occupa le local des communistes à Rozbarek.

Le Conseil national polonais exigea alors des autorités allemandes la formation d'une garde polonaise citoyenne contre les communistes. Selon le ministre des Affaires étrangères polonais à Varsovie, le danger était sérieux en Silésie que la terreur déchaînée par les Allemands « *ne pousse des secteurs significatifs de la*

(1) Ce fut le plus grand massacre d'ouvriers en Silésie. Il n'était pas commémoré en Pologne « populaire » parce que trop de noms de victimes étaient allemands, contre la vision promue de « la Silésie toujours polonaise ». L'an dernier, le maire de la ville a également décidé de ne pas le commémorer, dans le climat de propagande anticommuniste.



*population ouvrière sur les voies du bolchevisme* ». Il affirmait aussi que les organisations nationales polonaises « *s'opposent énergiquement aux grèves dans la mesure où elles doivent être organisées conjointement avec les spartakistes* ».

La direction de la police de Katowice évaluait le nombre de membres du parti communiste en Haute-Silésie à 20 000-25 000 et ajoutait que ces derniers gagnaient en popularité aux dépens du camp national polonais (cela signifierait qu'il s'agirait alors de la plus grande région du KPD en Allemagne). On pouvait aussi observer des signes de radicalisation dans les rangs des sociaux-démocrates allemands et des socialistes polonais. La crise, les ruptures d'approvisionnement, la tension régnante mettaient à l'ordre du jour la question de l'insurrection armée, de plus en plus souvent évoquée, et dont des explosions se multipliaient dans l'Allemagne de l'époque. Question : qui serait à sa tête ?

Les milieux nationaux polonais reportèrent le déclenchement de l'insurrection anti-allemande au milieu d'avril 1919, autant à cause de la mauvaise situation militaire de la Pologne que par peur que les communistes ne prennent la tête du mouvement.

Au début d'avril éclata une grève de 300 000 mineurs dans le bassin de la Ruhr, où travaillaient aussi beaucoup de Silésiens.

À leur tour, les communistes décidèrent de décréter la grève générale en Silésie le 30 avril. Mais deux jours auparavant, une grève éclata dans les centrales électriques, grève qui, le lendemain s'étendit, à de nombreuses mines et à l'entreprise « Donnesmarck » à Zabrze. Les manifestations du 1<sup>er</sup>-Mai furent massives ; il y eut plusieurs milliers de manifestants à Zabrze et à Bytom. Dans de nombreuses localités, des Polonais et des spartakistes ont marché séparément, mais il y eut aussi souvent des manifestations communes. Le 3 mai, des marches polonaises se déroulèrent à l'occasion de la fête polonaise. Le quotidien social-démocrate *Volkswille* écrivait à propos des grèves du 1<sup>er</sup> et du 3 mai : « *Hier, des collectifs ouvriers ont fait grève par sympathie pour les communistes, aujourd'hui ils font grève pour les*

*Polonais*. » La grève s'éteignit au début de mai.

D'après une rumeur, cinquante marins venus de Berlin à Katowice et cachés par les ouvriers dans les mines devaient assassiner les directeurs et les employés.

Les autorités allemandes et les dirigeants du camp national polonais s'accusèrent mutuellement de se ranger du côté des « bolcheviks ».

La grande politique s'en mêle alors. Le 7 mai 1919, la délégation allemande aux négociations de paix se voit remettre les conditions du traité de paix qui prévoient le rattachement de la Haute-Silésie à la Pologne. Berlin répondit que, privée de cette région, l'Allemagne ne pourrait régler les réparations de guerre.

En juin, une nouvelle série de grèves éclatèrent dans les mines et les centrales électriques. Une insurrection pro-polonaise éclata. À la suite de rumeurs sur l'éventualité d'une grande grève d'ouvriers agricoles, des équipes d'étudiants et de professeurs des collèges se constituèrent pour venir en aide aux propriétaires terriens ; des unions de locataires se formèrent ici et là contre les loyers trop élevés.

Le 28 juin, le Traité de Versailles est signé. Le plébiscite doit décider du sort de la Silésie. Sur le territoire soumis au plébiscite, les conseils de soldats et d'ouvriers sont dissous.

## De quel côté ?

Le 11 août éclate une grande grève sur le terrain favorable créé par les communistes, mais déjà dominé par le camp polonais. En plus de leurs revendications salariales, les grévistes exigent la réouverture des entreprises immobilisées et la libération des prisonniers politiques. Le camp national déchaîne la répression contre les communistes et interdit leur propagande. Les rangs du Parti communiste en Silésie fondent brutalement. Le choix de la nationalité – polonaise ou allemande – se révèle plus fort.

À Myslowice, le *Grenschutz* tire sur les ouvriers et en tue SEPT. Des groupes de conspirateurs polonais engagent spontanément la lutte et déclenchent ce que l'on appelle la première insurrection polonaise. À Nikiszowec, les frères Szweda,

militants d'un groupe communiste, dirigeants du conseil d'entreprise de la mine « Giesche », entraînent les mineurs derrière eux et désarment la compagnie du *Grenschutz*.

Les luttes se prolongent et le Conseil national polonais (NRL) approuve la décision du soulèvement. Mais la supériorité allemande tarit l'élan spontané au bout de quelques jours. Des milliers de fuyards franchissent la frontière de la Pologne dans l'attente d'un nouvel élan. Ce premier soulèvement est celui qui eut le caractère de classe le plus prononcé. Les insurgés occupèrent les mines, comme le souligne le Premier ministre de Prusse (la Silésie faisait partie de la Prusse, en Allemagne) en les déclarant « *propriété du peuple* » (*Nationaleigentum*).

Le rapport du *Landrat* de Pszczyna sur le territoire de laquelle explosa le soulèvement souligne : « *À mon sens, les causes du putsch et de son développement s'appuyaient sur un fondement spartakisto-bolchevique. Les éléments polonais officiels (grosspolische) ne sont selon moi certainement pas leurs organisateurs.* »

Les cercles nationalistes polonais officiels de Silésie adoptèrent la même position : « *Les agitateurs polonais n'ont pas prêté la main à cette entreprise, mais plutôt des individus louches, des envoyés du communisme et bolchevisme* », écrit le journal polonais *Gornoslazak* le 22 août.

Loin de la Silésie, le journal communiste polonais *Swit* édité à Vienne publiait en août 1919 un article de Jozef Rotstadt-Krasny (2) exigeant la création d'une république ouvrière minière sur le territoire de la Haute-Silésie, du bassin de Dabrowa et de la Silésie de Tessin (3).

## La colonie de Haute-Silésie

Au début de 1920, les troupes des alliés (Français, Anglais, Italiens) arrivent en Silésie pour garantir la tranquillité dans une région agitée (les communistes organisent d'ailleurs une agitation parmi ces soldats, ce que craignait surtout le commandement des troupes italiennes). La région devint un protectorat de l'Entente victorieuse et le pouvoir principal était exercé par la Commission interalliée char-

gée de diriger la région et d'organiser le plébiscite, qui siégeait à Opole. Les Polonais constituèrent un Comité polonais du plébiscite (PKP) dirigé par Korfanty ; les Allemands formèrent un comité similaire dirigé par le docteur Kurt Urbanek.

Dans une proclamation de janvier 1920, le PKP se prononce contre les grèves et appelle à « *dénoncer les fauteurs de grève* ».

La Commission interalliée du plébiscite, elle, affirme, dans une proclamation du 11 février : « *La Commission poursuivra [en justice] impitoyablement ceux qui appelleraient à des luttes de classes.* »

Cependant, la vague révolutionnaire reflua en Pologne et en Allemagne. Aucun délégué de Silésie n'assista au congrès du KPD en février 1920 ; le parti commença pratiquement à se désintégrer et cette crise atteignit toutes ses fédérations en Allemagne. Les forces de droite qui rêvaient de rétablir la monarchie et « la grande Allemagne » essaient alors d'utiliser la dislocation et l'affaiblissement du mouvement ouvrier. Le 13 mars 1920 se produit à Berlin le putsch de Kapp, auquel répond un mouvement de grèves dans tout le Reich. Pourtant, la Haute-Silésie reste silencieuse car la question nationale y a divisé la gauche polonaise et allemande ainsi que le mouvement syndical, dont les sections déclenchèrent néanmoins des grèves en avril, où des collectifs allemands et polonais lancèrent des protestations économiques.

(2) Jozef Rotstadt-Krasny était l'envoyé des communistes polonais dans le bassin polonais de Dabrowa, à côté de la Silésie, où il y avait un très fort mouvement de conseils ouvriers. Il fut ensuite délégué auprès de la République des conseils de Hongrie, rédacteur de l'hebdomadaire communiste polonais *Swit* à Vienne et finalement militant du... Parti communiste de Haute-Silésie. Un véritable missionnaire de la révolution...

(3) La Silésie de Tessin – au sud de la Silésie allemande – faisait partie avant 1918 de l'Autriche-Hongrie, avec un très fort mouvement ouvrier multinational. Il y existait une structure de coordination de sociaux-démocrates polonais, tchèques et allemands, appelée l'Internationale d'Ostrava. Finalement, la région fut divisée entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. Dans la partie tchécoslovaque, ce fut un bastion du Parti communiste.

Le *Dziennik Slaski* (quotidien silésien) écrivit alors : « *Si les Allemands veulent faire grève, qu'ils fassent la grève, mais qu'ils nous fichent la paix.* »

En août 1920, l'Armée rouge se tenait aux portes de Varsovie. Le camp pro-allemand utilisa cette situation pour provoquer des incidents anti-polonais en essayant d'affaiblir l'appareil polonais lors de la campagne du plébiscite. De leur côté, les communistes organisèrent des manifestations de protestation pour la défense de la Russie soviétique, par exemple dans la mine Luiza, à Zabrze. Michel Korfanty proposa alors de déclencher une nouvelle insurrection. Après qu'une police commune polono-allemande a été mise en place sur le territoire soumis au plébiscite, les conditions de l'activité pro-polonaise s'améliorèrent, d'autant que la guerre polono-soviétique avait engendré un changement d'état d'esprit en Silésie. Les deux camps nationaux développèrent une impitoyable lutte de propagande sans reculer devant les assassinats politiques.

Le 26 septembre 1920, soixante-huit délégués qui venaient de quitter le Parti socialiste polonais se réunissent à Krolewska Huta et fondèrent le nouveau Parti communiste de Haute-Silésie, en parallèle avec la fédération du KPD de la région. Le journal *Czerwony Sztandar* [Le Drapeau rouge] publia un article important intitulé : « La guerre pour la colonie de Haute-Silésie ».

Vu la tension croissante de la situation dans la région, il fut finalement décidé d'unir une section régionale du KPD, du PC de Haute-Silésie et des socialistes indépendants allemands. Le 12 décembre à Hajduki, dans une salle décorée de portraits de Lénine et de Trotsky, se tint le premier congrès du nouveau Parti communiste de Haute-Silésie. Le Parti comptait alors 5 600 membres répartis en 73 groupes (les plus grands, qui comptaient plusieurs centaines de membres, étaient ceux de Zaborze, Wielkie Hajduki et Swetochlowice). Le manifeste du parti déclare : « *Nous combattons dans l'unité la criminelle lèpre nationaliste engendrée par les larbins du capitalisme, qui ne profite qu'à la bourgeoisie au détriment des travailleurs.* » Après

des discussions tempétueuses, le congrès décide à une majorité infime de boycotter le plébiscite, tout en acceptant de laisser à ceux qui voteraient la liberté de choix (paradoxalement, cela pouvait favoriser la diminution du nombre de voix des travailleurs allemands en faveur de l'Allemagne, alors que le milieu ouvrier polonais était déjà mobilisé en majorité par le camp national polonais).

Le siège du parti se trouvait dans une vieille auberge de métallurgistes de Gliwice. Le parti, pendant un certain temps, disposa même de sa propre imprimerie et publiait des brochures et mêmes des journaux (en allemand *Oberschlesische Rote Fahne* [le Drapeau rouge de Haute-Silésie] et en polonais le *Czerwony Sztandar*). En liaison avec le Parti communiste de Haute-Silésie agissait aussi le syndicat *Freie Arbeiter Union*, qui comptait quelques milliers de membres, ainsi que des organisations vraisemblablement plus petites : Union de gymnastes, Groupes de jeunes prolétaires espérantistes, une Union de libres penseurs et même un Club de sport pour enfants.

## Le choc décisif

Au printemps 1921 se produit une nouvelle aggravation de la conjoncture économique, qui radicalise les masses. La production s'effondre. Des lock-out massifs s'ensuivent, parfois annoncés seulement deux heures avant la fin du travail. Les salaires baissent brutalement. Le 6 mars, Korfanty déclare : « *Les grèves et les désordres ne font qu'apporter de l'eau au moulin des Allemands.* »

Le 24 mars 1921, le Parti communiste de Haute-Silésie publie un appel exigeant l'armement des travailleurs, afin de faire barrage à une guerre polono-allemande. Lors du plébiscite, 59,6 % des électeurs, soit 700 000 électeurs, se prononcent pour l'Allemagne par crainte pour leur avenir dans la Pologne tout juste restaurée ; 48 000 personnes seulement se prononcent pour la Pologne.

En avril 1921, des heurts sanglants entre la police et les ouvriers se produisent à Cologne, Essen, Düsseldorf

Le contingent britannique doit abandonner temporairement la Silésie pour affronter une grande grève des mineurs

dans les îles britanniques. Le 20 avril, la grève éclate dans la mine de Gliwice pour protester contre le licenciement de huit mineurs, dont certains avaient manifesté officiellement leur attachement à la Pologne. Dans plusieurs entreprises, des actions d'aide financière et de fourniture de ravitaillement sont organisées en leur faveur. Le 2 mai, 4 000 mineurs rejettent l'ultimatum de la direction et sont licenciés. Une grève de solidarité soulève plusieurs mines. Le 4 mai, décision est prise de convoquer un congrès des conseils d'usine afin d'élargir l'action de protestation, mais c'est alors qu'éclate une nouvelle insurrection polonaise, la troisième et la plus importante.

Dans une note aux gouvernements de l'Entente, Korfanty écrit alors :

*« Je me suis porté à la tête de ce mouvement pour que ce mouvement d'un peuple exaspéré et armé ne se transforme pas en anarchie sous l'influence d'individus criminels, en réponse à l'exigence des insurgés et des ouvriers en grève. »*

Le 4 mai, le congrès des conseils d'usine tenu à Zabrze – congrès certes peu nombreux, les insurgés ayant bloqué la ville – élit un conseil ouvrier central qui recommande la constitution des sections d'autodéfense ouvrière (*Arbeiterwehr*) et décide d'instaurer le contrôle ouvrier dans les mines. Rien ne sort de ces décisions et la réunion du conseil le 8 mai à Zabrze fut dispersée par les insurgés.

Plus tard, lors du dixième anniversaire de l'insurrection, Korfanty affirmera :

*« La peur devant le mouvement bolchevique nous poussa à annuler la grève générale dès le 6 mai. »*

Toute la presse insurgée était pourtant pleine d'une phraséologie révolutionnaire et ouvrière. Les insurgés lancèrent même un appel « Aux ouvriers du monde ».

Bien que le Parti communiste de Haute-Silésie se soit prononcé résolument contre « le putsch nationaliste », beaucoup de communistes se retrouvèrent dans les rangs des insurgés. Significatif est le personnage de Ludwik Wilczek de Katowice : jeune ouvrier, qui a déserté des bataillons polonais-silésiens quand ceux-ci devaient être envoyés contre les bolcheviks à l'Est, après s'être engagé dans la groupe terroriste polonais qui a

liquidé les officiers allemands en Silésie, en même temps il a été un militant d'autodéfense communiste (et vingt ans après combattant des Brigades internationales en Espagne).

Le manifeste publié le 10 mai par Korfanty affirmait :

*« Ceux qui écartent leurs concitoyens du travail, qui font de l'agitation pour poursuivre la grève, violent les droits des citoyens à la liberté et à la propriété seront punis conformément au droit de la guerre par la peine de mort ou par une longue peine de prison. »*

Cette mesure ne fut heureusement pas appliquée, mais dans les territoires occupés par les insurgés une brutale répression s'abattit sur les militants de la gauche radicale.

Le chef de la gendarmerie des insurgés ordonna d'organiser la surveillance des personnes soupçonnées de sympathies procommunistes. Certaines d'entre elles furent arrêtées à Bytom, Zabrze et Krolewskaia Huta. La gendarmerie insurgée battit à mort Franciszek Bochynk de Swietochlowic, rédacteur en chef de *Czerwony Sztandar*, conseiller à l'usine métallurgique Bismarck, à Wielkie Hajduki. Son frère Brunon, également conseiller dans cette entreprise, fut fusillé. À Swietochlowice, dix-huit communistes furent arrêtés et passés à tabac. À Lagiewniki, un ouvrier fut battu pour le simple fait d'être abonné à la presse communiste... *L'insurgé*, l'organe principal des insurgés, écrivait le 9 juin :

*« Que les autorités arrêtent et punissent sévèrement et tout de suite quiconque affirme qu'il n'est ni d'un côté ni de l'autre. »*

La centrale berlinoise du KPD avait une autre appréciation de l'insurrection polonaise. Elle y vit une révolte des ouvriers polonais contre la terreur déchaînée par la réaction allemande. Les corps francs réactionnaires (*Freikorps*), rendus célèbres auparavant par leur répression sanglante des ouvriers, s'engagèrent vite dans la lutte contre les insurgés. L'explosion de l'insurrection servit de prétexte à des actions anticommunistes dans les territoires occupés par les Allemands.

La presse allemande écrivit que dans les gares de Leipzig et Dresde les comi-

tés ouvriers avaient appréhendé dans les trains les volontaires nationalistes qui partaient combattre en Silésie et les en avaient chassés. Les services de renseignements polonais notèrent que les communistes allemands attribuaient à l'insurrection une grande importance, parce qu'ils craignaient que son écrasement ne signifie la victoire des forces nationalistes en Allemagne.

Le 12 octobre, le Conseil de la Ligue des nations recommanda le partage du territoire soumis au plébiscite. La frontière entre la Pologne et l'Allemagne traversa

la Haute-Silésie. Dès lors, l'histoire du conflit national obscurcit l'histoire de la Silésie ouvrière insurgée (4). ■

**Dariusz Zalega**

---

(4) Dans la partie polonaise de Silésie, le Parti communiste a été délégalisé, mais les communistes restent très forts en Silésie allemande. En 1924, ils ont gagné par exemple les élections dans la ville d'Hindenburg (actuel Zabrze) – en obtenant 50 % de voix – et voulaient changer le nom de la ville en... Leninburg. Finalement, la décision a été bloquée par le gouvernement de Berlin.

# La grève générale de 1918 en Suisse dans son contexte économique et social

par Claude Cantini

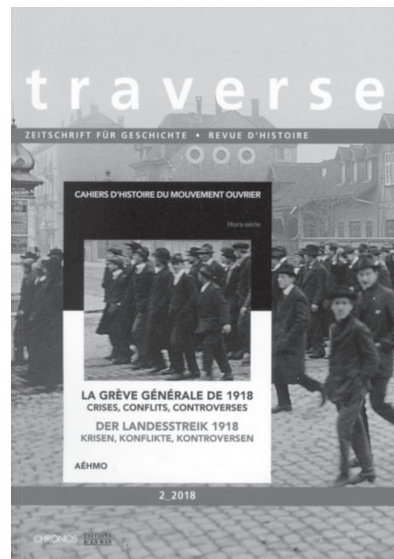
**N**é à Livourne en 1929, Claude Cantini émigre clandestinement en Suisse en 1954 pour échapper au service militaire. Il reçoit une formation d'infirmier en psychiatrie à l'hôpital de Cery, près de Lausanne, où – naturalisé suisse en 1967 – il travaillera jusqu'en 1989. Il est bien connu comme militant syndical et pour ses travaux d'historien. L'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO, dont il est membre) a saisi l'occasion de ses 90 ans pour rassembler enfin nombre d'études et de chroniques de dimensions variables, publiées dans divers journaux, revues ou brochures, ou encore inédites.

## 1. La situation économique

La première loi fédérale sur les fabriques, celle de 1877, fut révisée et remplacée par une nouvelle loi, en 1914, qui prévoyait une durée de travail hebdomadaire de 59 heures.

Dans les entreprises de transports et les fabriques touchées par la loi, la journée moyenne oscillait ainsi entre 10 et 11 heures ; dans les autres fabriques (non soumises à la loi fédérale), la durée de travail journalière atteignait souvent 15 heures. Seules certaines industries liées à la production du matériel de guerre admirent les 8 heures dès 1917.

La revue suisse : *Les cahiers du mouvement ouvrier*. D.R.



De 1901 à 1910, 300 000 personnes passèrent de l'agriculture à l'industrie et 200 000 de la campagne à la ville. La population citadine représentait environ 25 % du total. L'agriculture, avec une population de 1,15 millions de personnes, occupait 33 % de la main-d'œuvre et l'industrie 47 %, soit un demi-million d'ouvriers correspondant à environ 1,5 million d'habitants. 300 000 personnes étaient en outre occupées dans le commerce, 180 000 dans les transports et 200 000 dans les professions libérales.

Le revenu moyen annuel d'un gros paysan était, en 1910, de 6 600 francs. « Si la position du paysan à forte exploi-

tation est excellente, celle du petit paysan est médiocre mais tend à s'améliorer. Ce dernier est certainement une victime économique, mais une victime sur le pain de laquelle on a laissé une bonne couche de beurre. Et puis il sait se défendre, car il est, en Suisse, la grosse puissance politique électorale et il sait, dans les traités de commerce, utiliser au mieux sa puissance », écrit P. Sublet dans son ouvrage *La Situation sociale en Suisse*, publié en 1914.

## Salaires de misère

Que dire alors du sort de la victime qu'était l'ouvrier. Les salaires variaient, suivant les métiers, de 3 à 10 francs par jour ouvré (*ouvrable – note des CMO*), soit une moyenne annuelle, sans chômage, de 1 500 francs. De ce fait, la nécessité d'économiser se faisait sentir jusque dans la nourriture et les effets de la sous-alimentation n'étaient malheureusement pas rares. Le loyer annuel moyen par pièce était de 179 francs à Zurich, 190 à Vevey, 203 à Berne et 217 francs à Lausanne. Dans l'ensemble, le mètre cube d'air des maisons les plus misérables coûtait deux fois plus cher que celui d'une villa de luxe.

Rien d'étonnant si le logement de l'ouvrier (sauf dans les villages industriels de la Suisse alémanique) était des plus exigus : à Fribourg 35 % des appartements n'avaient qu'une chambre ; à Berne 36 % des 5 500 logements ouvriers n'avaient pas de cuisine suffisante, 86 % pas de toilettes hygiéniques, 56 % pas d'eau courante, 16 % pas de chauffage ; à Lausanne, l'enquête municipale de 1894 démontra que le logement absorbait un quart du salaire de l'ouvrier et cela pour des appartements humides dans une proportion de 7,6 % (36 % en 1912) et manquant totalement d'hygiène ; en 1913, le loyer représentait un tiers, parfois la moitié du salaire. À Genève, c'était encore pire.

La « solution » adoptée fréquemment était la sous-location, au détriment de la santé et de la moralité. « Rien n'est plus commun que de voir une famille d'ouvriers louer deux chambres sur trois et s'entasser dans une pièce unique, la moins belle et la moins bien exposée de l'appartement », écrivait Ch. Naine en 1913. Il ne faut dès lors pas s'étonner si,

à Lausanne, la mortalité infantile était de 10 % dans les quartiers riches et de 36 % dans les quartiers pauvres (1).

## Chômage endémique

Comme si les bas salaires ne suffisaient pas, le travail n'était pas assuré pour tout le monde et le chômage (sans indemnité) frappait en moyenne 5 % des ouvriers, c'est-à-dire environ 20 000 travailleurs ; ce qui signifiait 100 000 personnes sans pain. Les caisses de pensions étaient, en outre, inexistantes ou rares et lors de la votation populaire de 1912 on parlait encore de l'encouragement à l'assurance maladie – par des subventions versées aux caisses, par la liberté laissée aux cantons de la rendre obligatoire – et de la création d'une assurance nationale en cas d'accidents de travail.

Malgré le grand nombre de caisses de secours communales ou privées – ces dernières au nombre de 3 700 – et leur richesse (la Bourse des pauvres de Neuchâtel gérait 21 millions, celle du canton de Vaud 15, celle de Genève 6), la demande d'aide était telle qu'elles ne suffisaient pas aux besoins. Le total des assistés était en effet énorme : 12 000, en 1913, pour la seule ville de Genève. Il s'agissait de chômeurs, bien sûr, mais aussi de travailleurs vraiment trop mal payés : surtout ceux qui travaillaient à domicile (55 000 pour les industries horlogère, textile et de l'habillement) et qui représentaient la dernière catégorie prolétarienne avec des salaires atteignant un maximum de 1 franc 50, par jour pour les femmes et 2 francs 50 pour les hommes, et des minima de 12 centimes l'heure dans la ganterie et le tricotage.

Et pourtant la Suisse d'avant 1914 était déjà un pays riche avec une fortune évaluée à 32 milliards. Seulement cette fortune était fort mal répartie : à Zurich, par exemple, pour 64 000 personnes sans fortune aucune, 767 possédaient 100 000 à 200 000 francs, 149 de 500 000 à 1 million de francs, et 98 plus d'un million ; sur le plan national, 24 milliards appartenaient à

(1) L'entérite des petits enfants avait droit à une rubrique dans la statistique de la mortalité et venait au troisième rang des décès (4 134 cas en 1911).

la propriété dite individuelle, concentrée cependant dans les mains d'un petit cinquième de la population helvétique.

Cette situation n'était pas, et ne pouvait pas être acceptée passivement par tout le monde ; en 1914, les associations ouvrières groupaient 250 000 membres, dont 160 000 affiliés soit aux différentes caisses mutuelles, soit à la Société du Grütli, le reste se répartissant entre l'Union syndicale suisse (65 000 membres) et les syndicats catholiques (25 000).

### Les « listes noires »

La proportion des travailleurs organisés était donc trop faible, cette faiblesse étant à la fois la cause et l'effet de l'existence des ignobles « listes noires » grâce auxquelles les patrons refusaient le travail aux ouvriers compromis par leur activité syndicale ou leur participation aux grèves.

Car les grèves étaient fréquentes, même si les résultats atteints n'étaient que rarement valables par « *manque de solidarité, mais aussi en raison de la pression des autorités qui se mettaient régulièrement du côté des patrons : quand les grèves prenaient de l'extension, on levait non seulement la gendarmerie, mais aussi la troupe, soi-disant pour maintenir l'ordre, en réalité pour faire peur aux ouvriers et jeter la crainte dans leurs familles* » (P. Perrin, *La grève générale de 1918*, p. 332).

Malgré la mobilisation et le départ des ouvriers étrangers, le chômage devint de plus en plus grave (sur 9 % des travailleurs non mobilisés, 22 % n'étaient occupés que partiellement), des milliers d'ouvriers furent brusquement congédiés et ceux qui restèrent dans les usines durent consentir à des réductions de salaire et de leur journée de travail ; le renvoi des domestiques privés et la fermeture des hôtels provoquèrent une recrudescence du chômage féminin. Après plusieurs mois seulement, une certaine amélioration se fit sentir sur le marché du travail, ceci surtout à la suite de la reconversion vers l'industrie de guerre de pas mal d'entreprises métallurgiques et horlogères (la main-d'œuvre spécialisée – devenue rare à cause de la mobilisation – fut alors particulièrement recherchée). Le Conseil fédéral ayant suspendu l'application de la loi sur les fabriques et

les internés travaillant pour peu de chose, les salaires restèrent cependant nettement inférieurs, n'atteignant parfois que 50 % de ceux, déjà bas, de 1914. En 1917 ils avaient à peine augmenté d'un quart.

### Renvois de personnel à la Confédération

En 1915, le personnel fédéral se vit supprimer les augmentations triennales et interdire toute promotion aux postes devenus vacants. En outre, des milliers d'employés auxiliaires furent licenciés et tous les apprentis des CFF renvoyés. Dans les compagnies de chemin de fer privées, qui étaient au nombre de cent environ, les salaires avaient été réduits de 25 à 50 % au début de la guerre et la misère était si grande que les cheminots fédéraux organisèrent, malgré leurs propres difficultés, une collecte pour les plus malheureux.

La crise fut particulièrement sensible dans le bâtiment, un nombre considérable d'appartements devenant vacants à la suite du départ des travailleurs étrangers mobilisés et aussi du retour à la campagne de nombreuses familles de mobilisés suisses. En effet, pour les familles paysannes la mobilisation, quoique grave, puisqu'elle signifia le départ des hommes valides ainsi que la réquisition des animaux de trait avec les inconvénients qui en résultèrent dans les travaux agricoles, ne se répercuta pas aussi fâcheusement qu'à la ville sur le logement et la nourriture (il n'y avait pas à l'époque de caisses de compensation et les familles des mobilisés vivaient de quelques maigres subsides et de bons de pain et de lait).

### La pénurie déclenche la spéculation et un renchérissement catastrophique

Au moment de l'éclatement de la guerre, les entraves apportées aux exportations et au transit gênèrent l'économie suisse davantage que la mobilisation ; le ravitaillement du pays n'était presque pas organisé et laissé pratiquement aux mains des gros importateurs, à l'exclusion du blé dont le prix augmenta néanmoins de 73 %



en un an. M. Aubert écrivait en 1915 : « *Les intermédiaires qui ont pu s'assurer un certain stock ne le cèdent qu'avec une marge de bénéfice bien supérieure à celle dont ils se seraient satisfaits en temps normal.* »

Les importations ayant cessé, le marché manqua souvent de charbon et même de pommes de terre et l'indice des prix (sans contrôle) passa de 132 en 1916 à 169 en 1917 et 220 en 1918. La brusque pénurie de moyens de transports et leur renchérissement (les frets maritimes sextuplèrent) ne facilita pas les choses et l'ordonnance du Conseil fédéral contre l'usure resta pratiquement sans effet. La situation devint au contraire plus grave quand des spéculateurs mirent la main sur les produits alimentaires suisses pour leur faire passer la frontière par toutes sortes de voies détournées, voire par contrebande, ce qui contribua encore à la hausse des prix et à la pénurie de vivres.

À la suite de l'octroi par le Conseil fédéral du monopole exclusif de vente à l'étranger à l'Union suisse des exportateurs de fromage en juillet 1915, le prix du lait monta, le mois suivant à 26 centimes, l'exportation de fromage et de lait condensé dépassant les chiffres d'avant-guerre. L'étranger payant le gros prix, le peuple suisse n'avait qu'à se priver de ses produits ; bien plus, pour se chauffer, il fut obligé de payer cher le charbon allemand dont le coût avait augmenté en proportion de la spéculation alimentaire helvétique. En 1916, en plus du fromage et du lait condensé, la bourgeoisie marchande suisse exporta aussi 158 000 quintaux de lait frais, 200 000 quintaux de chocolat et 60 000 têtes de bétail.

Le renchérissement frappa donc particulièrement les produits agricoles, les gros paysans bénéficiant souvent aussi de la spéculation ; quant aux petits, ils payèrent au contraire leur part par le biais de la forte hausse du prix des terrains.

Si tous les produits destinés à l'industrie renchérirent fortement (charbon 10 à 15 %, pétrole 40 %, cuivre 36 %, aluminium 100 %, plomb 20 %, étain 13 %, zinc 300 %), la hausse fut de 15 à 35 % pour la viande, de 25 % pour les farines, de 10 % pour les produits laitiers, de 50 % pour les œufs, de 30 à 40 % pour les pâtes,

de 20 % pour le riz, de 20 % pour le sucre, de 40 % pour le cacao.

De 1914 à 1918, le prix du porc passa de 2 francs 40 à 9 francs le kg, celui du lard de 2 francs 60 à 12 francs, du saindoux de 2 à 5 francs, du bœuf de 2 francs à 4 francs 60, du pain de 35 à 75 centimes, de la farine de 45 à 84 centimes, du riz de 80 centimes à 1 franc 05, du lait de 23 à 32 centimes, du beurre de 3 francs 60 à 7 francs 80, de l'huile de 1 franc 80 à 5 francs 75, du fromage de 2 francs 20 à 4 francs 20, des œufs de 10 à 50 centimes la douzaine, de la farine de maïs de 30 à 80 centimes, des pâtes de 55 centimes à 1 franc 42, du sucre de 55 centimes à 1 franc 48, des pommes de terre de 10 à 30 centimes. Le prix de cent kilos de coke monta de 4 francs 80 à 25 francs, les briquettes de 4 à 20 francs, les boulets d'antracite de 5 à 28. On ne s'étonnera pas si les protestations contre la vie chère devinrent de plus en plus fréquentes (une des plus importantes fut celle organisée en août 1917).

## Le peuple sous-alimenté

Ainsi, « *tandis que la sous-alimentation, la faim même, s'étendaient à d'autres milieux que la classe ouvrière proprement dite, c'est-à-dire aux employés et aux fonctionnaires, dans l'agriculture, les gros paysans, surtout, firent de bonnes affaires et certaines industries réalisèrent des bénéfices considérables et versaient des dividendes jusqu'à 25 %* » (P. Perrin, *La grève générale de 1918, Revue syndicale*, p. 333).

Dès 1916, une « carte bleue » donna droit à l'achat de denrées alimentaires à prix réduits (en 1918, les bénéficiaires de cette mesure s'élevaient à 692 000), le rationnement du sucre, du riz et de la viande n'intervint qu'en janvier 1917, celui du pain en octobre 1917 et celui de la graisse, du fromage et du lait entre mars et juillet 1918. C'est dire que le marché noir, l'accaparement et la spéculation eurent trop longtemps beau jeu.

## 2. La situation politique

Vers le milieu du siècle passé il était possible de se proclamer socialiste tout en étant membre du parti radical (...).

En septembre 1864, voit le jour à Londres l'Association internationale des travailleurs, dont la première section suisse est celle de Genève (début de 1865), suivie, la même année, par celles de Lausanne, Vevey et Montreux (en avril aura lieu dans le canton de Vaud la grève du bâtiment).

Le premier congrès de l'AIT se tient du reste à Genève en septembre 1866 et le deuxième, à Lausanne, en septembre 1867 (entre temps des sections AIT se créent à Nyon et Rolle) ; le congrès de 1868 aura lieu à Bâle.

Mais, bientôt, le conflit entre internationalistes autoritaires (marxistes) et libertaires (bakouninistes) s'aggrave et scinde le mouvement internationaliste suisse entre Genevois et Jurassiens. À la suite du congrès de la Fédération romande de la Première Internationale (La Chaux-de-Fonds, avril 1870), la scission devient effective entre socialistes et anarchistes et ces derniers fondent, sous l'impulsion de James Guillaume, la Fédération jurassienne, dont l'existence, en tant que mouvement anarchiste organisé, se terminera en 1880.

Cette tendance s'était développée dès 1867 surtout dans le Jura (Le Locle, La Chaux-de-Fonds et le Vallon de Saint-Imier) ; dans le reste de la Suisse, son influence, quoique favorisée par l'arrivée des réfugiés de la Commune de Paris, se limite aux localités de Genève, Lausanne, Vevey, Berne (où parut jusqu'en 1877 l'organe alémanique *Arbeiter Zeitung*), Zurich et Bâle. Cependant, à l'exclusion peut-être de Vevey, l'anarchisme ne fut jamais majoritaire dans la classe ouvrière, dont les dirigeants restèrent fidèles à Marx. Dans le Jura même, la Fédération devint peu à peu minoritaire, dépassée par le syndicalisme de tendance socialiste.

## Des sociétés du Grütli au PSS

En 1887, le Vaudois Aloys Fauquez fonde une Fédération des Sociétés du Grütli (la première de ces sociétés étant celle de Genève, créée en 1835 par des Alémaniques comme société de chant et devenue, dès 1838, un groupement pour l'éducation radicale parmi les ouvriers) ; les membres sont recrutés surtout parmi

les enseignants et les ouvriers et il est indéniable que les ouvriers « grutliens » forment à l'époque l'élite du prolétariat suisse non-anarchiste (localement les sociétés adhèrent à l'Union ouvrière). Deux ans plus tard naît à Lausanne le journal *Le Grütli*, équivalent romand de l'alémanique *Grütlianner* qui paraît depuis 1851.

Mais, peu à peu, la distinction des grutliens entre radicaux et socialistes se fait de plus en plus nette et, quand en 1888 se crée le Parti socialiste suisse (PSS), de nombreux membres des sociétés du *Grütli* y adhèrent en attendant la fusion du *Grütli* avec le PSS en 1901 ; en Suisse romande aussi *Le Grütli* deviendra (de 1909 à 1917) l'organe du Parti socialiste. Les grutliens formeront cependant, au sein du Parti socialiste, l'aile droite qui se concrétisera de façon irréversible dès 1914 et aboutira, en 1916, à la scission : les « social-patriotes », ralliés à la politique militaire de la Suisse, formeront ce

Quatrième Année. — N° 43.



**Le Falot**  
CRITIQUE POPULAIRE DU VALAIS  
PARAISSENT LE PREMIER DE CHAQUE MOIS  
ABONNEMENT 1 fr. — E. 1.50  
Il contient le journal

1<sup>er</sup> Décembre 1918.

Les correspondances sont reçues jusqu'au 15. Dernier délai pour les correspondances de la Suisse.

Il n'est pas tenu compte des envois étrangers ou qu'on ne puisse pas envoyer d'un pays.

En cas de non-paiement le journal est adressé en retard.

Publié aux dépens de l'association des travailleurs socialistes et de nos amis.

**A la Classe ouvrière valaisanne**

**NOTRE POINT DE VUE SUR LA GRÈVE GÉNÉRALE**  
DÉCRÉTÉE LE 11 NOVEMBRE

*Devons-nous penser et agir comme ouvriers exploités ou comme capitalistes et profiteurs ?*  
**PROLÉTAIRES, PRENONS POSITION !**

---

Le mouvement ouvrier qui s'est déchaîné dans toute la Suisse le 11 novembre et qui a fait perdre la tête à pas seul de gens, mérite d'être examiné sous tous ses aspects. Ce n'est pas seulement par les ouvriers socialistes et capitalistes de Schaffhouse, Margency, Sion et Brigue.

Quelques uns d'entre nous ont pu constater comment on face des grands problèmes sociaux qui agitent le peuple est un débat post-protocole de la démocratie sociale à l'union, vaine figure, la diffusion et la lettre pour trouver l'opinion publique qui s'est élevée à la première de nos organisations.

C'est donc avec une légitime fierté que notre cher *Falot*, seul organe qui, en Valais, n'est pas sous la griffe des gros propriétaires, des maîtres et des trusts capitalistes parlers de cet important événement.

**Les Origines du mouvement**

Elles sont multiples. Les écrivains de nos grands journaux ne se sont pas fatigués des mensonges pour les trouver. Inévitablement, ils ont écrit : *Sur une émeute, manifestation de dévouement.* Après avoir, pendant quatre ans, signalé les piffes de l'état-major suisse et du Conseil fédéral, son subordonné. Après avoir traité contre l'exploitement des colonies Egli et Wattenwyl, contre les reportages de Fraenke, de lui et d'autres dévotionnaires, contre l'incertitude gouvernementale qui a toléré que nos poches au détriment de la masse laborieuse. Après avoir magnifié l'œuvre de cette masse résistante, on a fait des libellations, aux dépens, à la misère, aux jours sans pain et sans feu. Enfin, après enfin, signalé mille abus journaliers, cette même presse, affermie par un mouvement d'indignation et de revendication qui s'empare enfin de la classe ouvrière suisse, se solidarise tout à coup avec les grands capitalistes, c'est-à-dire avec ceux qui elle désignent hier et avec une impétuosité manifestement injustifiée et menaçante s'élève contre les énormes victimes qui ont eu à se réclamer justice.

**La provocation**

Lorsque le prolétariat suisse démentait la mise à exécution immédiate

des points du programme ouvrier, c'est-à-dire : Contrôle ouvrier sur le ravitaillement. Établissement de la journée de 8 heures et démissionnisme, il ne faisait qu'interpréter les vœux de la classe ouvrière suisse. En levant des troupes et en posant des mitrailleuses pour étouffer les réactions des travailleurs capitalistes, le Conseil fédéral lançait au cœur de la classe ouvrière suisse, c'est-à-dire pour le moter que la commission interpartidiste d'Orten déclarait à sa grève générale en posant les points suivants :

1. Renouveau immédiat du Conseil national après la proclamation.
2. Droit de vote et d'éligibilité pour la femme.
3. Introduction du devoir de travailler pour tous.
4. Introduction de la semaine de 48 heures dans toutes les entreprises publiques et privées.
5. Organisation d'une armée à base populaire.
6. Accord avec les producteurs agricoles pour assurer le ravitaillement.
7. Assurances sociales et invalidité.
8. Monopole de l'état pour l'importation et l'exportation.
9. Paiement des dettes publiques par la classe possédante.

On avouera que dans une démocratie moderne ce programme devrait déjà être depuis longtemps appliqué et que si nous sommes en Suisse les pays d'extrême réactionnaires qui nous entoureront sont en train de le dépasser, la réaction politique et électorale qui, en Suisse, s'est servie de l'armée — constituée de la force — pour étouffer ce mouvement en est à nos derniers moments. Il est ainsi idiot de faire passer pour une exploitation ou continuation de la grève alors que les journaux fédéraux et toute la presse officielle des vaincus et des profiteurs repoussent déjà le fait d'existence d'ouvriers et de travailleurs et qu'un violation flagrante de la Constitution électorale a été commise. On a donc des réactions de journaux ouvriers, après les millions par semaine et poursuit par d'atrocités proclamations de socialistes.

Quand on sait, avec quelle férocité et avec quelle révolte insoumise la classe officielle et capitaliste a agit pour étouffer le mouvement, il faut une forte dose de

« réaction à nos journalistes pour enlever la situation ». La veille du 11 novembre, l'État avait triomphé de toutes les tentatives de son empire. Ses lance-bombes volaient dans le ciel, les journaux des troupes, dans l'armée, dans les fabriques, partaient et déchaînaient une et sans répit, sur le sort de la masse ouvrière et des soldats, et ce qui était que l'œuvre d'une caste, les journaux interprétaient comme valant socialistes. Les événements ont démonté la fausseté de cette interprétation.

Mais il serait sot de prétendre que la situation n'est étonnante. Ce qui est en droit reste un droit, et toutes les histos de la monde n'arrivent pas à faire scier d'un millimètre la position que ce droit de la Suisse. L'engagement officiel des classes dirigeantes ou réactionnaires, ne peut plus valoir l'union de conflit, car le droit de persécution, de menaces et d'effacement qu'elles paraissent laisser au service, est à saisir la maîtrise révolutionnaire du peuple prolétaire.

**Aux travailleurs valaisans,**

Confrontez-vous avec les langages vains situation avec ceux des riches possédants et capitalistes politiques.

Vous qui avez eu à porter le bât de la misère et de la servitude en courant d'un patron à un autre, vous qui avez commis l'acte impardonnable de nos gouvernements à nous réveiller en fait, un frange et autres dévotionnaires qu'on faisait passer de la misère. Vous qui êtes journaliers, mais plus par de malheureux professeurs et complaisants des agents de l'État, laissez parler de nous travailleurs.

Vous qui ne pouvez pas vous attendre à un monde des liges, des Wattenwyl, et autres numéros de la grande presse.

Vous pour qui il n'y a pas de justice, pas de droit, pas que de la misère de payer de lourds impôts et de recevoir l'union pour voler au secours des gros bourgeois.

Vous tous dont la situation est même pire que vos collègues des autres cantons.

Une du journal anarcho-syndicaliste *Le Falot* en novembre 1918 D.R.

*Grütli-Verein* que Lénine définira (dans son travail *La tâche des représentants de la gauche de Zimmerwald dans le Parti socialiste suisse*) comme « *une des manifestations de la tendance de politique ouvrière bourgeoise* ».

L'influence, sur le terrain des luttes du travail de l'anarchisme n'a du reste pas complètement disparu et, au moment de la grève générale vaudoise de 1907, elle ne sera pas étrangère à la manifestation de solidarité dont bénéficient les ouvriers chocolatiers d'Orbe et de Vevey.

Vers la même époque, la puissante Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande représente le syndicalisme révolutionnaire d'origine française et son organe *La Voix du Peuple* (1906-1911), qui paraît jusqu'en 1910 à Lausanne et ensuite à Genève, publie des articles de James Guillaume. Malheureusement, après une vaine tentative d'alliance avec l'Union syndicale (qui avait remplacé en 1880 l'Union ouvrière, fondée, elle, en 1873, par H. Greulich avec un certain esprit antibakouniniste) à laquelle est affiliée la majorité des syndiqués alémaniques, la Fédération romande est minée, dès 1911, par des querelles internes qui feront, en définitive, le jeu des socialistes nationalistes suisses (dès 1910 on lui oppose avec succès une Confédération romande du travail, absorbée en 1918 par l'USS-Union syndicale suisse).

## Tendances antimilitaristes

Les tendances antimilitaristes continuent cependant à influencer les masses ouvrières, surtout en Suisse romande, car – comme l'écrit P. Reymond-Sauvain – « *l'antimilitarisme était favorisé par le fait que, très souvent au cours d'un siècle, l'armée avait été utilisée contre les ouvriers lors des conflits qui les opposaient au patronat* ».

Dès 1900, des grèves ont lieu avec toujours plus de fréquence et sous le prétexte de prévenir d'éventuelles violences, fruits d'agitateurs étrangers, presque chaque fois des soldats sont mobilisés ; dans certains cantons (Bâle-ville, Berne, Zurich et Vaud) des lois spéciales sont édictées pour « *défendre la cause de l'ordre* ».

Ainsi, de 1860 à 1918, l'armée suisse est mobilisée contre les ouvriers en lutte, c'est-à-dire pour sauver les intérêts capitalistes, au moins dix-sept fois (2).

Aussi la tendance antimilitariste des socialistes suisses va-t-elle devenir toujours plus importante (au niveau des dirigeants, nommons Affolter, Nobs, Schmid et surtout Naine et Graber) et lors du congrès d'Aarau (novembre 1915), la proposition des sections de Zurich et de Neuchâtel – précisant que « *la paix ne peut être obtenue par la continuation de la guerre, mais seulement par l'action révolutionnaire de la classe ouvrière* » – sera adoptée par 330 voix contre 51.

Les milieux bourgeois suisses ont fait avec exagération de Zimmerwald (septembre 1915) une réunion de diables alors qu'à côté d'une dizaine de léninistes il y avait une forte majorité de socialistes démocratiques et même des socialistes pacifistes ; les socialistes suisses Grimm, Naine, Graber et Platten participèrent à la rencontre à titre personnel, ce qui n'empêcha pas la bourgeoisie helvétique de s'en prendre à certains dirigeants socialistes coupables d'être des Allemands naturalisés suisses.

Le fait est que la mode d'alors était à la socialistophobie, dont un triste échantillon est le suivant, dû à la plume de Gonzague de Reynold : « *Avant 1914, nos universités étaient encombrées d'étudiants – parfois même de privat-docents et de professeurs – russes, israélites ; il y avait dans plusieurs de nos villes des nids d'anarchistes. En 1914, au lieu de procéder*

(2) À Lausanne en 1860 ; à Genève, contre les maçons, en 1869 ; au Gothard, contre les travailleurs chargé du percement, en 1875 (résultat : 4 morts et 12 blessés) ; à Berne en 1893 ; à Genève, contre les maçons, en 1898 ; au Simplon en 1901 ; à Bâle et Genève, contre les maçons, en 1902 ; à La Chaux-de-Fonds, contre les maçons, en 1904 ; au Ricken, contre les mineurs du tunnel, en 1904 ; à Rorschach, contre les métallurgistes, en 1905 ; à Zurich, contre les métallurgistes, en 1906 ; à St. Moritz, contre les maçons et à Vevey, contre les ouvriers chocolatiers, en 1907 ; à Zurich en 1912 ; à Lausanne, contre les typos, en 1916 ; à Chippis, contre les ouvriers de fabrique et les cheminots, en 1917 ; à Aussersihl en 1917 (résultat : 4 morts et 28 blessés) ; à Zurich le 1<sup>er</sup> mai 1918.

*immédiatement à l'épuration nécessaire, on garda, on laissa même entrer des réfugiés trop nombreux. Ainsi la Suisse devint l'observatoire central du bolchevisme... Résultat : la grève générale de 1918 qui échoua tout juste, grâce à l'énergie de l'état-major, des Romands, des paysans et des catholiques » (La Démocratie et la Suisse, p. 287).*

La tension sociale était donc suffisamment élevée quand, en 1915, éclata le « scandale des colonels ».

Le procès qui s'ensuivit fut rendu nécessaire afin de calmer les esprits de la population, spécialement romande, car on passait par une réelle germanisation de la Suisse, ce qui explique aussi un peu la ridicule association que l'on fera très souvent ensuite entre les adjectifs « communiste » et « allemand ».

En avril 1917, Lénine quitte la Suisse et écrit sa *Lettre d'adieu aux ouvriers suisses*. Dans la réalité, le mouvement véritablement léniniste se limitait à une section zurichoise de jeunes (3) dont les effectifs sont évalués par *La Tribune de Lausanne* du 9 novembre 1918 à environ 400, sans compter quelques éléments à La Chaux-de-Fonds et à Genève (où paraît *La Nouvelle Internationale* et où le Français Guilbeaux – qui sera expulsé en décembre 1918 – publie la revue *Demain*). Les travailleurs suisses sont bien loin d'écouter les rares appels à la révolution violente et tous les journaux socialistes importants – *La Sentinelle* de La Chaux-de-Fonds, la *Tagwacht* de Berne, le *Volksrecht* de Zurich et le *Vorwärts* de Bâle – sont des journaux modérés.

## La Troisième Internationale

Du reste, si lors du congrès extraordinaire du PSS qui eut lieu en 1919 la démission du parti de la Deuxième Internationale et son adhésion à la Troisième dite communiste fut votée à la majorité des deux tiers, les votations au sein des sections pour confirmer à la base la décision du congrès donnèrent – malgré toute la charge affective que représentait pour beaucoup, au-delà de toute considération idéologique, la révolution russe – une nette majorité contraire à cette adhésion

qui fut ainsi repoussée par 13 975 voix contre 8 280 et 13 000 abstentions. Dans le canton de Vaud seules les petites sections de Leysin, Lucens et Montreux donnèrent une majorité favorable ; les cantons qui votèrent pour la Troisième Internationale furent Bâle-Ville (75 %), Schaffhouse (75 %) Tessin, Zurich (28 000 contre 2 366), Bâle-Campagne (415 contre 385) et Genève (94 contre 54). Et en 1921 déjà, au moment de la scission parti socialiste-parti communiste, la majorité négative est plus forte encore, et seules les sections de Bâle-Ville et de Schaffhouse approuvent les « 21 points de Moscou ».

Pour compliquer les choses et augmenter la tension sociale, survint, vers la fin de 1917, l'ordonnance du Conseil fédéral astreignant les déserteurs et réfractaires étrangers (30 000 environ, parmi lesquels de nombreux Italiens) à des travaux d'utilité publique (à Zurich par exemple ils seront employés à la correction du cours de la Limmat et à des travaux agricoles dans les communes limitrophes) en échange de la nourriture, du logement et d'une solde de 1 franc 50 par jour, plus 50 centimes à titre d'indemnité d'habillement. À l'insuffisance du salaire s'ajoutait surtout le fait que les hommes ainsi mobilisés étaient soumis à une discipline toute militaire, ce qui les privait de toute possibilité de discuter de leur état, créant ainsi de force une importante masse qui concurrençait la main-d'œuvre « normalement » rétribuée (P. Reymond-Sauvain, p. 70).

Les socialistes ne pouvaient en aucun cas accepter une telle situation, d'autant plus que l'on parlait dans les milieux ouvriers, avec toujours plus d'insistance, d'un projet de loi fédérale sur un prétendu service civil prévoyant la mobilisation de toute personne valide des deux sexes, âgées de 14 à 60 ans (à l'exception des employés de l'administration fédérale, des

(3) Dont les organes de presse sont la *Freie Jugend*, *Jugend-Internationale* et la revue *Forderung*, tous interdits par ordonnance du Conseil fédéral en mars 1918 ; la revue socialiste-révolutionnaire *Der Vorbote* de Berne ayant cessé de paraître, après une brève durée, en avril 1916 déjà.

hôpitaux, du commerce alimentaire et les enseignants), ceci dans le but d'augmenter la production industrielle, mais sans qu'il soit question de payer les déplacements, d'assurer cette main-d'œuvre mobilisée contre les accidents et la maladie, ni de lui donner un salaire convenable.

De telles prises de position réactionnaires montrent que les responsables politiques du pays n'avaient pas tiré les enseignements de la première leçon issue des élections de l'automne 1917, où une avance socialiste importante se produisit dans les cantons de Soleure, Zurich et Berne (la capitale fédérale elle-même eut une majorité socialiste).

Parmi les élus socialistes, notons au passage les noms de Sigg, Affolter, Rimathé, Schenkel, Pfluger, Ryser, Muller G., Greulich, Wulfshleger, Studer, Jäggi, Düby, Graber, Grimm, GrosPierre, Naine, Platten, Schmid et Huggler ; les élus romands ne sont qu'une courageuse minorité.

## Le « Soviet d'Olten »



Le comité d'Olten lors de son procès en avril 1919. D.R.

Le 4 février 1918 a lieu à la Maison du peuple d'Olten la réunion commune des représentants de l'USS et du PSS et l'on décide la nomination d'un Comité d'action, immédiatement baptisé « *Soviet d'Olten* » par la presse bourgeoise, dans lequel entrent Grimm, Düurr, Ilg et Schurch pour l'USS, Platten (le seul qui deviendra communiste), Schneider, Nobs, GrosPierre et Graber pour le PSS, Düby, Huggler et Woker pour les organisations du personnel ferroviaire.

Le programme économique ébauché par le Comité d'action d'Olten est examiné en détail lors de la conférence syndicale de Berne au mois de mars suivant. « *Le mécontentement des travailleurs augmentait sans cesse en proportion de la situation toujours plus difficile. Non seulement le renchérissement des vivres persistait, mais les rations devenaient toujours plus maigres, si bien qu'un bon nombre de membres des organisations syndicales commençait à réclamer l'emploi de la grève générale* » (*L'Union syndicale suisse de 1880 à 1930*, p. 157).

Sur ces entrefaites, l'agitation populaire (dès 1916, l'action syndicale, paralysée au cours des premiers mois de la guerre, avait repris) devient telle qu'en février 1918 déjà l'on mobilise 6 000 soldats, tant il est vrai que « *pour un gouvernement muni des pleins pouvoirs, rien n'est plus simple que de faire appel à l'armée pour se sortir d'embaras* » (P. Perrin, p. 336).

Le Conseil fédéral répond aux revendications des organisations ouvrières en augmentant le prix du lait de 32 à 40 centimes le litre. L'indignation populaire est telle, cependant, que les autorités fédérales doivent céder et mettre les huit centimes d'augmentation à la charge des cantons, qui vont subir à leur tour la pression des travailleurs avant que la décision ne soit pas appliquée pratiquement.

## Le postulat de la journée de huit heures

Ce programme économique est approuvé les 27 et 28 juillet suivants lors du Premier Congrès général ouvrier de Bâle (convoqué par le Comité d'Olten avec un seul point à l'ordre du jour : « *Situation de la classe ouvrière et les moyens de défense* »). Il réunit 329 représentants du PSS, de l'USS et de l'Union fédérative des fonctionnaires, employés et ouvriers de la Confédération, qui décident en outre de revendiquer la journée de

huit heures pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Ce congrès n'est pas encore clos qu'arrive la réponse négative du Conseil fédéral qui refuse toutes les revendications. Il est alors décidé – par 325 voix contre 4 – que le Comité d'Olten entrera à nouveau en pourparlers avec le Conseil fédéral « *pour obtenir des déclarations positives* ». La résolution finale se conclut ainsi : « *Pour le cas où le Conseil fédéral ne donnerait pas, à bref délai, satisfaction suffisante, le congrès décide d'organiser la grève générale nationale.* »

La proposition suivante du Comité d'Olten est aussi adoptée par 239 voix sur 329 : « *Le congrès manifeste sa volonté de recourir à la grève générale avec discipline et cohésion et en évitant tout excès. Il invite le personnel des entreprises militarisées et les soldats auxquels on ordonnerait des mesures de violence de refuser l'obéissance.* »

Ce texte rappelle bien celui d'un tract qu'une quinzaine d'années auparavant l'USS et le PSS avaient publié pour protester contre l'emploi systématique de la troupe pendant les grèves (« *Nous considérons du devoir de chaque soldat de refuser de tirer sur ses camarades de travail, de ne pas se servir de ses armes contre eux, de refuser l'obéissance dans une telle situation et d'empêcher un tel crime par tous les moyens* ») et démontre bien que – malgré le renvoi indéfini, de la part de la direction du PSS (Grimm), du congrès extraordinaire dont l'assemblée du PSS de novembre 1916 à Zurich avait prévu la convocation pour janvier 1917, et qui devait discuter de la position du parti à l'égard de la guerre – les sentiments antimilitaristes restent vivaces au sein de la classe ouvrière (un exemple : les manifestations de La Chaux-de-Fonds en mai 1917 et de Zurich en novembre 1917).

## Les onze points du Comité d'Olten

Le 22 juillet le Comité d'Olten formule, à l'intention du Conseil fédéral, les onze revendications suivantes :

1. Abrogation de l'arrêté du Conseil fédéral du 12 juillet 1918 soumettant le

droit de réunion et de démonstration, ainsi que la liberté de la presse, au contrôle de la police des cantons.

2. Abrogation de l'arrêté fédéral ordonnant que les déserteurs soient repoussés de l'autre côté de la frontière.

3. Institution d'un Office fédéral de l'alimentation en rapport avec une commission dans laquelle la classe ouvrière serait représentée en proportion de son importance.

4. Meilleur rationnement et meilleure répartition des denrées alimentaires, en tenant compte des difficultés spéciales de ravitaillement de la classe ouvrière.

5. Réglementation des approvisionnements en denrées alimentaires et des objets de première nécessité, par la création de marchandises-types uniformes et par la fixation de prix uniques.

6. Soumission du commerce privé de gros à une concession et contrôle de la fixation des prix avec la collaboration de la classe ouvrière.

7. Ravitaillement de la population en charbon par un office d'importation et de répartition géré par la classe ouvrière.

8. Institution d'offices de salaires paritaires ayant la compétence de régulariser les salaires dans les industries importantes et le commerce par région ou canton.

9. Réduction des heures de travail par un arrêté du Conseil fédéral pour tenir compte de la diminution de la capacité physique de travail provenant des difficultés de se nourrir.

10. Encouragement à la construction de logements d'ouvriers, par les communes ou les coopératives, moyennant avance par la Confédération de capitaux à un taux modéré.

11. Allocation supplémentaire de renchérissement pour le personnel fédéral et introduction de la journée de huit heures dans les exploitations fédérales et les entreprises de transport.

## Résolution du congrès syndical de Berne

Il est vrai que la conférence des organisations syndicales intéressées, réunie les 7 et 8 août, revient quelque peu en arrière, car on admet le danger que pourrait représenter une grève générale. Mais

après de sérieuses discussions à ce sujet au sein des fédérations, le congrès syndical, réuni à Berne, adopte la résolution suivante : « *Le congrès syndical suisse constate que les mesures prises jusqu'à présent par l'État pour parer à la situation misérable des travailleurs en Suisse sont absolument insuffisantes et que malgré les longues années de guerre, le Conseil fédéral poursuit sa politique exclusive de classe. Le Comité syndical est autorisé à continuer de vouer toute son attention aux questions économiques et, de concert avec la Commission syndicale, de prendre immédiatement des mesures pour défendre la classe ouvrière contre l'aggravation des conditions d'existence, contre les infractions aux clauses de la protection du travail, contre la menace d'expulsion de fonctionnaires syndicaux et contre la mobilisation d'ouvriers grévistes, tout cela éventuellement au moyen de la grève générale.* »

Le Conseil fédéral avait décidé, entre-temps, la création d'une Commission fédérale de l'alimentation, un organisme de plus qui n'aboutit à aucun changement concret.

Un autre décret du Conseil fédéral imposait, depuis juillet, aux organisateurs de cortèges et réunions ouvrières le contrôle de la police, sous peine de dissolution : les participants à une manifestation non autorisée sont passibles de prison. C'est Zurich – où, avant la mobilisation, il y a déjà 15 000 soldats – qui est surtout visée, et à Zurich la prison prend le nom significatif de « *Totenhaus* » (4), car on y est soumis au « *Dunkelarrest* » (5), c'est-à-dire à l'isolement dans une cellule obscure et humide de deux mètres sur deux, en compagnie de rats, avec une ration quotidienne de 100 grammes de pain et un verre d'eau. Bien des prisonniers ont essayé de se suicider pour échapper à la folie ; ceux qui auront la chance de ne pas être condamnés à deux ans de prison, s'en sortiront avec une amende de 5 000 francs, alors que les étrangers sont expulsés (Robbiani, pp. 73-74).

## Les milieux militaires s'alarment

Entre-temps aussi, alors que des grèves ont lieu à Winterthur, Lugano et Zurich (où les employés de banque ont l'appui des ouvriers), les milieux militaires s'alarment et la *Revue militaire suisse* écrit, dans son numéro de juillet 1918, que « *l'organisation de comités de soldats... est une manifestation sans équivoque d'insubordination collective* . Cette insubordination s'affirme ouvertement dans deux régiments de la 4<sup>e</sup> division (6) qui font brigade, mais il y a longtemps qu'on croit savoir que des organisations analogues ont été poussées très loin dans la 5<sup>e</sup> division (7) ; ailleurs on a fait le silence sur des mutineries d'unités subalternes ».

En effet, en 1917 déjà, une « *pétition pour la démocratisation de l'armée* » circule parmi la troupe et une « *Société de soldats* » est créée dans le cadre du bataillon schaffhousois 61. Au début de l'année 1918, une « *Fédération de soldats* » naît dans la 4<sup>e</sup> et la 5<sup>e</sup> divisions et, peu après, une grave mutinerie doit être « *sévèrement réprimée* » dans un régiment de la 12<sup>e</sup> brigade d'infanterie cantonnée à Zurich. Rien d'étonnant si le 27 juin le général Wille ordonne la dissolution de toute association de troupe non officielle.

Le 10 août 1918, d'autre part, l'Union suisse des paysans – donnant en cela raison au pessimisme d'un révolutionnaire étranger disant qu'« *avec les paysans suisses il n'y a rien à faire, car ils sont tous propriétaires* » – adresse au Conseil fédéral une protestation dans laquelle on s'étonne « *qu'en présence des menaces de grève générale et après avoir répondu à deux reprises au Comité d'Olten, celui-ci [c'est-à-dire le Conseil fédéral] ait consenti à négocier à nouveau* ».

L'écho de Brugg arrive jusqu'à Lausanne où *La Gazette* du 21 août n'hésite pas à piétiner ses principes libéraux en

(4) Maison de la mort.(CMO)

(5) Sombre détention.(CMO)

(6) Comprenant des troupes lucernoises et argoviennes, mais aussi bâloises.

(7) Formée de troupes en provenance des cantons de Zurich et Schaffhouse.

écrivait que si on avait mis d'emblée les bandits d'Olten sous les verrous, avec leurs complices, le mouvement aurait été coupé court.

### 3. Les événements

Brusquement, vers la fin du mois d'octobre 1918 – dans une ambiance déjà suffisamment remuée par les échos de la révolution russe, par l'affaire dite des explosifs (8) et par des troubles périodiques (dès février la brigade d'infanterie 12 du canton d'Argovie était prête à intervenir depuis la banlieue zurichoise) – des bruits commencent à circuler à Zurich sur la prétendue imminence d'une insurrection (9).

Pris de panique, le Conseil d'Etat zurichois demanda le 31 octobre au Conseil fédéral l'autorisation de mobiliser un régiment parmi les paysans de la campagne zurichoise afin d'assurer l'ordre en ville.

Le Conseil fédéral (composé de cinq radicaux, d'un libéral et d'un catholique-conservateur : Muller, Haab, Decoppet, Schulthess, Calonder, Ador et Motta) refuse cette autorisation mais il charge le général Wille d'une enquête qui aboutit au rapport énergique du 4 novembre, dans lequel le général, tout en dénonçant « l'inaction coupable du Conseil d'Etat zurichois », propose au chef du Département militaire Decoppet la mobilisation de quatre brigades de cavalerie, « cette arme » – pour reprendre les propres mots de P. Perrin – « comprenant moins de citoyens, contaminés par les idées révolutionnaires ».

### Levée de troupes

Sans s'en référer aux Chambres, le Conseil fédéral décide, dans la nuit du 5 au 6 novembre, de mobiliser pour Zurich quelque 8 000 soldats (le total des soldats aux frontières ne dépasse pas 80 000 hommes). Le rapport du Comité d'Olten parle d'une « pression secrète de l'étranger qui détermina la mobilisation » ; il semble en tout cas que la crainte d'une intervention étrangère ait été partagée par les conseillers fédéraux Ador et Motta et il faut se demander – avec B. Antenen (p. 27 de son ouvrage

*La Presse romande et la Grève générale de 1918*) – s'il n'y a pas eu des contacts entre le Conseil fédéral et les puissances victorieuses.

Quoi qu'il en soit, le 6 novembre, le Comité d'Olten se réunit d'urgence et envoie une délégation auprès du Conseil fédéral afin de protester « contre cette mobilisation inutile » et de le prier de retirer les troupes dans les environs de Zurich ou au moins, pour éviter des heurts, de les consigner dans les casernes.

Le Conseil fédéral refuse et intensifie même la mobilisation puisque, le soir du 6, le tocsin des villages rassemble les hommes du *Landsturm* (10) dans les cantons de Zurich, Lucerne, Schwyz, Uri et Unterwald, tandis que (comme en Finlande une année auparavant, précédant la terreur blanche) se forment des unités de gardes civiques. Simultanément, dans la nuit du 6 au 7, quatre compagnies de *Landsturm* bernoises occupent le palais fédéral, les arsenaux et les banques de la capitale. Du 7 au 9, toute la cavalerie et les régiments d'infanterie 7 (Fribourg) et 16 (Emmenthal) sont mobilisés, l'infanterie étant cantonnée dans les faubourgs de Berne.

Zurich – qui a vu arriver le 19<sup>e</sup> et le 31<sup>e</sup> régiments d'infanterie (Lucerne et Thurgovie), le bataillon grison 90 (ramené de la frontière nord-est), les brigades de cavalerie 3 et 4, deux compagnies cyclistes, des pionniers télégraphistes, deux compagnies sanitaires et diverses compagnies de *Landsturm*,

(8) La police avait découvert en février dans la Limmat et dans un hangar une vingtaine de bombes rudimentaires qui, comme on le sut plus tard, avaient été importées d'Allemagne pour être envoyées en Italie ; à cette occasion le syndicaliste et rédacteur du journal genevois *Le Réveil*, Bertoni, fut emprisonné, sur la seule base de son idéologie anarchiste, et gardé au secret pendant six mois à la « Totenhäus » de Zurich, ce qui n'arrangera pas les choses.

(9) Le Comité d'Olten, dans son rapport au Congrès de décembre, parlera de « bavardages ridicules, présomptions frivoles et partiellement même de mensonges conscients » et il est certain qu'une certaine pression fut exercée par ceux, Suisses et étrangers, qui craignaient pour leurs capitaux.

(10) Classes d'âge mobilisables dans les milices territoriales.



presque toutes formées de paysans qui désirent rentrer au plus vite chez eux et accusent les ouvriers d'être la cause de leur mobilisation – a désormais l'air d'une ville occupée ; tous les bâtiments officiels, les banques et les ponts sont gardés militairement, des patrouilles parcourent les rues, des mitrailleuses sont en position dans les carrefours, des soldats, casqués et baïonnette au canon, occupent les plates-formes des trains. Tout ceci n'empêche pas une intense propagande antimilitariste de se développer sous forme de papillons et brochures jusque dans les cours des casernes et chaque jour la cavalerie doit intervenir pour disperser manifestations et cortèges dans le quartier de la Paradeplatz. Par contre, la preuve que des coups de feu aient été vraiment tirés des fenêtres sur la troupe n'a jamais pu être apportée.

Une grève d'avertissement de vingt-quatre heures qui doit toucher vingt des localités suisses les plus importantes est alors décidée, par un appel du Comité d'Olten (8), pour le samedi 9 novembre et elle est suivie avec enthousiasme ; en Suisse romande cependant, où les localités prévues étaient Le Locle, La Chaux-de-Fonds, Lausanne et Genève, les deux dernières furent avisées trop tard et ne purent ainsi pas réagir. Saint-Imier, par contre, s'associa spontanément au mouvement de protestation.

## Appel de l'Union ouvrière de Zurich à la population

À Zurich, le comité de l'Union ouvrière distribue l'appel suivant à la population :

*« Aujourd'hui le travail doit chômer. C'est votre tâche de veiller à ce que le chômage soit complet. La grève doit être menée avec solidarité.*

*« Ouvriers, le Conseil d'État du canton de Zurich vous a provoqués d'une manière inouïe. Il sent chanceler ses fauteuils et essaie de s'appuyer sur les baïonnettes. Ne vous laissez pas provoquer. L'association des délégués de l'Union ouvrière est décidée à mener la grève de façon solidaire et elle prend la responsabilité de la faire d'une façon qui corresponde à l'importance et à l'honneur de la classe ouvrière de Zurich. Il faut éviter*

*toute rencontre avec la force armée, mais opposez-vous énergiquement à toute provocation d'éléments irresponsables.*

*« Les services suivants seront maintenus : 1) le gaz, l'eau et l'électricité ; 2) les établissements pour le séchage des fruits ; 3) le transport des services sanitaires ; 4) le paiement des subsides pour les nécessiteux ; 5) le service de voirie ; 6) les restaurants sans alcool.*

*« Les restaurants peuvent être ouverts jusqu'à 9 heures du matin, de 11 heures et demie à 2 heures et de 6 à 8 heures du soir ; il est interdit de vendre de l'alcool. Tous les autres cafés et restaurants sont fermés. Tous les services seront soumis au contrôle des ouvriers. Les propriétaires sont invités à fermer les établissements et les magasins et à se soumettre sans hésitation aux ordres de la direction de la grève.*

*« Ouvriers de Zurich, venez protester ! »*

Le commandant de la place de Zurich, le colonel Sonderegger – un gros industriel d'Herisau qui passait pour un homme violent et pour un patron payant particulièrement mal ses ouvriers (il passera au nazisme dans les années 30 : cf. P. Perrin, *La Grève générale de 1918*, p. 339) – prend en outre, le même 9 novembre – lui qui se vante déjà de conseiller aux citoyens de *« fermer les oreilles aux chants promoteurs des sirènes slaves »* – la malheureuse décision d'interdire la commémoration de la révolution russe prévue depuis une semaine pour l'après-midi du dimanche 10 novembre. En vain, une délégation du Comité d'Olten s'étant rendue auprès du Conseil fédéral (et plus précisément des conseillers Calonder, Schulthess, Muller et Decoppet) demande, le dimanche matin, d'autoriser la manifestation. Le président de la Confédération Calonder ne veut pas désavouer le colonel Sonderegger qui avait, en plus, fait arrêter par ses troupes les postes de grève. La seule chose que le conseiller fédéral Calonder promet est d'examiner la possibilité de retirer les troupes dans les villages aux alentours de Zurich. En réalité, lors d'une nouvelle entrevue qui a lieu le dimanche après-midi, Calonder communique que le Conseil fédéral entend rompre toute relation avec le Comité d'Olten ; d'après D. Robbiani, voici les termes exacts du

conseiller fédéral : « *Avec ces messieurs de la grève il est impossible de traiter ou de prendre des accords. Ils doivent uniquement retourner au travail, capituler sans conditions. Sans cela nous ne reculerons même pas devant le danger d'une guerre civile.* » Au moment même où ces paroles sont prononcées, la population zurichoise, dans sa grande majorité, ignore l'interdiction du colonel Sonderegger (pour la simple et bonne raison qu'aucun journal, sauf le *Volksrecht*, n'a paru à cause de la grève, qu'aucun avis n'a été placardé et que les rues conduisant à la Fraumünsterplatz ne sont pas barrées – la radio n'existe pas encore) ; elle se rend à la manifestation et 200 soldats de la 1<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> compagnies du 19<sup>e</sup> régiment d'infanterie interviennent seulement quand 15 000 personnes sont déjà rassemblées.

## L'intervention de la troupe à Zurich

Sans avertissement préalable, une cinquantaine de soldats tirent brusquement 500 balles, au point que tout autour de la place les maisons en sont criblées. Par miracle, seul un soldat est mortellement blessé, probablement par un ricochet. La foule s'écoule hors de la ville et se réunit à nouveau sur une prairie dans les environs d'Oerlikon avec l'intention d'y poursuivre la manifestation ; là elle est chargée par des escadrons de cavalerie, sabre au clair, ce qui provoque un assez grand nombre de blessés. La rage au cœur, cette foule impuissante doit se contenter de menacer les soldats d'aller mettre le feu à leurs villages de l'Entlebuch.

Le colonel Sonderegger n'est pas encore satisfait et ordonne expressément à la troupe de tirer dorénavant directement sur les manifestants !

## Une offre trop tardive

Même le Conseil d'État de Zurich, qui s'était réfugié dans une caserne de la ville, comprend qu'on est allé trop loin et convoque le comité de l'Union ouvrière auquel il offre des concessions : l'application de la proportionnelle pour les élections cantonales, un siège au Conseil d'État à un représentant du Parti socialiste, la journée de huit heures pour le per-

sonnel de l'administration cantonale et la promesse d'intervenir auprès du Conseil fédéral pour un retrait partiel de la troupe. De Vallière prétend que le colonel Sonderegger se serait opposé à tout accord avec les organisations des travailleurs, mais il oublie d'ajouter que, même si tel a été le cas, l'offre était trop tardive et l'épreuve de force inévitable.

En effet, l'Union ouvrière zurichoise décide de continuer la grève au-delà des vingt-quatre heures et de l'étendre à tout le canton. Le manque d'adhésion immédiate de la part du Comité d'Olten (dont une fraction, devenue minoritaire, conseillait la reprise du travail) se heurte à la ferme décision de la grande majorité des responsables politiques et syndicaux zurichois, poussés parfois par les travailleurs eux-mêmes, à tenir tête à la réaction « *à moins que les soldats ne quittent la ville* ». Les événements révolutionnaires d'Allemagne ne pouvaient qu'inciter les ouvriers suisses à cet état d'esprit.

B. Antenen écrit à ce sujet : « *La lecture de la presse socialiste nous permet d'établir l'existence, au sein du Parti socialiste, d'un courant de gauche dont les positions vont bien au-delà de celles des dirigeants du parti. Ce courant a certainement joué un rôle déterminant dans l'effacement progressif de la direction du parti devant le Comité d'Olten. À Zurich, le fort noyau de militants acquis aux idées de la gauche zimmerwaldienne exerçait une influence, parfois déterminante, sur l'Union ouvrière.* »

## L'ordre de grève générale

Et c'est l'ordre de grève générale pour le lundi 11 novembre à minuit avec, comme but, les revendications suivantes :

1. Réélection immédiate du Conseil national sur la base de la représentation proportionnelle.
2. Droit de vote et d'éligibilité des femmes.
3. Introduction de l'obligation générale au travail.
4. Introduction de la semaine de 48 heures.
5. Réorganisation de l'armée, dans le sens d'une armée populaire.

6. Garantie du service du ravitaillement d'accord avec les producteurs agricoles.

7. Assurance vieillesse et survivants.

8. Monopole de l'État pour l'importation et l'exportation.

9. Amortissement de toutes les dettes d'État par les possesseurs.

## 250 000 grévistes

La grève générale devait comprendre aussi les employés des transports et le personnel de l'État. Toutes les organisations professionnelles signèrent la proclamation de grève, sauf la Société suisse des employés des chemins de fer et des bateaux (19 000 membres) qui hésita et, une fois entraînée, fut la première à se déclarer en faveur d'une reprise du travail. Ainsi, sur 400 000 travailleurs salariés, 250 000 environ participèrent au mouvement. Par catégorie, le plus bel exemple de solidarité fut donné – malgré que les télégraphes de service aient communiqué à toutes les gares la fausse nouvelle que la grève était renvoyée – par les cheminots (30 000 environ), suivis par les ouvriers métallurgistes chez lesquels le pourcentage des grévistes dépassa 60 % ; seuls les employés des PTT flanchèrent vraiment, sauf à Zurich, Bâle, Berne, La Chaux-de-Fonds et Le Locle : 1 500 grévistes seulement sur 17 500.

Une enquête effectuée ensuite par l'USS, portant sur la participation à la grève dans 132 localités, démontra que ce n'est que dans 25 d'entre elles qu'aucun travailleur n'avait pris part au mouvement. Le total des grévistes fut, dans les 107 localités restantes, de 139 000, dont 51 000 non-syndiqués ; mais dans ces chiffres sont exclues, faute de données précises, les importantes localités de Berne, Olten, Zurich, Schaffhouse, Le Locle, Lausanne et Lucerne, où la grève fut suivie massivement.

Le 11 novembre, le Conseil fédéral mobilise la 1<sup>re</sup> division (Genève, Vaud et Valais romand) et une partie des 3<sup>e</sup> (Berne et Haut-Valais), 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> (Suisse orientale), soit environ 40 000 hommes ; avec la troupe qui occupe déjà Zurich et celle qui est à Berne, on atteint le chiffre de 50 000 mobilisés.

## Entraves à la mobilisation

La mobilisation est d'emblée entravée par la grève massive des cheminots (ceux de Berne avaient répondu le même jour à l'appel – signé par 37 responsables ouvriers dont Naine et Grosplier – paru dans la *Tagwacht* du 11, sous le titre « *Au peuple laborieux* ») et il faut recourir aux camions ou, pour le régiment genevois en particulier, aux bateaux, puisque les trains conduits par des officiers ne suffisent pas.

Le même jour, le Conseil fédéral adopte une ordonnance qui soumet à la juridiction militaire les ouvriers et les employés des fabriques et établissements de l'armée ainsi que ceux des entreprises de transport qui ont vingt-quatre heures pour reprendre le travail. Les fonctionnaires, employés et ouvriers de l'administration fédérale, y compris ceux de la Banque nationale, qui participent à la grève peuvent être punis de peine allant jusqu'à une année de prison et 1 000 francs d'amende ; l'incitation à la cessation du travail ou l'empêchement de l'exploitation d'une entreprise publique (CFF, PTT, eau, électricité, distribution de denrées alimentaires) sont soumis aux mêmes peines.

## L'adhésion des cheminots à la grève

Le Comité d'Olten répond en invitant les employés de la Confédération à ne plus obéir à leurs chefs si l'ordre donné signifie manquer à la solidarité avec les ouvriers en lutte. Le manifeste, qui se termine par les mots « *on résistera par tous les moyens à l'ordre de mobilisation du personnel des chemins de fer* », est signé par Woker, représentant du personnel fédéral auprès du Conseil d'administration des CFF et par les conseillers nationaux Düby et Huggler ; l'appel ne reste pas sans effet puisque, malgré les punitions prévues, l'adhésion des cheminots à la grève est presque unanime.

## Convocation de l'Assemblée fédérale

L'Assemblée fédérale est convoquée en séance extraordinaire pour le

12 novembre, à 11 heures, et les socialistes ne craignent pas, malgré l'hystérie politique dominante (11), d'accuser le Conseil fédéral et l'état-major de l'armée d'avoir provoqué la grève par leur décision de mobiliser la troupe. Ils présentent en outre une motion demandant au Conseil national de nommer une commission chargée d'étudier et de prendre position au sujet des onze revendications du Comité d'Olten. L'Assemblée (élue, il faut le rappeler au système majoritaire, ce qui permet au conseiller Naine de s'exclamer : « *Vous savez parfaitement bien qu'une cinquantaine d'entre vous au moins usurpent ici leur place* ») rejette à deux reprises la motion, démontrant ainsi que la classe bourgeoise et les paysans préfèrent au dialogue avec les ouvriers l'emploi des baïonnettes. Une résolution condamnant la grève générale est votée le 13 novembre à une forte majorité au Conseil national (après que les conseillers romands, Musy en tête, eurent exalté les qualités patriotiques de la classe paysanne) et à l'unanimité au Conseil des États. Le Comité d'Olten répond au discours du président de la Confédération par un nouveau manifeste incitant à poursuivre la grève.

Entre temps, dans la plupart des villes, on organise des gardes civiques chargées de remplacer les grévistes, surtout dans les transports publics. La population des campagnes et les militaires d'origine paysanne deviennent de plus en plus menaçants, tandis que le froid, le manque d'aliments et l'hostilité de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie provoquent, surtout en Suisse romande, un début de fléchissement chez les grévistes. On ne s'en étonnera pas si l'on songe que, dans les petites villes où tout le monde se connaît, des commerçants refusent de vendre même le pain et le lait aux femmes des ouvriers en grève, ce qui oblige les pères de famille à aller chercher en cachette la nourriture dans d'autres localités.

Le Conseil fédéral profite de l'approbation tacite de la partie la plus réactionnaire du pays (12), excitée, dans la mesure où cela était encore possible, par les quelques journaux de fortune, pour lancer, le matin du mercredi 13 novembre, un ultimatum.

## « Les ouvriers ont dû céder à la puissance des baïonnettes »

Selon l'ultimatum du Conseil fédéral, la grève doit cesser au plus tard le 14, à 17 heures (ce délai fut ensuite prolongé jusqu'à minuit).

Le Comité d'Olten, qui se trouve bloqué au siège de l'USS à Berne, entouré par les dragons, accepte la reprise du travail pour le 15 novembre, jugeant que si la cessation de la grève est acceptée avec unité le danger de représailles sera minime (Grimm et Schneider votent contre l'acceptation de l'ultimatum du Conseil fédéral). Düby, Huggler et Ilg vont communiquer la décision prise au Conseil fédéral. Un manifeste du Comité d'Olten, publié le 15, malgré l'opposition des autorités militaires, proclamera : « *La question de la continuation de la grève dépendait de l'attitude des cheminots et de celle des troupes mobilisées. Une majorité de la direction de l'Association des employés des CFF a tiré dans le dos de notre mouvement et de nos hommes de confiance* (13). *L'armée a été criminellement excitée contre les ouvriers et on n'a pas voulu livrer la masse aux mitrailleuses. Les ouvriers ont dû céder à la puissance des baïonnettes, mais ils ne sont pas vaincus. La lutte de la classe ouvrière continue.* »

Officiellement il s'agissait là d'une capitulation sans condition. La réalité semble cependant être moins nette, puisque certains membres du Conseil fédéral auraient promis à Ilg et Grimm de mettre en chantier la révision de la loi sur

(11) Après une discussion pendant laquelle l'idée d'une grève générale immédiate fut repoussée.

(12) Au mois de novembre, un grand nombre d'organisations surgirent un peu partout, sous des noms divers – « *Union helvétique* » ou « *Union civique* » –, elles avaient un dénominateur commun : l'antibolchevisme et ce qu'elles appelaient le « *maintien de l'ordre* ».

(13) Référence à l'assemblée de la VSEA du 13 novembre à Berne – 500 participants – lors de laquelle l'on retira la confiance à Düby et Woker, accusés d'avoir décidé la grève dans un but politique.

les fabriques et celle sur la durée du travail dans les entreprises de transport, ainsi que d'élaborer rapidement une loi électorale pour l'application de la représentation proportionnelle au Conseil national, en laissant même entrevoir la possibilité d'une place au Conseil fédéral pour le Parti socialiste (P. Perrin, *La Grève générale de 1918*, p. 345 de la *Revue syndicale*).

## La situation en Suisse alémanique

À **Berne**, du 9 au 13 novembre, c'est-à-dire jusqu'au moment de l'entrée du gros de la troupe dans la ville, tous les magasins sont fermés et des groupes de « *Jungburschen* »\* et de tramelots\*\* veillent à l'application de la grève. Seule la *Tagwacht* socialiste paraît. Le 11, la ville est occupée par la 2<sup>e</sup> brigade de cavalerie, le groupe de guides 2 et les deux régiments d'infanterie 7 et 16, le tout sous le commandement du colonel Wildbolz. Des mitrailleuses sont placées aux carrefours et à l'entrée du palais fédéral (même si le Conseil fédéral, prudent, siège à l'hôtel Bellevue), toutes les places sont surveillées. Seuls quelques trains circulent, protégés par la troupe. Le personnel de la ligne Fribourg-Morat-Anet est obligé de cesser le travail et entre Bienne et Brugg un train est arrêté par des troncs d'arbres entassés sur la voie : les soldats tirent, blessant un gréviste ; il s'ensuit une bagarre au cours de laquelle les cheminots « jaunes » sont quelque peu maltraités. Le 13, le personnel de la Légation russe, frappé aussi d'un décret d'expulsion, est escorté jusqu'à la frontière allemande de Constance par des camions transportant des soldats du 7<sup>e</sup> régiment. Ce même 13 novembre, sur ordre du procureur de la Confédération, a lieu l'occupation militaire des bureaux syndicaux de la ville, de l'immeuble de l'USS et de celui de la *Tagwacht* à la Kappellerstrasse (l'imprimerie est fermée) ; les postes de grève sont interdits.

À **Bâle**, une assemblée réunie sur la Marktplatz acclame la révolution russe, malgré la présence dans la ville de soldats qui patrouillent sur des camions armés de mitrailleuses. Le soir du 12, la police tire et blesse des grévistes qui essaient de faire

cesser le travail à la fabrique Singer à la Clarastrasse.

**Saint-Gall** est sans trams et sans journaux. Toutes les fabriques sont fermées à **Aarau**, **Soleure** et **Bienne** ; partiellement à **Frauenfeld**.

À **Granges** (Soleure), occupée par une trentaine de soldats du 3<sup>e</sup> régiment vaudois, sous le commandement du lieutenant Bettex, les grévistes occupent le 13 novembre les fabriques de la ville et arrêtent le train de Moutier. Le Conseil d'État soleurois demande des renforts au colonel Bornand qui commande la 1<sup>re</sup> division stationnée à Bienne (ville aussi en effervescence) et à Soleure. La foule avait déjà été dispersée quand, à l'arrivée du bataillon 6, le rassemblement se reforme. Après une charge d'un escadron de cavalerie, le major Pelet ordonne le feu ; les quatre morts et les huit blessés, tous parmi les manifestants, qu'ils eussent ou non essayé d'enlever les rails de chemin de fer, ont tous été atteints par derrière, la troupe ayant tiré d'un jardin voisin de la gare. La place ainsi « déblayée », l'on procède encore à 23 arrestations.

À **Zurich**, le 11 novembre, à 16 heures, la Bahnhofplatz est occupée par une compagnie du bataillon lucernois 43 qui, menaçant de tirer sur la foule, la fait évacuer. Les écoles et les hôtels sont transformés en lazarets pour les soldats grippés. Si le geste des étudiants en médecine qui aident à soigner les malades peut être compris, d'autres le sont moins : celui des étudiants de l'École polytechnique qui conduisent les trams, et celui d'environ 800 étudiants de l'Université qui assurent le service postal ou balaient les rues, protégés par l'armée. Seuls trois trains ont quitté la gare pendant toute la grève. Tandis qu'une collecte réunit un million de francs et pendant que les paysans envoient aux soldats qui occupent la ville œufs, fruits et légumes, le secrétaire du personnel des locomotives est arrêté à Brugg par la police d'armée, et les régiments d'infanterie 29, 30 et 32, appuyés par les groupes 5 et 6 des guides, sont envoyés en renfort dans la ville, où le *Volkshaus*

\* Jeunes garçons (CMO)

\*\* Conducteurs de tram (CMO)

et l'Imprimerie coopérative sont occupés par la troupe ; le capitaine Laeuffer du régiment tessinois, socialiste, refuse d'obéir et est incarcéré (14). Le premier numéro de fortune de la presse bourgeoise – *Bürgerliche Presse Zürichs* – ne paraît que le 12.

La soi-disant liberté du travail est assurée militairement pour une infime minorité de travailleurs à **Thalwil**, **Arth-Goldau**, **Winterthur** et **Schaffhouse**. À **Baden**, les dragons dispersent une colonne de grévistes qui tentent de discuter avec les ouvriers de Brown Boveri et font 150 prisonniers. À **Elgg**, des grévistes, venus pour inviter les ouvriers des filatures à cesser le travail, sont tout simplement roués de coups par les paysans et voient leurs vélos réduits en morceaux.

## Les événements en Suisse romande

L'ordre de grève parvient aux ouvriers romands juste au moment où des fêtes célébrant la victoire de l'Entente ont lieu dans toutes les localités importantes, « occasionnant un véritable vertige de chauvinisme ».

À **Genève**, où seulement la moitié des membres du Conseil d'État sont présents, la grève est totale dans le bâtiment, la métallurgie et les transports publics. Le 12 novembre a lieu la mobilisation des bataillons 12 et 13 de la 1<sup>re</sup> division (les autres unités se concentrent à Morges) et tous les transports publics sont militarisés ; malgré cela, l'absence de trains oblige les troupes à s'embarquer sur le « Vevey » : au moment du départ un soldat invite ses compagnons à refuser de partir. Le *Journal de Genève* est le seul journal bourgeois des grandes villes suisses à pouvoir paraître. La ville est vite dominée par les « gardes civiques » qui obligent les wattmen (15) à conduire les trams. Le 14, les membres du comité central de grève sont arrêtés, ainsi qu'un député au Grand Conseil et un conseiller municipal socialiste. Le 16, la police appose les scellés à l'imprimerie de *La Nouvelle Internationale*.

À **Lausanne**, à partir du 10 novembre, sur ordre du Conseil d'État, la ville est cernée par six escadrons de cavalerie ; le syndicaliste Huggler, venu pour participer

à une assemblée de cheminots, est insulté et arrêté par la police. La grève des cheminots est néanmoins décidée par 177 voix contre 143 et suivie massivement malgré l'emprisonnement de plusieurs grévistes. Le 11 novembre est constituée l'« Union civique lausannoise » qui forme des groupes de gardes civiques. Dès le 12, la poste de Saint-François et la gare sont gardées par la troupe. La presse bourgeoise ne peut paraître normalement et les trams ne circulent que partiellement, grâce à quelques « jaunes » protégés par les soldats.

Le mouvement est suivi à **Nyon** (surtout dans le bâtiment), **Morges** (ouvriers de la SIM) et **Vevey** (chemin de fer MOB et Ateliers mécaniques) ; la *Feuille d'Avis* paraît sans encombre ; l'ordre est assuré par la compagnie landsturm du bataillon 7.

Depuis **Sion**, tout est calme en Valais et on travaille partout ; jusqu'aux portes de Lausanne le personnel des gares CFF travaille.

La **Chaux-de-Fonds** est complètement paralysée et sans lumière ; au **Locle**, le drapeau rouge flotte sur l'hôtel de ville.

À **Fribourg**, à part les cheminots, seuls les ouvriers des ateliers des CFF ont fait grève.

## Comme la pluie après l'orage !

Du Tessin, les bataillons 94 et 95 du 30<sup>e</sup> régiment n'arrivent à Zurich que le jeudi 14 novembre, c'est-à-dire une fois la grève terminée, les trains ayant été aussi bloqués dans la Suisse italienne par la grève des cheminots d'Airolo, Bodio,

(14) Ce qui pourrait faire admettre comme valables les bruits, vite étouffés, qui ont couru sur des troubles enregistrés dans le bataillon fribourgeois 17 et dans le régime bernois 16. Le socialiste Ryser intervenant au Conseil national donna en tout cas comme probable cette version publiée par la *Tagwacht*, selon laquelle un train militaire qui arrivait à Bienne de Delémont avait été arrêté par la foule ; les officiers avaient donné l'ordre de descendre les mitrailleuses, ordre que les soldats auraient refusé – et une septantaine d'entre eux, après s'être groupés sur un pré voisin, auraient entonné *L'Internationale*.

(15) Traminots. (CMO)

Biasca et Bellinzone. Dans le reste du canton et parmi les autres catégories professionnelles, la grève n'est pas suivie, en partie à cause d'une certaine confusion due à l'interruption des communications téléphoniques et télégraphiques avec Berne (le télégraphe en particulier étant soumis à la censure militaire).

Les troupes tessinoises arrivent à Zurich juste à temps pour être passées en revue avec les autres 15 000 soldats lucernois, grisons, saint-gallois et thurgoviens par le général Wille (16), et pour recevoir les fleurs et les baisers des filles de la bourgeoisie, ainsi qu'une prime de 40 francs.

La collecte nationale pour le « *Don au soldat* » avait rapporté, dans toute la Suisse, seulement deux millions en un an. En trois jours, la peur a tellement influencé les bien-pensants que la souscription « *für die braven Tessiner und Welschen* » « *rapporte dans la seule Zurich presque un million* », écrit D. Robbiani ; le « *Don national* » finit, il est vrai, par rapporter douze millions « *pour les soldats et leurs familles* ». La ville de Soleure, elle, remet à chaque homme du bataillon 6 une gratification de 10 francs et une carte-souvenir ; Bienne fait de même pour les soldats de la 2<sup>e</sup> brigade, en plus des 40 000 francs récoltés pour les grippés de la 1<sup>re</sup> Division. Une carte-souvenir fut aussi remise par le Conseil d'État de Berne « *aux soldats défenseurs de la loi et de la Constitution* ».

## Douteuses prises de position

Des déclarations officielles transforment en héros les soldats devenus instruments inconscients des privilèges de classe, et dont les excès furent naturellement couverts par le conseiller fédéral Decoppet. Il faut donc simplement admettre comme une tentative de démythification le refus des députés socialistes au Grand Conseil vaudois de se lever pour rendre hommage à la troupe.

Le 20 novembre 1918, un remerciement officiel du Quartier Général, signé par le général Wille et le chef d'état-major Sprecher, est adressé aux officiers, sous-officiers et soldats « *pour l'exactitude avec laquelle ils ont obéi à l'ordre*

*de mobilisation accélérée et accompli ce pénible service d'ordre* ».

Le clergé s'associe à l'armée et, le 1<sup>er</sup> février 1919, un culte solennel, célébré par le pasteur Chamorel, a lieu à la cathédrale de Lausanne devant les drapeaux de la 1<sup>re</sup> Division : le 12 novembre du reste, le Synode de l'Église nationale vaudoise avait déjà offert aux autorités « *son appui dévoué pour toutes les mesures qu'elles prendront pour maintenir l'ordre* ».

Pendant tout l'hiver et jusqu'au printemps, la menace de nouveaux troubles persistant, il fallut maintenir des troupes mobilisées. Des troubles eurent effectivement lieu à Zurich, en avril et juillet, et à Bâle, le 1<sup>er</sup> août (l'intervention des troupes de Bâle-Campagne fit 8 morts). Encore le 8 novembre 1919, le bataillon 90 fut déplacé de Schaffhouse à Zurich en renfort du « bataillon d'occupation » 18 (Neuchâtel).

Mis à part Saint-Gall, les comités locaux de la Suisse alémanique n'approuvèrent pas l'ordre de cessation de la grève ; en Suisse romande, une certaine opposition à la reprise du travail se fit sentir à Genève, mais la police, appuyée par les gardes civiques, sut comment convaincre les récalcitrants. Si l'on reprit le travail pratiquement partout le lundi 18 novembre, après une opposition momentanée, le Comité d'Olten dut subir les reproches de la classe ouvrière mécontente, surtout dans les localités où, la grève ayant été générale, l'on avait cru fermement à son succès complet et immédiat.

Les accusations de lâcheté ne manquèrent pas, de la part surtout des journaux socialistes et syndicalistes de Zurich et Winterthour. Le Deuxième Congrès ouvrier suisse, réuni à Berne les 22 et 23 décembre, confirma la fidélité du mouvement ouvrier helvétique aux moyens de lutte légaux et parlementaires (la grève n'étant de ce fait qu'un moyen de lutte

(16) Au sujet de ce défilé, le Journal de Genève du 18 novembre écrit : « *À Zurich, les esprits sont de plus en plus exaltés et l'exaspération de la classe ouvrière est extrême. Dans une situation semblable il semblerait nécessaire d'éviter toute provocation et la grande parade militaire qui vient d'avoir lieu paraît tout au moins inutile.* »

extraordinaire) et ramena un peu de calme dans les esprits, « *mais durant tout l'hiver les secrétaires syndicaux durent parcourir les sections du pays pour essayer d'expliquer comment la grève générale avait été déclenchée et pourquoi ses résultats se faisaient attendre* ».

## Épilogue grotesque

La grève générale eut un épilogue grotesque devant le Tribunal militaire de la 3<sup>e</sup> division (Berne) où, sur plainte du Conseil fédéral, durent comparaître, du 12 mars au 4 avril, les 21 membres du Comité d'Oltén accusés d'incitation à la mutinerie. À la fin, malgré l'évident désir de répression de la bourgeoisie – qui avait crié au complot révolutionnaire organisé avec l'aide de la Légation soviétique de Berne et les millions de la Balabanoff (17) – seul le délit d'incitation des soldats à la désobéissance fut retenu et, lors du jugement du 10 avril 1919, Grimm, Platten (contumace) et Schneider furent condamnés à six mois de prison, Nobs à un mois, tous les autres membres étant acquittés. La demande d'amnistie ayant été rejetée par les Chambres fédérales en juin, au moment du transfert de Grimm à la prison de Blankenburg, le service d'ordre à la gare de Berne fut débordé et, les manifestants s'étant couchés sur les rails, le transfert dut s'effectuer en auto.

Toute une série d'autres plaintes (dès le 16 novembre, de nombreuses perquisitions et arrestations de dirigeants syndicaux ou socialistes eurent lieu à Zurich et à Berne) déposées devant différents tribunaux militaires, surtout contre les dirigeants des cheminots, se terminèrent par un nombre assez important de condamnations ; les frais judiciaires s'élevèrent à 120 000 francs, en partie couverts par les 80 000 francs récoltés lors d'une collecte « *pour les victimes de la répression* ».

Pour les simples grévistes, après une semaine d'emprisonnement et quelques mois de suspension des fonctions, les sanctions furent enfin levées par la Direction générale des CFF qui remboursa les salaires perdus. Il n'en fut pas de même dans les chemins de fer privés où, notamment aux Chemins de fer rhétiques, l'on

enregistra un certain nombre de révocations définitives.

## 4. Conclusion

Sur le plan concret, les résultats certains de la grève générale furent :

a) la nouvelle loi électorale qui, après la discussion au Conseil national du 14 au 18 décembre 1918 et la votation populaire du printemps 1919, introduisit le système proportionnel, dont l'application, les élections ayant été avancées d'une année, s'effectua en automne 1919 déjà (l'abandon du système majoritaire valut aux socialistes de passer de 19 à 43 députés au Conseil national) ;

b) la loi sur les fabriques de juin 1919 qui prévoit la semaine de 48 heures pour les ouvriers et pour le personnel des entreprises publiques de transport, les vacances payées pour les employés CFF et PTT ;

c) le net renforcement des organisations syndicales (particulièrement la FOMH, la FOBB et la FCTA) qui arrivent à fin 1918 à un total de 175 000 membres et, chez les cheminots, la fusion en 1920 des cinq organisations en une seule fédération (la SEV) ; par contre, à la suite de la grève générale, les syndicats catholiques quitteront la Fédération ouvrière suisse (fondée en 1897 et dans laquelle ils gardaient le contact avec l'USS et le *Griitli*), ce qui signifiera sa dissolution en 1920.

## L'importance de la grève générale dans l'évolution politique et sociale de la Suisse

En 1925, les autorités fédérales proposées à l'économie avouèrent que « *la grève de 1918 avait jeté une lumière crue sur la situation des travailleurs, l'état de sous-alimentation des ouvriers des villes et la rétribution insuffisante des salariés* ».

(17) Angelica Balabanova militante socialiste puis bolchevique. Participe à la conférence de Zimmerwald. Joue un rôle important au sein de l'exécutif du Komintern. (note CMO)



Il ne s'agit en définitive pas d'une facile indulgence envers le compromis, mais d'un élémentaire devoir d'objectivité, si nous arrivons à la conclusion que – même si « *la révolte eut une base essentiellement matérielle* » (W. Gautschi) – la grève générale de novembre 1918 « *fut un mouvement essentiellement politique, quoique exceptionnel* » (*L'Union syndicale suisse de 1880 à 1930*, p. 163).

Un mouvement qui – contrairement à l'affirmation de H. Greulich que « *la grève générale est une fantaisie de jeunesse que seule se paie la classe ouvrière mal organisée* » (*Où voulons-nous aller ?*, p. 40) et pour reprendre les propres termes d'un article de A. GrosPierre (*Le Métallurgiste*, organe de la FOMH, du 23 novembre 1918) – a permis au « *prolétariat suisse de montrer que la vie économique dépendait de sa participation collective, que, sans lui, tout s'arrêtait, établissant ainsi ses droits dans la société économique et politique* ».

Série d'articles initialement publiés in : *Les Services publics*, N<sup>os</sup> 36 à 43, septembre-octobre 1968

Réédité in : Claude Cantini, *Pour une histoire sociale et antifasciste : contributions d'un autodidacte / textes choisis et présentés par Charles Heimberg*. Lausanne, Editions d'En Bas & Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO), 1999, pp. 104-140.

De la riche bibliographie que comporte l'article originel de Cantini, faute de place, nous avons retenu les titres suivants :

*Der Landesstreik vor Kriegsgericht*. Berne, 1919

*Les grèves de novembre 1918 en Suisse* (rapport du Comité d'action d'Olten au 2<sup>e</sup> Congrès ouvrier suisse des 22 et 23 décembre 1918 à Berne). Berne, 1918.

*L'Union syndicale suisse, 1880-1930*. Berne, 1933.

Perrin P., « La grève générale de novembre 1918 » dans *Revue syndicale suisse*, Berne, n<sup>o</sup> 11, novembre 1958.

Vallière P. de, *Les troubles révolutionnaires en Suisse de 1969 à 1919*. Lausanne, 1926.

# Une autre vision de Lénine

## À propos d'une biographie de Lénine par Lars T. Lih (1)

L'ambition originale de cette biographie de Lénine écrite par un historien canadien, chercheur universitaire, est « *de traiter à la fois Oulianov, la personne de chair et d'os, et sa création discursive, N. Lénine* » car « *les idées de N. Lénine ne peuvent être comprises indépendamment des émotions qu'Oulianov y a investies, et, à l'inverse, que la vie affective d'Oulianov ne saurait être comprise indépendamment des idées associées à N. Lénine* » (2). Cette affectivité de Lénine, elle s'exprime d'abord dans le rapport qu'il entretient avec l'œuvre de Marx et d'Engels : « *Je suis toujours complètement "amoureux" de Marx et Engels, et je ne peux supporter qu'on les dénigre. Non vraiment, ils sont la marchandise authentique* » (3). Mais surtout, elle s'incarne dans ce que Lars T. Lih appelle le « *scénario héroïque* » qui a porté la vision du monde de Lénine pendant toute sa vie : les militants du parti doivent entraîner les ouvriers qui doivent eux-mêmes conduire le peuple entier (le *Narod*) vers le renversement du tsarisme, ouvrant alors la voie au socialisme. Ce scénario héroïque, Lih va tenter de montrer son cheminement à travers toutes les étapes de l'action politique de Lénine.

Dégager une autre voie que le terrorisme révolutionnaire de son frère aîné : la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme

C'est en 1887 que le frère aîné de Lénine participe à une tentative d'attentat contre le tsar Alexandre III. Celui-ci se méfie des discours et des velléités démocratiques des étudiants. Il décourage aussi les écoles rurales porteuses d'ascension sociale pour les enfants de

paysans, écoles dont le père de Lénine s'était attaché au développement en tant qu'enseignant puis inspecteur des écoles. Il préfère soutenir le développement des écoles paroissiales par crainte du « *potentiel subversif de l'éducation et de la mobilité sociale* » dont l'assassinat récent (en 1881) d'Alexandre II par une poignée de jeunes intellectuels lui semble témoigner. Ces étudiants terroristes (ceux de 1881 comme ceux de 1887) se revendiquent du socialisme mais ils souhaitent d'abord obtenir des institutions libres, c'est-à-dire la démocratie politique en remplaçant l'absolutisme tsariste par un régime constitutionnel. Cette revendication politique démocratique représente une évolution par rapport au radicaux socialistes russes des années 1860-1870 qui n'étaient guère attirés par une lutte pour les libertés politiques qui, selon eux, ne pouvait que favoriser la bourgeoisie montante et tromper les masses. Ils cherchaient au contraire à détruire immédiatement les fondements économiques et sociaux de l'ordre actuel et instaurer un régime socialiste. Les étudiants de 1881 et 1887 comme le frère de Lénine contestent cette position car, sans liberté de parole, il leur semble impossible que la propagande auprès des masses soit efficace. C'est parado-

(1) *Lénine*, trad. Maurice Andreu et Nicolas Vieillescazes, postface Jean Batou, *Les Prairies ordinaires*, coll. « Singulières modernités », Paris, 2015.

(2) Lars T. Lih, *Lénine*, p. 13.

(3) Lettre de Lénine à Inès Armand, cité par Lars T. Lih, *op. cit.* p. 13.

xalement ce nouvel objectif intermédiaire de la liberté politique qui amène ces étudiants au terrorisme. Comme le manque de libertés politiques exclut pour l'heure un mouvement de masse, c'est par des actions minoritaires terroristes qu'ils pensent pouvoir forcer le gouvernement tsariste à faire des concessions sur ce plan politique. En ce sens, il s'agit d'un rapprochement avec l'orientation de la social-démocratie allemande qui travaille publiquement à convaincre et rassembler les ouvriers. Mais le recours au terrorisme pour obtenir ces libertés politiques s'avère un tragique échec puisqu'il conduit à une répression accrue et en particulier à l'exécution du frère de Lénine à la suite de l'attentat manqué contre Alexandre III.

### ***Le marxisme comme alternative au terrorisme populiste***

Lénine va alors tenter de résoudre la contradiction en commençant, à partir de 1888, une lecture systématique des œuvres de Marx et Engels et une participation à des cercles de lecture illégaux sociaux-démocrates. Il lit aussi à ce moment-là Nicolaï Tchernychevski, journaliste et intellectuel radical des années 1860, qui lui transmet une haine viscérale du « *philistinisme* », à distinguer du compromis parfois nécessaire.

Le marxisme de Lénine lui permet alors de considérer que le mouvement de masse qui faisait apparemment défaut pour l'obtention des libertés politiques était en train de se constituer en Russie, malgré la répression tsariste, grâce à la transformation capitaliste du pays. Celle-ci crée en effet de nouvelles classes se substituant à l'ancien *Narod* :

- les ouvriers d'usine qui doivent devenir les leaders du peuple travailleur de Russie, les leaders du *Narod*, parce qu'ils sont confrontés à la forme la plus pure de l'exploitation capitaliste de toute la Russie ;

- les travailleurs pauvres et exploités de la campagne qui doivent devenir des « *suiveurs* » ;

- les fermiers, nouvelle bourgeoisie des campagnes, qui souhaitent se débarrasser des survivances féodales dont jouissent les grands propriétaires fonciers

et ont donc intérêt eux aussi à un renversement du tsarisme.

C'est pourquoi le capitalisme apparaît progressiste à Lénine. Il contribue à ruiner les anciennes formes économiques féodales et amène de nouvelles classes à participer activement à la vie économique (mais aussi politique) du pays. On retrouve le « *scénario héroïque* » du leadership de classe.

Les populistes russes reprochent aux marxistes cet encouragement de la production capitaliste qui ruine les campagnes en conduisant les paysans à la misère et à l'émigration vers les villes.

Au contraire, Lénine soutient que le développement du capitalisme à la campagne donnera aux paysans un élan révolutionnaire les conduisant à suivre le prolétariat des villes dans la lutte contre le tsarisme et au-delà. Dans ces conditions, une stratégie sociale-démocrate en Russie peut être mise en œuvre grâce à un parti clandestin insufflant au prolétariat urbain des usines le sens de sa mission historique : conduire le peuple (le *Narod*) dans le combat contre le tsarisme. La confiance de Lénine dans cette stratégie est renforcée par l'évolution de la social-démocratie allemande qui a pu se développer malgré la législation répressive de Bismarck, et même peut-être grâce à elle.

La publication en 1892 du programme d'Erfurt rédigé par Karl Kautsky et adopté lors d'un grand congrès du parti social-démocrate allemand semble justifier le « *scénario héroïque* » de classe de Lénine : comme lui, Kautsky assigne aux ouvriers une mission nationale et au Parti social-démocrate celui d'un parti du *Volk* représentant non seulement les ouvriers des villes mais toutes les couches laborieuses et exploitées, c'est-à-dire la grande majorité de la population. Kautsky insiste aussi sur le fait que la social-démocratie doit conquérir et faire usage des libertés politiques. Lénine traduira le programme d'Erfurt en russe en 1894. C'est aussi cette année-là qu'il publie illégalement son premier ouvrage officialisant ses positions sociales-démocrates contre les populistes russes : *Ce que sont les « Amis du peuple » et comment ils luttent contre les sociaux-démocrates*.

*Les trois actes du « scénario héroïque » de Lénine et leur inscription sur une bannière*

**Lih (4) insiste sur la dernière phrase de l'ouvrage Ce que sont les « Amis du peuple »... qui résume ce « scénario héroïque » et le déploie en trois actes correspondant chacun à une décennie de la vie politique de Lénine.**

Acte I : création de la social-démocratie russe (1894-1904) qui vise à apporter aux ouvriers « *le savoir et l'association* », même si c'est dans des conditions de clandestinité. Acte II : la révolution démocratique par laquelle l'ouvrier russe à la tête de toutes les forces démocratiques cherche à abattre le tsarisme. C'est la naissance du bolchevisme en Russie comme courant de la social-démocratie qui reprend le « *schéma héroïque* » de Lénine (1904-1914).

Acte III : la révolution socialiste mondiale, qui devient le principal souci de Lénine dans cette dernière décennie (1914-1924). C'est à partir de l'éclatement de la guerre en 1914, quand les partis sociaux-démocrates renoncent à la solidarité internationale et se rangent dans le soutien patriotique à leur État respectif, que Lénine estime que la « *bannière de la social-démocratie a été souillée* » et qu'il faut remplacer l'épithète *social-démocrate* par *communiste*. Il se considère alors comme le chef du mouvement communiste mondial.

Lih insiste d'ailleurs sur le rôle des bannières derrière lesquelles se regroupent les militants socialistes en Russie comme en Europe :

« *La bannière annonce au monde qui vous êtes et pourquoi vous combattez. Le récit synthétisé par les slogans figurant sur la bannière galvanise les combattants et permet d'en rallier d'autres à la cause. La bannière signifie l'unité morale des combattants, unité qui assure l'efficacité de leur organisation (...)* ; elle résume toutes les émotions qui donnent vie aux os desséchés de la théorie marxiste » (5).

Le « *scénario héroïque* » de Lénine tel qu'il est évoqué dans la dernière phrase de *Ce que sont les « Amis du peuple »*... représente sa bannière à lui, celle dont il ne s'écartera jamais.

## 1<sup>er</sup> acte : la fusion du socialisme et du mouvement ouvrier

L'acte I de 1894 à 1904 représente la véritable alternative au terrorisme du frère de Lénine et des populistes russes : la fusion du socialisme et du mouvement ouvrier par la création d'une social-démocratie russe. Lih l'évoque de plusieurs façons :

– la collaboration avec de nombreux activistes sociaux-démocrates en Russie et à l'étranger (Martov, Plekhanov, Vera Zassoulitch, Axelrod, Wilhelm Liebknecht...);

– la création de l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière fin 1896 à Saint-Pétersbourg qui distribue de manière clandestine des tracts sociaux-démocrates aux ouvriers ;

– la collaboration et les conversations avec des ouvriers dans le cadre de cercles de propagande donnant une éducation intensive et approfondie.

Ces activités sont typiques d'une activité social-démocrate dans la lignée de la social-démocratie allemande. La seule différence, mais elle n'est pas mince en pratique, est qu'elles s'exercent dans la clandestinité compte tenu de la répression politique pratiquée par le tsarisme.

C'est pourquoi, un nouveau type social hybride apparaît, les *praktiki*, militants assurant le fonctionnement des organisations locales. À la fois intellectuels et ouvriers, on les qualifiait d'« *ouvriers résolus* » ou « *ouvriers conscients* ». Ils aspiraient à devenir rationnels et cultivés de façon à convaincre de nouveaux « *militants* ».

Un autre facteur indispensable à la fusion envisagée par Kautsky entre le mouvement ouvrier et les socialistes russes réside dans la conscience de la classe ouvrière elle-même. Les grèves organisées et contrôlées par les ouvriers de Pétersbourg en 1896 (à l'inverse des mouvements désordonnés et destructeurs du mouvement ouvrier antérieur) sont justement ce facteur. Elles sont nées indépendamment de l'action des socialistes mais ceux-ci ont pu se lier à ce mouve-

(4) *Op. cit.*, pp. 49-50.

(5) *Ibid.*, p. 49.

ment et contribuer à son succès (le gouvernement a été obligé de reculer). Le « scénario héroïque » envisagé par Lénine semble être devenu crédible. Il suffirait de multiplier les « Unions de lutte » dans les principales villes.

Lénine est arrêté en 1895 avec les autres dirigeants de l'Union de lutte de Pétersbourg, juste avant le lancement des grèves. Il est condamné à trois ans d'exil en Sibérie et il épouse en 1898 Nadejda Kroupskaïa, enseignante bénévole dans le mouvement d'éducation populaire. Elle appartient à la génération des premiers *praktiki*.

Lénine a échafaudé pendant son exil un projet d'organisation nationale clandestine dont il donnera l'exposé dans *Que faire ?* en 1902. L'image qu'on en a donnée, celle d'un parti d'intellectuels révolutionnaires méfiants devant les ouvriers « réformistes » ne correspond pas à la réalité. Il s'agissait au contraire d'importer la stratégie du SPD allemand dans le cadre de la répression absolutiste. Le projet de Lénine reposait non sur la méfiance mais sur la certitude que les ouvriers seraient un appui. À l'inverse de l'image d'un Lénine froid et cynique, son « scénario héroïque » est emprunt de romantisme. Sa vision de l'organisation du parti n'est pas une innovation personnelle mais « une systématisation des méthodes expérimentées collectivement par toute une génération de *praktiki* sociaux-démocrates » par tâtonnements successifs.

### **L'Iskra, Que faire ? et la fondation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POS DR)**

Lih insiste ensuite sur le rôle du journal l'*Iskra* dans le « scénario héroïque » de Lénine. Après sa libération de son exil en Sibérie, il fuit à Munich après un passage en Suisse et fonde, avec d'autres exilés de sa génération comme Martov et Potresov mais aussi plus anciens comme Plekhanov, Vera Zassoulitch et Axelrod, l'*Iskra* en décembre 1900. Un premier congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POS DR) s'était tenu en mars 1898. Mais c'est surtout avec la création de l'*Iskra* qu'un pas en avant dans cette voie sera franchi. Le journal écrit, dirigé et imprimé à l'étranger, paraîtra avec une réelle régu-

larité pour une diffusion clandestine en Russie (51 numéros lors des trois années pendant lesquelles Lénine sera dans son comité de rédaction, jusqu'en fin 1903). Il cherche à nouer des liens avec des développements réels en Russie. Les comités clandestins locaux fournissent des textes d'actualité tandis que l'organisation du journal se démène pour faire parvenir des exemplaires aux comités responsables de leur diffusion. Lénine et sa femme Kroupskaïa consacrent un temps considérable au journal (commande, écriture d'articles, correspondance, supervision du transport, bouclage de la fabrication des numéros chez l'imprimeur). Il s'agit d'aider à la structuration nationale du parti à partir des groupes locaux isolés qui cherchent à se coordonner nationalement. Il y a une rupture avec ce qu'avaient fait leurs prédécesseurs : partir d'un groupe central et chercher ensuite des ramifications locales. L'*Iskra* ne sera pas au départ le journal officiel du parti, il renforcera son autorité au fur et à mesure que les comités locaux s'en empareront pour participer pleinement à sa création (envoi d'articles et de rapports) et à sa diffusion. L'organisation nécessaire au transport du journal sera l'embryon d'une organisation nationale de révolutionnaires professionnels. Le journal unifiera aussi programmatiquement les divers comités qui y participeront.

*Que faire ?*, publié en 1902, est un condensé des positions de l'*Iskra* et résume le « scénario héroïque » de Lénine :

- l'autocratie russe est au bord de l'effondrement ;

- ouvriers, paysans, entrepreneurs, nationalités et même de nombreux propriétaires fonciers se retournent contre le tsar ;

- des actions de masse menées par les ouvriers sont le principal facteur d'intensification de la crise révolutionnaire. Les ouvriers se donnent des chefs issus de leurs rangs. La classe ouvrière galvanise l'ensemble de la société russe.

Les clandestins rendus nécessaires par la répression tsariste seront protégés en haut par le secret et en bas par le soutien des ouvriers. La stratégie des « fils » du SPD allemand est appliquée dans les conditions particulières de la Russie.

La dynamique créée par l'*Iskra* est assez forte pour que se tienne le II<sup>e</sup> Congrès du POSDR à Londres en août 1903. Mais celui-ci révèle de profondes luttes de fraction, même s'il débouche sur la création des instances centrales du parti et si un accord se fait sur des points fondamentaux du programme et de la tactique. Les divergences qui se feront jour progressivement déboucheront sur la scission entre bolcheviks et mencheviks. Bien qu'il domine le congrès de 1903, Lénine se retrouve très isolé à la fin de l'année et se voit même obligé de quitter la rédaction de l'*Iskra*.

### De la révolution de 1905 à la guerre de 1914

*L'importance et les leçons de la révolution de 1905*

La révolution de 1905 a éclaté alors que la guerre avec le Japon avait commencé en 1904 et que l'armée russe allait de désastre en désastre. Pour Lénine, cette révolution a été une « *révolution du peuple* » qui, bien qu'elle ne soit pas allée jusqu'au bout en renversant le tsarisme et en instaurant une république démocratique, a réalisé de grandes choses :

- elle a montré que le travail de conscientisation mené pendant dix ans par le parti clandestin avait porté ses fruits : le prolétariat s'est porté à la tête du peuple ;
- initiée par le Dimanche rouge de janvier 1905, elle atteint son apogée en octobre quand une grève déclenchée par les cheminots conduit à une grève générale. Le gouvernement, isolé, publie le Manifeste du 17 octobre par lequel le tsar concède des libertés politiques fondamentales. L'activité politique est alors libre, sans censure, pendant quelques semaines ;
- les masses utilisent pour la première fois la grève politique de masse et créent spontanément de nouvelles institutions (soviets, comités de paysans...) profondément démocratiques ;
- cette révolution montre, aux yeux de Lénine, que « *l'autre voie* » est crédible, qui pourra réaliser le rêve de son frère Alexandre ;
- elle montre aussi le rôle que les paysans peuvent jouer dans la lutte révolutionnaire à condition que les ouvriers dirigent le mouvement. Il peut ainsi y

avoir une scission conduisant les paysans pauvres et moyens à se séparer des paysans riches seuls rejetés dans le camp des propriétaires terriens et des capitalistes. Sans rallier les socialistes-révolutionnaires qui croyaient en un socialisme paysan, Lénine et les bolcheviks se séparent aussi des mencheviks qui considèrent les paysans avec méfiance. Lénine envisage aussi la possibilité d'un rôle progressiste des paysans moyens instaurant un capitalisme des « *fermiers* » (sur le modèle américain) par opposition à un capitalisme à la prussienne plus répressif, fondé sur l'aristocratie terrienne.

À la suite d'une insurrection armée organisée en décembre 1905 par les ouvriers moscovites incités par « *les éléments révolutionnaires les plus impatients* » (6), et malgré un soutien de la population de la ville, le gouvernement, utilisant son artillerie, écrase le mouvement, et c'est le début du reflux de la révolution. Le soviét de Saint-Petersbourg est dissous et sa direction (dont Trotsky) est arrêtée. Deux *Doumas* sont élues, en mars 1906 et début 1907, mais elles sont immédiatement dissoutes, le gouvernement estimant impossible de travailler avec les partis libéraux et paysans qui en constituent la majorité. Ce n'est qu'en juillet 1907, après la loi électorale restrictive imposée par le coup de force anticonstitutionnel du nouveau ministre Stolypine, qu'une *Douma* aux ordres est élue. Répression et réformes (notamment agraire) vont marquer la fin de la révolution de 1905 au profit de « *l'ère Stolypine* ». Les élus sociaux-démocrates à la *Douma* sont pourchassés, le POSDR est réduit à la clandestinité, et les rapports de police font état d'une indifférence des ouvriers vis-à-vis du travail révolutionnaire.

### *La rupture définitive entre bolcheviks et mencheviks*

Lénine, au début de 1904, semblait isolé et fini politiquement, c'est du moins ce que colportaient ses ennemis dans l'immigration. En réalité, en Russie, il disposait de nombreux soutiens parmi les *prak-*

(6) Lih, *op. cit.*, p. 99.

*tiki* clandestins. Toute son activité est alors concentrée sur la polémique avec d'autres fractions. Il est persuadé que la débâcle militaire de la Russie va conduire à une contestation déchaînée du peuple contre le régime et que le prolétariat prendra la tête de l'insurrection. La révolution de 1905 confirme ce pronostic. Même après le début de celle-ci, Lénine se concentre sur la préparation d'un nouveau congrès du POSDR dans lequel il espère consolider la domination des bolcheviks. Celui-ci se réunit à Londres en avril 1905, mais il est boycotté par les mencheviks. Beaucoup y voient le véritable congrès fondateur du bolchevisme.

Après le congrès de Londres et avoir passé quelque temps à Genève, Lénine rentre en Russie à la suite de l'amnistie consécutive au Manifeste d'octobre. Il arrive à Pétersbourg en novembre en se déguisant, malgré cette amnistie, et participe aux travaux du soviet de Pétersbourg. Mais il continue de se consacrer essentiellement à la réorganisation du parti. Il pense que l'activité militante de 1905 a soudé les deux fractions sociales-démocrates souvent à l'avantage des bolcheviks et donc l'unification du parti peut être réalisée de façon satisfaisante. Cependant, le congrès de Stockholm de 1906 donne la majorité aux mencheviks. En 1907, au congrès de Londres, ce sont les bolcheviks qui sont à nouveau majoritaires. Malgré ces oscillations, les divergences d'orientation entre les deux fractions sont croissantes. Les mencheviks veulent d'abord obtenir la liberté d'association et tentent de trouver des alliés dans la bourgeoisie libérale. Les bolcheviks veulent aller au-delà et obtenir toutes les libertés politiques, sans alliance avec la bourgeoisie, qui a peur de la révolution et ne pourra que trahir le peuple.

En 1906-1907, Lénine s'exprime dans des réunions publiques à Saint-Pétersbourg, écrit des articles pour la presse légale et discute avec ses camarades. Avec le retour de la censure et des arrestations, il décide de s'installer en Finlande en août 1906, pays plus libéral. En 1907, il retourne à Genève et déménage à Paris fin 1908. Il souhaite d'abord devenir le principal dirigeant du parti et lutte contre les déviations de droite (ceux qui veulent abandonner toute activité clandestine)

et de gauche (ceux qui rejettent les nouveaux moyens de diffusion disponibles comme la tribune qu'offre la *Douma*)

Les oscillations de la politique du POSDR selon les majorités des congrès sont sources de confusions que déplore Lénine. En janvier 1912, avec Zinoviev et un petit groupe de *praktiki*, il réunit une conférence à Prague qui exclut les principaux représentants du « *liquidationnisme* » et élit un nouveau comité central censé représenter tout le parti.

Depuis le massacre de la Léna (Sibirie) le 17 avril 1912, où l'armée tire sur les ouvriers grévistes des mines d'or, l'activisme ouvrier (grèves et manifestations) a repris, ce qui accroît le soutien dont les bolcheviks ont besoin dans la lutte fractionnelle. Cette renaissance est marquée par le lancement d'un journal légal, la *Pravda*, dont le premier numéro paraît le 5 mai 1912.

### **La dernière décennie (1914-1924) : guerre et révolutions**

*La lutte contre la trahison des sommets de la social-démocratie ralliés à la guerre : transformer la guerre impérialiste en guerre civile*

La grande surprise pour Lénine, et ce qui l'a même rendu incrédule au début, est le vote des crédits de la guerre de 1914 par les députés sociaux-démocrates allemands et par les socialistes français.

Les leaders socialistes européens, dans leur écrasante majorité, ont renié leur credo internationaliste et anti-guerre (notamment exprimé lors du congrès international de Bâle en 1912) : ils ont « *sali le nom du socialisme* », affirme Lénine. Puisque les autres ont trahi, c'est à lui qu'incombe de reprendre la bannière du socialisme révolutionnaire. Il développe alors des thèses sur la guerre, en octobre 1915, qui représentent une nouvelle version du « *scénario héroïque* » :

– le monde est entré dans une ère de révolutions : révolutions nationales, coloniales, démocratiques ou socialistes comme en Europe occidentale. Ces révolutions interagiront les unes avec les autres ;

– la guerre mondiale qui vient d'éclater va précipiter de larges masses dans la voie révolutionnaire. Toute révolution réussie dans un pays embrasera d'autres pays.

Lénine évoque même la possibilité d'une guerre révolutionnaire à partir d'une révolution socialiste victorieuse dans un pays.

– les authentiques socialistes, où qu'ils soient, ont le devoir de transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

Lénine a quitté Cracovie pour Berne le 5 septembre 1914 et c'est à quelques kilomètres, à Zimmerwald, qu'il participe à une conférence le 5 septembre 1915 rassemblant la gauche qui s'oppose à la guerre. Il en devient le principal porte-parole, mais à la différence de la majorité des délégués, il ne fait pas de la paix le but principal, c'est uniquement la révolution socialiste qui pourra arracher les racines capitalistes de la guerre.

Il se rend à Zürich avec Kroupskaïa début 1916 pour documenter son ouvrage *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Les informations qui lui parviennent de Russie lui laissent à penser qu'un mûrissement révolutionnaire est en marche. Et de plus en plus clairement, il estime que la révolution démocratique bourgeoise contre le tsar sera un facteur de déclenchement de la révolution socialiste en Europe.

### ***Le début de la révolution de 1917 et les « thèses d'avril » : vers une révolution socialiste en Russie***

Dès le début de la révolution de février 1917 et l'abdication du tsar, Lénine décide de rentrer en Russie en utilisant un train scellé et en traversant l'Allemagne avec l'accord du gouvernement allemand. Son « scénario héroïque » du leadership de classe va alors changer. Ce sont les thèses d'avril qui reprennent celles d'octobre 1915, mais en les précisant :

- opposition à la guerre et au gouvernement chauvin ;
- tout le pouvoir aux soviets ;
- confiscation immédiate des terres pour gagner les paysans ;
- transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Il y a toutefois un changement significatif par rapport au scénario de 1915 et aux conceptions de Lénine jusqu'à son départ de Zürich le 9 avril 1917. Jusqu'alors, il concevait deux révolutions différentes : une révolution démocratique en Russie qui devait être menée par le peuple conduit par

le prolétariat et une révolution socialiste en Europe occidentale. Dans un texte du 8 avril, il envisage une marche au socialisme en Russie (qui pourrait donc précéder une révolution socialiste en Europe). Cette « *marche au socialisme* » (7) en Russie est associée avec le leadership du prolétariat sur la « *paysannerie la plus pauvre* » (8) (elle-même exploitée par le capitalisme) et non plus sur la paysannerie dans son ensemble. Ce lien entre marche au socialisme et conflit de classe interne à la paysannerie occupera désormais une place centrale dans sa conception d'ensemble de la révolution russe.

En arrivant en Russie, Lénine découvre plusieurs choses :

– un double pouvoir existe entre le soviét et le gouvernement provisoire ; celui-ci ne conservant le sien qu'à cause du refus de la direction du soviét de le prendre ;

– la dégradation de la situation du pays est liée à la poursuite de la guerre contre l'Allemagne. Le gouvernement provisoire est soucieux de préserver les intérêts de grande puissance de la Russie et le soviét cherche une paix démocratique, tout en souhaitant, en attendant, une défense révolutionnaire de la liberté du pays. Mais la guerre impopulaire et onéreuse ne peut être poursuivie et une nouvelle offensive militaire en juin se traduit par un désastre ;

– les problèmes d'approvisionnement en nourriture et le niveau insupportable du coût de la vie qui avaient été les causes immédiates de la révolution de Février sont aggravés par la révolution ;

– le gouvernement provisoire maintient que seule une Assemblée constituante peut décider de l'octroi de la terre aux paysans. En fait, loin d'être une volonté de respect démocratique, c'est un moyen d'attendre et de ne pas s'opposer aux propriétaires fonciers et aux capitalistes.

De façon générale, le gouvernement provisoire a été modifié régulièrement pendant les huit mois de son existence au gré des coalitions successives. Seul Kerenski a été la constante de ces cabinets. Ceux-ci se sont heurtés à une désil-

(7) Lih, *op. cit.*, p. 148.

(8) *Ibid.*



lusion croissante des masses qui se sont finalement tournées vers les bolcheviks. Eux leur tenaient un message clair : prenez le pouvoir !

Ce mot d'ordre était un appel à la destruction de l'État bourgeois et à la création d'un État prolétarien fort. Mais, concernant l'appareil économique bourgeois, l'appel de Lénine n'était pas favorable à sa destruction mais à l'utilisation de sa forme centralisée pendant la guerre, comme en Allemagne, dans l'intérêt des masses et pas des banquiers et des capitalistes.

Pour Lih, la meilleure manière dont Lénine a répondu aux crises de 1917 n'est pas dans *L'État et la révolution* mais dans *La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* pour la crise économique, et dans *Les Bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?* pour la crise politique. Les moyens de conjurer la crise économique sont des « mesures de contrôle » que tous les partis politiques conciliateurs défendent mais qui ne sont pas mises en œuvre à cause du caractère bourgeois du pouvoir : la terre aux paysans, une régulation économique forte, une diplomatie tournée vers la paix.

### La marche à la prise du pouvoir

L'opposition au gouvernement provisoire prend une forme insurrectionnelle en juillet 1917, mais Lénine estime qu'un gouvernement basé sur les soviets est prématuré et il freine le mouvement. Toutefois, ordre est donné d'arrêter Lénine, Zinoviev, Trotsky et d'autres dirigeants bolcheviques. Mais les deux premiers parviennent à s'enfuir et se cachent en Finlande.

En août, face à l'incurie du gouvernement provisoire, les forces réactionnaires se regroupent derrière le général Kornilov qui tente un coup d'État. Celui-ci est déjoué par les partis socialistes unis. Ce sont les bolcheviks qui en retirent le crédit politique. Alors que les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires continuent à chercher la conciliation avec les partis bourgeois, les masses commencent à penser comme les bolcheviks : un pouvoir conciliateur est un pouvoir bourgeois qui entraîne le pays vers la ruine.

À partir de septembre, Lénine se met à poser avec insistance la question de la prise du pouvoir et de l'insurrection à la direction

du Parti bolchevique. Les bolcheviks sont majoritaires dans les soviets, tout retard de l'insurrection entraînerait une accélération de l'effondrement économique et militaire. Le 10 octobre, Lénine est majoritaire dans une réunion avec les autres dirigeants bolcheviques sur l'objectif de la prise du pouvoir. L'insurrection est toutefois reportée à l'ouverture du congrès des soviets qui doit se tenir deux semaines plus tard. Elle a lieu dans la nuit du 24 octobre. Le IIe Congrès des soviets annonce la formation d'un pouvoir fondé sur les soviets. Les bolcheviks s'engagent à tenir des élections pour une Assemblée constituante. Quand celle-ci se réunit à Petrograd le 5 janvier 1918, ils lui demandent de reconnaître l'autorité souveraine des soviets (donc le gouvernement bolchevique). Comme l'assemblée s'y refuse, elle est dispersée par la force.

Le 3 mars, le traité de Brest-Litovsk, particulièrement humiliant pour la Russie, est signé avec l'Allemagne, mettant fin à la guerre. Lénine avait dû mettre tout son poids dans la balance pour que les bolcheviks acceptent le traité, qui lui semblait seul à même de stopper l'invasion allemande et le renversement du gouvernement.

### La « terreur rouge » face à l'ennemi de classe

Lih évoque un télégramme de Lénine envoyé le 11 août 1918 aux bolcheviks de Penza, province de la région de la Volga située à environ 700 km au sud-est de Moscou. Lénine y demande que des mesures très répressives soient prises contre les révoltes paysannes dont il rend les koulaks responsables (pendaisons, confiscations de leurs terres, prise d'otages). Ce télégramme, rendu public après la chute de l'URSS, donne lieu à une tentative d'explication par Lih de cet « effroyable déploiement de violence » (9).

Ce sont les difficultés de l'approvisionnement alimentaire qui ont été le moteur de l'effondrement économique des gouvernements précédents (tsarisme, gouvernements provisoires). Il faut donc trouver des moyens d'obtenir les livraisons (des récompenses prioritairement ou la force en second

(9) Lih, *op. cit.*, p. 159.

lieu), d'autant que plusieurs régions riches sont sous occupation allemande (Ukraine, Sibérie, nord du Caucase). Toute région sous contrôle des bolcheviks possédant des excédents est essentielle. Une région comme celle de Penza détermine la survie du gouvernement bolchevique. Pour Lih, ni la personnalité de Lénine ni son idéologie n'explique ce comportement répressif. D'autres, dans des situations analogues, ont adopté des comportements identiques. En revanche, le télégramme n'est pleinement compréhensible que par référence au « scénario héroïque » déjà maintes fois évoqué. Lénine tient en effet à ce que le peuple voie les pendants, non pour le terroriser, mais parce qu'il est persuadé que le peuple hait les koulaks et qu'il se réjouira de la fermeté du gouvernement ouvrier à leur égard. Les exécutions expriment ce leadership de classe qui doit entraîner le peuple. La révolution qui a renversé le tsar était une révolution démocratique associant le prolétariat et la paysannerie. La deuxième étape du scénario est une révolution socialiste associant le prolétariat urbain et le semi-prolétariat des campagnes expulsant les koulaks exploités de la coalition révolutionnaire. Ce conflit de classe dans les campagnes en 1918 est pour Lénine la preuve d'une révolution plus profonde que la révolution de 1917, le passage à une authentique révolution socialiste.

En réalité, Lénine se rendra compte de son erreur en 1919 et décidera d'aller vers les paysans. En attendant, ajouté à ce qu'il pense être un approfondissement de la révolution sur le plan intérieur, la fin de 1918 rend Lénine particulièrement heureux parce que la révolution mondiale semble en passe d'éclater par contagion à la suite du déclenchement de la révolution allemande. Malgré l'écrasement de cette dernière au début de 1919 et l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, le 1<sup>er</sup> Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale en mars 1919 est axé sur cette perspective.

### La NEP pour empêcher le désastre

Lih critique la conception « classique » selon laquelle les bolcheviks ne remettent en cause leur conception optimiste du « communisme de guerre » qu'au moment de la NEP, soit en 1921. En réalité, dès 1919, Lénine et les bolcheviks après lui étaient

conscients « des multiples compromis et des nombreuses défaites qui les détournent du socialisme » (10). Ils amenaient Lénine à s'interroger et même à douter de la pertinence de son « scénario héroïque », même s'il minimisait la situation.

Entre 1918 et 1922, le pouvoir bolchevique est en guerre sur plusieurs fronts :

- les Blancs, qui s'appuient sur les élites de la Russie tsariste, sont conduits par d'anciens officiers (l'amiral Koltchak en Sibérie, le général Denikine dans le sud du pays) ;

- des paysans rebelles organisent une série de révoltes localement et à plus grande échelle ;

- des minorités nationales près des zones frontalières profitent de l'affaiblissement de l'autorité centrale pour déclarer leur indépendance ;

- des puissances étrangères (France, États-Unis, Japon) interviennent pour renverser le bolchevisme.

Pour faire face, la création de l'Armée rouge par d'anciens partisans du défaitisme révolutionnaire, et en collaboration avec des officiers de l'armée tsariste, est un véritable exploit.

Lih expose les trois domaines qui mettent en échec le « scénario héroïque » de Lénine tel qu'il l'avait remodelé en 1918.

1) L'échec de la révolution internationale qui devient patent après le renversement du gouvernement révolutionnaire hongrois de Béla Kun en août 1919, la fin de la grande lutte dans la métallurgie italienne, et la non-survenue de la grève générale anglaise longuement attendue... Néanmoins, Lénine estime qu'une révolution européenne victorieuse reste nécessaire à l'établissement du socialisme en Russie. En attendant, il faut « tenir bon ». Mais face à la pression du capitalisme international, il lui semblerait suicidaire d'accorder la liberté politique et d'expression (bien qu'il en soit toujours partisan) qui serait utilisée par la bourgeoisie pour renverser la République des soviets.

2) L'échec de la transformation socialiste des campagnes. Les paysans se détournent des fermes d'État et des

(10) *Ibid.*, p. 172.

communes censées remplacer les petites exploitations individuelles. Elles ont des résultats catastrophiques. Cela amène Lénine à réviser son scénario d'alliance du prolétariat avec les paysans pauvres pour mener la guerre de classe à la campagne. Il s'adressera désormais au paysan moyen en abandonnant totalement la manière forte (qui n'avait toutefois jamais été privilégiée) et en le sollicitant pour qu'il développe la production plus librement. La transformation socialiste des campagnes passera par le développement de l'industrie d'État qui pourra fournir des équipements aux paysans (tracteurs, électrification), des vêtements, des fournitures médicales. C'est à ce moment (fin 1920) que le fameux slogan de Lénine est avancé : « *Le communisme, c'est le pouvoir des soviets plus l'électrification de tout le pays.* » Lénine souhaite donc fournir des marchandises aux paysans en échange de leurs récoltes, à condition que cela passe par l'État. Toutefois, avec la NEP en 1921, le commerce privé du blé est dépenalisé et le scénario précédent est abandonné. Cela ne représente pas un renoncement à la transformation socialiste des campagnes en gagnant les paysans moyens au socialisme, c'est simplement un changement de statut juridique de l'ennemi : avant la NEP, c'est le marché noir en pleine expansion, après, c'est le marché privé dépenalisé des céréales. La question se résume à : quelle classe va réussir à gagner la fidélité des paysans ? Le prolétariat ou la bourgeoisie des *nepmen* ? Car Lénine est toujours persuadé que la petite production individuelle pour le marché donnerait inévitablement naissance au capitalisme. La paysannerie petite-bourgeoise représente donc une menace pour la marche au socialisme. Cela est à l'origine de l'inquiétude de Lénine dès 1919, inquiétude renforcée par l'instauration de la NEP. Avec celle-ci, l'industrie d'État doit travailler pour le marché et adopter des méthodes capitalistes. C'est aussi la fin des hostilités, la signature de traités de paix et d'accords commerciaux. C'est dans le courant de 1922 que la situation économique du pays commence à se redresser.

3) Le développement de la « bureaucratie soviétique » qui remplace dans les

faits la « démocratie des soviets ». Celle-ci devait éliminer le bureaucratisme de l'appareil d'État tsariste. Or celui-ci progresse, l'appareil soviétique se composant essentiellement de « *spécialistes bourgeois* ». Pour Lénine, les raisons de l'échec des soviets sont liées au déficit culturel du prolétariat et plus encore à celui du peuple (manque de maîtrise de l'écriture et de la lecture, des habitudes élémentaires d'organisation et des compétences fondamentales qui accompagnent la civilisation). Il est inquiétant que les bureaucrates peu cultivés le soient encore plus que les ouvriers ou même les communistes. Il voit les bolcheviks comme des barbares ayant conquis une civilisation supérieure. Or l'histoire a montré que la nation vaincue impose sa culture à son conquérant, donc celle de la bourgeoisie. Ce déficit culturel met aussi en question la légitimité d'une révolution socialiste dans la Russie arriérée. C'est pourquoi, dans ses derniers articles du début de 1923, Lénine sollicite de nouveau les leaders prolétariens pour contribuer à améliorer la machine administrative de l'État. Il appelle aussi à donner au peuple une éducation de masse et à en faire une priorité en améliorant la situation matérielle des maîtres d'école. Dans les deux cas, on retrouve le leadership de classe consistant à détourner le peuple (et en particulier la paysannerie) d'une alliance avec la bourgeoisie au profit de celle avec le prolétariat.

### **La santé déclinante de Lénine et son dernier combat**

La santé de Lénine commence à se dégrader sérieusement à la fin de 1920. Il a toute sa vie eu tendance à trop travailler, à s'engager entièrement dans des débats politiques tendus, ce qui lui amenait nervosité, migraines et insomnies et difficultés de concentration. Mais avant d'être chef d'État, vacances, marches énergiques en montagne et vie de famille tranquille lui permettaient de retrouver son équilibre psychique. À partir de 1917, tout cela s'arrête. Son affection cérébrale le conduit à une première attaque le 27 mai 1922, où il perd momentanément la capacité de parler clairement et d'écrire lisiblement. Le 30 mai, il demande à Staline de lui procurer des pilules de cya-

nure et de l'aider dans le cas où il serait paralysé. Une amélioration de son état lui permettra de reprendre le travail pendant quelques mois encore. Fin novembre, sentant sa fin approcher rapidement, il demande de se faire envoyer le *Testament politique* de Friedrich Engels. Mais le 15 décembre 1922, il a sa deuxième attaque et ne peut plus communiquer que par oral. Il se trouve contraint de dicter. C'est à ce moment qu'il dicte son fameux testament à Kroupskaïa recommandant d'éloigner Staline du secrétariat général du parti. Mais il est exclu des affaires courantes du parti, est réduit à dicter quelques minutes par jour et ne peut plus influencer le cours des choses. Lih se demande pourquoi ces articles ont été tenus secrets et affirme qu'il est très difficile de l'établir. Il n'évoque pourtant jamais le rôle de Staline dans ce secret. Il regrette que les controverses durables sur ces causes aient détourné l'attention du contenu de ces articles qui présentaient le dernier état de sa pensée sur les trois points faibles de son « scénario héroïque » évoqués plus haut et son changement de perspective entamé en 1919. Le 6 mars 1923, une nouvelle attaque met fin à l'œuvre et à la vie de Lénine, même si sa mort physique n'aura lieu que le 21 janvier 1924.

### **Epilogue : interrogations sur l'impact historique et les paradoxes du « scénario héroïque » de Lénine**

Ensuite, Lih s'interroge sur « l'impact historique » de ce scénario porté toute sa vie par Lénine. Sans lui, l'impact historique du Lénine réel serait incompréhensible.

Mais une part significative de ce « scénario héroïque » n'était pas spécifique à Lénine. Le thème du leadership de classe était un trait général de la social-démocratie révolutionnaire et celui du leadership prolétarien sur le peuple un trait général du bolchevisme. La différenciation de classe au sein de la paysannerie était en revanche une idée propre à Lénine et à ses plus proches partisans.

Lih souligne quelques paradoxes. Le premier est la place centrale des libertés politiques pour Lénine, auxquelles il a fortement contribué entre 1905 et 1917, et la mise en place d'un régime excluant

ces libertés. Outre les contingences liées à la guerre, à la guerre civile et à l'effondrement économique, Lih souligne que le « scénario héroïque » n'y est pas étranger. Le but de l'obtention des libertés politiques pour les bolcheviks était de diffuser leur message grâce aux campagnes d'agitation menées par le parti. Ne seraient-elles pas plus efficaces si le parti pouvait utiliser l'État pour éliminer les concurrents en monopolisant les moyens de communication ?

Le deuxième paradoxe était que, selon le « scénario héroïque », le prolétariat devait diriger un peuple essentiellement composé de paysans. Or dix ans plus tard, la collectivisation forcée de Staline s'est opposée frontalement aux paysans en contribuant à une horrible famine. Pour Lih, c'est la question par excellence et il ne propose qu'une ébauche de réponse. La stratégie de Staline n'était pas la conséquence d'une hostilité à l'égard des paysans des bolcheviks. Lénine a sans doute franchi un cap dangereux quand il a voulu dépasser la stratégie du vieux bolchevisme d'une révolution démocratique avec la paysannerie. Il a, dans un premier temps, surestimé l'ampleur de la différenciation de classe pour pouvoir « marcher vers le socialisme ». Il a ensuite fait un ajustement en souhaitant marcher vers le socialisme aux côtés de la majorité de la paysannerie, même si cela a renforcé son inquiétude sur l'influence bourgeoise que cela pouvait entraîner dans le pays. Mais Lih indique qu'il y a une discontinuité essentielle entre lui et Staline sur cette question. L'emploi massif de la violence entre 1930 et 1934 dans le but d'imposer à la paysannerie un changement radical de méthodes de production, donc de mode de vie, en très peu de temps, était totalement opposé à la position de Lénine. Celui-ci n'avait pas eu « de mots assez durs pour dénoncer ce scandale et cette absurdité » (11), en 1919, au plus fort de la guerre civile. Lénine voulait au contraire montrer aux paysans des exemples des avantages des fermes collectives ainsi qu'un document clandestin des bolcheviks antistaliniens l'exprimait en 1932.

(11) *Ibid.*, p. 222.

Pour Lih, si le « scénario héroïque » de Lénine était loin d'être réaliste, ce fut peut-être l'illusion nécessaire qui lui permit de tenir bon en 1917 alors que les leaders des autres partis russes « perdaient la tête en voyant arriver le désastre social et économique » (12).

### La postface de Jean Batou : Lénine au XXI<sup>e</sup> siècle

Jean Batou (13) signale l'importance du travail de Lars Lih qui appelle « à un retour scrupuleux aux sources, dans le respect des exigences de la recherche historique » (14).

Un regain d'intérêt pour la pensée de Lénine se manifeste depuis le début des années 1990. Lars Lih occupe une place de choix dans ce paysage. Son intérêt réside dans la mise en contexte et la réinterprétation des termes de plusieurs débats centraux au sein de la social-démocratie russe. Il discute la traduction de certains termes russes et retraduit intégralement certaines œuvres comme *Que faire ?* Il cherche à ancrer le texte dans sa propre culture.

Batou s'interroge sur le lien entre Kautsky et Lénine tel que Lih le présente. Il conteste que Lénine soit demeuré fidèle au Kautsky d'avant 1914. Il affirme au contraire que, dès 1902 et *Que faire ?*, il développait, peut-être inconsciemment à l'époque, mais consciemment à partir de 1914, une conception dialectique révolutionnaire conforme à ce qu'il lit dans la *Science de la logique* de Hegel à Berne en 1914. Cette conception était en rupture avec toutes les productions de la II<sup>e</sup> Internationale.

Ensuite, Batou se demande si le volontarisme de Lénine ne s'est pas retourné contre lui « lorsque l'isolement international, les guerres civiles, la famine, la montée des résistances populaires, l'épuisement de l'avant-garde révolutionnaire commençaient à menacer les conquêtes audacieuses de 1917-1918 » (15). Pour tenir bon, gagner du temps, n'a-t-il pas substitué le parti aux soviets, la majorité du parti au parti, la direction de cette majorité à cette majorité elle-même et ainsi facilité à son corps défendant la fusion de la bureaucratie d'État et de l'appareil du parti préparant la victoire de la bureaucratie et l'expropriation politique du prolétariat. Il poursuit dans

cette direction en mettant en avant les diverses tentatives de groupes se ralliant souvent à l'Opposition ouvrière autour de Kollontaï et de Chliapnikov de dénoncer les inégalités croissantes, la corruption et les privilèges... Il montre la politique de Lénine d'interdire les oppositions après la NEP et conclut que cette politique, à son corps défendant, a facilité l'ascension de la bureaucratie stalinienne et il rend hommage à Rosa Luxemburg.

Il évoque après la pensée dialectique de Lénine (redevable à Hegel pour qui la pratique constitue un chaînon dans l'analyse du processus de la connaissance), qui ne se contente pas de prendre en compte les facteurs objectifs mais qui s'efforce d'agir sur ces facteurs en formulant des mots d'ordre qui partent de l'analyse concrète d'une situation concrète pour la transformer par l'action. La lutte des classes ne comporte alors plus de situation sans issue.

Batou rend enfin hommage au rejet par Lénine de la « phrase révolutionnaire » et à sa recherche permanente de médiations entre la conscience des exploités et le programme de la révolution socialiste (en termes de mots d'ordre, de revendications transitoires, de propositions d'unité d'action...). Il pense, pour finir, que Lénine, dans les derniers mois de sa vie consciente, s'est rendu compte que sa politique invitait à serrer les rangs autour du parti, en empêchant la démocratie ouvrière, a sans doute favorisé la jonction entre bureaucratie d'État et bureaucratie du parti.

Cette biographie de Lénine, avec sa postface, représente incontestablement pour les chercheurs et pour les militants une authentique source de réflexion et un encouragement au prolongement de ces travaux et à des débats fructueux. ■

**Gaston Blanchard**

(12) Ibid.

(13) Jean Batou est professeur honoraire d'histoire internationale contemporaine à l'université de Lausanne et directeur de l'Institut d'histoire économique et sociale. Il est directeur de la rédaction de la revue *Solidarités* liée à la section suisse du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

(14) Lih, *op. cit.*, p. 235.

(15) Lih, *op. cit.*, p. 241.

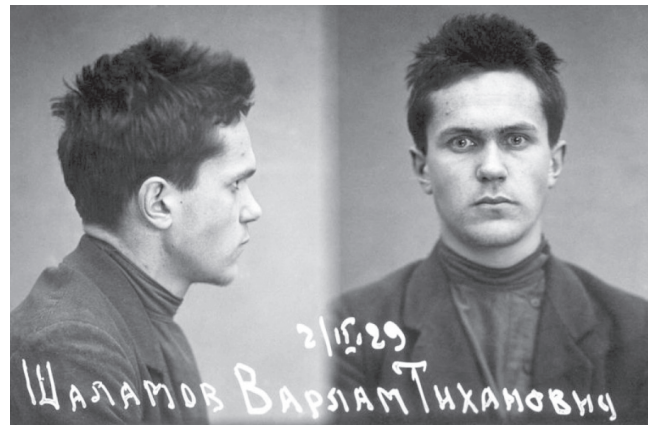
# La médecine du Goulag dans les *Récits de la Kolyma* de Varlam Chalamov

*Chez ces malades j'éveillerai  
Esprit et foi en la guérison  
Et tel Pinel à la Salpêtrière  
Les libèrerai de leurs chaînes (1).*

Dans *L'Archipel du Goulag*, Alexandre Soljenitsyne rend justice à Chalamov « dont l'expérience carcérale fut plus longue et plus amère » que la sienne. En même temps, il polémique avec lui sur toute une série d'aspects de la vie des camps. L'un de ces « points de désaccord » est la médecine des camps. Soljenitsyne écrit :

« Chalamov parle de toutes les institutions des camps avec haine et amertume (et il a bien raison ! NDR), pour une seule il fait systématiquement exception. Il soutient, si tant est qu'il ne la crée pas, la légende d'un centre médical bienfaisant dans les camps. Il affirme que, dans le camp, tous sont contre le détenu, mais le médecin, lui, peut aider. Qu'il puisse aider ne signifie pas encore qu'il le fasse. Comme toute branche du camp, le centre médical aussi est né du diable, imprégné de sang diabolique » (2).

Le cynisme de ces affirmations est clair pour qui connaît la biographie de l'auteur de *L'Archipel*. En 1952, les médecins du camp ont diagnostiqué le cancer du détenu Soljenitsyne, il a été opéré et soigné. Il a certes fallu qu'il continue à se faire soigner avec succès après sa libération, mais il a commencé à le faire précisément dans ce centre médical « du diable ». Mais il « ne s'agit pas seulement de son destin personnel. Solje-



Varlam Chalamov (1907-1982), arrêté en 1937 pour « activité trotskyste contre-révolutionnaire » et déporté jusqu'en 1953 au bague de la Kolyma à l'extrême est de l'URSS, au nord du cercle polaire. D.R.

(1) Le manuscrit de ce poème se trouve dans le fonds Chalamov : RGALI fonds 2596, inv. 3, pièce 8 (Cahier de Yakoutsk 1952).

Philippe Pinel (1745-1826), psychiatre français, fameux pour avoir le premier, en 1795, commencé à libérer les malades mentaux des chaînes dans lesquels ils étaient maintenus depuis le Moyen Âge. La Salpêtrière, hôpital psychiatrique à Paris où travaillait Pinel.

Tout cela montre que Chalamov connaissait bien l'histoire de la médecine. Le plus important dans le poème est la tâche de « libérer des chaînes », où l'on peut voir la première formulation de la mission qu'il mènera à bien dans *Les Récits de Kolyma* (texte et commentaire fournis par V. V. Essipov).

(2) Soljenitsyne, *L'Archipel du Goulag*, Ekaterinbourg 2006, t. 2 ; pp. 171-174.

nitsyne, familier du manuscrit des *Récits de Kolyma*, comprenait parfaitement ce que voulait dire Chalamov en décrivant le quotidien de la médecine du camp et en dressant le portrait aussi bien de médecins héroïques que de médecins criminels. Nous pensons que Soljenitsyne ne parle de la partialité de Chalamov sur ce sujet qu'avec l'objectif à long terme de préparer le lecteur à appréhender les *Récits de Kolyma*, quand ils paraîtront enfin, sous l'influence de sa propre conception, la seule juste ». Il faut dire que ce but a été en grande partie atteint. C'est ainsi que B. A. Nakhapetov, dans son *Essai sur l'histoire du service sanitaire au Goulag* (2009), seul ouvrage paru à ce jour sur le sujet, reproduit intégralement le passage précité, il cite également E. Guinzbourg, I. Solonevitch, mais nulle part il ne mentionne Chalamov.

Bien sûr, le service médical des camps, qui avait été soustrait en 1932 aux compétences du ministère de la Santé et mis sous la dépendance directe de la direction du Goulag, était partie intégrante du système pénitentiaire soviétique avec tous ses vices et sa brutalité. En même temps, même des codétenus de Soljenitsyne, moins tendancieux, notent dans leurs Mémoires qu'en dépit de tous ses défauts, les centres médicaux des camps n'étaient pas exempts d'une humanité que manifestaient à leurs risques et périls des médecins pleins d'abnégation. « Il suffisait d'une ou deux personnes et le centre médical devenait une bouée de sauvetage. » D. M. Panine écrit dans ses Mémoires :

« L'un était pris comme infirmier ou au nettoyage ; beaucoup étaient soutenus par une exemption de travail délivrée à temps ou la prescription d'une ration supplémentaire, d'autres encore, quand c'était possible, étaient mis en invalidité... Il fallait un grand courage aux médecins et aussi au personnel libre du centre médical pour faire leur devoir, fût-ce de manière déformée et dévoyée. Bien sûr, le plus souvent, ils cédaient, se soumettaient à la direction et la mort fauchait les rangs des détenus, mais même dans ce cas certains voyaient leur sort soulagé et s'en souvenaient en bien » (3).

Donc, que voulait dire Chalamov en consacrant à la médecine du Goulag presque la moitié de sa prose sur la Kolyma ? Avant tout sa tragique ambiguïté. La médecine dans le système du travail forcé avait pour but le rétablissement de la force de travail pour que, « sa santé recouvrée », le zek retourne au même broyeur, dans les pires conditions. Mais par ailleurs, tandis que l'administration des camps tout entière, comme instrument du travail forcé, s'opposait au zek, le médecin était, de par sa profession, le seul défenseur du malade, le droit à l'assistance médicale étant l'un des rares droits du détenu. Le médecin pouvait prescrire le repos, faire entrer à l'hôpital ou même délivrer une invalidité. Par leur fonction même, la direction et les médecins du camp n'étaient pas du même côté, ce qui créait entre eux une atmosphère d'hostilité permanente. Plus encore « *personne n'a le droit d'obliger un homme dispensé de travail pour maladie à travailler : le médecin n'est pas contrôlé dans son activité. Seuls des médecins d'un rang supérieur peuvent le faire. Le médecin n'est subordonné à personne dans son activité médicale* (4) » (**La Croix-Rouge**). Dans un autre récit, écrit à la première personne, Chalamov, à l'unisson de ce qui vient d'être écrit, insiste pour dispenser du travail un détenu chez qui, comme aide-médecin, il a diagnostiqué de l'hypertension :

« Non, camarade directeur... je vais d'abord le dispenser de travail et, ensuite, vous convoquerez une commission de direction. Ou bien cette commission approuvera ma décision ou bien elle me révoquera. Vous pouvez faire un rapport sur moi, mais je vous prie de ne pas intervenir dans mon domaine qui est purement médical » (**Riva-Rocci**).

Il est vrai que l'écrivain omet de dire qu'une telle attitude exigeait du courage, car il se trouvait sous la pression de l'administration du camp, d'une part, et de

(3) Cité par Nakhapetov B. A., *Essai sur l'histoire du service sanitaire au Goulag*, M. 2009 p. 7.

(4) Les citations extraites des *Récits de la Kolyma* (titres en gras) sont pour l'essentiel reprises de l'édition complète parue chez Verdier en 2003.

la pègre, d'autre part, qui comprenait parfaitement la situation particulière du médecin. Il n'était pas rare qu'un droit commun assassine un médecin intègre et peu conciliant.

C'est sans doute en tant que patient que Chalamov a commencé à ébaucher le portrait du personnel médical des camps :

« Sur le seuil on vit une lumière et quelqu'un avec une lampe-tempête longea la baraque puis revint.

– « Où est le malade ? Pour la première fois depuis six ans, je n'étais pas une charogne ou un crevard, mais un malade » (*Belitchia*).

Logiquement Chalamov met au premier plan de ses récits les gens réels qui l'ont aidé (et pas seulement lui) à survivre dans les conditions inhumaines de l'enfer de la Kolyma : Boris Lesniak, Nina Savoieva, Andrei Pantioukhov, Petr Kalambet, etc. Ces premières impressions se sont complétées et approfondies quand lui-même a commencé à s'occuper de médecine et à être entouré de médecins. Ils lui ont appris son métier et comment rester un homme dans les conditions inhumaines du Goulag.

Le contact avec le patient commence, au camp comme partout ailleurs, par l'accueil, le premier examen. Le court récit *L'homme du bateau* du recueil *Le gant* est entièrement consacré à l'examen d'un nouveau patient arrivé à l'hôpital gelé et dans un état d'épuisement extrême. Le médecin, d'un certain âge et non dépourvu d'humour, qui forme l'aide-médecin Krist (prototype de Chalamov) aux méthodes d'interrogation du malade lui dit :

« Il faut que vous appreniez le questionnaire et que vous sachiez faire une première auscultation. C'est interdit par les règles de la médecine, mais il faut bien que je dorme de temps en temps... **En fait c'est tout autre chose qu'un praticien a besoin de voir et de savoir. Ce que nous avons devant nous relève d'une spécialisation très étroite, très particulière** (c'est nous qui soulignons M. G.) ... *Ecrivez, Krist, écrivez Non, ce n'est pas la peine qu'il se lève, apportez lui plutôt de l'eau chaude à boire ça le réchauffera et nous passerons à l'anamnèse de la*

*vie Maladies dont a souffert le patient : dystrophie alimentaire, scorbut, dysenterie, pellagre, carences en vitamines A, B, C, D, E... Affirme n'avoir eu aucune maladie vénérienne, aucun contact avec des ennemis du peuple. Ecrivez Se plaint d'avoir eu les deux pieds gelés à la suite d'une exposition prolongée des tissus au froid. Vous avez noté ? Tenez, mettez lui donc une couverture. Il prit sur le lit du médecin de garde une mince couverture tachée d'encre et la jeta sur les épaules du malade. »*

Cette peut-être trop longue citation tient à ce que l'auteur de l'article, ayant lui-même enseigné aux étudiants les techniques de l'entretien et de l'examen du malade pendant un quart de siècle, ne pouvait ignorer cette leçon de propédeutique de la médecine enseignée au Goulag. En même temps ce dialogue est remarquable d'abord par l'attitude particulièrement humaine vis-à-vis du patient, puis par sa conclusion inattendue. L'examen terminé, le médecin conclut :

« *Qu'est-ce qui relève de la thérapeutique ici ? Rien. C'est un malade pour le service de chirurgie, pas vrai ? Laissons un blanc dans le dossier pour Léonid Markovitch, demain, ou plutôt ce matin, il y jettera un coup d'œil et le remplira. Ecrivez en caractères russes : "Status localis" et mettez deux points. Au suivant ! »*

Ce qui nous paraît étrange, c'est que le médecin qui suspecte un diagnostic chirurgical (qui donc exige des mesures d'urgence) n'appelle pas le chirurgien, ne constate pas lui-même la pathologie, ne propose donc pas de soins mais prend la précaution de laisser un blanc pour son remplaçant du matin et, de plus, « oublie » toutes les maladies qu'il a précédemment énumérées. Il ne peut y avoir qu'une explication : pour qu'un « crevard » mourant reste de façon certaine et durable au centre, il y avait une langue convenue et allusive. En fait, le médecin comprend que le malade n'a besoin que d'une chose : rester couché et manger. Mais le médecin sait encore autre chose, en demandant une précieuse place à l'hôpital il s'expose à un refus de la direction. Laisser un blanc sous la rubrique « status localis » est un signe convenu pour le chirurgien :



« Tu dois écrire le nécessaire, suspicion d'appendicite, de péritonite ou autre, qui permettra de faire traîner les choses, nécessitera un complément d'examen, et ensuite, on verra. »

C'est précisément ce « **tout autre chose** » que le médecin a enseigné à Crist, sans pouvoir lui dire ouvertement la vérité.

« Ouvertement la vérité », c'est d'ailleurs le sujet du récit *Les dominos* écrit au nom du patient Chalamov :

« Andreï Mikhaïlovitch (Pantioukhov M. G.) n'avait pas eu le temps de m'avertir de son diagnostic : je ne savais pas de quoi je souffrais. Mes propres maladies, la dystrophie, la pellagre et le scorbut n'avaient pas encore atteint le stade où l'hospitalisation était jugée indispensable dans les camps. Je savais que j'allais être hospitalisé en chirurgie : c'est là que travaillait Andreï Mikhaïlovitch. Mais quelle maladie nécessitant une hospitalisation pouvais-je bien invoquer ? Je n'avais pas d'hernie. L'ostéomyélite de mes quatre doigts de pied consécutive à une gelure était douloureuse, mais tout à fait insuffisante pour une hospitalisation. L'aide-soignant nous donna du linge... »

– Bon, mais où as-tu mal ? Pour de vrai, hein, dis voir ?

– J'ai mal au ventre.

– C'est sûrement l'appendicite, dit l'aide-soignant...

Et le chirurgien en chef fut prévenu de mon hospitalisation pour "appendicite aiguë". »

Au Goulag, tout est à l'envers et Chalamov montre que le médecin de l'infirmerie du camp est devant un dilemme tout à fait particulier : qu'est-ce qui est plus important, l'honnêteté professionnelle, qui va finalement être fatale au malade, ou le devoir moral de sauver des vies qui, peut impliquer une fraude professionnelle. L'écrivain choisit clairement la seconde. Dans le récit *Un morceau de chair*, le chirurgien fait comprendre au détenu qu'en simulant des symptômes d'appendicite il aura une chance d'aller à l'hôpital et d'échapper à l'envoi en zone disciplinaire. Le détenu s'en saisit :

« – Le répartiteur te cherche, lui dit quelqu'un en accourant.

Et Goloubiev aperçut le répartiteur :  
– Prépare-toi ! Le répartiteur avait un papier dans la main, une liste. Cette liste n'était pas longue.

– Tout de suite, répondit Goloubiev.

– Tu iras au poste de garde.

Mais Goloubiev n'alla pas au poste de garde. Se tenant à deux mains le ventre du côté droit, il se mit à gémir et s'en fut en clopinant vers l'infirmerie. Le chirurgien sortit sur le seuil, le même chirurgien, et il y eut comme un reflet dans son regard, comme un souvenir lointain... l'examen ne dura pas longtemps :

À l'hôpital. Et faites venir l'infirmière du bloc opératoire. Convoquez comme assistant le médecin du bourg. Opération urgente. »

Ainsi, par une connivence tacite entre le chirurgien et le « patient », il est opéré d'une appendicite saine, ce qui le sauve d'une mort certaine dans la zone disciplinaire.

Outre les détenus médecins, pour qui faire leur devoir moral et professionnel à la Kolyma c'était marcher sur la corde raide au-dessus d'un précipice, l'histoire a retenu le nom de médecins qui sont venus au Goulag de leur propre chef, poussés par le désir d'aider les gens. L'une d'entre eux était Nina Vladimirovna Savoieva, le futur médecin-chef de l'hôpital de la direction des camps du Nord-Ouest, dans le village de Belitchia, sur la grande route de Kolyma. Elle a joué un rôle important dans la vie de Chalamov. Savoieva est venue à Magadan directement après l'institut et elle dit elle-même dans ses souvenirs que le principal motif de ce choix avait été la terreur de la fin des années 1930 dont les victimes remplissaient les camps de la Kolyma. Savoieva ne croyait pas à leur culpabilité. La jeune femme, à la tête d'un centre médical à moitié en ruines, écrivait :

« La première chose que j'ai comprise, c'est que le travail qui m'attendait était immense, difficile, épuisant. Mais noble. La seconde que mon principal arsenal médicamenteux devait être une nourriture calorique. La troisième que la discipline et la responsabilité du personnel à tous les niveaux devaient être une norme de vie. »

Et ce fut fait : l'hôpital compléta son personnel, le chauffage fut installé, une cuisine d'hôpital, des serres construites pour améliorer la ration des patients, on apprit à fabriquer du levain pour lutter contre la pellagre, les malades en voie de guérison allaient cueillir des baies et des champignons. L'organisateur culturel de l'hôpital, Varlam Chalamov, conduisait ces « missions vitamines » (5). Chalamov a dédié à Savoieva, médecin-chef de l'hôpital de Belitchia le *Poème de Noël* que nous avons déjà évoqué.

... *J'ai écrit ici des poèmes  
sur la fin de l'érythème* (6)  
*sur le dernier tuberculeux*

*Pour qu'à l'hôpital, à l'an neuf,  
L'issue fatale  
Fut réduite à zéro*

*Que nos résultats  
Fassent envie  
À Hippocrate et Paracelse.*

Après la guerre, Chalamov a travaillé dans un autre hôpital pénitentiaire au village de Debine. Il inspire le cycle de récits *La rive gauche*. L'écrivain G. A. Voronskaïa a laissé de remarquables souvenirs sur ce lieu où elle a fait la connaissance de Chalamov :

« *Au village de Debine sur la rivière Kolyma se trouvait l'hôpital pénitentiaire central où, certains jours de la semaine, des travailleurs libres venaient aussi consulter. Il y avait des médecins de toutes les spécialités. Il y avait un cabinet de radiologie, un grand laboratoire. L'hôpital se trouvait dans un bâtiment en brique, près du village avec ses maisons à deux étages où il y avait même les toilettes et l'eau courante. C'était rare à l'époque dans la Kolyma. C'est là qu'habitait le personnel médical ou de service de l'hôpital. Une petite exploitation en dépendait. On faisait pousser des tomates et des concombres dans les serres. Il y avait des vaches. Un petit champ avec des choux et des pommes de terre. La plupart des détenus travaillaient dans les services de l'hôpital, quelques uns dans l'exploitation* » (7).

Il y avait donc des gens qui allaient « contre le courant » dans le personnel

médical du Goulag et, quoiqu'en dise Soljenitsyne, souvent ils ne manquaient pas de courage. Bien sûr, comme nous allons le montrer, les médecins étaient loin de se maintenir tous à ce niveau. Mais Philippe Pinel, qui a ôté leurs chaînes aux patients à la Salpêtrière, n'était-il pas aussi, à son époque, le représentant d'une minorité.

Dans les *Récits de la Kolyma*, les portraits de médecins brisés par le système du Goulag et qui en sont partie intégrante sont même plutôt plus nombreux que ceux qui résistent. Chalamov dresse une galerie de personnages qui, contraints de s'adapter, glissent de plus en plus bas. L'un des facteurs démoralisants, le premier peut-être aux yeux de Chalamov, ce sont les droits communs qui avaient parfaitement compris la place particulière du médecin dans le camp. Les médecins étaient achetés, ils étaient menacés. Cette dernière circonstance, Chalamov pouvait l'excuser, les menaces des droits communs n'étaient pas du tout des menaces en l'air. Si la conscience du médecin ne pouvait supporter la réalité environnante, il s'en évadait par divers moyens. Dans ses récits *Le commissaire aux armées* et *La vie de l'ingénieur Kipreev*, il décrit l'évasion la plus simple, alcoolisme et toxicomanie. Leur héroïne, Anna Sergueevna Novilova, chirurgien oto-rhino-laryngologiste de haut niveau, souffrait d'alcoolisme chronique, si bien que certaines opérations, qu'elle était seule à pouvoir mener à bien, étaient parfois retardées de quelques jours :

« *Pendant huit heures on avait arrosé d'eau et abreuvé d'ammoniaque la brillante élève de Voïartchek, on lui avait fait des lavages d'estomac et on lui avait fait boire des litres de thé très fort. Au bout de deux jours, ses doigts avaient cessé*

(5) Savoieva-Gokinaeva N. V. *J'ai choisi la Kolyma* (archives de la mémoire) M. Vozvrachtchenie 2016, pp. 324-326.

(6) L'érythème noueux, inflammations douloureuses au niveau des jambes, était le signe visible du « fléau des camps et des prisons », la tuberculose active (note de l'auteur).

(7) G. A. Voronskaïa *Au pays des souvenirs* M. 1917, pp. 176-183.

*de trembler et l'opération avait commencé... À présent, revêtue d'une blouse blanche et d'un masque, elle criait après ses assistants et leur lançait des ordres brefs. Elle s'était rincé la bouche et les relents d'alcool ne leur parvenaient que par intermittence. »*

Dans le récit *Le procureur de Judée*, Chalamov montre l'exclusion de la sphère de la conscience d'impressions extrêmes qu'un psychisme normal n'est pas en état de supporter. Le héros principal, qui dirige le département de chirurgie, ancien médecin au front, est venu travailler à la Kolyma sur contrat. Le jour même de sa nomination, Koubantsev voit arriver à l'hôpital une masse de patients aux pieds et aux mains gelés, débarqués d'un bateau venu de Magadan, une révolte y avait éclaté et les cales avaient été inondées d'eau glacée. Bouleversé par le terrible spectacle des centaines de gens gelés qui emplissent son secteur, Koubantsev perd le contrôle de la situation, il est éperdu. Le médecin détenu Braoudé lui vient en aide, il comprend qu'il va leur falloir exécuter à la chaîne des dizaines, voire des centaines d'amputations et il est capable d'organiser ce processus. Koubantsev, dont le cerveau n'avait pu se remettre de l'horreur de cette journée, l'avait tout simplement rayé de sa mémoire.

*« Dix-sept ans plus tard, Koubantsev pouvait se rappeler le prénom et le patronyme de tous les aides-médecins détenus, de chaque infirmière, les coucheries et les aventures entre détenus. Il savait encore le grade des chefs les plus salauds. Il n'y avait qu'une chose dont Koubantsev ne se souvenait pas : du bateau KIM et de ses trois mille détenus gelés. »*

En ce qui concerne Braoudé, un jeune chirurgien dont l'avenir s'annonçait brillant et dont l'arrestation en 1937 et la condamnation à dix ans avait brisé la vie, « l'effacement » s'était produit beaucoup plus tôt, il ne concernait pas la chirurgie mais sa vie d'avant le Goulag. À Magadan il s'était donné entièrement à ses opérations, il souffrait les jours où il n'opérait pas. Ce jour fatal, tentant d'oublier son arrestation, sa vie d'avant, de ne pas penser à son avenir plus qu'incertain, « *il donnait des ordres, opérait, jurait. Il vivait,*

*oublieux de lui-même et, bien que dans ses moments de réflexion il se reprochât souvent cette méprisable faculté d'oubli, il ne pouvait pas se refaire. »*

Ainsi, Chalamov, bien avant les psychologues d'aujourd'hui, mettait à l'ordre du jour le problème de l'épuisement professionnel, plus exactement émotionnel du médecin, du mécanisme de défense du traumatisme psychique qui exclut en partie ou totalement les émotions de la sphère d'activité. Si la vie exige le renouvellement permanent de ce mécanisme de défense, il laisse des traces sensibles dans la sphère de l'émotion et de la volonté, puis dans toute la sphère psychique de l'individu. Ce n'est qu'à l'heure actuelle que tout cela devient vraiment l'objet d'une réflexion scientifique. En parlant de l'épuisement émotionnel ou, plus largement, de la déformation professionnelle du médecin, les psychologues mettent au premier plan le « syndrome de déshumanisation » qui se traduit par la perte d'intérêt pour l'homme, pour la personne. Celle-ci est perçue comme un objet inanimé, comme un objet de manipulations, et les problèmes et les besoins réels de cet « objet », même le fait de son existence ne suscitent qu'une réaction de rejet. Il faut dire que le « syndrome de déshumanisation » ne se conjugue pas toujours et pas nécessairement avec la perte des qualités professionnelles, tout au moins au premier stade de son apparition. Dans une lettre à Iou. A. Shreider, Chalamov écrit littéralement ceci :

*« Toute la médecine du camp, le fait par exemple qu'il n'y a que le médecin qui sauve des détenus et personne d'autre n'empêche pas que le médecin aussi tue. Dépister sur commande les simulateurs n'est-ce pas un crime ? Le simulateur, en général, est malade (même si c'est d'une autre maladie), il est affamé, battu, souffre du froid et de la faim, il est totalement épuisé. Mais le médecin ne voit rien de tout cela, seulement l'automutilation. Et pourtant cette blessure est réelle, faite pour être invalidante »(8).*

(8) Varlam Chalamov, *Œuvres en 6 tomes* M. Terra, t. 6, pp. 541-544.

Pour Chalamov, l'hébétude émotionnelle du médecin, même conjuguée avec un grand professionnalisme, ne peut mener qu'au crime et à rien d'autre. Dans le récit *Thérapie de choc*, c'est un « professionnel » de ce genre qui est évoqué, Petr Ivanovitch chef du département de chirurgie, ex-doyen d'un institut de médecine dont la carrière a été brisée par son arrestation.

« *Petr Ivanovitch avait lui-même été un détenu peu de temps auparavant et ni l'entêtement enfantin des simulateurs ni le caractère primaire et irréfléchi de leurs feintes ne l'étonnaient. On ne peut pas dire qu'il n'avait pas pitié des gens. Mais il était bien plus médecin qu'homme, c'était avant tout un spécialiste. Lorsqu'il démasquait un nouveau simulateur, Petr Ivanovitch éprouvait une immense satisfaction : la vie lui apportait à nouveau la preuve qu'il était un excellent médecin, qu'il n'avait pas perdu sa qualification, mais qu'il l'avait au contraire affinée, polie...* »

Le sujet du récit est basé sur la façon dont il démasque le détenu Merzliakov qui simule un traumatisme de la colonne vertébrale pour à tout prix éloigner sa sortie de l'hôpital et ainsi échapper, ou au moins différer une mort certaine à l'abattage du bois. Le médecin examine Merzliakov avec compréhension, efficacité, avec les méthodes d'un médecin de haut niveau et prépare son acte non seulement comme la démonstration clinique à ses collègues « qui ont oublié l'existence des réflexes » et sont impuissants sans de bonnes radios, mais comme un spectacle théâtral, où il se voit comme un acteur sur une scène. L'exemple de la déformation professionnelle de Petr Ivanovitch pourrait entrer dans les manuels sur la psychologie des criminels, parce qu'il n'est pas seulement « déshumanisé », il est prêt « au nom du professionnalisme » à commettre un véritable crime, en envoyant à la mort le « simulateur ». La « méthode de dénonciation » qui force le patient à se redresser consiste en une piqûre d'huile camphrée que Petr Ivanovitch fait à Merzliakov, provoquant une convulsion due à une embolie cérébrale.

Les spécialistes actuels considèrent les degrés extrêmes de l'épuisement émo-

tionnel comme une maladie. Ses manifestations sont un abaissement de l'estime de soi, la névrose obsessionnelle, l'insomnie sur fond d'activité cardiaque irrégulière, des troubles de la respiration et de la digestion. Les pratiques et les connaissances se dégradent et la compétence professionnelle est de plus en plus sujette à caution. Un soutien spécialisé est nécessaire pour ramener la personne à une vie normale. On peut trouver dans la prose de Chalamov ces « degrés extrêmes ». Dans le récit *La nuit*, deux « crevards », dont l'un a été médecin autrefois, décident d'une expédition nocturne au cimetière pour fouiller une tombe fraîchement creusée, enlever les vêtements du mort enterré le matin même pour les échanger ensuite contre du pain.

« *Bagretsov jura à voix basse. Il s'était égratigné le doigt et le sang coulait. Il mit du sable sur sa plaie, arracha un bout de coton de son blouson matelassé et le pressa contre sa blessure, mais le sang continua à couler.*

– *Mauvaise coagulation, dit Glebov avec indifférence.*

– *Tu es médecin ou quoi ? demanda Bagretsov en suçant son doigt.*

*Glébov ne répondit rien. L'époque où il avait été médecin lui paraissait terriblement lointaine. En voyant Bagretsov sucer le sang de son doigt sale, il ne dit rien. Ce détail ne fit qu'effleurer sa conscience, mais il lui fut impossible de mobiliser sa volonté pour réagir ; il n'essaya même pas ils déplièrent les bras du cadavre et lui enlevèrent sa chemise.*

– *Le caleçon est tout neuf, dit Bagretsov avec satisfaction.*

*Ils enlevèrent le caleçon. Glebov fourra le linge roulé en boule sous son blouson.*

– *Tu ferais mieux de l'enfiler dit Bagretsov.*

– *Non, je ne veux pas marmonner Glébov.*

*Ils remirent le cadavre dans sa tombe et entassèrent des pierres par dessus. »*

La sphère émotionnelle de Glébov n'a conservé que de pâles reflets de ses émotions passées, évincées par les réflexes primitifs absolument nécessaires à sa survie. La notion du temps se réduit à survivre jusqu'à la fin de la journée de travail. Le

souvenir de ses connaissances médicales surgit de façon tout à fait inattendue pour lui pour replonger aussitôt dans les profondeurs de son inconscient. On ne peut comparer cet « épuisement » qu'aux signes d'effondrement de la personnalité dus à la démence.

La « troisième catégorie » de médecins dans les *Récits de la Kolyma*, ce sont les criminels « par devoir ». Avant tout, ce sont les représentants de la direction de rang divers, dont le mode de pensée est strictement fonctionnel et qui ne s'embarrassent pas de compassion pour ceux qui sont plus bas dans l'échelle et encore moins pour les détenus.

« Les médecins de la Kolyma peuvent commettre deux sortes de crimes. Le crime actif, quand le médecin envoie le détenu à une mort certaine en zone disciplinaire, puisque sa signature est juridiquement nécessaire à la ratification du procès-verbal de refus de travail. L'autre crime est un crime passif. Dans le cas de Beridzé, c'était un crime passif, il n'a rien fait pour m'aider et n'a prêté aucune attention à mes plaintes. Je suis devenu un crevard mais je ne suis pas mort. »

Le cas du docteur Beridzé dans le récit *Triangulation de 3<sup>e</sup> classe* était pour la médecine du Goulag « pas si grave ». Le « crime actif » était, dans ce cadre, doublement criminel. Parmi les principaux héros des *Récits de la Kolyma* il y a quelques médecins-chefs de rang et de caractère divers. Tous « aident selon leurs moyens » le système de liquidation des « ennemis du peuple ». Certains, comme le héros principal du récit *Le docteur Iampolski*, eux-mêmes anciens détenus, ont fait carrière, se sont assurés sur le dos des autres une situation stable et une existence confortable.

« Petit à petit, de poste en poste, Iampolski avait fini par acquérir une certaine expérience médicale, et surtout, il avait appris l'art de se taire à bon escient, l'art d'écrire des dénonciations et d'informer qui de droit en temps voulu. Tout cela n'aurait pas été bien terrible si ce n'avait été de pair, chez lui, avec une haine croissante envers tous les crevards en général, et envers les crevards intellectuels en particulier Iampolski prenait sur lui la lourde

responsabilité d'envoyer des gens à bout de force dans les "fours" de la Kolyma, c'est-à-dire par un froid de moins 60° et ils y mouraient. »

D'autres, comme le chef du centre médical, le lieutenant Tcherpakov (*Hercule*) étaient, sans doute, sadiques par nature :

« Je peux retourner la tête d'un mouton, d'un mouton, vous comprenez ? Crac, et c'est fini (...).

– Alors, à ce à ton cadeau je vais lui arracher la tête tout vif, dit-il en jouissant de l'impression produite. (...) Ses doigts puissants saisirent le coq par le cou (...). Du geste dont on redresse les fers à cheval, l'invité d'honneur arracha la tête du coq. Le sang de la bête éclaboussa son pantalon bien repassé et sa cravate de soie. »

Une troisième catégorie conjuguaient le sadisme et l'ardeur dans la lutte contre les « ennemis du peuple ». Ainsi, le médecin en chef, le docteur Docteur (*Le directeur de l'hôpital*).

« Les persécutions avaient commencé peu auparavant, après qu'il eut découvert dans mon dossier pénitentiaire une condamnation marquée du sigle "KRDT" (9) ; or le docteur Docteur était un tchékiste, un collaborateur du département politique qui avait envoyé bon nombre de "KRDT" à la mort ; et voilà qu'il avait sous la main, dans son hôpital, ayant suivi ses cours et passé son diplôme, un aide-médecin qui aurait dû être liquidé »

Le récit *Les cours* occupe une place particulière dans la prose de Chalamov. Les cours d'aide-médecin ont donné au futur écrivain la possibilité d'accéder à la profession médicale et d'affermir sa situation dans le camp, celle d'un disciple de Pinel. C'est le meilleur moment qu'il ait passé à la Kolyma, en contraste avec sa situation passée de détenu et son travail à venir dans le système médical du Goulag. Ce qui saute aux yeux dans le texte c'est le profond respect de Chalamov pour les connaissances médicales et pour ceux qui les possèdent et les lui ont enseignées. En dépit du camp qui a mutilé leur destin, l'auteur les présente comme des gens de haute qualité morale. Les « antihéros »,

Krol le corrompu ou le docteur Doc-tour s'effacent, passent au second plan. Il semblerait que les réalités du Goulag seraient les moins favorables à l'enseignement de l'éthique, pourtant Chalamov laisse entendre que c'est précisément par l'éthique (nous dirions aujourd'hui la bioéthique) qu'il a abordé les fondements de la médecine :

« *Tous nos maîtres s'efforçaient d'éduquer en nous la rigueur morale et leurs digressions lyriques portaient sur l'idéal de pureté morale, nous enseignaient toute l'importance de notre responsabilité dans la cause de l'aide aux malades, de plus détenus à la Kolyma* » (10).

Dans l'essai *Le moyen de Djanelidze*, qui se trouve aux archives nationales pour l'art et la littérature (RGALI) et n'a pas été publié, Chalamov soulève la question de la confiance réciproque entre le médecin et le malade, notion qu'il a assimilée pendant ses cours :

« *La confiance doit être réciproque. Le malade doit savoir que vous avez déjà redressé ce genre d'entorse, que vous l'avez fait maintes fois. Dans ce contact mutuel, la guérison est comme un courant : la lumière s'allume, les mains agissent... Nous avons appris à penser en médecins – souligne l'écrivain – et chacun de nous avait changé au terme de ces huit mois de cours.* »

De plus, Chalamov a découvert à ces cours les fondements, non seulement de la pratique médicale, mais aussi de la science médicale à laquelle il s'est intéressé jusqu'à la fin de ses jours (11). Dans le récit *Le weistmaniste*, le docteur Ousmanski, partisan de la génétique alors persécutée, parle à ses étudiants de la structure des cellules, des chromosomes, de la division cellulaire. Comme on le voit dans sa correspondance ultérieure, Chalamov lui-même était enclin à adopter la théorie chromosomique de l'hérédité et c'est avec tristesse qu'il note qu'Ousmanski n'était plus de ce monde au moment du triomphe complet des weistmanistes, quand on a pu voir au microscope les molécules de DNA (12).

C'est comme un cas clinique particulier que Chalamov examine les aveux des accusés pendant les procès publics

des années 1936-1938. À ces procès, des représentants marquants de l'opposition antistalinienne étaient accusés d'espionnage et de sabotage. Des « trotskystes », des « zinoviévistes » et des « droitiers » avouaient et étaient généralement condamnés à mort. Chalamov, comme beaucoup d'autres qui ne croyaient pas à la « justice stalinienne », était profondément bouleversé par les aveux fantasmagoriques des accusés des procès de Moscou contre eux-mêmes et les uns contre les autres. Comment les expliquer ? Pour Chalamov, le secret des procès des années 1930 « *ouverts aux correspondants étrangers et à n'importe quel Feuchtwanger* » était un secret pharmacologique (récit *Le bouquiniste*) (13). On y voit que Chalamov ne croyait pas qu'on ait amené aux procès des sosies des accusés, et dans le débat entre les « physiques » qui expliquaient les aveux par la torture et les « chimiques », qui pensaient que les accusés étaient sous l'emprise de psychotropes, il penchait pour ces derniers.

« *Si on peut annihiler la peur par des médicaments, on peut encore bien plus facilement faire le contraire, annihiler la volonté humaine par des piqûres, la pharmacologie suffit, sans recourir aux violences physiques, sans briser les côtes du prévenu, l'écraser à coups de talons, lui arracher les dents ou le brûler à la cigarette.* »

(9) KRDT Activité contre-révolutionnaire trotskyste (note de l'auteur).

(10) Varlam Chalamov, *Œuvres en 6 tomes* M. Terra, t. 1, pp. 489-529.

(11) Dans les archives de Chalamov RGALI fonds 2596, inv. 3, pièce 119, f 1-39, sont conservés des ébauches d'essais sur le fameux transplantologue soviétique V. P. Demikhov et sur ses expériences de transplantations d'organes sur des animaux. Visiblement, Chalamov avait l'intention d'écrire sur l'histoire de la transplantologie et aussi de faire un parallèle entre cette nouvelle science et la création littéraire. Chalamov pensait que la science-fiction au XX<sup>e</sup> siècle prenait du retard sur l'audace des sciences naturelles. Matériel communiqué par A. P. Gavrilova.

(12) Varlam Chalamov, *Œuvres en 6 tomes* M. Terra, t. 1, pp. 538-545.

(13) Varlam Chalamov, *Œuvres en 6 tomes* M. Terra t. 1, pp. 379-392.

À notre avis, Chalamov supposait à juste titre que la torture et les interrogatoires « à la chaîne » étaient bons pour les procès à huis clos, les « commissions spéciales », les « troïkas » où le refus « jusqu'au bout » de l'accusé d'avouer (ce qui n'était pas si rare, comme le montrent les archives du KGB) n'apparaissait que dans les procès-verbaux sous la marque « Absolument secret ». Mais les procès publics, où étaient admis y compris des représentants étrangers, ne devaient laisser aucune prise au doute selon lequel les dépositions des « traîtres à la patrie » auraient été extorquées sous la contrainte. La torture, on le sait, laisse des traces et il était d'autant plus risqué d'y recourir qu'au procès (ou au moment de la sentence quand il n'a plus rien à perdre), l'accusé pouvait publiquement désavouer les aveux arrachés sous la torture. Chalamov a pu trouver d'autant plus de poids à la thèse du recours à l'action de procédés psychopharmacologiques sur les accusés des procès de Moscou qu'au dernier procès de 1938, à côté des Boukharine, Rykov, Iagoda, ont comparu des médecins qui ont avoué l'usage du poison « *sur ordre de la direction du bloc trotsko-droïtier et de Iagoda personnellement* ».

## En guise de conclusion

L'analyse que nous avons faite de la principale œuvre en prose de Chalamov, *Les Récits de Kolyma*, montre que le sujet de la médecine est abordé dans 74 des 137 récits (sans compter *l'Essai sur le monde criminel*), c'est-à-dire dans 54-55 % d'entre eux. Dans 64 d'entre eux (44,5 %), c'est le sujet principal. Cette statistique montre à l'évidence que si Chalamov n'avait pas exercé une profession médicale, sa prose serait différente de celle que nous connaissons. Nous avons aussi montré que Chalamov aborde sa prose « médicale » en professionnel réfléchi, observateur et en grand humaniste. Bien que l'écrivain ait plus d'une fois souligné le rôle purement négatif de l'expérience carcérale dans sa vie et dans son œuvre, sa participation à la médecine du camp a néanmoins joué un rôle positif dans l'une et dans l'autre.

Nous voudrions souligner que le tableau de la « réalité médicale » de la Kolyma des années 1930-1940 dressé par Chalamov et sa généralisation sont on ne peut plus actuels pour le débat en cours entre partisans et opposants de l'identification du Goulag stalinien et de la répression exercée par les bolcheviks pendant la guerre civile. De ce point de vue, les appréciations opposées portées sur le rôle des centres médicaux du Goulag chez Chalamov et Soljenitsyne sont une donnée significative. C'est un débat où l'appel aux faits et aux arguments est superflu, car pour Soljenitsyne ce n'est pas seulement le système médical mais toute l'histoire soviétique après 1917 qui est « née du diable » *a priori*. Chalamov, depuis l'époque de sa participation à l'Opposition de gauche et jusqu'à ses dernières années, opposait nettement bolchevisme et stalinisme. Ce dernier, d'après lui, n'était issu de la révolution d'Octobre que comme sa négation contre-révolutionnaire, il reposait sur les os de toutes les oppositions communistes, réelles d'abord, puis potentielles. Rappelons que la roue de la répression stalinienne s'est emballée à mesure que l'URSS entrait dans la « politique mondiale réelle », surtout quand les grandes puissances, avant tout les États-Unis ont reconnu le stalinisme. L'histoire du Goulag et de sa « population » est en grande partie corrélée aux zigzags de l'histoire politique soviétique. Dans sa prose, Chalamov transporte sur le terrain du Goulag la gigantesque contradiction entre, d'une part, la « tumeur cancéreuse » de la révolution russe, cet État totalitaire fondé sur la répression et le travail forcé, et, de l'autre, la résistance de la société née de la révolution.

L'auteur exprime sa reconnaissance à V. V. Essipov, S. M. Soloviev, A. P. Gavriloïva pour les documents qu'ils lui ont fournis. Une reconnaissance particulière envers V. V. Essipov pour ses précieux conseils. ■

**Marc Goloviznine**





**Inédit**

# Mémoires d'un soldat russe, mutin de La Courtine (extraits)

Dans son numéro 6 de novembre 2018, l'Association des Amis de la Courtine publie le texte ci-dessous. Elle nous a autorisés à le reproduire, nous la remercions.  
Les CMO

L'association La Courtine 1917 a pris connaissance d'un livre édité il y a près de soixante ans en Union soviétique dont l'auteur est un soldat de la 1<sup>ère</sup> brigade du Corps expéditionnaire russe. Il relate l'épopée de ces soldats, tous les grands moments vécus par eux entre 1916 et 1920 et tout particulièrement les trois

mois de mutinerie à La Courtine et l'assaut des trois journées de septembre 1917. Ce livre de 300 pages est en cours de traduction avec l'objectif de pouvoir le publier en français, si toutefois l'association obtient les droits de publication. Dans les lignes ci-dessous, vous pourrez lire un court passage de ce livre rendant compte de l'arrestation, le 19 septembre 1917, de Globa, responsable du soviet de La Courtine après les trois jours de canonnage des mutins (...).

Deux vues de l'arrestation de Globa, chef des mutins de la Courtine. D.R.



« Les autres également s'arrêtèrent. Ils étaient six, et ils décidèrent de résister, attendant que les attaquants s'approchent et referment le cercle. Cependant un heureux hasard décida du destin des hommes de La Courtine. Lorsque le sous-officier des attaquants s'approcha des gens de La Courtine et leur proposa de déposer les armes, un grand groupe d'attaquants sortit de derrière le coin de la caserne, avec à sa tête le capitaine Joukov, officier de la 1<sup>ère</sup> brigade. Il commandait aussi la sous-division des attaquants. Joukov était le commandant de l'escadron dans lequel servait Globa. Il connaissait Globa depuis longtemps, depuis le front russe, il appréciait ses qualités de combattant et avait toujours

fait preuve envers lui d'une attention soutenue. Et à présent, rencontrant Globa en cette minute fatidique, il décida de l'épargner.

En voyant Globa, Joukov donna un ordre : "Soldats, stop" ! Et il se dirigea d'un pas rapide vers le groupe d'hommes de La Courtine prisonniers.

Le commandant du détachement d'attaquants annonça clairement :

– *Votre excellence ! Nous avons arrêté les dirigeants des mutins et leurs assistants.*

Joukov resta immobile une minute, il examina attentivement les hommes de La Courtine, et demanda :

– *Qui parmi vous est Globa ?*

– *C'est moi,* répondit Globa.

– *Ce même Globa ? Le jeune sous-officier président du soviet de La Courtine ?*, demanda-t-il encore une fois, faisant semblant de ne pas reconnaître Globa.

– *Oui,* répondit à nouveau Globa.

– *Pourquoi n'avez-vous pas de galons sur vos épaulettes ?*, demanda Joukov.

– *Maintenant on est libres, mon capitaine, et puis ils me pèsent,* répondit Globa avec une certaine ironie, faisant également semblant de ne pas reconnaître le capitaine Joukov.

– *J'espère que vous me reconnaissez ?*, dit Joukov en s'adressant à Globa.

– *Comment pourrait-il en être autrement,* dit Globa. *Nous étions ensemble sur le front en Russie, nous avons combattu ensemble ici aussi. Vous m'avez aussi proposé pour l'Ordre de Saint Georges de quatrième classe.*

– *Et qui est avec vous ?*, demanda le capitaine Joukov.

– *Ce sont mes camarades,* répondit Globa.

– *Alors c'est donc vous qui avez résisté pendant de nombreux jours aux troupes gouvernementales ? Vous, je veux dire sous votre direction...*

– *Oui, sous la direction du soviet de La Courtine des députés des soldats, dont j'étais le président,* répondit Globa.

– *Je dois vous dire, mon capitaine,* continua Globa, *que la résistance des soldats de La Courtine avait été provoquée par les actions des attaquants. Les soldats ne doivent-ils pas se défendre, quand ils sont attaqués par trahison ? Les lois de*

*la bourgeoisie ne reconnaissent pas au peuple ce droit, mais le peuple, qui lutte contre le mal et la violence, se reconnaît ce droit. Une nouvelle époque dans l'histoire du peuple russe est arrivée. Le peuple ne peut plus être esclave. Nous, les gens de La Courtine, sommes une partie du peuple, et nous ne voulons pas verser notre sang pour les intérêts des grands propriétaires et des capitalistes. Voilà en quoi consiste notre faute,* dit Globa.

– *Oui, mais vous êtes peu nombreux, et puis la Russie est loin de vous,* répliqua Joukov.

– *Aujourd'hui nous sommes des milliers, demain nous serons des centaines de milliers,* déclara Globa avec certitude.

On voyait bien que le capitaine Joukov comprenait Globa et peut-être qu'il compatissait en secret, ce qui transparaisait dans l'attention avec laquelle il l'écoutait. Cependant Joukov ne dit rien à la dernière remarque de Globa.

Il y eut un bref silence, interrompu par Globa.

– *Mon capitaine ! Vous nous accusez d'être les soi-disant responsables des crimes monstrueux qui se sont produits ces derniers jours. Nous n'allons pas nous mettre à débattre des causes qui ont entraîné ces crimes. En ce qui concerne la résistance des soldats révolutionnaires, c'est leur droit, qui leur a été octroyé par la révolution.*

– *Votre comportement ne vous excuse pas. Vous êtes président du soviet de La Courtine, en outre sous-officier... Vous savez ce qui vous attend ? N'allez-vous pas vous repentir de vos actes ?*, demanda à nouveau Joukov.

– *Non, nous ne nous repentirons pas. Et ce qui nous attend, c'est ce à quoi nous nous attendions, en nous trouvant dans le camp de La Courtine,* répondit tranquillement Globa. *Si vous avez fusillé une brigade entière, qu'est-ce que cela peut vous faire de fusiller six, dix, cent hommes ?*

– *Mais tout de même, n'allez-vous pas vous repentir, maintenant ?*, répéta Joukov, s'adressant directement à Globa. *Comment envisagez-vous ce qui vous attend ?*

– *Demandez-le à mes camarades,* dit Globa. *Pour moi j'ai déjà répondu.*

– *C'est à vous que je pose la question,*

à vous, qui êtes le président du soviet, la trahison a eu lieu sous votre direction, la révolte a surgi ! Votre travail a servi aux ennemis de la révolution, et non au peuple !...

– Non, répondit Globa avec une émotion visible. Le droit est de notre côté. Si on nous accuse de trahison, ce n'est que parce que les lois et la force des armes sont pour l'instant de votre côté, du côté de nos ennemis.

Sans laisser Joukov répliquer quoi que ce soit à Globa, l'un de ses camarades s'avança et dit :

– Il y a une chose que nous regrettons, mon capitaine, c'est d'avoir tardé à répondre par les armes aux armes des régiments du gouvernement, nous y avons droit. Nous espérons en l'humanité des hautes autorités du pays dans lequel nous nous trouvons.

Sans vouloir en entendre davantage, Joukov coupa brutalement la parole à celui qui parlait :

– Savez-vous que l'on va vous fusiller ?

– Nous avons déjà répondu à cette question, dit Globa. Vous avez fusillé des milliers d'hommes. Que représentez-vous pour vous ?

Un silence se fit, court, mais tendu, qui fut rompu par Joukov :

– Je le regrette, mais vous devez être sévèrement punis. Rien d'autre ne vous attend. Vous avez succombé à la provocation des agents allemands et vous avez servi l'ennemi. C'est pourquoi nous avons utilisé contre vous la force des armes, comme elle a été utilisée envers les mutins en Russie.

Globa interrompit Joukov :

– Mon capitaine, vous connaissez à présent notre point de vue sur la révolution en Russie et sur les événements ici, à La Courtine. Si vous avez l'intention de nous juger avec un tribunal de "justice", nous ferons nos dépositions au tribunal. Si vous avez l'intention de nous juger avec ce genre de tribunal, dit Globa en indiquant les tas de soldats de La Courtine sauvagement exécutés, alors vous pouvez le faire, nous ne demandons pas de grâce, nous sommes entre vos mains...

– Jetez vos armes, dit Joukov. Je vais vous livrer aux Français. Je n'ai pas le droit de le faire, mais pour vous, je le fais. Je garantis votre immunité.

Effectivement, Joukov tint sa parole. Il ordonna à un des sous-officiers de prendre deux soldats et d'accompagner les hommes de La Courtine auprès du chef de l'état-major français, à qui il écrivit un mot bref. Au soir du 20 septembre, trois cavaliers français reçurent les hommes de La Courtine arrêtés des mains des attaquants et les amenèrent au principal point de tri du village de Saint-Denis. Ainsi le sort voulut que la poignée restante des dirigeants du soviet de La Courtine rencontrent le capitaine Joukov, qui connaissait personnellement Globa, et que le président du soviet de La Courtine et ses deux camarades échappent à la vengeance des attaquants et soient transmis aux autorités françaises. ■

# **Entretiens, notes de lecture**

## Entretien avec l'historien Julien Chuzeville à propos du livre

# ***Lettres d'un syndicaliste sous l'uniforme, 1915-1918*** **de Pierre Monatte (Smolny, 10 euros)**

Julien Chuzeville a choisi et annoté une cinquantaine de lettres écrites par Pierre Monatte entre 1915 et 1918.

**Dans la préface, tu écris que Pierre Monatte, syndicaliste, « *jadis connu en dépit de sa modestie* », est aujourd'hui un peu oublié. Peux-tu rappeler qui était Pierre Monatte quand éclate la guerre ?**

Avant la guerre, Pierre Monatte n'était pas connu du grand public, mais les militants savaient qui il était : membre du comité confédéral de la CGT, fondateur de la revue syndicaliste révolutionnaire *La Vie ouvrière* en 1909. Cette revue s'était fait une réputation par la qualité de son information, de ses analyses. Monatte n'était pas un orateur, mais il était en contact avec de nombreux milieux militants. Son sérieux était largement reconnu. Il était un des piliers, discret mais très actif, de la CGT d'avant 1914, celle de la Charte d'Amiens, de l'indépendance de classe et de l'internationalisme. Par exemple, en 1908, le congrès de la CGT adopte un texte contre la guerre qui reprend la célèbre phrase de Marx : « *Les travailleurs n'ont pas de patrie.* »

Par la suite, Monatte est resté une figure importante du mouvement ouvrier jusqu'à sa mort en 1960.

**Pierre Monatte a 33 ans en 1914. Réformé, il n'est pas mobilisé. Pourtant, en 1915, il passe en conseil de révision et, cette fois, il est mobilisé. Pourquoi ?**

Dès le début de la guerre, il fait partie des très rares militants en France qui continuent de s'y opposer. En décembre 1914, il démissionne du comité confédéral de la CGT pour protester contre l'orientation qu'elle prend (1), qui lui semble en rup-

ture avec les principes du syndicalisme. Il écrit une lettre de démission cinglante, qu'il imprime et diffuse. Pour sanctionner cette expression publique contre la guerre, on le mobilise puis on l'envoie au front.

**Quelle guerre Monatte fait-il ?**

La guerre des tranchées, c'est-à-dire l'ennui, la boue, le froid, la peur des bombes et des gaz. Heureusement pour lui, il n'a jamais participé à une offensive. Il avait expliqué à ses amis en partant qu'il ne voulait pas tirer sur un autre être humain ; il a réussi à s'y tenir. Au bout d'un moment, il a obtenu un poste de signaleur, puis de téléphoniste. Mais pour l'essentiel, il a été un soldat de base, un de ceux qui s'appelaient parfois entre eux les « PCDF » – pour « pauvres cons du front ». Comme il était déjà antimilitariste avant de partir, ce qu'il a vu de l'armée ne l'a pas vraiment surpris.

On voit dans ses lettres qu'il se sentait seul et loin de ce qui l'intéressait, d'où l'importance de la correspondance qui lui permet de garder le contact avec ses amis et avec le mouvement ouvrier. Dans ses lettres, il peut de nouveau être lui-même.

**À la lecture de ses lettres, on se rend compte que Monatte est très au courant de l'action des opposants à la guerre. Peux-tu expliquer comment il réussit à se tenir au courant ?**

(1) Dès le 4 août 1914, lors des obsèques de Jean Jaurès, Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT, s'est rallié à l'Union sacrée.

Cette action commence un peu avant qu'il soit mobilisé, il en est même à l'origine en France. Ensuite, il y a de temps en temps les permissions, qui lui donnent l'occasion de revenir quelques jours à Paris et de voir différents militants. Et puis, même quand il est au front, il reste en contact par lettres avec des militants qui jouent un rôle majeur dans cette action, même s'ils doivent rester prudents dans ce qu'ils écrivent. Non seulement il est au courant, mais il fait des propositions, des suggestions, il encourage, etc., comme on le voit dans ses lettres. Il aurait évidemment préféré pouvoir s'investir pleinement dans cette action, mais étant au front, c'était matériellement presque impossible de faire plus que ce qu'il a fait.

**Il a parfois la dent dure avec certains militants comme lui opposés à l'Union sacrée. Il traite par exemple Pierre Brizon, un des trois députés socialistes à avoir voté contre les crédits de guerre en 1916, de « collégien ambitieux ». C'est un peu étonnant, non ?**

Il le fait dans une lettre privée ; Monatte n'aurait probablement pas dit ça en public. Mais ça ne m'a pas étonné, parce que Brizon était connu chez les zimmerwaldiens pour son manque de sérieux. Les témoignages et les exemples concrets sont nombreux. Brizon se rendait bien compte qu'ils ne l'estimaient pas, et leur en voudra : du coup, il ne parle quasiment pas d'eux dans son journal *La Vague*, créé en 1918, puis il s'opposera à eux au sein du Parti communiste des premières années, où les anciens zimmerwaldiens se situeront à gauche, et Brizon à droite.

**Tu publies une lettre adressée à James Guillaume, militant anarchiste suisse, très oublié aujourd'hui, qui avait accepté la guerre. Malgré cette prise de position, on sent que Monatte a beaucoup de respect pour lui. Dans une lettre à Brupbacher (2) il parle « de notre vieux James ».**

Il faut comprendre que pour lui James Guillaume est un « grand ancien » : Monatte est né en 1881, or Guillaume a participé à des congrès de la Première

Internationale, dès 1869. Il participa aussi, bien plus tard, à *La Vie ouvrière*. Mais après la mort de James Guillaume pendant la guerre, Monatte écrit que « *la mort fait office de nettoyeuse. Quand nous pourrions empoigner le balai, nous serons arrêtés par moins de scrupules* ». Si Guillaume avait été vivant après la guerre, il aurait fallu que Monatte s'affronte politiquement avec lui, et au fond, il préfère que ce ne soit pas nécessaire. La rupture politique n'empêchait pas un attachement personnel.

**Peux-tu nous dire quelques mots sur la genèse de ce petit livre ? Comment t'en est venue l'idée ? Les archives sont-elles facilement accessibles ?**

En 1968, un volume avait été publié chez Maspero (*Syndicalisme révolutionnaire et communisme, les archives de Pierre Monatte, 1914-1924*), contenant de nombreuses lettres reçues par Monatte pendant la guerre. Mais curieusement, les lettres écrites par Monatte n'avaient jamais été éditées. En lisant ces lettres manuscrites dans les archives, pour mes recherches en vue de mon dernier livre (*Un court moment révolutionnaire, la création du Parti communiste en France*) (3), je me suis dit qu'il faudrait vraiment les publier. Personne ne l'ayant fait jusqu'alors, alors que Monatte était mort depuis plus d'un demi-siècle, soit je m'y mettais, soit ça resterait inédit : donc je l'ai fait.

Les archives sont dispersées dans plusieurs pays, pas toujours évidentes à consulter, et certaines encore moins à reproduire. C'est très variable suivant les lieux où elles sont conservées. Faire ce petit livre a pris des années. Mais je ne regrette pas de m'être lancé dans ce projet : c'est un témoignage important, et puis, à l'heure où beaucoup, même au sein du mouvement ouvrier et de la « gauche radicale », oublient ou renient ce qu'est réellement l'internationalisme, je pense qu'on a besoin de lire Monatte. ■

**Propos recueillis par R. R.**

(2) Fritz Brupbacher (1874-1945), médecin psychiatre suisse, militant syndicaliste révolutionnaire, collaborateur de *La Vie ouvrière*.

(3) Note de lecture parue dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 78.

# Russie éternelle ?

Notes de lecture :

**Bill Browder, *Notice rouge. Comment je suis devenu l'ennemi n° 1 de Poutine*, Récit traduit de l'anglais**

**(américain)** par Renaud Bombard, Kero, 492 pages, 20,90 euros.

**Frédéric Pons, *Poutine*, Calmann-Lévy, 366 pages, 19,90 euros.**

**C**es deux livres ont été publiés il y a plusieurs années, mais l'évocation de leur contenu est toujours actuelle, comme on le verra dans les lignes ci-dessous.

Si le lecteur du livre de Bill Browder s'interrogeait sur la véracité du portrait qu'il fait des policiers russes présentés comme des sauvages vénaux, violents, bestiaux et corrompus, il suffirait de le renvoyer à une interview du journaliste russe Maxime Chevtchenko, qui déclarait dans l'hebdomadaire *Argumenty i Fakty* (numéro 16 d'avril 2012) : « *De nombreux gardiens de l'ordre se sont transformés en bêtes sauvages et en monstres. Dans les faits, les organes de protection de l'ordre sont devenus des bandes armées légales. En se couvrant du manteau de la défense de la loi, les policiers commettent des crimes comme de vrais bandits.* » Ainsi les policiers de Kazan, pour faire avouer un suspect, peut-être seulement coupable d'avoir refusé de payer un pot-de-vin, sodomisent le récalcitrant avec une bouteille. Un suspect en est mort il y a peu. Les policiers, à ma connaissance, n'ont reçu aucune sanction.

## Les actions les plus sous-évaluées jamais offertes

Bill Browder, petit-fils de l'ancien secrétaire du Parti communiste améri-

cain, avait un projet : « *Ce que je voulais vraiment, écrit-il, c'était devenir investisseur dans les privatisations en Europe de l'Est.* » Après un modeste début en Pologne qui lui rapporte près de dix fois la mise, il se lance en Russie, rachète des actions sous-évaluées d'entreprises sous-évaluées, puis participe à des enchères plus ou moins truquées ; au bout de quelques mois, le fonds qu'il a monté était devenu « *le propriétaire de 25 millions de dollars des actions les plus sous-évaluées jamais offertes où que ce soit dans l'histoire* ». La Russie offre des opportunités que bien des malins sont prompts à saisir. Browder est l'un des plus prompts.

Après cette modeste participation initiale à la gigantesque entreprise-pillage de l'héritage dilapidé de l'économie soviétique, en 1996 Bill Browder fonde en Russie la société Hermitage Capital. En 2000, écrit-il : « *Le fonds Hermitage avait été classé premier mondial parmi les fonds de marchés émergents. Nous avons assuré des rendements de 1 500 % aux investisseurs qui nous avaient accompagnés depuis le lancement du fonds.* » On conçoit qu'il puisse écrire : « *La Russie post-soviétique avait offert certaines des occasions d'investir les plus spectaculaires de l'histoire des marchés financiers.* »

Quand Bill Browder parle d'occasions spectaculaires d'investir, il n'évoque que les rendements financiers. Jamais il ne cite un quelconque rendement productif. Nous



restons toujours dans le seul domaine de la spéculation.

C'est connu, le succès suscite l'envie. Le pillage débridé et l'enrichissement foudroyant des oligarques se payaient parfois alors d'une rafale de mitraille. Ce triste sort épargne Bill Browder, mais, en 2005, une bande de hauts fonctionnaires et de policiers tentent de mettre la main sur Hermitage Capital. Bill Browder se voit interdire l'accès du sol russe mais réussit à sortir ses actifs de Russie (voilà l'un des avantages de la mondialisation) et tente de sauver ses collaborateurs russes.

L'un d'entre eux, l'avocat Serguei Magnitski, sûr de son bon droit et de son innocence, s'obstine à rester en Russie. Mal lui en prend. Il est interné dans des conditions effroyables dont la description (pages 340-341) soulève le cœur. Il est bastonné, torturé. Les hauts dignitaires de la police, qui veulent se venger d'avoir vu tous les actifs du fonds Hermitage leur passer sous le nez, veulent mettre dans leur poche 230 millions de dollars que Browder aurait selon eux dû payer au fisc... et qu'ils se font verser par le fisc. Ils exigent un faux témoignage de Magnitski pour légitimer leur fraude. Magnitski refuse, il tombe gravement malade, les autorités refusent de le faire soigner tant qu'il n'a pas craqué. Il meurt, à l'âge de 37 ans, le 16 novembre 2009. Poutine protège à l'évidence les hauts fonctionnaires bandits. Moscou obtient un bref moment une « notice rouge » d'Interpol contre Browder, ainsi menacé d'extradition s'il sort de Grande-Bretagne.

Le récit de ce rodéo est mené de main de maître. Et le lecteur peut se demander si Chevtchenko n'avait pas raison quand il proposait de « *licencier tous les policiers* »... soit près d'un million d'individus d'un coup.

## La loi Magnitski

La dernière partie du récit porte sur les efforts couronnés de succès de Bill Browder pour se venger des responsables de la mort de Magnitski. Il obtient le vote par le Congrès des États-Unis d'une loi Magnitski qui promulgue des sanctions, entre autres financières, contre un ensemble de hauts fonctionnaires russes, loi, comme le souligne Bill Browder lui-

même, soutenue par « *les milieux d'affaires* ». L'histoire rend invraisemblable l'idée que les congressistes et les hommes d'affaires américains puissent voter une loi par souci des droits sacrés de l'individu. Ni les uns ni les autres n'ont par exemple manifesté un tel souci à l'égard des centaines de Frères musulmans égyptiens condamnés à mort pour avoir manifesté un soutien au président régulièrement élu, Morsi.

Cela, étant le livre de Browder a, entre autres nombreux mérites, celui de nous inviter à distinguer soigneusement l'apparence ou la propagande de la réalité.

## Un nationalisme tapageur et creux

C'est ce que ne fait pas toujours Frédéric Pons dans sa biographie de Poutine dont la quatrième de couverture prétend emmener le lecteur « *au cœur des secrets de la Russie moderne* ». Excusez du peu...

Frédéric Pons prend ainsi un peu trop pour argent comptant le nationalisme russe tapageur proclamé par Poutine. Or ce nationalisme est aussi artificiel que tapageur. Les couches dirigeantes de la Russie sont en effet dépourvues de tout réel sentiment national : les oligarques qui délocalisent leur argent dans les paradis fiscaux et à la City de Londres près des résidences luxueuses où dorment leur famille n'en ont évidemment pas une ombre ; au sommet de l'État, divers clans des structures de force (dites siloviki), gangrenées de haut en bas par une corruption fantastique que Poutine dénonce mais ne combat guère, coexistent difficilement pour se partager le contrôle des industries non encore privatisées ou le pillage de secteurs (à demi) privatisés de l'économie. Le nationalisme policier, même orné d'une rhétorique creuse rituelle, est une variante de celui des parasites, au premier rang desquels se pavent les dignitaires de l'Église orthodoxe. Frédéric Pons rappelle : « *En un quart de siècle l'Église orthodoxe a fait construire vingt-cinq mille églises en Russie et dans le monde, soit trois mille églises par an, trois églises par jour.* » L'Église orthodoxe est richissime. Ses dignitaires d'ailleurs se déplacent en

voitures de luxe en général étrangères, comme les oligarques. Le Seigneur a de ces exigences !

## Une coopération avec l'OTAN... pas trop étroite

Frédéric Pons met, par ailleurs, l'accent sur certains points trop aisément oubliés dans les médias. Il souligne ainsi les efforts réguliers de Poutine pour se rapprocher des États-Unis : en 2001, rappelle-t-il, Poutine accorde à l'OTAN l'autorisation d'ouvrir un bureau à Moscou. Au lendemain de l'attentat du 11 septembre à New York, il accorde l'ouverture de l'espace aérien russe aux appareils de la coalition internationale qui interviennent contre les talibans en Afghanistan ; en 2002 au sommet de Rome est constitué un Conseil OTAN-Russie (COR). En 2005, des enseignants russes de l'état-major général vont assurer des cours à l'école de l'OTAN d'Oberammergau en Allemagne. Un exercice conjoint du COR se tient à Colorado Springs (États-Unis) pour tester la chaîne de commandement d'une défense antimissile de théâtre.

Même après l'affrontement avec la Géorgie, en mars 2009, la décision de reprendre les réunions du COR est prise. Le rendez-vous est fixé à décembre. Medvedev (alors président, avec Poutine pour Premier ministre) et Obama se rencontrent à Moscou et signent un accord officiel autorisant le transfert de matériels militaires américains à travers la Russie jusqu'en Afghanistan. Le secrétaire général de l'OTAN vient même à Moscou en décembre 2009 pour préparer le troi-

sième sommet du conseil OTAN-Russie prévu à Lisbonne en novembre suivant. Le rapprochement se traduit cinq mois plus tard par la parution d'un glossaire militaire général sur la coopération entre l'OTAN et la Russie. Et Pons souligne : « *La Russie accepte de renforcer l'accord conclu en 2008 sur le transit terrestre d'équipements de l'OTAN sur le territoire russe (...) en provenance ou en destination de l'Afghanistan.* » Il débouche en juillet 2012 sur de nouveaux arrangements pour les transports ferroviaires et aériens. Une convention prévoit l'utilisation de l'aéroport d'Oulianovsk à sept cents kilomètres à l'est de Moscou. En 2011, la Russie à l'ONU n'a pas opposé son veto à l'opération « humanitaire » en Libye, qui a débouché sur l'élimination physique de Kadhafi. L'humanitaire connaît des détours surprenants qui inquiètent Poutine. Et s'il était un jour promis à un même destin ? Certes, la Russie n'est pas la Libye, mais les raisons « humanitaires » d'intervenir pourraient ne pas manquer.

Sans aller jusqu'aux plans de Zbigniew Brzezinski qui voulait disloquer la Russie en trois États différents, Washington voulait en plus arrimer l'Ukraine à l'OTAN. C'est la goutte d'eau... Frédéric Pons note que l'engagement américain en Ukraine en décembre 2013-janvier 2014 (« *5 milliards de dollars* », note-t-il) « *va nourrir la méfiance de Moscou* ». Poutine et les clans qu'il représente veulent défendre leur pré carré... Et la Russie est un grand pré carré aux richesses nombreuses, quoique gaspillées par les clans qui, pour le moment, portent Poutine à bout de bras. ■

**Jean-Jacques Marie**

# **Le Martyre de Kiev, 1919 – L'Ukraine en révolution entre terreur soviétique, nationalisme et antisémitisme**

**Thomas Chopard, Vendémiaire, Paris, 2015 ;**

**285 pages, 22 euros**

Recension reproduite avec l'aimable autorisation de la revue *Connexe, Les espaces postcommunistes en question(s)* pour laquelle elle a été écrite.

Avec le centenaire de la révolution russe, on ne peut que constater le retard persistant de l'historiographie française dans ce domaine et particulièrement en ce qui concerne la guerre civile. Pendant longtemps, la seule histoire disponible en français était celle du défunt militant d'extrême droite Dominique Venner (1). Ultérieurement, Jean-Jacques Marie a fait mieux que de rééquilibrer le paysage éditorial. En brossant le tableau des conflits entre Rouges, Blancs mais aussi Verts (bandes paysannes) à partir de la documentation exhumée après 1991, il a fourni une introduction utile et vivante (2). Toutefois, l'aspect de la question qui a connu un véritable renouvellement historiographique est celui des violences, avec le courant initié par Nicolas Werth. Il reste qu'en intitulant sa contribution au fameux *Livre noir du communisme* « *Un État contre son peuple* », il présentait les événements de 1917 à 1922 moins comme des affrontements que comme un processus unilatéral de répression (3).

Tout en s'inscrivant dans cette lignée, le livre de Thomas Chopard élargit la perspective en retraçant l'ensemble des antagonismes qui ont agité la région de Kiev en 1919. Travaillant à une thèse sur les violences contre les populations juives d'Ukraine de 1917 à 1924 (thèse

qu'il a depuis soutenue avec succès), Thomas Chopard maîtrise les sources et s'appuie ainsi sur un vaste corpus d'archives soviétiques conservées à Kiev et à Moscou, complété par celles des organisations juives. Le choix d'évoquer Kiev est judicieux car la ville est à l'épicentre du conflit : elle change de mains neuf fois entre janvier 1918 et mai 1920. L'an 1919 voit se succéder les nationalistes ukrainiens de Petlioura, les bolcheviks puis les troupes blanches de Dénikine, avant la victoire quasiment définitive des Rouges en décembre. En culminant avec une vague de pogromes d'une cruauté sans précédent (4), cette année marque assurément

(1) Dominique Venner, *Les Blancs et les Rouges : histoire de la guerre civile russe, 1917-1921*, Monaco : Le Rocher, 2007 (1<sup>re</sup> éd. 1981).

(2) Jean-Jacques Marie, *Histoire de la guerre civile russe, 1917-1922*, Paris : Taillandier « Texto », 2015 (1<sup>re</sup> éd. 2005).

(3) Nicolas Werth, « Un État contre son peuple. Violences, répressions, terreurs en Union soviétique », in Stéphane Courtois et alii, *Le Livre noir du communisme : Crimes, terreur, répression*, Paris : Robert Laffont « Bouquins », 1998 (1<sup>re</sup> éd. 1997), pp. 40-315.

(4) Lidia Miliakova (dir.) et Nicolas Werth, *Le Livre des pogroms. Antichambre d'un génocide. Ukraine, Russie, Biélorussie, 1917-1922*, Paris : Calmann-Lévy - Mémorial de la Shoah, 2010.

ment le pire moment de la guerre civile.

Après avoir fait le portrait d'une ville multiethnique, Thomas Chopard entreprend d'écrire une « *histoire au ras du sol* » de l'année terrible. La « *ville convoitée* » est un enjeu pour des belligérants qui entendent « *conquérir et administrer* » (p. 23). La conquête est le résultat d'opérations militaires qui terrorisent la population. Elle sera ensuite soumise aux exactions des troupes victorieuses, exactions prenant le caractère d'une vengeance sur les représentants des autorités déchues. La prise en main de l'administration locale, avec un subtil dosage d'épuration et de recyclage du personnel, est effective comme affirmation d'un pouvoir et elle permet la prise de mesures idéologiquement symboliques. En revanche, elle échoue à remettre en ordre de marche les infrastructures utiles à la population.

La ville est entourée « *de campagnes en armes* » qui font l'objet du deuxième chapitre. Leur contrôle est fondamental pour les prétendants au pouvoir, mais la dynamique d'armement et de rébellion initiée en 1917 s'est renforcée l'année suivante contre l'occupant allemand. La politique agraire des bolcheviks braque la paysannerie et radicalise son rejet de tout pouvoir central. Cela favorise l'*atamanchina*, l'émergence de chefs de bandes armées, tels les tristement célèbres Zelenyi ou Struk. Dans cette atmosphère délétère, « *on commençait à trouver que les Juifs étaient de trop* » (p. 87) et Chopard décrit minutieusement la mécanique pogromiste dans quelques localités. Ces troubles à la campagne se soldent par la disette en ville qui pousse à son tour les pouvoirs en place à vouloir resserrer leur contrôle sur l'économie urbaine et rurale : c'est un cercle vicieux.

Les deux chapitres suivants sont consacrés aux outils répressifs des bolcheviks, la Tchéka et le système concentrationnaire (pp. 112-172). Concernant le « *glaive et bouclier du Parti* », l'auteur en rappelle l'histoire avant de dessiner le portrait sociologique des tchékistes de Kiev : de très jeunes hommes, autant issus de la petite bourgeoisie de la plume et de l'échoppe (5) que de la classe ouvrière, et tous citadins en phase

d'ascension sociale. Leur expérience des guerres et leur soif de promotion expliquent, d'après l'auteur, leur absence de scrupules, laquelle est favorisée par un cadre légal lâche sinon incitatif. Les prises d'otages, les arrestations et les exécutions sommaires se généralisent au confluent d'intérêts individuels et de la crainte bien réelle de voir s'effondrer le pouvoir communiste. Le camp de concentration que les bolcheviks ouvrent à la périphérie de la ville (6) voit la logique d'isolement prophylactique se coupler avec la volonté d'exploitation du travail des détenus. Les conditions de détention dépendent néanmoins largement de la personnalité du commandant du camp.

L'auteur revient ensuite sur la vague de pogromes de l'été 1919, essentiellement sous l'angle des exactions militaires. Il rappelle « *la politique antisémite des armées antibolcheviques* » (p. 173), dont une des caractéristiques est « *le travail forcé des [juifs qui] se maintient à une grande échelle, comme au temps de l'armée impériale* » (p. 168). Si le ressentiment contre les juifs existe aussi parmi les soldats rouges, il se traduit très peu en actes grâce à « *l'encadrement soviétique qui se montrait inflexible avec un antisémitisme assimilé à de l'indiscipline* » (p. 181). La fin du pouvoir bolchevique à Kiev voit s'ouvrir une nouvelle phase de violences (7) où l'antisémitisme se conjugue facilement à l'anticommunisme. La domination blanche est scandée par trois vagues de pogromes en ville, lors de leur arrivée fin août, au moment de la médiatisation des « horreurs de la Tchéka » dans des rituels de deuil collectif en septembre et surtout quand ils enregistrent leurs premiers reculs en octobre. À tous les meurtres perpétrés au long de l'année, il faut encore ajouter la mortalité résultant des épidémies pour comprendre ce qui rend

(5) Souvent juifs dans ce cas.

(6) Ils ne sont ni les premiers ni les derniers à faire usage de ce moyen de coercition, mais, d'après l'auteur, ils le systématisent.

(7) Il faut noter que les symboles de l'ukrainité sont également visés dans un élan proprement réactionnaire.

« *la vie fragile* » (pp. 215 et suivantes) et explique le bouleversement des normes morales et des comportements.

L'intérêt que représente cette monographie n'empêche pas d'en discuter certains choix et avant tout celui du cadre conceptuel pour envisager la guerre civile. Chopard ouvre son livre par cette description : en 1919, tandis que l'Europe recouvrait une paix précaire, les débris de ses empires s'enfonçaient dans une nouvelle guerre. Aux frontières occidentales de l'ancien Empire russe, où la révolution de 1917 achevait de dissoudre l'emprise des capitales impériales, des souverainetés nouvelles s'étaient esquissées (p. 7).

En conclusion, l'auteur oppose la « *stigmatisation sociale, politique et ethnique* » observable en URSS au « *deuil collectif (...) matérialisé dans les pays occidentaux [par] les figures du soldat inconnu ou les monuments aux morts* » (p. 237). Pour penser la violence, la sortie de la guerre à l'ouest de l'Europe est l'unique référence, la révolution russe apparaissant comme un simple produit dérivé du conflit et surtout comme un écart à la norme.

Comme le récit est de plus centré sur l'an 1919, la dynamique propre qui anime l'Empire russe depuis février 1917 est ignorée (8). Envisager la guerre civile en la coupant des processus politiques et sociaux qui la provoquèrent déforme nécessairement la perspective. On entrevoit avec l'exemple des guérilleros paysans ou des tchékistes de Kiev que la position occupée par tel ou tel en 1919 dépend souvent de ses engagements de

1917 voire de 1905 (cf. pp. 121 et 71). La mobilisation des individus en fonction de leur appartenance sociale et/ou nationale et de leur conscience politique s'était en effet traduite, après la chute du tsarisme, par l'organisation d'appareils politico-militaires et ces appareils continuent de se nourrir de l'exacerbation des conflits. Ils représentent peut-être une perspective de promotion individuelle et sûrement l'espoir d'une protection dans une période troublée, mais ils incarnent surtout la possibilité vécue par les acteurs de refonder l'ordre social, de remettre le monde dans l'axe considéré comme prioritaire (au choix celui de la Russie, de l'Ukraine, du prolétariat...).

Un tableau fidèle et complet de la guerre civile nécessiterait de décrire non seulement les appareils répressifs, mais aussi les institutions politiques et sociales, ainsi que les relations que les individus nouent avec les unes et les autres. Dans ce livre, conformément à son titre insistant sur le *martyre*, la population n'est présentée qu'en position de victime des pouvoirs (et surtout de celui qui s'avéra le plus efficace, le pouvoir bolchevique). On en reste, malgré un remarquable travail sur les sources, au schéma réducteur d'« *un État contre son peuple* ». ■

**Éric Aunoble**

(8) L'auteur a traité de la période précédente dans : Thomas Chopard, « *De la guerre mondiale à la guerre civile. L'occupation austro-allemande de l'Ukraine en 1918* », *Hispania Nova*, 2015, n° 13, pp. 218-231 - <https://amnis.revues.org/2444>

## Matthieu Renault

# ***L'Empire de la révolution. Lénine et les musulmans de Russie***

Éditions Syllepse, Paris, 2017, 148 pages, 10 euros.

Parmi les publications liées au centenaire de la révolution russe, le livre de Matthieu Renault est sûrement une des initiatives les plus originales en ce qu'elle vise à confronter 1917 avec une problématique des plus discutées actuellement, la place des musulmans dans une politique révolutionnaire et anti-impérialiste.

Certes, le terrain est glissant. Bien avant les *Indigènes de la République*, on a eu un siècle pour observer comment la défense d'une communauté (et non d'une classe) opprimée a pu servir de tremplin politique pour les représentants auto-proclamés des dites communautés ou nations. Sans aller jusque-là, les publications de Matthieu Renault dans les revues *Période* (<https://revueperiode.net/>) et *Contretemps* (<https://www.contretemps.eu/>) s'inscrivent en tout cas dans le courant des « études subalternes » et « post-coloniales ». Cela se confirme dans l'introduction du présent ouvrage. Il y est fort peu question de classes et, dans le cadre du « débat "marxisme versus pensée décoloniale" », l'auteur veut surtout réfléchir sur « les convergences et les divergences (...), en contexte révolutionnaire, entre une lutte sociale "majeure-majoritaire" (pour le communisme) au centre et une multiplicité de luttes nationales-anticoloniales "mineures-minoritaires" aux marges » (p. 14) tout en gardant en ligne de mire l'actualité des « luttes autonomes des minorités non blanches » (p. 17).

À cette fin, l'auteur entend reprendre les thèses de Lénine mais « replongées dans l'histoire (...) de l'expansion du processus révolutionnaire en Russie musulmane » et « confrontée[s] à sa pratique de la révolution » (p. 15). Ce pari est heureusement tenu et le lecteur peut au fur et à mesure oublier les préventions qu'il avait pu former. Le terme de « musulmans » qu'on trouve en titre n'est certes pas une catégorie marxiste, mais c'était bel et bien la dénomination appliquée par l'administration tsariste aux populations d'Asie centrale dans le cadre d'une politique de colonisation.

Cette colonisation avait-elle un caractère progressiste ? En 1899, Lénine répond par l'affirmative, non d'un point de vue moral ou social, mais en y voyant un signe du *Développement du capitalisme en Russie* (le titre de son ouvrage) non seulement en profondeur par l'industrialisation, mais aussi « en étendue » (p. 22) vers les confins non-russes de l'Empire. Il évolue après 1905 en reconnaissant que le principal frein au progrès dans l'Empire russe ne tient pas aux structures archaïques en périphérie mais à la résistance des rapports féodaux au centre.

Ce qui reste un évolutionnisme fondé sur l'économie est remis en cause quand Lénine s'intéresse à la question nationale proprement dite. Dans la discussion des thèses de Rosa Luxemburg, il affirmait en 1903 que « la reconnaissance inconditionnelle de la lutte d'autodétermina-

tion ne nous oblige pas du tout à soutenir n'importe quelle revendication d'autodétermination nationale », un éventuel soutien étant subordonné aux « intérêts de la lutte de classe du prolétariat » (p. 37) : Matthieu Renault rappelle ici ce que beaucoup de marxistes ont soigneusement oublié depuis.

La montée des tensions en Europe après 1910 amène Lénine à approfondir sa réflexion sur le droit des peuples. Logiquement, il fait peu de place à l'Asie dans ses raisonnements, mais Renault a le mérite d'avoir scrupuleusement étudié les textes et d'y avoir trouvé, par exemple, une note sur « le réveil de l'Asie », remarquant qu'aux Indes hollandaises, « le courant nationaliste a pris naissance sous le drapeau de l'islam » (1913, p. 41). Plus fondamentalement, Lénine affirme pendant la boucherie mondiale que le droit des peuples à l'autodétermination a pris un caractère subversif. « Les guerres nationales contre les puissances impérialistes ne sont pas seulement possibles et probables, elles sont inévitables et progressives, révolutionnaires » (1916, p. 49) : la remarque ne vise pas l'Europe mais s'appuie sur l'exemple de l'Inde et de la Chine. Potentiellement, de telles révoltes « jouent le rôle d'un des ferments (...) qui favorisent l'entrée en scène de la force véritablement capable de lutter contre l'impérialisme, (...) le prolétariat socialiste » (1916, pp. 53-54).

Si les principes sont posés, c'est la pratique qui fait problème après Octobre 1917. La « question nationale » se pose désormais de façon très concrète. Que faire au début 1919 quand les nationalistes bachkirs, auparavant alliés des Blancs, se tournent vers les Rouges et se constituent en Comité révolutionnaire ? Faut-il les armer ? Leurs soviets auront-ils un vrai caractère de classe ? L'orientation générale interdit de « refuser à aucun peuple de l'ancien empire russe le droit à l'autodétermination », même si « les Kirghiz, les Ouzbeks, les Tadjiks, les Turkmènes [sont] jusqu'ici soumis à l'influence de leurs mollahs » (1919, p. 63). S'ensuit une politique complexe, visant à la fois à servir d'exemple international pour les peuples coloniaux et à tenir compte des rapports entre classes, peuples et ethnies

au sein de l'Empire russe. Ces coups de billards à trois ou quatre bandes peuvent paraître cyniques, d'autant que toute prise d'autonomie trop importante est finalement proscrite au sein de la Russie soviétique. C'est en fait un équilibre fragile. Lénine rappelle aux communistes russes « la nécessité de respecter la Constitution bachkire » en précisant que les « membres du Comité révolutionnaire de Bachkirie doivent en faire tout autant » (1920, p. 71).

Sortir des relations de type colonial est encore plus difficile que de respecter l'autonomie d'un territoire national homogène, comme on le constate au Turkestan (Asie centrale). À Tachkent, un soviet des ouvriers des chemins de fer avait été créé dès février 1917. Or les ouvriers sont exclusivement européens et ils n'entendent pas ouvrir leurs instances aux indigènes, fut-ce pour complaire à une délégation bolchevique venue de Moscou en 1918. Lénine incite à créer une commission *ad hoc* pour lutter contre cette « couche extrêmement mince d'ouvriers russes infectés par la psychologie colonialiste » et se prévalant « d'attitudes "communistes" qui sont perçues par la population indigène (...) comme une continuation du comportement des anciens agents du tsarisme » (1920, p. 87). Néanmoins, il reste partisan d'un centralisme rigoureux tant au niveau politique (contrôle du centre sur la république et le PC du Turkestan) qu'économique : la monoculture du coton, indispensable à l'économie soviétique, est pérennisée alors qu'elle est au fondement de l'assujettissement de l'Asie centrale à la Russie.

Comme l'extension du mouvement révolutionnaire à l'Orient semble toujours d'actualité, la question se pose de « traduire » le bolchevisme, de l'adapter aux situations coloniales. Lénine évoque la possibilité de transiger sur la nature de classe des soviets, qui ne seraient plus alors des instances prolétariennes mais des organisations de travailleurs pauvres, y compris de petits propriétaires. Si l'on élargit le périmètre de la classe révolutionnaire, peut-être faut-il aussi élargir les alliances. Alors que Lénine veut d'abord lutter contre la « tendance à parer des couleurs du communisme » le

« mouvement de libération démocratique bourgeois » (1920, p. 100), les discussions au II<sup>e</sup> Congrès du Komintern (avec M. N. Roy notamment) le font évoluer : il oppose désormais le nationalisme « démocratique bourgeois » réformiste au mouvement « national révolutionnaire ». C'est peu ou prou cette vision d'un large front anti-impérialiste qui est promue, non sans démagogie, au Congrès des peuples d'Orient à Bakou (1) en septembre 1920.

Dernier moment éclairé par Matthieu Renault, la lutte entre deux responsables bolcheviques au Turkestan en 1921, Tomski et Safarov. Le premier veut appliquer localement la NEP quitte à favoriser les mercantis russes. Le second propose la création de comités de paysans musulmans pauvres qui s'en prendraient à tous les potentats, indigènes et russes. Pour lui, « la question nationale se pose comme une question d'inégalité de classe » (p. 122) et, à défaut de la traiter, on ne peut qu'ouvrir un boulevard au panislamisme. Lénine maintient la mise en œuvre de la NEP au Turkestan, mais il défend Safarov dans la mesure où ce dernier peut représenter les aspirations des autochtones les plus pauvres. Lénine mène ce combat en vain : Safarov est déplacé. Le rôle de Staline croît, et, malgré quelques campagnes contre la mainmise russe au Turkestan, la politique de *korenizatsia* (indigénisation des cadres) qui sera suivie dans les années 1920 n'est qu'un pâle reflet des ambitions révolutionnaires de Lénine en Orient.

En conclusion, Matthieu Renault montre, à partir de l'exemple du poète noir américain Langston Hughes que la politique soviétique au Turkestan éveillait l'espoir bien au-delà de l'Asie. Il faut attendre les cinq dernières pages pour que soit abordée la question qui fâche, celle du voile islamique et de la politique soviétique de dévoilement promue au Turkestan à la fin des années 1920. Renault pointe à juste titre le caractère souvent artificiel de cette campagne, annonciatrice du *Grand tournant* stalinien. On ne le suivra pas en

revanche quand il la rattache à un point de vue « orientaliste » qui aurait prévalu aussi bien chez Kollontai que chez Trotsky au début de la décennie. Et, si les politiques émancipatrices soviétiques ont pu effectivement revêtir un caractère paternaliste et coercitif, il se manifestait également au cœur de l'empire : les « Pâques des jeunes communistes » étaient une attaque contre les traditions, attaque non moins outrée que le dévoilement des femmes en Orient.

L'islam et les musulmans sont finalement peu présents en tant que tels dans le livre. Il y est plus question de classes et de nations, ce qui n'a rien d'étonnant d'un point de vue marxiste. Matthieu Renault montre bien comment Lénine rompt peu à peu avec l'approche de la II<sup>e</sup> Internationale qui voulait que chaque peuple traverse certains stades de développement prédéfinis. Le leader bolchevique entend proposer une politique communiste *aussi* aux peuples colonisés, touchés par la grande commotion de 1914-1917 (2). L'exégèse et la mise en contexte – sérieuses – que Matthieu Renault propose au lecteur soulignent le besoin d'une synthèse sur la politique nationale des bolcheviks au pouvoir. Les anglophones peuvent se référer à *L'Empire de la discrimination positive* de Terry Martin (3). Les francophones doivent toujours se reporter à un livre utile mais ancien d'Hélène Carrère d'Encausse (4). ■

**Éric Aunoble**

(1) Textes réédités : *Le Premier Congrès des peuples de l'Orient – Bakou 1920*, Paris, La Brèche et RADAR, 2017.

(2) On s'étonnera que Matthieu Renault ne fasse pas le lien avec la notion de « révolution permanente » élaborée par Trotsky.

(3) Terry Martin, *An Affirmative Action Empire : Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca, Cornell University Press, 2001.

(4) Hélène Carrère d'Encausse, *Le Grand Défi. Bolcheviks et nations, 1917-1930*, Paris, Flammarion, 1987.



# Les Vaincus

## Documentaire Radio

**Sept capsules autour de la révolution russe d'octobre 1917 et de sept personnages en quête de justice et de liberté (prise de son, montage et mixage :**

**Louis Tiquet ; réalisation : Nadine Janssens), Rakonto, 2017**

coffret de 4 CD, 32 euros

(à commander sur <http://www.rakonto.org/category/projets/les-vaincus/>).

Même tardivement, il faut signaler cette initiative originale et réussie dans le cadre du centenaire de la révolution russe. Ce documentaire radio se présente sous la forme de sept biographies de trente minutes qui retracent des parcours de vie modifiés à jamais par les événements de 1917. Il s'agit de Maria Nikiforova, Victor Serge, Evgenia Markon, Isaac Babel, Anna Barkova, Panaït Istrati et Raïssa Bloch.

Tous ces personnages ont en commun de ne pas avoir réussi socialement grâce à la révolution. Les lecteurs des *CMO* en connaissent sûrement certains : Victor Serge, anarchiste passé au bolchevisme et opposant de la première heure au stalinisme ; Isaac Babel et Panaït Istrati, écrivains qui ont laissé des pages inoubliables sur l'espoir révolutionnaire.

Une biographie a récemment été consacrée à Maria Nikiforova, anarchiste et cheffe d'un groupe de partisans en Ukraine, fusillée par les Blancs en 1919 (1). Evgenia Markon, qui avait choisi la marginalité et la délinquance par esprit de révolte, est sortie de l'oubli grâce à la publication de son autobiographie écrite pour le Guépéou avant son exécution (2).

À l'écoute des documentaires, j'ai découvert l'existence de Raïssa Bloch et Anna Barkova. La première, historienne médiéviste, traductrice et poétesse, est assez représentative de l'intelligentsia. Elle a quitté la Russie rouge en 1921. Figure importante de l'émigration littéraire russe, elle est broyée par le nazisme en 1943, après bien des pérégrinations en Europe.

Anna Barkova est une authentique poétesse prolétarienne, née dans une famille modeste à Ivanovo-Voznessensk, le Manchester russe. Remarquée par Lounatcharski, elle travaille en 1922 au Kremlin avant de reprendre son indépendance pour vivre de sa plume. Elle sera condamnée trois fois à partir des années 1930 et passera en tout vingt-deux ans en camp, dont une dernière peine infligée en plein « dégel » khrouchtchévien (1957-1965).

Chaque « capsule » tend à épouser le point de vue de son héroïne, anarchiste avec Nikiforova, plutôt libérale avec Bloch ou communiste avec Serge. De même, l'éventail des interviewés est large : Nicolas Fonet, auteur d'une histoire de *La révolution dans la culture et le mode de vie* (3), comprend et explique l'enthousiasme révolutionnaire quand le traducteur Valéry Kislov voit le totalitarisme comme conclusion inévitable de la révolution.

L'intérêt de la série est justement de donner une idée globale de l'impact de la révolution tant à travers la pluralité des interventions que par la diversité des parcours retracés. ■

**Éric Aunoble**

(1) Mila Cotlenko, *Maria Nikiforova. La révolution sans attendre. L'épopée d'une anarchiste à travers l'Ukraine (1902-1919)*, Paris : Mutines Séditions, 2014.

(2) Evguénia Iaroslavskaïa-Markon, *Révoltée*, Paris : Seuil, coll. Fiction & cie, 2017.

(3) Nicolas Fonet, *Russie soviétique (1917-1927) – la révolution dans la culture et le mode de vie*, Pantin, Les Bons Caractères, 2016.



# Courrier des lecteurs

# « Un court moment révolutionnaire La création du Parti communiste en France » de Julien Chuzeville

Courrier de lecteur - Neldo Lévy

Dans le numéro 78 des CMO, Roger Revuz fait une présentation plutôt élogieuse, à juste titre à mon avis, de l'ouvrage de Julien Chuzeville.

Il émet une réserve quant au dernier chapitre, sur le « tournant irréversible de 1924 » dans lequel l'auteur « prend le terme bolchevisation au pied de la lettre », et signale que « les méthodes que l'Internationale communiste de Zinoviev-Staline emploie à partir de 1924 ne sont pas les méthodes bolcheviques, mais celle du stalinisme naissant, qui substitue l'obéissance servile à la libre discussion ».

On ne peut que partager cette nécessaire précision, mais au-delà, l'ouvrage de Chuzeville me semble présenter surtout l'immense intérêt, en particulier pour les jeunes générations, d'attirer clairement l'attention sur les récurrentes dérives dans les directions des partis du mouvement ouvrier, créés le plus souvent dans une logique de défense d'intérêts de classe inconciliables, mais qui glissent toujours vers la collaboration de classe.

Il montre comment, tout au long de l'histoire, l'une des causes déterminantes de cette décadence-trahison est la constitution d'appareils dirigeants composés de professionnels, d'élus et de permanents dans les fonctions politiques, « des directions peu renouvelées » qui ne sont plus sous le contrôle ni des militants, et encore moins des travailleurs dont ils sont censés représenter les intérêts.

Ainsi, Chuzeville montre parfaitement le passage des dirigeants de la SFIO, de l'affirmation radicale et très juste contre la guerre qui se prépare, « *les prolétaires n'ont pas de patrie – grève générale* », à une collaboration de classe à travers un soutien actif décisif dans un gouvernement d'Union sacrée ; soutien à la guerre impérialiste sanglante, incluant la propagande, la censure et même la répression de centaines de militants (socialistes, syndicalistes révolutionnaires ou anarchistes) restés fidèles à ce mot d'ordre avec la plus grande détermination (souvent emprisonnés ou envoyés au front). Certains dirigeants de la SFIO se prononceront même, en 1918 dans leur presse, pour une intervention militaire pour chasser du pouvoir en Russie les bolcheviks, « *ces agités criminels* » (p. 108).

L'ouvrage explique comment la création du PC exprimera (« *un court moment* » seulement) la volonté de rupture de nombreux militants avec la période de la collaboration de classe ; mais la même décadence se produira encore une fois, après quelques années, dans des conditions très différentes (stalinisme), aussi avec des conséquences dramatiques pour le mouvement ouvrier ; toujours avec les mêmes causes : la mainmise d'un appareil de dirigeants politiques permanents, se plaçant au-dessus des militants.

Ces enseignements, sur l'histoire des partis ouvriers en France, incitent encore et toujours à une vigilance absolue sur cet

aspect récurrent qui impuissante et trahit le mouvement ouvrier dans sa mission révolutionnaire de progrès de civilisation : la tendance à l'appropriation des partis ouvriers (et aussi des syndicats) par des appareils politiques professionnels de permanents, devenant par nature, les gardiens de la collaboration de classe, derrière des discours plus ou moins radicaux, mais trompeurs.

En ce sens, cet ouvrage me semble donc très instructif par l'actualité de la réflexion qu'il suggère et illustre très méthodiquement sur ce sujet, tout au cours de l'histoire.

Il l'est aussi certainement pour les jeunes générations, pour la connaissance et la compréhension indispensables qu'il apporte de l'histoire des partis (PS et PCF) en France, qui sont encore souvent désignés ou perçus, de façon assez simpliste, comme les organisations de la classe ouvrière.

Voici quelques citations, pour illustrer cette réflexion et donner envie de lire ce livre et d'en faire la publicité, parmi ceux qui sont tentés de faire revivre, dans la période actuelle, l'esprit et l'action révolutionnaires indispensables :

« *Même si les résolutions unanimes sont souvent d'orientation révolutionnaire, en revanche dans leurs activités quotidiennes les partis socialistes s'acheminent sans rémission vers le réformisme... Des directions peu renouvelées se transforment progressivement en appareils bureaucratiques* » (p. 45).

« *Ainsi, des majoritaires de guerre participent à sa justification, relaient les thématiques gouvernementales et apportent aussi un argumentaire spécifique en écrivant par exemple en 1916 que les intérêts de la défense nationale concordent en cette guerre avec ceux du socialisme... Dans cette logique, la direction de la SFIO s'oppose farouchement à toutes les initiatives visant à réunir l'Internationale...* » (p. 53).

« *Monatte avait dès l'automne 1914 établi le lien avec le leader menchevik Julius Martov, qui participa à Zimmerwald,*

*lequel amena aux réunions de La Vie ouvrière Léon Trotsky. Ce dernier prit par la suite la parole lors de plusieurs réunions du CRR (Comité pour la reprise des relations internationales) jusqu'à son expulsion de France en 1916. Cette mesure prise par un gouvernement à participation socialiste contre un militant socialiste, creuse encore le fossé qui sépare les militants des différents courants de la SFIO* » (p. 84).

« *Une divergence, qui pourrait paraître anecdotique, se fait par exemple jour en 1923, Souvarine s'opposant à l'habitude qui commence à être prise dans le PC d'acheter les locaux, au lieu de les louer. Il argumente en expliquant que le capital immobilisé en immeubles ou machines serait mieux employé en tracts, brochures et journaux... "Qu'a besoin le parti d'être propriétaire ?" On voit bien avec le recul que l'opposition sur ce sujet est une conséquence de deux visions différentes, d'un côté un parti-outil pour une révolution sociale à brève échéance, de l'autre un parti qui doit être une institution durable, où des permanents sont installés pour longtemps dans des locaux pérennes – autrement dit un parti qui conquiert une place stable au sein du système tel qu'il est* » (p. 379).

« *Alors que Lénine commence à être idolâtré par le PC, ces rares militants qui l'avaient connu et travaillé avec lui, et auxquels il avait accordé sa confiance, sont exclus ou diffamés par ce même parti* » (p. 445).

On retiendra en conclusion, bien présent dans le titre de cet intéressant ouvrage, le mot « révolutionnaire », qui incite à relancer la validité de cette ambition, et peut-être à ouvrir un débat sur l'existence organisée de cette orientation politique, encore dans la période actuelle, avec bien sûr l'enseignement majeur de vigilance indispensable pour les militants ouvriers et les travailleurs, pour tenir ses « dirigeants » hors de capacité à se former en permanents politiques aux pleins pouvoirs. ■

**Neldo Lévy**  
**16 octobre 2018**

## À propos de l'article de Pierre Brocheux « 1917, quand l'espoir des peuples se leva à l'Est »

Lettre de lecteur

Dans le numéro 79 des *CMO*, particulièrement remarquable et précieux par ailleurs, Pierre Brocheux nous donne le texte d'une conférence intitulée « Quand l'espoir des peuples se leva à l'Est ». Il est bien sûr impossible dans un cadre très contraint de procéder à une analyse approfondie des événements et de leur signification en Asie depuis un siècle. L'auteur borne d'ailleurs son propos à la Chine et au Vietnam (avec une allusion à l'Indonésie). Néanmoins, cette tentative de synthèse soulève de nombreuses questions et d'assez sérieuses objections. L'historien bien sûr n'est jamais neutre, Pierre Brocheux a un point de vue politique que je ne partage pas. Ce ne serait pas un problème si les principales questions politiques étaient correctement posées pour permettre une discussion fructueuse. Ce n'est à mon avis pas le cas. Je concentrerai mon propos sur trois problèmes majeurs qui restent d'actualité : le rôle de la bureaucratie stalinienne ; le « dilemme » lutte de classe *versus* libération nationale ; existe-t-il un « léninisme » dont la continuité serait avérée ?

### 1. Le rôle de la bureaucratie stalinienne

La « tragédie de la révolution chinoise en 1925-1927 » (1), que l'auteur ne manque pas de signaler (soulignant « la défaite des communistes pour de nombreuses années »), a connu son apogée en

avril 1927, avec les massacres à Shanghai des ouvriers, des syndicalistes et des communistes perpétrés conjointement par l'armée du général en chef du Guomindang Tchang Kai-chek, la pègre et les maîtres étrangers des « concessions ». L'auteur mentionne assez pudiquement ces événements comme « *la rupture entre les nationalistes et les communistes* ». Mais il ne dit pas que cette rupture a été subie par le Parti communiste chinois (PCC) et ne met pas en cause la responsabilité écrasante de la direction moscovite du Komintern, qui a jusqu'au bout freiné et désarmé le jeune PCC en jouant de l'immense prestige de la révolution d'Octobre et de ses victoires militaires. Ce cours désastreux était dû à l'alliance Boukharine-Staline, qui venait de « triompher » de l'Opposition unifiée (Trotsky-Zinoviev-Kamenev) dans l'appareil du PC russe. Staline et Boukharine (dont les noms ne sont jamais mentionnés par Pierre Brocheux) ont imposé ce cours, *via* les « conseillers » soviétiques (les *sovietniki* mentionnés par l'auteur) dépêchés auprès du comité central du PCC. Staline et Boukharine se sont accrochés jusqu'au bout à l'illusion

(1) Pour reprendre le titre de l'ouvrage fondamental d'Harold Isaacs, extrêmement bien documenté, d'abord paru en 1938 avec une préface élogieuse de Léon Trotsky. L'auteur l'a réédité plusieurs fois, et malgré sa rupture explicite d'avec la IV<sup>e</sup> Internationale, ne l'a jamais renié. Éditions consultée : Gallimard 1967.

que la « bourgeoisie nationale » organisée dans le Guomindang (habituellement cité comme « KMT » selon l'ancienne transcription) maintiendrait malgré tout son alliance avec le PCC bien implanté dans la classe ouvrière – et la paysannerie pauvre – en donnant la priorité à la lutte « anti-impérialiste » (c'était l'intérêt d'État de l'URSS...). Mais la « marche vers le Nord » des armées de Tchang, au motif officiel de rétablir l'unité nationale grâce à la défaite des « seigneurs de la guerre » financés par les divers impérialismes, s'est accompagnée de la répression des paysans pauvres soulevés contre les « hobereaux » semi-féodaux (la « gentry » des mandarins et des « propriétaires » terriens) et, déjà, de la répression des syndicalistes et ouvriers dans les villes (« *d'abord la guerre, ensuite la révolution* » : on reverra fonctionner ce piège dans l'Espagne républicaine neuf ans plus tard). La multiplication de signes annonciateurs de la « rupture » à l'initiative de Tchang a amené le comité central du PCC à demander d'urgence, mais en vain, auprès du Komintern la sortie du PCC du KMT, la reprise de son indépendance, la résistance armée aux attaques réactionnaires de Tchang et de ses alliés. Si Moscou a maintenu obstinément son cours ultra-droitier, cela n'est pas le fait d'une mauvaise information ; c'est qu'il était entièrement cohérent avec le cours suivi en URSS même (le « *socialisme dans un seul pays* », la coexistence pacifique, la politique « pro-koulak »). Tous deux découlaient de la volonté de « *stabilisation thermidorienne* », intérieure et extérieure, de la bureaucratie soviétique, qui, à la faveur du découragement de la masse des citoyens soviétiques, ne cessait de se renforcer depuis la mort de Lénine et la défaite de la révolution allemande de 1923. C'est grâce à sa « victoire » d'appareil dans le PC soviétique contre l'Opposition de gauche puis l'Opposition unifiée en 1926, que ce cours s'est imposé, également dans un Komintern caporalisé. L'Opposition unifiée, engagée dans la lutte interne sous le slogan « *À bas le koulak, le bureaucrate et le NEPman* », a très logiquement dénoncé à temps la catastrophe que préparaient en Chine l'intégration et la subordina-

tion du PCC au KMT. Quand, d'ailleurs, les thèses de l'Opposition, notamment la « *critique du programme de l'IC* » et de sa politique chinoise produites par Léon Trotsky (2) ont été connues parmi les étudiants communistes chinois en URSS ainsi qu'en Chine même, de nombreux militants du PCC, y compris le fondateur du PCC Chen Duxiu, se sont alors ralliés à l'Opposition de gauche. Cependant les Zhou Enlai, Mao Zedong et d'autres, tout en regagnant une certaine autonomie par rapport à un Komintern passablement discrédité, n'ont nullement exigé que le bilan soit tiré des directives moscovites – ils ont au contraire fait chorus avec les tournants staliniens successifs, et organisé en Chine même la chasse aux opposants. L'auteur ne dit mot de tout cela – ou alors faut-il voir une discrète allusion dans une phrase introductive « *la greffe du bolchevisme fut opérée avec succès bien que sa transposition fut marquée par des péripéties et des mutations* » ?

## 2. Front uni ou front unique anti-impérialiste ?

Les textes fondateurs de la III<sup>e</sup> Internationale (« *Thèses sur la question d'Orient* », « *Thèses sur la question nationale et coloniale* », « *Thèses sur la question paysanne* ») (3) tenus sous l'autorité et avec la participation active de Lénine, Trotsky et autres, ont élaboré sur la question difficile de la combinaison, pour les pays arriérés, coloniaux ou semi-coloniaux (comme la Chine, la Perse, etc.), de la lutte pour les revendications démocratiques-bourgeoises (selon la terminologie marxiste usuelle) avec les revendications socialistes (problématique constamment posée par Marx et tous ses continuateurs révolutionnaires – la « *révolution permanente* », selon la terminologie de Léon Trotsky). Les deux questions essen-

(2) Des textes essentiels réédités sous le titre *L'Internationale communiste après Lénine* - PUF 1969.

(3) Voir *Les quatre premiers congrès de l'IC 1919-1923-1924*. Réédités en fac-similé, La Brèche-Sélio - 1984

tielles (mais non uniques) apparaissaient celles de la réforme agraire d'une part, de la libération de la domination impérialiste pour l'indépendance et l'unité de la nation, d'autre part. Cette problématique partait de l'analyse des classes et couches sociales en présence, de leurs contradictions entre elles, de leurs communautés partielles d'intérêts, etc. En Chine, une classe ouvrière jeune, peu nombreuse mais très concentrée, aux liens importants avec la paysannerie pauvre, faisant face à une bourgeoisie « nationale » politiquement expérimentée mais différenciée (« *compradores* » liés aux impérialistes, industriels et banquiers urbains) et souvent liée aux couches les plus réactionnaires (« semi-féodales ») de la « *gentry* » (propriétaires terriens) et de la bureaucratie mandarinale survivant à l'écroulement de l'Empire mandchou : tous confrontés à l'immense masse de paysans paupérisés et sans terre, comme à la classe ouvrière urbaine. La III<sup>e</sup> Internationale a formulé ainsi la question de l'alliance anti-impérialiste possible (« *Front unique anti-impérialiste* ») entre la classe ouvrière et une partie de la bourgeoisie nationale.

En même temps, elle mettait en garde (et Lénine personnellement a insisté plusieurs fois sur ce point) sur la nécessité absolue pour le « *parti du prolétariat* » (le PC) de maintenir son entière indépendance d'organisation et de programme (4) (5). Le front unique anti-impérialiste consiste en une alliance circonstancielle et limitée, dans l'objectif de la lutte contre les impérialismes – pour l'abrogation des « *traités inégaux* », de l'exterritorialité des étrangers, des zones d'influence (fondant le partage des revenus de l'État affermé par l'ex-Empire) et concessions – et bien entendu contre les « *seigneurs de la guerre* » locaux (issus de la dislocation de l'appareil d'État impérial) dépendant des différents impérialismes.

Le « *front uni* » dont parle l'auteur est une « *dérive* » nettement opportuniste, puisqu'il aboutit à une subordination et une intégration organique du Parti communiste au parti bourgeois KMT. Cela est d'ailleurs cohérent avec la conception de la « *révolution par étapes* » chère aux mencheviks et autres sociaux-démocrates, restaurée par le tandem Boukharine-

Staline. La politique criminelle des Borodine et autres conseillers russes visant à désarmer le PCC programmiquement, avec cette « *mise en veilleuse de la lutte de classes* » dont parle Pierre Brocheux, et matériellement en rendant les armes des ouvriers et paysans pauvres à l'armée de Tchang, était tout à fait cohérente avec cette conception erronée de la lutte politique révolutionnaire. L'auteur expose ensuite que la politique de « *front uni* » promulguée par Dimitrov-Staline au VII<sup>e</sup> Congrès du Komintern en 1935 (entièrement normalisé par les stalinien) aurait tiré les leçons de la catastrophe passée. Il est permis d'en douter ! Pierre Brocheux affirme ainsi que « *Mao Zedong et Ho Chi Minh démontrèrent le succès de cette politique* » d'unité avec les forces anti-impérialistes en y exerçant l'« *hégémonie vingt ans plus tard*. En quoi ils ne firent qu'appliquer les directives du Komintern émises dans son VII<sup>e</sup> Congrès

(4) II<sup>e</sup> Congrès, *Thèses sur les questions nationale et coloniales* : « A 5<sup>o</sup> Il est nécessaire de combattre énergiquement les tentatives faites par des mouvements émancipateurs qui ne sont en réalité ni communistes ni révolutionnaires pour arborer les couleurs communistes ; l'Internationale communiste ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés qu'à la condition que les éléments des plus purs partis communistes – et communistes en fait – soient groupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est-à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique. L'Internationale communiste doit entrer en relations temporaires et former aussi des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec eux, et en conservant toujours le caractère indépendant de mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire. »

(5) IV<sup>e</sup> Congrès : « Bien souvent, comme l'a indiqué le II<sup>e</sup> Congrès de l'IC, les représentants du nationalisme bourgeois exploitant l'autorité [...] des soviets, et s'adaptant à l'instinct des travailleurs, drapent leurs aspirations démocratico-bourgeoises dans du "socialisme" et du "communisme" pour détourner ainsi, parfois sans s'en rendre compte, les premiers organes embryonnaires du prolétariat de leur devoir d'organisation de classe (tel le parti Behill Ardou en Turquie, qui a repeint le panturquisme en rouge, et le "socialisme d'État" préconisé par certains représentants du parti Kuomintang en Chine. »



*international de 1935.* » Or ce congrès promut la politique dite de Front populaire qui partout subordonna la classe ouvrière à la bourgeoisie impérialiste dite démocratique avec laquelle le Kremlin voulait constituer un bloc militaire contre Hitler. Cette politique engendra la défaite de la classe ouvrière en Espagne, en France et ailleurs.

D'autre part, il est bien établi que Staline a constamment fait pression sur le PCC, après que celui-ci a fui les villes et se soit réfugié au cœur de régions paysannes éloignées (Shanxi puis Yenan – « *Longue marche* »), pour qu'il maintienne une « alliance » avec le bourreau Tchang, au motif de la lutte commune contre le Japon. Le PCC n'a, à grand-peine, échappé à l'anéantissement par Tchang qui avait lancé une demi-douzaines de « campagnes » militaires contre lui – qu'à la faveur de son « exil » géographique et social (par rapport aux ouvriers des grandes villes), et parce qu'il a dû mobiliser la paysannerie pauvre en sa faveur. D'où la résolution exterminatrice de la bourgeoisie chinoise... et la dynamique ultérieure de la révolution après l'effondrement du Japon en 1945 (6). Le fait que l'auteur relègue en une note de bas de page à la formulation pour le moins embarrassée (« *les historiens constatent ces faits et s'interrogent sur les causes qui ont varié selon chaque pays et les moments historiques traversés* »), le cas des autres pays d'Asie orientale et notamment celui de l'Indonésie est d'ailleurs révélateur de la fragilité de sa thèse. Le massacre des travailleurs et l'extermination en 1965 du très puissant PC indonésien, aligné sur la direction maoïste, par l'armée « nationale » du général Suharto (équivalent de Tchang Kaï-chek), ne font que reproduire, à une échelle décuplée, les événements de 1927 à Shanghai et en Chine. Le PC indonésien était en effet organiquement intégré (« front Uuni ») au gouvernement nationaliste de Sukarno, dirigeant bourgeois « progressiste » non sans grande ressemblance avec feu Sun Yat Sen. La question de « *l'hégémonie de la représentation du prolétariat* » dans le « *front uni* » ne pouvait se poser que sur la base d'une transformation radicale

du mode de production et du régime de propriété (expropriation de la bourgeoisie) – comme cela s'est fait « empiriquement » en Chine, avec maintien de la fiction jusqu'à aujourd'hui du « *bloc des quatre classes* » ouvriers-paysans-intellectuels-bourgeois « nationaux », sous la poussée des masses entre 1949 et 1951. Le fantôme de la « bourgeoisie nationale » siégeait ainsi à la vice-présidence de la RPC en la personne de Mme Song, veuve de Sun Yat Sen...

### 3. Continuité du « léninisme », opposé au « marxisme » ?

À l'heure où de jeunes étudiants chinois, se réclamant du « marxisme-maoïsme » et réprimés par le régime bureaucratique essayent, avec des tâtonnements bien compréhensibles, de faire leur jonction avec un mouvement ouvrier indépendant en pleine ascension ; au moment où Xi Jinping lui-même essaye de restaurer une image « *révolutionnaire et sociale* » du PCC au prix de contorsions acrobatiques entre les discours pro-business à Davos et la « célébration » du bicentenaire de Karl Marx (7)... il est vraiment temps de rétablir ce que sont et ne sont pas le « léninisme » et le « marxisme ». Malheureusement, l'article de Pierre Brocheux n'y contribue guère. Il présente le « *marxisme* » et le « *léninisme* » comme des espèces de « kits idéologiques » figés (comme la momie de Vladimir Ilitch...) et opposés l'un à l'autre ; citations (avec commentaires entre parenthèses) :

« *Le léninisme est aussi une idéologie volontariste assortie d'une straté-*

(6) Sur l'évolution du régime chinois jusqu'à aujourd'hui, on pourra consulter les numéros 10 et 11 (« *Où va la Chine* ») de *L'Internationale*, revue du Comité d'Organisation pour la Reconstitution de la Quatrième Internationale (CORQI).

(7) Le mensuel impérialiste français *Challenges* fait une éloquente synthèse avec une récente couverture : sous le titre « *L'Empire attaque* », il publie une photo de la haute nomenklatura chinoise autour du président, en costume-cravate mais saluant le poing levé... *Challenges* décline ainsi grossièrement et docilement la politique des États-Unis.

*gie de prise du pouvoir (au contraire du marxisme ?), elle convenait à des sociétés qui n'étaient pas encore entrées dans l'âge industriel et ne possédaient pas de prolétariat ouvrier (factuellement faux). Elle affranchissait ces peuples de la déclinaison déterministe et socio-économiste du marxisme ». (Le « marxisme » comme une sorte de fatalisme objectiviste ?)*

*« Des deux séquences de la révolution russe de 1917 (février et octobre) ce fut la seconde qui exerça la plus grande attirance sur les peuples d'Asie. Ce fut le léninisme et non le marxisme qui attira les révolutionnaires asiatiques, etc. » (Noter la double opposition terme à terme.)*

Surtout, il y a l'impasse totale faite sur le stalinisme qui, tout en se parant d'oriepeaux prétendument théoriques, a tenté systématiquement d'extirper la continuité humaine et politique des succédanés du Komintern et du PCUS. Les lecteurs des *CMO* connaissent bien ce sujet. Ce furent les grands procès de 1936-1938, la chasse aux opposants par le Guépéou dans le monde entier, culminant avec les assassinats d'Andrès Nin en Espagne, Léon Sédov en France, Léon Trotsky enfin.

Mais aussi l'extermination de tous ceux qui gardaient un lien avec la geste d'Octobre et de la guerre civile : la « grande terreur » de 1937-1938 qui a frappé les trotskystes dans les camps, et des dizaines de milliers de « bons staliniens » soviétiques – la majorité du « congrès des vainqueurs », l'encadrement de l'Armée rouge – et étrangers (la direction du PC polonais, des conseillers rentrés d'Espagne, etc.).

Évoquer dans ces conditions une continuité « génétique » (l'ADN léniniste) entre la III<sup>e</sup> Internationale des débuts et les régimes bureaucratiques d'hier (URSS et ex-démocraties populaires) et d'aujourd'hui (Chine, Vietnam, Corée du Nord) relève pour le moins d'une légèreté peut-être à la mode mais plutôt obscurantiste, dans la mesure où elle étend l'opprobre méritée du stalinisme à la méthode marxiste, aux analyses et programmes révolutionnaires authentiques qui en découlent, grâce à l'apport des Lénine, Rosa Luxemburg, Trotsky et tant d'autres. ■

**Charles Dupuy**  
**26 novembre 2018,**

# Critique de film

# Un peuple et son roi

## Un film de Pierre Schœller

Le cinéma a le plus souvent abordé la Révolution française en braquant les projecteurs sur ceux qui étaient alors considérés comme les seuls acteurs véritables de l'Histoire : le roi, Marie-Antoinette, la cour, Robespierre, Danton... *La Marseillaise* de Jean Renoir (1938) rompt avec cette tradition mais dans un style édifiant qui peut légitimement agacer. Il faut attendre les années 1970 pour que la Révolution soit véritablement regardée « d'en bas » avec *La Grande Peur de 1789* de Marc Sator et Michel Favart (1976) et le désormais classique *1788* de Maurice Failevic (1978). Dans ces deux téléfilms à marquer d'une pierre blanche, les problèmes politiques et sociaux sont perçus au gré des dialogues et des événements survenus au village. « Grande » et « petite » histoires n'en font qu'une.

*Un peuple et son roi* semble renouer avec cette approche, dans un univers cette fois presque exclusivement parisien et sur une période beaucoup plus longue (juillet 1789-janvier 1793). Les héros de premier plan n'y sont pas les ténors de l'Assemblée mais des habitants du faubourg Saint-Antoine. À d'authentiques personnages historiques comme les militantes Reine Audu (Céline Salette) et Pauline Léon (Julia Artamonov) ou l'« Enragé » Jean-François Varlet (Thibault Lacroix), Pierre Schœller ajoute des personnages fictifs incarnant la sans-culotterie : le maître verrier L'Oncle (Olivier Gourmet), Françoise, la lavandière (Adèle Haenel), des artisans, un comédien... Rien pour autant d'une histoire « à hauteur d'homme » qui résumerait tout à des misères et à des destins individuels. L'Histoire se fait aussi « par en haut ». Députés, artisans et femmes du peuple sont acteurs de la même Histoire.

Les débats – fort bien rendus – des Assemblées révolutionnaires successives éclairent, plus ou moins, les enjeux. Les discussions des gens du peuple leur font écho. Les contradictions politiques qui vont conduire à l'insurrection, en particulier la question du suffrage censitaire, sont mises

à nu tout à la fois lors d'un débat à l'Assemblée constituante et au sein d'une réunion de section (1). Les réflexions de Barnave pendant le retour de Varennes puis son célèbre discours lors du débat sur l'inviolabilité du roi soulignent les contradictions auxquelles la bourgeoisie est confrontée : « *Allons-nous terminer la Révolution ? Allons-nous la recommencer ? Un pas de plus dans la voie de la liberté et c'en est fini de la monarchie. Un pas de plus dans la voie de l'égalité et c'en est fini de la propriété.* » L'enchaînement est parfait : suivent la fusillade meurtrière du Champ de Mars et la répression qui s'abat sur les républicains, célèbres comme Marat (Denis Lavant), contraint de se cacher, ou obscurs comme Françoise, la lavandière, longuement interrogée, L'Oncle, le verrier, Janis, le comédien (Baptiste Chabauty), également arrêtés.

Montrer la Révolution à travers le regard de personnages créés par l'auteur, à la fois réalisateur et scénariste, présentait évidemment le risque d'une dérive, fréquente dans les films historiques, vers une part de fiction éloignée de l'Histoire. Ce travers a été évité par le souci de Pierre Schœller de s'appuyer sur les sources et par un important travail de documentation (« *sept ans de voyage dans les archives et de dialogue avec les historiens* » (2)). Tous les faits – ou presque – sont authentiques (y compris la scène où, en pleine Assemblée, Marat s'applique un pistolet sur la tempe) (3), ou plausibles, pour ce qui concerne les personnages de fiction (blessés de la Bastille, morts au Champ de Mars, désaccords au sein d'une section, hésitations, évolution des idées de L'Oncle...).

(1) Les 60 districts administratifs parisiens furent remplacés le 21 mai 1790 par 48 sections qui constituaient l'un des cadres au sein desquels les citoyens délibéraient.

(2) Dossier pédagogique.

(3) Les députés ne reculent pas devant les effets théâtraux : quelques instants plus tôt, Merlin de Douai s'était déclaré prêt à « *poignarder le premier qui voudrait s'arroger un pouvoir de dictateur* », ce qui visait précisément Marat !

L'ambition de privilégier, en deux heures, la perception et l'action du peuple tout en les resituant dans un contexte général sur une période de quatre ans si riche en événements relevait cependant de la gageure. Il en résulte un mélange de genres alliant fresque historique, galerie de tableaux (la prise de la Bastille, les femmes marchant sur Versailles, les Assemblées au travail, et pour finir l'exécution de Louis XVI), description naturaliste (la mort d'un nouveau-né, en un temps où un enfant sur deux n'atteint pas son premier anniversaire, l'accouchement, le travail du maître-verrier, l'intérieur de familles qui, pour l'époque, si elles sont humbles, ne sont pas pauvres), le tout alourdi d'un symbolisme appuyé (le soleil inondant subitement la rue lorsque tombent les premiers créneaux de la Bastille, l'apprenti qui réalise une boule parfaite à l'image de la société que voudraient, chacun selon ses principes, construire les députés). Les faits, les allusions, les décrets, se succèdent et s'entrechoquent à un rythme soutenu au point que, bien souvent, le spectateur ne se nourrit, comme dans une auberge espagnole, que de ce qu'il sait déjà.

Il est vrai que l'on n'attend pas *a priori* d'un film qu'il soit pédagogique. Trop d'auteurs nous ont asséné des films éducatifs ou lourdement didactiques. Un film reste une œuvre d'art et si l'on s'en tient au critère esthétique, *Un peuple et son roi* est indéniablement une réussite. Les images sont particulièrement travaillées. Le clair-obscur à la bougie ou aux flambeaux, déjà expérimenté par Stanley Kubrick dans *Barry Lyndon* (1975), rend aussi bien l'atmosphère des intérieurs populaires, toujours sombres, que celle de la Salle du Manège où siègent les députés. Cela étant, si un film n'est pas un cours d'histoire (4), il donne à voir l'Histoire. Il contribue par là, qu'on le veuille ou non et quelles que soient les intentions de son auteur, à forger, chez le spectateur, une perception de l'événement. Aucun film n'est donc idéologiquement innocent. Aussi les choix auxquels mène inévitablement le parti-pris, sans doute bien intentionné, de montrer cette Histoire à travers le regard de quelques personnages représentatifs méritent-ils commentaire.

Certains événements-clefs sont carrément enjambés (le 4 août, la Fête de la Fédération) ou effleurés au hasard d'une allusion (l'affaire de Nancy [5], les massacres de septembre). Le déroulé des événements commence certes avec la prise de la Bastille (6), mais on est tout de même en droit de s'étonner que ces habitants du faubourg Saint-Antoine, politisés qui plus est, ne fassent à aucun moment allusion à l'émeute de la Maison Réveillon qui vient, deux mois plus tôt, de coucher 300 morts (six fois plus que la fusillade du Champ de Mars, et majoritairement des ouvriers) à deux pas de chez eux (7) ! Cette affaire souligne pourtant les contradictions sociales qui vont, cinq ans durant, être l'un des leviers de la Révolution. Sans doute n'ont-ils jamais entendu parler non plus, de la mobilisation des Parisiens, le 18 avril 1791, pour empêcher Louis XVI d'aller faire ses pâques à Saint-Cloud avec un cardinal notoirement réfractaire alors que le film s'attarde longuement, par ailleurs, sur un curé constitutionnel bénissant un arbre de la Liberté.

La représentation des journées d'octobre 1789 est sans doute l'épisode qui laisse le plus perplexe. La marche sur Versailles est conforme à l'iconographie mais la suite pose question. Ces femmes tenaillées par la faim, exaspérées par des queues interminables aux portes des boulangeries, qui viennent de parcourir trente kilomètres sous une pluie battante, qui plus est en armes et tirant un canon, vont bien poliment demander à l'Assemblée d'intercéder auprès du roi pour qu'il revienne à Paris. Celle-ci délègue Jean-Joseph Mounier (Guillaume Marquet) qui obtient d'un Louis XVI (Laurent Laffite), visiblement humilié, la sanction des décrets qu'il refusait jusqu'alors de signer (8). Sans

(4) Ce qu'Alexandre Dumas disait du roman vaut *a fortiori* pour le cinéma : « *Si un roman doit ressembler à un cours d'histoire, bonsoir !* »

(5) En août 1790, les Suisses de la garnison de Nancy demandèrent à contrôler les caisses régimentaires, s'opposant ainsi à leurs officiers. S'ensuivirent des affrontements et une dure répression conduite par le marquis de Bouillé, cousin de La Fayette.

(6) Avant le générique, le roi lave symboliquement les pieds des enfants pauvres.

(7) Les propos du papetier Réveillon annonçant une baisse des salaires provoquèrent, le 27 avril 1789, une émeute qui fut durement réprimée.

doute attendri par la détresse des Parisiennes, le roi accepte même de s'installer aux Tuileries ! N'importe quel élève de cours moyen savait jadis que les choses ne se sont pas exactement passées ainsi. Cette présentation est intentionnellement tronquée. Mounier était accompagné d'une délégation de femmes peu disposées à s'en laisser compter. Où sont-elles passées ? Le lendemain, le château fut forcé, les appartements de la reine envahis, le couple royal contraint de se montrer au balcon. Il gagna Paris accompagné des têtes fraîchement coupées de trois gardes du corps. Le spectateur ne saura rien de ces moments décisifs. La violence populaire, sans laquelle le roi n'aurait jamais cédé, est totalement occultée. Pourquoi ? À cette étape de la Révolution, marquée, comme l'indique un sous-titre, par « *un vent de liberté* », serait-elle de mauvais ton ?

Pierre Shøeller, nous l'avons vu, s'est remarquablement documenté et nous ne le suspectons pas de faire mentir délibérément son film, mais ses choix conservent un parfum de « *Bicentenaire* ». Déjà, les violences qui avaient accompagné la prise de la Bastille n'avaient été montrées que de manière indirecte (l'arrivée des blessés, le récit de la décollation de De Launay (9)). En revanche, le 10 août 1792, des personnages *supposés paisibles jusqu'alors* embrochent furieusement les Suisses. La scène de l'exécution du roi, enfin, même si elle est conforme à ce que l'on en sait, nous semble complaisamment grandguignolesque.

Le film tient en filigrane un discours. L'interrogation de Louis XVI sur l'échafaud – « *Où est passé mon peuple ? Mon bon peuple ?* » – conclut le récit d'un désamour entre un peuple et « *son* » roi. Au début, le peuple est paisible et royaliste. Tout au long du film, on le sent perdre sa « *longue patience* » (10). À la fin, les enfants eux-mêmes trempent leurs mains dans le sang du tyran. Rien de faux dans tout cela, à ceci près que la violence populaire *ne naît pas* de la Révolution, elle se déchaîne dès avant 1789. Elle est constitutive de la situation révolutionnaire et elle reste, qu'on le veuille ou non, « *l'accoucheuse de l'Histoire* ». En gommer le rôle décisif en 1789, en particulier lors des « *journées d'octobre* », n'aboutit qu'à suggérer l'idée d'un « *déravage* » (11) de

la Révolution. L'Histoire est ainsi faite : à la violence sociale des tyrans et des exploités répond celle des opprimés. Le peuple est violent parce qu'exaspéré par l'exploitation et les humiliations subies, par la flambée du prix du pain, sans parler d'exécutions publiques qui ne contribuaient pas à policer les mœurs.

S'il avait pris acte de cette réalité, l'auteur aurait pu livrer à la réflexion de son public cette phrase inspirée à Babeuf, en juillet 1789, par les têtes de De Launay, de Flesselles, de Bertier de Sauvigny et de Foulon (12) saignant au bout des piques : « *Nos maîtres nous ont fait barbares. Ils récoltent et récolteront ce qu'ils ont semé* » (13). ■

**Rémy Janneau, 7 octobre 2018**

(8) Les décrets adoptés le 11 août, à la suite à la nuit du 4 août. Ils abolissaient les privilèges, les distinctions et partie des droits féodaux, les droits portant sur la terre étant déclarés rachetables. Le roi refusait de « *dépouiller son clergé et sa noblesse* ».

(9) Gouverneur de la Bastille.

(10) Titre de Sophie Wahnich, historienne et conseillère du réalisateur (*La Longue Patience du peuple, 1792, naissance de la République* – Payot – Paris – 2008). Cette expression est reprise d'un article du numéro 21 de *La sentinelle* paru en juin 1792. Un garde national s'interroge : « *Ces armes que la liberté m'a mises à la main, m'en servirai-je pour appuyer les complots d'une cour qui me prépare à la servitude ? Les tournerai-je au détriment de la première autorité qui fait de bons décrets en faveur de la seconde qui les paralyse et contre un peuple souverain dont on a lassé la longue patience ?* » (Wahnich page 333).

(11) François Furet et Denis Richet soutenaient, dans les années 1960, que la Révolution aurait pu s'achever par un triomphe des Lumières et la mise en place d'une monarchie constitutionnelle. Elle aurait progressivement « *dérapé* » en 1792, sous le double impact de la guerre et de l'irruption des masses populaires sur la scène politique (*La Révolution française* – Marabout – 1965). Furet abandonnera cette thèse dans les années 1970 et défendra l'idée suivant laquelle la Révolution était « *protototalitaire* » dès 1789 (*Penser la Révolution française* – Folio Histoire – 1978).

(12) Jacques de Flesselles, prévôt des marchands de Paris, Louis Bertier de Sauvigny, intendant de Paris, Joseph François Foulon, ministre des Finances. Ce dernier aurait déclaré que si les Parisiens n'avaient pas de pain, ils n'avaient qu'à manger du foin (ou brouter de l'herbe, suivant les versions).

(13) Renoir la prête à l'un des personnages de *La Marseillaise*.

# **Chronique des falsifications**

## À propos du portrait paru dans *Challenges* d'un proche de Macron, Thierry Coste.

# Falsification

**D**ressant le portrait de l'un des proches de Macron, Thierry Coste, le fondateur et le patron de la société Lobbying et Stratégies (au nom très éloquent), qui a, entre autres, récemment obtenu quelques faveurs pour le 1,2 million de chasseurs que compte la France, l'hebdomadaire *Challenges* (30 août 2018) conclut son portrait flatteur par l'affirmation que Coste, outre les chasseurs, « défend aussi des marchands d'armes et des présidents africains ». Il est en effet le président du comité Guillaume Tell, lobby français des armes qu'il définit lui-même comme la

« NRA (l'association américaine de promotion des armes) française ». Il fricote avec l'Arabie saoudite et quelques autres États aussi démocratiques. *Challenges* poursuit : « Sa méthode : infiltrer l'ennemi pour mieux le comprendre. Un réflexe hérité des trotskystes avec lesquels il a flirté dans sa jeunesse » (page 24)... C'est d'ailleurs ce que ce monsieur Coste a déclaré lui-même à *L'Obs* : « J'ai conservé l'habitude trotskyste d'infiltrer l'ennemi pour mieux le comprendre. » Cette « habitude trotskyste » relève du mauvais roman feuilleton. ■

Jean-Jacques Marie

## Falsification... ou perle ?

**L'**hebdomadaire russe *Rousskaia Mysl* (La Pensée russe) dirigé par le patriarcat de l'Église Orthodoxe publie dans son numéro 102 d'octobre 2018 une interview d'un « historien » (?) russe, Edouard Gordon, présenté comme spécialiste des services de renseignements. L'hebdomadaire l'interroge sur le meurtre de l'ancien agent russe Skripal réfugié en Grande-Bretagne. Le dénommé Gordon explique que Skripal était un trop petit personnage pour que les services russes veuillent l'éliminer. Et il compare son sort à celui de Trotsky, qu'il fallait absolument, selon lui, assassiner. Il affirme, pour justifier le meurtre :

« Trotsky était un adversaire de l'État soviétique. Il appelait à sa défaite dans la guerre qui se préparait contre l'URSS, il collaborait avec les fascistes en utilisant les moyens que ces derniers lui fournissaient. Il pouvait jouer dans la guerre qui s'annonçait un énorme rôle négatif. »

S'il est évidemment hors de question de « réfuter » (?) cette pure (si l'on peut dire) et simple reprise des fables staliniennes, il est quand même bon de rappeler pour d'éventuels lecteurs peu âgés que Trotsky s'est toujours prononcé pour la défense inconditionnelle de l'URSS, inconditionnelle c'est-à-dire indépendamment de la politique de la clique qui la dirigeait. ■

Jean-Jacques Marie



# Un faussaire « d'extrême gauche » : François Chesnais

Un abonné clermontois de notre revue m'a fait parvenir un texte de François Chesnais daté du 4 juin 2017 et intitulé : « *Écraser Le Pen électoralement dimanche signifie voter Macron et non pas voter blanc ou s'abstenir* »... au second tour de l'élection présidentielle. Je ne discuterai pas ici de la portée d'un tel vote. *Les Cahiers du mouvement ouvrier* ne sont pas destinés à ce genre de discussion. Mais on ne peut rester sans réagir à la falsification de la pensée de Trotsky à laquelle se livre François Chesnais pour valider sa position. Certes, le texte est déjà ancien et le lien qui permettait de le trouver a disparu, mais mieux vaut tard que jamais, d'autant que cette falsification peut être à nouveau utilisée.

Chesnais écrit :

*« C'est faire grand crédit au Front républicain qu'on combat si fortement par ailleurs de penser que sa constitution, qui a été très difficile et incomplète, garantit la victoire de Macron et autorise à ne pas se salir les mains en votant pour lui. On peut aussi considérer que la prestation de Le Pen au cours du débat télévisé du second tour a réduit les dangers de la voir élue. Mais comme Edwy Plenel l'argumente dans le texte "Dire non au désastre" posté sur Mediapart, demain il risque d'être un peu tard pour se défendre efficacement lorsque, sous un gouvernement dirigé par le FN, les libertés d'expression et d'organisation, et le droit de grève seraient sérieusement encadrés, voire supprimés dans bien des cas. Je ne suis pas particulièrement satisfait que ce soit quelqu'un d'autre qu'un militant trotskyste pour porter à l'attention d'un*

*large public l'un des fils conducteurs des textes de Trotsky des années 1930, à savoir que "dans la lutte contre le fascisme nous sommes prêts à passer des accords avec le diable, avec sa grand-mère" (cité par Pierre Broué dans sa biographie de Trotsky, Fayard, 1988, page 716). »*

Certes, le membre de phrase cité est exact... mais seulement partiellement ! Chesnais supprime la fin de la phrase coupée avant deux noms importants qui précisent son sens réel ; la phrase, en effet, se poursuit ainsi : « *et même avec Noske et Zörgiebel* », deux dirigeants sociaux-démocrates particulièrement odieux, mais sociaux-démocrates. Or Trotsky se bat pour le front unique du Parti communiste et du Parti social-démocrate. Il prend comme exemple les deux dirigeants sociaux-démocrates les plus à droite pour récuser toute opposition au front unique fondée sur les actes de tel ou tel dirigeant social-démocrate. L'objectif pour lui est la réalisation du front unique ouvrier, seul moyen à ses yeux de vaincre la menace nazie. « *Le diable et sa grand-mère* » qu'il évoque sont des membres du mouvement ouvrier, les pires peut-être, mais membres du mouvement ouvrier et le « même » souligne qu'ils représentent pour Trotsky la limite extrême. Chesnais supprime la fin de la phrase de Trotsky pour faire disparaître le front unique ouvrier et tenter de ranger sous la rubrique du « *diable et de sa grand-mère* » tels que les envisage Trotsky tous les fieffés réactionnaires bourgeois qui ont appelé à voter Macron au second tour : Raffarin, Sarkozy, Juppé, Estrosi, Fillon, Copé, Baroin, Bernard-Henri Lévy, etc. ■

**Jean-Jacques Marie**

## L'Histoire en marche ? Lénine ... idéologue du fascisme ?

**L**e club Histoire dans sa livraison de novembre 2018 comprend une page présentant les couvertures de plusieurs ouvrages visant à comprendre le fascisme et son idéologie... On y trouve six ouvrages : Mathilde Aycard et Pierre Vallaud : *Salo - l'agonie du fascisme* ; Jean-Yves Domagen : *Logiques du fascisme* ; Frédéric Le Moal : *Histoire du fascisme* ; Pierre Milza : *Conversations Hitler-Mussolini* ; Peter Jackson : *La France et la menace nazie...* et le dernier de la série : Stéphane Courtois : *Lénine, l'inventeur du totalitarisme... !*

Ainsi une page de publicité présente l'assimilation de Lénine à Hitler et Mussolini comme tellement évidente, comme allant tellement de soi, qu'il suffirait de

l'illustrer par un montage photographique. Nettement mieux que l'historien allemand Eric Nolte : pour ce dernier le nazisme était une réaction face au bolchevisme... ainsi rendu responsable de son apparition. Désormais dans l'histoire en marche, ils deviennent frères jumeaux... On n'arrête décidément pas le progrès.

Il faut à cette fin effacer une évidence : le bolchevisme s'est fixé comme but de renverser la domination du Capital, ce pourquoi ce dernier a tout fait pour l'écraser ; le fascisme, lui, a été l'instrument choisi à un moment donné par le Capital menacé pour maintenir sa domination en écrasant le mouvement ouvrier. Une nuance, pour le moins, non ? ■

**Marc Teulin**

### Conférence des Cahiers du Mouvement Ouvrier

## Samedi 26 janvier 2019

de 14 heures à 17 heures.

### EDMP

8, impasse Crozatier - 75012 Paris - métro Reuilly - Diderot

# Le rôle de la Gauche communiste italienne dans la fondation et les premières années d'existence du Parti communiste d'Italie (1921-1926)

Conférence introduite et animée par Matteo Napoli, militant internationaliste et chercheur

Au-delà de tout stéréotype victimaire, il est indéniable que l'histoire de la naissance du Parti communiste d'Italie à Livourne a été écrite, rendue publique et diffusée par les vainqueurs de l'âpre bataille politique et sociale que se livrèrent le stalinisme et les courants marxistes qui s'opposaient à lui.

La contre-révolution sociale, revers, selon le conférencier, d'une contre-révolution économique dont la victoire du stalinisme en Russie ne représenta au fond que la superstructure politique et étatique, conditionna et vida de toute leur énergie anticapitaliste les partis de l'Internationale, qui se trouvèrent convertis désormais dans le rôle prioritaire de défenseurs de l'État russe, synonyme peu convaincant du « socialisme » dans un seul pays.

En décembre 1926, Amadeo Bordiga défie Staline au congrès de l'Internationale qui se tient à Moscou, en proposant que l'État russe soit placé sous la gouvernance de tous les partis de l'Internationale.

Ce témoignage extrême du courage personnel et de la cohérence marxiste d'un militant communiste se heurte bien entendu à un clair refus, tandis que des personnages comme Palmiro Togliatti, qui étaient pratiquement inexistantes en janvier 1921, au moment de la fondation du PC d'I, sont à présent propulsés à des postes situés au sommet de l'organigramme du parti.

Une piètre tradition d'études historiques qui a pris des formes envahissantes et répétitives a de fait effacé de la plupart des ouvrages d'histoire, non seulement le contexte réel, mais surtout le nom même du courant politique qui joua un rôle essentiel dans la fondation du Parti communiste d'Italie.

Cette conférence de janvier 2019 (centenaire des tragiques événements d'Allemagne où trouvèrent la mort Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht), loin de tout esprit de faction, aura du moins le mérite de ré-évoquer, à l'attention du public, une partie des événements tels qu'ils se sont réellement passés.

Matteo Napoli, qui prendra la parole, est un militant internationaliste de vieille date et un chercheur marxiste.



Annnonce de la fondation du PC d'Italie dans le journal de Gramsci "L'Ordine nuovo". D.R.

